

débats

NORMES

La société est contraignante. Même lorsqu'on croit avoir reconquis une grande liberté de mœurs. Sans doute les jeunes et les femmes font assaut de fantaisie dans la manière de s'habiller, mais Danièle Rosadoni déplore que la mode masculine reste si triste pour les adultes. Quant aux normes de l'orthographe, fixées au dix-neuvième siècle (comme la rigueur du vêtement masculin), elles sont devenues, selon Jérôme Verain, intangibles et sacrées.

La liberté de s'attifer

C'est le XIX^e siècle qui a enlevé à l'homme sa parure. Pour se distinguer il n'avait plus que les diverses façons de nouer sa cravate.

L'HOMME est devenu objet - gris foncé, le plus souvent - en perdant la liberté de s'attifer. Réduit à rêver parure par compagnie interposée, il a bel et bien aliéné toute une part de sa liberté et de sa personnalité.

Du temps où les braguettes s'affirmaient ostensiblement et, nous dit Rabelais, étaient « bien joyeusement attachées avec deux belles boucles d'or », les hommes portaient pourpoints de velours, satin, damas, taffetas ; mais aussi « ceintures de soie aux couleurs du pourpoint et robes autour précieuses comme celles des dames ».

Au XVII^e siècle, sous leurs manteaux fleuris, brochés, brodés, agrémentés de flots de rubans aux épaules et aux manches, les hommes pouvaient choisir, ou bien les cravates étroites en velours vert ou chamoisi, ou les amples « cotillons appelés hauts-de-chausses », autrement dit des chausses, cotillons ou, osons le mot, des jupes-culottes, bien que Dorine y trouvât à redire. Mais où sont les robes d'antan ?

Lorsque les Français arrivent à Madrid en 1660, Mme de Motteville nous rapporte que « cette quantité de plumes et de rubans de toutes couleurs avaient paru comme un portier de fleurs fort agréable à voir ». Gageons qu'un portier de ministres du Maréchal ne ressemblera pas à un berceau de fleurs.

Les descriptions lyriques des costumes masculins, hélas, ont passé comme passent les roses. Si Montesquieu nous renvoyait ses Persans - mais les Persans ne sont plus ce qu'ils étaient, Usbek et Rica viendraient aujourd'hui du pays d'E.T. - ils écriraient à peu près ceci à leurs familiers : « Je ne saurais revenir, mon cher Rédi, de la manière dont les hommes de cette pléiade-ci sont faits. Tout ce qui compte pour le gouvernement des pays et l'administration des affaires, tous ceux qui entrent en scène dans les maisons pour raconter les événements du jour ou pour divertir le peuple, tous ont le même singulier accoutrement.

La description en sera bientôt faite. La moitié inférieure du corps est couverte par une pièce de vêtement qui va de la taille aux talons, divisée en deux tuyaux flottant autour des jambes. La moitié supérieure du corps est dissimulée par une autre pièce de vêtement de même étoffe - généralement gris foncé - qui tombe jusqu'aux hanches par-dessus la première. La façon

par DANIEL ROSADONI (*)

est assez ingénieuse au demeurant : elle figure assez bien un sac muni de manches, fermé par le devant, assez raide (aussi n'en peut-on juger que si les hommes sont debout les bras pendant le long du corps), mais assez lâche pour permettre des gestes qui en dérangent constamment l'ordonnance.

« J'ai dit que cette pièce haute se fermait par-devant, à mi-corps environ. Dans l'ouverture, apparaît un triangle blanc (que n'a-t-on glosé lorsqu'un superintendant osa le rose !), pointé en bas, barré verticalement à l'aplomb du nez et du menton, d'une étroite bande de tissu sombre.

« J'admire qu'ils se puissent connaître. Il faut qu'ils aient l'œil bien exercé pour se saluer sans faute. Pour moi, je ne vois point de différence entre eux et la tête me tourne quand je crois parler toujours au même homme en une assemblée ou en cent endroits distincts.

Un appauvrissement progressif

« Comme ils feignent de ne point voir le ridicule ennui de leur uniformité, il se trouve des gozettes populaires pour produire des jugements sur la manière des hommes de s'habiller. Le plus sérieusement du monde, on y prétend que le tailleur de Rouen Bonnetier ou de Nérba Moyeu est plus habile homme que celui de Germa Figeois ou de Visi Roumou. Et les mêmes gazettes vont déplorer que les manufactures du royaume sont presque à la banqueroute parce qu'elles ne vendent plus leurs soies, brocarts et velours.

« Je ne te dis point comme les femmes se vêtent. Ce serait un chapitre à durer jusqu'au soir. Elles ont toutes licences que les hommes n'ont point.

La mise masculine n'a fait que s'appauvrir. Ecartons l'éventail, il n'a duré qu'une saison. Sous Henri III, les hommes, qui souffraient alors de la chaleur nuant que les dames - mais nous avons changé tout cela - utilisaient, comme elles, de magnifiques éventails pour se rafraîchir le visage.

Après les somptuosités des XVI^e et XVII^e siècles, le XVIII^e, déjà, rétrécit l'homme. C'est

(*) Ecrivain.

pourquoi le Musée de la mode et du costume compte dans ses réserves - celles-ci, à part divers accessoires, ne remontent pas au-delà des années 1700 - plus de costumes d'hommes que de femmes. En effet, les confortables métrages des robes de femmes au XVIII^e siècle ont souvent été utilisés, par les châtellains désargentés, à recouvrir canapés ou fauteuils défraîchis. Les habits d'homme ne permettant pas cette mobilité reconversion ont été plus fréquemment épargnés.

Le XVIII^e siècle, donc, rogne son philosophe. Il y a déjà longtemps que les souliers à talons hauts ne mettent plus en valeur les mollets cambrés gainés de soie. Cependant, avec dentelles, gilets brodés, habits à basques juponées, il limite un peu les dégâts. Mais dès qu'arrive l'ennuyeux XIX^e siècle, tout le beau de la parure est fini. Le dandy, pour s'exprimer, n'a plus guère que les vingt façons de nouer sa cravate - « en cascade, mathématique, sentimentale... » - puisque, à cette époque pas encore totalement mûrie, « la cravate de l'homme de génie ne ressemble pas à celle du petit esprit ». Le fameux gilet rouge de Théophile Gautier fut la dernière goutte de sang dans cette agonie des illusions perdues.

La femme, en revanche, s'est emparée de tout ce que l'homme a peu à peu abandonné, et les temps modernes lui ont offert de nouvelles possibilités d'expression. Si l'on en croit Proust, chacune des tenues de la duchesse de Guermantes était « comme la projection d'un aspect particulier de son être ». Alors, quelle autre multiforme est la nôtre ! Et l'on vient à se demander si l'homme a perdu la sienne.

COURRIER DES LECTEURS

Touche pas à mon flic...

Dans sa chronique « La communauté juive de France face à Vichy et aux nazis » (*Le Monde* du 3 mai), Patrick Jarreau évoque ces « policiers jouissant encore du sens de l'honneur », grâce à qui - entre autres - « sur les vingt huit mille victimes désignées par la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942, les fonctionnaires n'en trouvèrent que treize mille à leur domicile... ». Il n'est pas nécessaire de trop s'appesantir sur le fait que les neuf mille policiers parisiens chargés de conduire la rafle ont répondu présent à l'appel, comme un seul homme. Nous savons qu'au lendemain de cette glorieuse opération (pour laquelle aucun des exécutants n'a été inquiété après la Libération), un seul policier a cru utile de démissionner. Il s'appelait Rombeau et était affecté au commissariat de Nogent-sur-Marne (1). Un seul sur neuf mille. Certes, quelques victimes désignées ont bien été prévenues par des policiers, mais ces cas ont été moins nombreux que la légende voudrait le laisser croire.

Est-ce là l'honneur des policiers ? Est-ce que l'attitude convenable de quelques individus (trop rares) peut redorer le blason de cette police ? A cette époque où les nazis comptaient sur l'aide de ces supplétifs toujours disponibles, l'honneur eût consisté à rendre cet uniforme qui allait représenter jusqu'en 18 août 1944 l'un des symboles de la répression (...).

MAURICE RAJSFUS
Journaliste, écrivain
(raflé le 16 juillet 1942 par la police française).

(1) Dans la *Rafle du Vel d'Hiv*, de Claude Lévy et Paul Tillard (Robert Laffont, 1967).

La République, l'élitisme et l'orthographe

L'écriture du français est une institution, voire un mysticisme

par JÉRÔME VERAIN (*)

REVOILA la dictée ! Dans son projet de réforme de l'enseignement primaire, M. J.-P. Chevènement ressuscite le plus fervent des cultes français, et le plus unanime : celui de l'orthographe. Jules Ferry en kimono remet au goût du jour les idéogrammes de notre écriture, associée dans la vertu du « par cœur » aux bonnes vieilles tables de multiplication : un seul « à chariot » et deux à « charrie », aussi sûr que deux et deux font quatre !

Le bénéfice électoral du retour aux valeurs pédagogiques d'antan sera sans doute immense, car nous adorons l'orthographe, au sens religieux. « L'erreur est humaine », proclame une publicité pour correcteur typographique : nul, pourtant, ne tolérera la « faute » définitive. Un seul accroc, et votre texte est défiguré aussi sûrement que par une tache de graisse. L'écriture du français suppose la perfection, et nul n'est censé ignorer la loi orthographique.

Née en 1832

Celle-ci représente dans notre pays une véritable institution, un monument dont chaque Français s'enorgueillit sans pouvoir prétendre l'avoir jamais visité. La revue *Lire* a donné récemment à la « croisade démocratique contre le relâchement de l'écriture » la forme exaltante d'un championnat de France de dictée ! Seuls les deux concurrents qui se rapprochent un peu du monde idéal gagneront un tour du monde de la francophonie. Tous les autres continueront de vivre l'écriture légalisée comme un mal nécessaire.

En France, l'idée même d'une norme graphique est apparue très tard. L'orthographe n'a longtemps représenté qu'un usage : écrire, c'était faire un choix parmi plusieurs graphies, en évitant les formes aberrantes, mais sans s'interdire la fantaisie, l'originalité. C'est par anachronisme que nous sourions de Napoléon, qui embrasse son fils, de Balzac, qui maudit le hasard et se débat dans les ennemis budgétaires, de Voltaire, qui persécuta sa correspondance de graphies fluctuantes et défilées : *labbé, jespère, filose*... Seuls les pédants se van-

taient de connaître « le vrai orthographe » (Paillet, 1608), « la vraie et pure orthographe » (Poisson, 1609), ou « la vraie et ancienne orthographe » (Simon, 1609).

Tout va changer au dix-neuvième siècle avec la centralisation étatique et l'université napoléonienne. On fixe à 1832 l'acte de naissance de l'orthographe, date d'un décret de Louis-Philippe qui impose à tous les fonctionnaires de conformer leurs graphies à celles du *Dictionnaire de l'Académie*. Un autre décret charge même la police, en 1846, de faire corriger les enseignes fautives.

Le système s'est fixé sur les bases de 1830, comme si l'histoire elle-même s'était arrêtée à l'heure bourgeoise. La pendule bloquée, rien n'empêchait de récupérer au passage la grande littérature classique du dix-septième siècle, en éditant Corneille et Racine avec l'orthographe de la III^e République. Ainsi se trouvait fortifié le mythe d'un français intangible et sacré, dont Villon, Montaigne et Rabelais ne sont plus que les précurseurs archaïques.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est du dix-neuvième siècle également que date la manie de conserver la graphie ancienne pour les textes antérieurs à 1650. Le lecteur, dit Valéry Larbaud, l'appreuve « comme du faux vieux, comme ses meubles en faux Louis-XVI, en imitation d'Empire ». Cette ligne de démarcation arbitraire tracée dans notre littérature manifeste la vraie fonction de l'orthographe : il s'agit moins de moderniser l'écriture que de la fixer, comme on épinge un papillon.

Le figement s'accompagne d'une mise en silence. « Sans lien avec le souffle, la virgule et le point sont sans doute comme le symptôme écrit de la grammaire et de la soustraction de l'oral » (1). Il y a beau temps en France que la littérature est interdite de récitation : la rime et la prose sont pour l'œil, non pour l'oreille. Ronsard était chanté plutôt que lu, mais la tradition inverse prévaut depuis Mallarmé : « Les mots que l'on prononce ne sont pas les mots que l'on écrit. La page est imprononçable » (2). La voix « prend » en écriture comme le lait en beurre, ou l'eau en glace.

De la lettre d'affaires aux sonnets de Mallarmé, l'imprimé suscite chez nous le respect dû aux langues mortes, aux textes sacrés. L'orthographe est un attribut de ce culte : qu'elle se traduise en jeu ou en respect, le mot écrit exerce

(*) Assistant de linguistique à l'université de Paris-Nord.

sur nos esprits une fascination visuelle proche du fétichisme. « Philosophie avec ses deux ph a un austère, majestueux, qui s'accorde secrètement avec les grands hommes qui ont pratiqué cette science » (3). Notre écriture se charge donc volontiers d'idéologie et d'affectivité.

Les tentatives des réformateurs, qu'ils soient partisans d'une toilette modérée ou de la révolution « fonétique », se sont toujours heurtées à un tollé unanime : remplacer qu et ph par k ou f, dépeupler *réminiscence* de son s ou tabac de son c, procède du vandérisme et de la trahison nationale.

Selon A. Martinet, la généralisation du k dans une graphie rénovée heurterait la germanophobie latente dans notre pays.

Une superstition romaine

Et quelle pire insulte les vilains Canaques pouvaient-ils infliger au drapeau républicain que la graphie « Kanaky » ?

On songe à la superstition romaine qui rejette le z à la fin de l'alphabet, « parce qu'en la prononçant on imite les dents d'un mort » ; ou encore à la haine de l'empereur Julien pour le x et le k (initiales de Xristos et Konstantinos) (4).

L'idole graphique ne saurait être adorée collectivement. « Un livre est pour moi une manière spéciale de vivre », écrit Flaubert le solitaire. On s'isole pour lire ou écrire, dit Pascal Quignard, comme on s'isole « pour défigurer, pour uriner, pour aimer » (5). Les pédagogues les plus novateurs voient dans l'orthographe la haire et la discipline de l'apprenti lecteur : la mémorisation des mots difficiles doit se gagner « dans l'immobilité muette du corps et des lèvres » (6).

C'est l'hommage rendu à une déité jamais vraiment révélée, dont le sexe même (pardon : le genre) s'entend de mystère. L'erreur est une « faute », une sorte de péché.

L'orthographe est plus qu'un patriotisme et plus qu'une religion : un mysticisme, « le rêve d'un contact par solitude » (7).

- (1) P. Quignard, *Petits traités*. Éditions Clivage, tome I, page 23.
- (2) *Ibid.*, page 95.
- (3) Jean Dutoit, *Le Monde de l'éducation*, janvier 1976.
- (4) P. Quignard, *op. cit.*, tome III, pp. 13 et 64.
- (5) *Op. cit.*, III, p. 65.
- (6) Henri Basile, *Je cherche, donc j'apprends*. Éditions sociales.
- (7) P. Quignard, *op. cit.*, III, p. 168.

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS,
75471 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696872 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969), Jacques Faumet (1969-1982), André Lauzun (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Varner

Conseiller en chef : Claude Salas

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
254 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
POUR PAYS NORMAUX
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dont semestres ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Cuba-Croire, 235 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 30 dr. ; Hongrie, 55 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Norvège, 2 300 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 100 F R. ; Suède, 100 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 110 nd.

IAE UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
47, rue des Berges 75740 PARIS Cedex 15

**CERTIFICATS SUPÉRIEURS
DE L'EXPERTISE COMPTABLE**

**RÉVISION COMPTABLE - JURIDIQUE ET FISCAL
DEUX FORMULES**

5 JOURS	3 JOURS
JURIDIQUE ET FISCAL du 17 au 21 juin 1985	RÉVISION COMPTABLE du 2 au 4 septembre 1985
RÉVISION COMPTABLE du 24 au 28 juin 1985	JURIDIQUE ET FISCAL du 9 au 11 septembre 1985

- Formation assurée par :
- des praticiens spécialistes des disciplines enseignées
- des membres des Jurys d'Expertise Comptable
- Utilisation de cas pratiques et entraînement intensif aux épreuves de l'examen
- Groupes limités à 25 stagiaires

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
auprès de Karin RIPOCHE
☎ 558.02.28 ou 557.28.41

PROCHE-ORNI
L'EC

Vives criti

1000 OKAMOTO
L'ON DES AUTRES
DE L'ATTENTAT DE L'ON
EN 1972

Le Prix de la paix 1985
décerné au

هكذا من الأصل

étranger

PROCHE-ORIENT

L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS ISRAËLIENS ET PALESTINIENS

Vives critiques en Israël

(Suite de la première page.)

Parmi les libérés, 167 avaient participé à des opérations terroristes ayant entraîné mort d'hommes, dont 148 purgèrent une peine de détention à perpétuité. Les plus « célèbres » sont le Japonais Kozo Okamoto, seul survivant du commando ayant perpétré le massacre de Lod en 1972 (24 morts, 72 blessés), Ziad Abou Ain, dont la bombe tua deux enfants à Tibériade en 1979, les auteurs de l'attaque de la route « côtière » (35 morts), qui servit de prétexte à Israël pour lancer l'opération Litani au Liban en 1978, de celle sur Naharyn en 1979 (3 morts, dont 2 enfants), et du raid contre l'hôtel Savoy à Tel-Aviv.

Ce nouvel échange de prisonniers marque l'épilogue de délicates et discrètes négociations étalées sur plus de dix-huit mois. Ancien chef de cabinet de l'ex-chancelier Kreisky, l'actuel ambassadeur d'Autriche à Athènes, M. Herbert Amry fut l'homme-clé de ces transactions. L'un des meilleurs atouts d'Israël fut d'avoir entre ses mains le propre neveu d'Ahmed Jibril, capturé lors d'une « opération spéciale » à Beyrouth et dont le chef du FPLP-CG (Front populaire de libération de la Palestine-commandement général) recherchait à tout prix la libération. Mais le véritable tournant de la négociation se produisit en avril 1984, lorsque Ahmed Jibril reconnut pour la première fois détenu Hezi Shai.

KOZO OKAMOTO : L'UN DES AUTEURS DE L'ATTENTAT DE LOD EN 1972

Condamné à la prison à vie, le Japonais Kozo Okamoto, libéré mardi à Genève, faisait partie du commando qui le 30 mai 1972 a ouvert le feu dans le hall d'accueil de l'aéroport de Tel-Aviv, tuant vingt-quatre personnes et en blessant soixante-douze autres.

Le commando comprenait trois hommes : Takachi Okada, Yasuhide Yassouki et Kozo Okamoto — membres de l'Armée rouge, organisation terroriste japonaise. Entraînés et équipés à Beyrouth, dans un des camps du FPLP de Georges Hachebe, les trois hommes s'étaient embarqués à Rome à bord d'un appareil d'Air France en partance pour Tel-Aviv.

Arrivés à l'aéroport de Lod (au sud de Tel-Aviv), le commando récupéra ses bagages pour en tirer des grenades et des fusils mitrailleurs. Après avoir détruit leurs papiers d'identité, les trois hommes ouvrirent le feu indistinctement sur la foule des passagers.

Longtemps isolé dans une cellule de la prison de Ramleh (près de Tel-Aviv), Kozo Okamoto tomba très rapidement dans un état de délabrement psychique. Selon les témoignages recueillis par la presse israélienne, le détenu le plus célèbre d'Israël, n'ayant pas le moindre langage commun avec ses geôliers, passa des journées entières sans dire un mot, la tête tournée vers la mur de sa cellule. Il y a quelques années, on rapporta qu'il s'était adonné à l'étude de la Bible avec passion. L'opinion israélienne apprît alors avec stupeur qu'il avait tenté de se suicider lui-même dans sa cellule à l'aide d'une cuillère acérée.

Selon la presse de Tokyo, le Japon a émis un mandat d'arrêt contre Kozo Okamoto.

Les pourparlers s'accrochèrent à partir de septembre dernier et, après quelques ultimes marchandages, débouchèrent sur un accord le 22 avril. Trois semaines plus tôt, le cabinet israélien l'avait ratifié à l'unanimité.

Des concessions de prestige

L'échange survenu lundi n'est pas numériquement le plus impressionnant, puisque les opérations précédentes, conclues notamment en 1956, 1957 et 1967 avec l'Égypte portaient sur plus de 5 000 prisonniers tandis que celle mise au point en novembre 1983 avec le Fatah avait permis la libération de quelque 4 500 Palestiniens. Cette fois, c'est bien sûr la personnalité des détenus et la gravité de leurs méfaits qui font toute la différence. Pour obtenir la libération de ses 3 soldats, Jérusalem a fait des concessions de prestige, en acceptant par exemple qu'une lettre signée d'Ahmed Jibril parvienne à tous les prisonniers qualifiés par le chef du FPLP-CG de « frères et camarades militants ».

Jibril obtint aussi la mise sur pied dans les onze prisons concernées de « comités révolutionnaires » chargés de coordonner avec le CICR la bonne marche des opérations. Il n'est pas sûr qu'Ahmed Jibril puisse tirer auprès des Palestiniens un énorme profit politique de l'opération car son organisation reste malgré tout très marginale. Son effet « négatif », en revanche, aux dépens du prestige de M. Yasser Arafat, est plus probable. En acceptant le retour de plusieurs centaines d'anciens détenus dans les territoires occupés, condition posée par Ahmed Jibril, l'État hébreu a pris un risque indéniable quant à sa sécurité. Le ministre de la Défense, M. Rabin, a toutefois annoncé mardi qu'il proposerait au cabinet qu'il soit pris en compte une nouvelle prise d'otages en Israël tous les détenus libérés lundi soient aussitôt réincarcérés.

Comme prévu, une partie de la classe politique s'est jointe aux colonels des territoires occupés pour exhorter le gouvernement d'Israël à capituler devant les exigences exorbitantes des « terroristes ». Pour éviter de nouvelles tractations de ce genre à l'avenir, les députés d'extrême droite ont même proposé de restreindre légalement la liberté de manœuvre du gouvernement dans ce domaine. Surtout, nombre de députés de droite attendent désormais de la justice une attitude de sévérité envers les membres du réseau terroriste juif qui comparaissent actuellement devant le tribunal de Jérusalem. Comment, disent-ils, pourrions-nous condamner lourdement des juifs alors que nous avons libéré de « dangereux criminels ».

J.-P. LANGELLIER.

Le Prix de la paix 1985 des libraires allemands décerné au maire de Jérusalem

Francfort (AFP). — L'Association des libraires allemands a fait un choix très politique en décernant lundi 20 mai à Francfort son Prix de la paix 1985 au maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, âgé de soixante-treize ans, dont elle a voulu récompenser « le travail d'irréconciliable défenseur de la réconciliation israélo-arabe ».

Ce prix, d'un montant de 25 000 deutschemarks (8 300 dollars), l'un des plus importants décernés en RFA, sera remis le 13 octobre au maire de Jérusalem pendant la Foire du livre de Francfort, par le maire de Stuttgart, M. Manfred Rommel, fils du maréchal Erwin Rommel.

Explicite la remise du prix à M. Kollek, l'Association des libraires allemands a estimé que

« Teddy Kollek a permis pendant vingt ans, comme maire de Jérusalem, par son courage quotidien, par des décisions souvent peu conventionnelles et par son humanité convaincante, de rendre possible la coexistence pacifique d'Israéliens et d'Arabes, de musulmans, de chrétiens et de juifs ».

Le prix, remis depuis 1950 chaque année en présence des plus hautes autorités de l'État, a été décerné notamment au médecin et philosophe français Albert Schweitzer, à l'écrivain ouest-allemand Hermann Hesse, au premier président de la RFA Theodor Heuss, au spécialiste des rapports franco-allemands Alfred Grosser, au violoniste américain Yehudi Menuhin et l'an dernier, à l'écrivain mexicain Octavio Paz.

A HÉBRON

La joie des uns, la colère des autres

De notre correspondant

Hébron (Cisjordanie). — Joie, embarras, émotion. Colère, consternation, violence. La libération des détenus palestiniens a suscité, lundi 20 mai, des sentiments et des réactions totalement contraires selon qu'on l'a vécu côté juif ou côté arabe dans les rues d'Hébron, l'antique cité des Patriarches que vénèrent le Bible et l'Islam.

Tard dans la nuit, alors que la crêpuscule, en ce premier jour de ramadan, avait depuis longtemps défilé chacun de l'épreuve du jeûne, la ville connut tour à tour l'attente émue des familles palestiniennes, l'alignement des retrouvailles et une subite interruption de violence. Au terme de cette longue journée, le drame fut évité de justesse.

La fête interrompue

Lundi, 22 h 30. La scène se passe autour d'un des ronds-points de la ville. Une demi-heure plus tôt, l'autobus parti de la prison de Naplouse s'est immobilisé avec à son bord cinquante-huit Palestiniens rendus à la liberté. Après les premiers débordements de liesse, le joyeux cortège des parents, les larmes et les accolades, la plupart des familles sont parties dans la nuit célébrer plus intimement le retour de « leur » prisonnier.

Quelques deux cents personnes stationnent encore sur les trottoirs. Un petit groupe fait cercle autour d'Amin, vingt-deux ans, particulièrement chanceux. Condamné à la détention à perpétuité, il n'a purgé que huit mois à la prison de Jisraïl. En guise d'accueil, ses amis débouchent une « delfia » — la danse traditionnelle des Palestiniens — au rythme d'un tambourin.

A peine interrompue, la fête, soudain, se brise net. Deux véhicules surgissent dans un grondement de moteurs. Les pneus crissent, les portes claquent. Des hommes barbus jaillissent, le mitrailleur au poing. « Les colons de Kyriat-

Arba », crie quelqu'un, dans la foule qui s'enfuit prise de panique. Course, bousculades. Chacun cherche un abri. Deux coups de feu claquent sans atteindre personne. Une balle traçante éraflait un instant.

Un homme à l'allure dégingandée s'avance en position de combat. On reconnaît bien vite le rabbin Moshé Levinger, fondateur du Goush Emounim (Bloc de la foi), mouvement annexionniste et far de lance de la colonisation juive en Cisjordanie. Des véhicules militaires arrivent presque aussitôt. Les soldats neutralisent les troubles-fête sans ménagement ni brusquerie excessive. Ils sont beaucoup moins tendus avec les Palestiniens effrayés. Une jeep poursuit certains d'entre eux sur le terre-plein d'un garage et les oblige à sauter, dans l'obscurité, dans un verger en contrebas, au risque de s'y briser les os.

Alors commence une longue scène qui n'est guère à l'honneur de l'armée. Au lieu d'appréhender ou de désarmer des hommes qui viennent de jouer aux cow-boys en pleine rue, les officiers tentent de calmer les plus frénétiques, de les rassurer, de les inciter au départ, mais sans grande conviction. L'armée manifeste à leur égard une évidente complaisance. Le rabbin Levinger n'est d'ailleurs pas homme à se laisser fléchir par de tels arguments.

Mitrallette Uzzi en bandoulière, il arpente à grands pas la chaussée, en maître des lieux. L'un de ses amis fait voler en éclats la vitre d'une voiture immatriculée à Hébron. Les soldats interviennent à peine pour calmer l'excité, tandis que le chauffeur fourvoyé s'éloigne sans demander son reste. Des colons arrivent en renfort. Ils tiennent la rue et assurent vouloir y passer la nuit. Derrière les fenêtres des maisons voisines on aperçoit

les visages effrités des habitants de Hébron.

Malgré le black-out officiel, les colons de Kyriat-Arba — implantation qui surplombe Hébron — étaient, bien sûr, informés, comme tout le monde, de l'opération d'échanges conclue entre Israël et l'organisation d'Ahmed Jibril. Pendant toute la journée, leur colère avait grossi. Hébron est, à leurs yeux, la ville-symbola, celle où ils attendent tester le gouvernement et le défer si besoin.

Depuis plusieurs années, quelques dizaines de religieux extrémistes ont repris pied au cœur d'Hébron pour y reconstituer l'ancienne communauté juive chassée par les pogroms en 1929. C'est là qu'un commando palestinien assassinait six étudiants talmudistes en mai 1980 et qu'un jeune colon fut tué en juillet 1983. Les habitants de Kyriat-Arba évoquent souvent la mémoire de ces « martyrs » que certains des leurs cherchent d'ailleurs à venger en tuant trois élèves du collège islamique d'Hébron. Ces criminels, membres du réseau terroriste juif, sont actuellement jugés à Jérusalem.

« Le crime paie »

Dès 17 heures, ils étaient environ deux cents colons de Kyriat-Arba — dont plusieurs dizaines de juifs éthiopiens — à être « descendus » sur Hébron pour exprimer leur colère. L'armée n'a pas autorisé leur manifestation et les contient près du marché central. Les banderoles accusent le pouvoir de lâcheté : « Les meurtriers sont de nouveau parmi nous », « La gouvernance suscite des assassins ».

Plusieurs orateurs, dont un rabbin et un avocat, développent ce leit-motiv. La malra, Shalom Wach, déclare, outré : « Les terroristes reviennent en héros. C'est la preuve que le crime paie. » Dans la

foule, les plus excités laissent entendre qu'ils souhaitent manifester violemment leur emertume. Ce n'est pas une menace en l'air, comme l'attestera leur raid nocturne, quelques heures plus tard.

23 heures : les lumières d'Hébron disparaissent au loin. Dans les villages qui bordent la route de Jérusalem, des rassemblements inhabituellement tardifs indiquent qu'on se réjouit ici et là en l'honneur d'un fils ou d'un frère fraîchement libéré. Dernière halte au camp de réfugiés de Deheisha, à la lisière de Bethléem. Dans une maison pleine à craquer, le héros de la soirée s'appelle Mohamed Alzang.

Douze ans en prison

Condamné en 1973 à vingt-cinq ans de détention pour « participation à une opération militaire » dans les rangs du Fatah, il en a purgé la moitié dans toutes les geôles du pays. Avant 1948, sa famille habitait un petit village sur la route de Tel-Aviv. D'une voix calme, il raconte sa vie en prison, ses vingt-deux heures par jour en cellule et ses grèves de la faim. Dans la pièce, on fait circuler les cigarettes et le thé à la menthe.

Les plus jeunes couvent Mohamed des yeux, admiratifs. Les vieux écoutent attentifs en égrenant leur chepolet. Dehors, les femmes chantent la beauté de la « Palestine, terre arabe » et scandent de vœux pour un dialogue imminente avec Abou Ammar (Yasser Arafat). Avant la prison, Mohamed sculptait des virages et des chaises de bois dans un atelier de Bethléem. Il ignore s'il reprendra ce genre de métier. Il est minuit, et pour l'instant il est sûr d'une seule chose : demain sera son premier jour de vraie liberté depuis douze ans.

J.-P. L.

Liban

Sanglants affrontements à Beyrouth

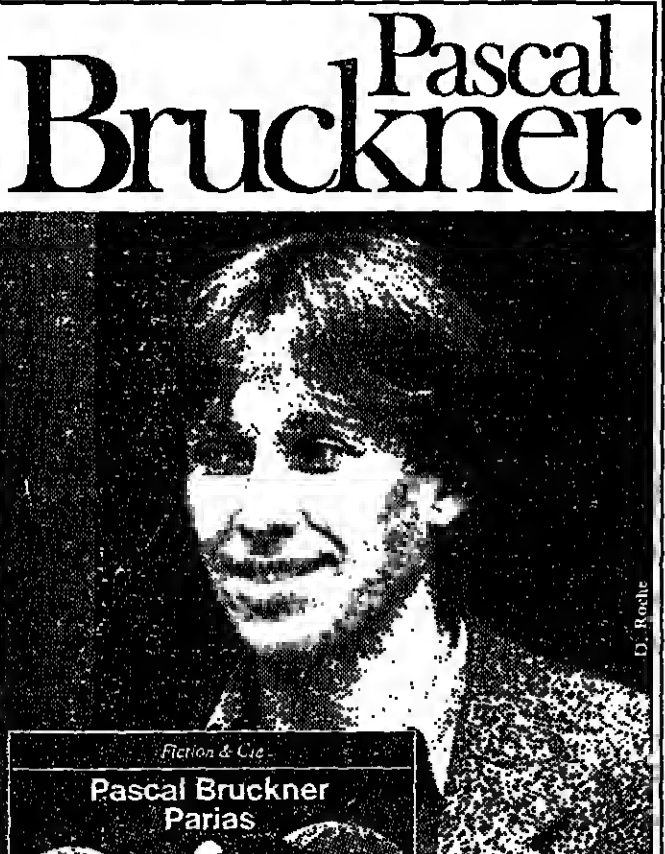
(Suite de la première page.)

Tout d'abord, parce qu'Amal n'est susceptible d'aucun surcroît sur le thème de la lutte contre Israël ou de la collusion avec l'État hébreu, ayant pris la tête de la résistance nationale au Sud, au moins dans sa dernière phase.

Ensuite, parce qu'Amal agit en harmonie avec Damas. Sur ses ordres ? Ce n'est pas certain concernant le dernier épisode, bien que l'OLP, à partir de Tunis, ait carrément mis les autorités syriennes en accusation. Mais, en tout cas, pas contre la volonté et les desseins de la Syrie. Certains ont même vu dans la bataille chilo-palestinienne des dernières quarante-huit heures une volonté syrienne de briser d'avantage route velléité régionale et internationale d'engager le dialogue avec les Palestiniens autrement qu'à travers elle, au moment où le président Hossni Moubarak rencontre de nouveau le roi Hussein de Jordanie. M. Berri a eu, en tout cas, deux contacts avec le vice-président syrien, M. Khaddam, durant les combats.

Enfin, parce que personne au Liban n'est en mesure et n'a envie aujourd'hui de se retrouver dans le camp des Palestiniens. « Arafatistes » de surcroît, pas même les sunnites. C'est évidemment impossible et impensable pour les chrétiens, dont les Palestiniens sont les ennemis, et qui jouent à fond ces temps-ci l'allégeance à Damas. Et c'est inconcevable pour les druzes et les sunnites, qui ne peuvent ni ne veulent s'opposer à la Syrie. Le seul à condamner ouvertement Amal a été Cheikh Saïd Chaabane, chef des intégristes de Tripoli. D'ailleurs, les Palestiniens ont sans doute eu tort de pousser leurs assauts victorieux du début jusqu'en dehors des camps : certes, ils ont eu la satisfaction de commencer par battre leur ennemi du jour, Amal, mais ils ont un peu trop fait la preuve de leur activisme renouvelé et de leur capacité militaire — retrouvée ou conservée malgré l'invasion israélienne de 1982 — donnant à la milice chiite une justification supplémentaire pour les massacres.

LUCIEN GEORGE.



Pascal Bruckner

Pascal Bruckner Parias

Un roman d'aventures dans l'Inde des années 80.

Collection Fiction & Cie 95 F

S E U I L

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DU MINISTRE SYRIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris et Damas tentent d'harmoniser leurs positions sur les conflits de la région

La «visite de travail» qu'entreprendra le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El-Chareh, à partir de ce mardi après-midi 21 mai permettra de relancer le dialogue franco-syrien sur une série de questions épineuses ou litigieuses. Intervenant six mois après le voyage à Damas du président Mitterrand, la visite de M. Chareh traduit la volonté du président Assad d'harmoniser les rapports entre les deux pays. En effet, c'est la première fois depuis l'avènement des socialistes au pouvoir, en mai 1981, que la Syrie envoie à Paris le chef de sa diplomatie, bien que M. Claude Chevillon, l'ancien ministre des relations extérieures, ait fait le voyage de Damas à quatre reprises.

M. Chareh devait être reçu ce mardi à 17 h 30 par le président Mitterrand; ensuite par M. Roland Dumas, qui offre un dîner en son honneur. Mercredi, le ministre syrien s'entretiendra successivement avec MM. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Joseph Mengua, président du groupe d'amitié France-Syrie, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, et Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement.

Parmi les dossiers qui seraient abordés au cours de ces entretiens figurent :

● **LE LIBAN.** - Il n'existe pas un véritable contentieux à ce sujet depuis le retrait, en février 1982, du contingent français de la Force multinationale et la reconnaissance implicite par Paris du rôle prépondérant que joue la Syrie, par la force des choses, dans le pays du Cédre. Mais les deux gouvernements n'envoient pas l'avenir d'une manière identique. La France - suivie par ses neuf partenaires de la Communauté européenne - s'est prononcée en faveur d'une «conférence de réconciliation nationale». La République basiste n'a pas réagi officiellement à cette proposition, mais on pense qu'elle entend rester seul maître du jeu au Liban. Y compris dans le sud du pays, où elle ne souhaiterait pas que la FINUL (la force d'intervention de l'ONU) soit renforcée pour servir de tampon entre Israël et le Liban. L'opposition de Damas serait motivée, entre autres, par sa volonté de contrôler les camps de réfugiés palestiniens, n'a l'influence de M. Yasser Arafat demeure dominante.

● **LE CONFLIT PALESTINIEN.** - Les divergences entre Paris et Damas sont, sur ce chapitre, apparemment insurmontables. La France soutient l'OLP de M. Arafat et surtout les efforts déployés par ce dernier, en coordination avec le roi Hussein, pour amorcer un processus de négociations. La Syrie, elle, considère M. Arafat comme un «traître» et a brisé des organisations palestiniennes en rupture de ban avec la centrale des fedayin. Une convergence, cependant : Paris et Damas sont favorables à une hypothétique conférence internationale de la paix, sous l'égide du Conseil de sécurité.

● **LA GUERRE DU GOLFE.** - La France et la Syrie s'étant rangées dans des camps opposés, la tâche de M. Chareh et de ses interlocuteurs portera essentiellement sur les moyens de combler partiellement le fossé. Damas pourrait, par exemple, accélérer le processus de normalisation entre Paris et Téhéran, souhaité par M. Roland Dumas, ce qui placerait la France dans une meilleure position pour prêcher un compromis aux deux belligérants. Damas est peut-être encore en mesure d'intervenir pour obtenir la libération de deux diplomates français, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, enlevés à Beyrouth par le Dihad islamique, réputé proche des autorités iraniennes.

● **LES RELATIONS BILATÉRALES.** - La France cherche à rééquilibrer sa balance commerciale, dont le déficit s'inscrit à son détriment. On évoquera également les moyens de développer l'enseignement de la langue française en Syrie, bien que la situation dans ce domaine soit relativement satisfaisante. En effet, 130 000 élèves des écoles secondaires (sur 625 000) et 3 000 étudiants dans l'enseignement supérieur suivent des cours de français.

Il va de soi, cependant, que l'avenir des relations bilatérales - qui s'étendent à divers autres domaines, militaires notamment - dépend dans une large mesure du degré d'entente qui s'établira entre les deux pays sur les principaux dossiers du Proche-Orient.

E. R.

Iran

UN RAPPROCHEMENT S'ESQUISSE AVEC RYAD

Téhéran (AFP, Reuters). - Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal, a achevé, lundi 20 mai, à Téhéran, la première visite d'un officiel saoudien depuis l'avènement de la République islamique en 1979, ouvrant la voie à une amélioration future des relations entre les deux pays.

Bien qu'à son départ, lundi à la mi-journée, le prince Saoud soit resté discret sur le contenu de ses entretiens avec les principaux dirigeants de Téhéran, il a souligné l'existence de nombreux points pouvant servir de base à une coopération future.

Son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati - qui a été officiellement invité à se rendre à Ryad, a, lui aussi, insisté sur les espoirs de concrétisation d'un rapprochement contenu dans ces contacts et dans les rencontres qui pourraient les suivre.

L'hadjatoleslam Rafsanjani a rappelé, au cours de son entretien avec le prince Fayçal, qu'«aucune alternative n'est acceptable par l'Iran» avant la «punition» du régime de Bagdad «responsable de la guerre» et avant la «satisfaction des droits légitimes du peuple iranien». «Une fois éliminé ce facteur de tension dans la région, a-t-il ajouté, l'Iran espère vivre dans la paix et l'amitié avec tous les pays musulmans de la région».

Finlande

RETOUR AUX SOURCES DANS LA RÉGION DES LACS

Si les lacs ont un pays, c'est bien la Finlande !
Des lacs par milliers à l'eau claire, si pure que l'on peut en boire.
Des lacs paradis de la pêche, mais aussi paradis de la baignade et de la planche à voile : en été, l'eau atteint facilement les 24°.

Si cet été, pour vos vacances, vous décidez d'un retour à la nature - la vraie - sachez que tous les arbres, toutes les plages, tous les sentiers embaumés, se mettront en quatre, pour mieux vous accueillir !

Et pour goûter pleinement aux mille plaisirs de la Finlande, vous vivrez dans un chalet au bord de l'eau, habitez à la ferme, dans un manoir, ou encore dans l'un de ces nombreux hôtels typiques.

Office National
du Tourisme de Finlande
13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : 266.40.13.

Nom
Adresse

AMÉRIQUES

Nicaragua

M. ORTEGA ANNONCE QUE L'URSS FOURNIRAIT EN 1985 90 % DU PÉTROLE NÉCESSAIRE À SON PAYS

Le président Daniel Ortega, de retour d'un voyage en Europe qui l'a notamment conduit à Moscou, a annoncé lundi 20 mai à Managua que l'URSS fournirait en 1985 au Nicaragua 90 % du pétrole dont il a besoin. M. Ortega a précisé que son voyage en URSS avait été motivé essentiellement par la nécessité dans laquelle se trouvait le Nicaragua d'acheter du pétrole à de meilleurs prix, son gouvernement se trouvant dans l'incapacité de payer celui demandé par le Mexique.

En 1984, l'URSS a fourni au Nicaragua 2,1 millions de barils de pétrole, devenant ainsi le premier fournisseur du régime sandiniste. L'URSS suppléait le Mexique qui, jusqu'en 1983, livrait 250 000 barils par mois à Managua, pour une valeur annuelle de 150 millions de dollars.

Le dirigeant sandiniste a, d'autre part, demandé à Moscou une aide économique, alors que Washington venait de décréter un embargo commercial contre le Nicaragua. M. Ortega n'a cependant donné lundi aucune précision quant au montant de l'aide obtenue, se contentant d'indiquer que «grâce à cette coopération, le Nicaragua allait pouvoir survivre économiquement».

Il a encore déclaré que tous les gouvernements européens rencontraient pendant sa tournée avaient condamné l'embargo américain, souhaitant la réouverture des conversations directes entre Managua et Washington et refusé ce qu'il a appelé «la politique de force» du président Reagan. Il a demandé aux États-Unis de mettre fin à «l'agression économique et militaire» contre son pays et de reprendre les

conversations bilatérales afin de «normaliser nos relations et trouver une solution pacifique au conflit qui nous oppose».

Le vice-président nicaraguayen, M. Sergio Ramirez, a quitté à son tour Managua lundi pour une tournée complémentaire de celle de M. Ortega et qui le conduira en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale.

Etats-Unis

Un ancien officier de marine soupçonné d'espionnage au profit de l'URSS

Washington (AFP). - Un ancien officier de la marine américaine, M. John Walker, a été arrêté lundi 20 mai dans la banlieue de Washington sous l'accusation d'espionnage au profit de l'URSS, a annoncé le FBI (police fédérale).

Selon le FBI, M. John Walker, quarante-sept ans, un ancien spécialiste des services de communication de la marine, aurait eu accès à des documents secrets que son fils pourrait avoir volé sur le porte-avion à propulsion nucléaire *Nimitz*, sur lequel il servait comme troisième classe. Il semblerait que certains de ces documents aient été déjà livrés aux Soviétiques.

Des agents du FBI, qui surveillaient M. Walker, ont retrouvé dans la soirée de dimanche, au pied d'un arbre, en bordure d'un bois, un sac en papier contenant cent vingt-neuf documents secrets soigneusement cachés au milieu des détritus. M. Walker avait stationné sur les lieux peu de temps auparavant. Il a

Honduras

L'armée a engagé des opérations de contrôle dans les bases de la Contra

Les forces armées honduriennes ont commencé à contrôler plus étroitement les activités des unités de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), la principale organisation antissandiniste, qui lance ses opérations de guérilla au Nicaragua à partir des bases installées en territoire hondurien. Elles ont, selon une information publiée par le *Washington Post* et reprise par l'*International Herald Tribune* de ce mardi 21 mai,

occupé le quartier général de la FDN à Las Vegas, dans le département du Paraisito, à moins de 7 kilomètres de la frontière du Nicaragua.

Ces opérations de l'armée hondurienne ont été décidées après plusieurs incidents de frontière opposant les forces régulières sandinistes à des groupes de la Contra cherchant refuge au Honduras après des actions de commando réalisées au Nicaragua. Un soldat hondurien a été tué la semaine dernière à l'occasion de l'un de ces incidents.

Le gouvernement de Tegucigalpa a publié des communiqués contradictoires sur cette intervention de ses forces armées contre les bases de la Contra.

Le Honduras a toujours nié que la Contra disposait de bases sur son territoire. En fait, de multiples témoignages, en particulier ceux des paysans honduriens de cette zone, confirment l'existence de bases de la Contra. De son côté, Managua a officiellement démenti que ses unités aient franchi la frontière.

● **Les soldats américains privés de leur statut diplomatique.** - Le président hondurien, M. Somoza Corvo, arrivé le lundi 20 mai à Washington pour des entretiens avec M. Reagan sur le renouvellement de l'accord de coopération militaire de 1954 entre le Honduras et les États-Unis, a confirmé que les soldats américains présents au Honduras ne bénéficieraient plus du statut diplomatique et seront placés sous la juridiction de la loi hondurienne. En avril, on estimait le nombre de soldats américains à cinq mille trois cents. Ils participent à des manœuvres conjuguées, dont certaines se déroulent près de la frontière du Nicaragua. - (Reuters.)

ASIE

Japon

Une nouvelle loi abolit la discrimination sexuelle dans le travail

De notre correspondant

Tokyo. - L'Assemblée nationale japonaise, ou plus exactement le parti libéral démocrate qui y détient la majorité, vient d'approuver un projet de loi visant à abolir la discrimination sexuelle et à promouvoir l'égalité des hommes et des femmes dans le travail. Les formations de l'opposition se sont abstenues de voter ce texte, qui apparaît certainement comme une formule de compromis gouvernement-patronat permettant à Tokyo de tenir dans les délais ses engagements internationaux, mais dépourvue de tout caractère contraignant.

En effet, dans un pays où la discrimination féminine demeure la règle dans les domaines de l'emploi et des avantages sociaux, la nouvelle loi ne prévoit pas de sanctions pour les contrevenants. Le gouvernement avait d'ailleurs fait savoir, au préalable, qu'il n'entendait pas pénaliser les employeurs qui ne la respecteraient pas (le *Monde* daté 7-8 avril).

En 1980, le Japon s'était engagé à ratifier la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes avant la fin de la Décennie de la femme (1975-1985). Le passage de la nouvelle loi, qui entrera en vigueur en avril 1986, va lui

permettre de signer ce texte en juillet prochain lors d'une conférence qui se tiendra à Nairobi.

Le projet de loi, même sous sa forme finale très édulcorée, avait fait l'objet d'une vive opposition de la part des employeurs nippons, au nom des traditions, de l'organisation sociale et de la compétitivité industrielle. Devant la Diète, le premier ministre avait avancé des considérations du même ordre pour écarter les suggestions de sanctions.

Certes, la loi prévoit des comités d'arbitrage pour régler les cas de discrimination, et elle garantit formellement l'égalité. Mais, poussant cette démarche jusqu'à son ultime logique, elle supprime les mesures de protection particulières prises précédemment par le législateur en faveur des femmes : restriction du travail de nuit, des heures supplémentaires, des congés travaillés, etc. Des mouvements féministes soulignent que la loi semble vouloir «punir» la femme pour son droit à l'égalité en lui imposant les horaires de travail des hommes japonais, des horaires nettement plus longs (d'un mois par an environ) que ceux des employés occidentaux et extensibles à volonté.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Inde

La Chambre basse a approuvé le renforcement de la législation antiterroriste

De notre correspondant

New-Delhi. - Dix jours à peine après la vague d'attentats sikhs à la bombe, qui a fait quatre-vingts victimes dans plusieurs villes du nord de l'Inde, la Chambre basse du Parlement national a approuvé, lundi 20 mai, un projet de loi exceptionnelle, afin de combattre le «terrorisme à travers le pays». Désormais, le code pénal indien prévoit la peine capitale contre tout individu responsable d'acte violent ayant entraîné la mort d'homme, et une peine de prison allant de cinq ans à la perpétuité dans tous les autres cas.

Pourtant, si personne n'a contesté le bien-fondé d'une telle loi - aux yeux de la majorité comme de l'opposition, la législation en vigueur comportait une lacune - le gouvernement n'a pas obtenu l'unanimité des députés. La réserve de certains ne portait pas tant sur la nécessité de châtier sévèrement les auteurs d'attentats «criminels», mais sur l'aspect «inquiétant» du deuxième volet de la loi «antiterroriste».

Aux termes de cette nouvelle loi, présentée par le ministre de la justice, M. Ashok Sen, l'auteur d'un acte, d'un discours, d'une chanson, d'un poème, d'un dessin aptes à se-

mer la discordance communautaire ou prônant la sécession d'une partie du territoire national - est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à la perpétuité.

Selon l'opposition, et même pour certains alliés du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi, une telle formulation pourrait engendrer des abus.

On rappelle à cet égard que l'acte de sécurité nationale, voté en 1975, qui ne visait à l'origine que les fauteurs de troubles et les personnes responsables de délits économiques, a servi, en fait, à étouffer l'opposition légale lors de l'état d'urgence (1975-1977). Cependant, le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Intérieur, M. S. B. Chavan, a tenté de rassurer les députés, alors que le ministre de la justice a lui-même admis qu'«une telle loi est incompatible à long terme avec la démocratie».

Pour cette raison, la loi «antiterroriste» indienne ne demeurera en vigueur que pour une période de deux ans : un délai suffisant, selon les dirigeants indiens, pour ramener le calme dans le pays.

(Interim.)

Chine

Les violences lors d'un match de football à Pékin Trente blessés, plus de cent vingt arrestations

Cent vingt-sept personnes arrêtées et une trentaine de policiers blessés à la suite de violentes bagarres qui ont éclaté, dimanche soir 19 mai, à Pékin, après la défaite de l'équipe nationale chinoise, vaincue sur le score de 2 buts à 1 par celle de Hongkong, a indiqué, mardi, le quotidien *China Daily*. Vingt-cinq véhicules ont été endommagés, dont quatre conduits par des étrangers, ainsi que cinq taxis et onze autobus.

De notre correspondant

Pékin. - Dimanche soir, le stade des Ouvriers de Pékin était plein à craquer de supporters enthousiastes venus assister à la victoire de leur équipe nationale de football face à Hongkong. Les Chinois ne venaient pas d'écraser Macao quelques jours auparavant ? C'est pourtant la victoire qui s'est produite. Dans une atmosphère survoltée par l'enjeu plus que par un match des plus médiocres, la Chine a été éliminée de la Coupe du monde par 2 à 1. Déjà, en 1982, elle avait échoué lors du dernier match contre la Nouvelle-Zélande. Hongkong va devoir se mesurer au Japon, premier de sa poule. Le vainqueur affrontera l'Indonésie ou la Corée du Sud pour une place à Mexico.

Si les sportifs chinois s'étaient fait remarquer l'an dernier aux Jeux olympiques de Los Angeles par leur fair-play et leur valeur, ce ne fut pas le cas dimanche soir. On a assisté à des bagarres sur le terrain. A la suite d'un accrochage, les joueurs chinois ont tenté de tirer par les pieds hors du terrain un joueur de Hongkong blessé, pour pouvoir reprendre plus vite le match. Les supporters ne se sont pas mieux comportés : barrant l'équipe adverse - pourtant elle aussi composée de Chinois - ils ont, à l'issue du match, encerclé et couvert d'injures les policiers de service, jeté des projectiles sur les voitures, cassant des pare-brise, bloquant la sortie des équipes pour manifester leur mécontentement.

Le *Quotidien de Pékin* a demandé des sanctions contre les «mauvais chevaux» responsables de ces gestes «non civilisés». Ce n'est pourtant pas la première fois : l'été dernier, la défaite de l'équipe chinoise devant un club de province ouest-allemand, lors de la finale de la coupe de la Grande Muraille, avait donné lieu à des incidents analogues.

Ce qui frappe, plus que l'attitude du public, c'est celle des joueurs, souvent brutaux et indisciplinés. La semaine précédente, un match entre une équipe de club de Hongkong et celle de la province du Liaoning avait donné lieu, sur un stade de la colonie britannique, à des votes de fait contre certains joueurs de Hongkong, en particulier ceux d'origine européenne. L'entraîneur du Liaoning les avait même injuriés, s'écriant que le temps n'était plus où les étrangers pouvaient se mêler des affaires chinoises.

Pékin s'empresse, en ce moment, à rassurer Hongkong sur son sort après le rattachement à la Chine en 1997. Chauvinisme et brutalités risquent de raviver une inquiétude toujours présente. Les incidents de dimanche se sont produits à quelques jours de la visite que le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, doit effectuer, début juin, à Londres, où il s'entretiendra avec M^r Thatcher de la question de Hongkong.

PATRICE DE BEER.

DÉFENSE DE CRACHER

Pékin (AFP). - Des haut-parleurs installés aux carrefours des avenues de Pékin ont diffusé, lundi 20 mai, le texte d'une nouvelle réglementation interdisant aux Pékinois de cracher en public et qui prévoit des amendes pour les cracheurs invétérés. Ceux qui seront surpris en train de cracher dans la rue seront passibles d'une amende de 50 fen (1,70 F) et contraindre de nettoyer la soie. Ils feront l'objet d'une sévère réprimande en public. Des groupes d'enfants se sont répandus en chantant des slogans anti-crachats, alors que de très sérieuses infirmières de la police présentaient sous microscope des échantillons de maladies transmises par crachats.

(Publié)
MERCREDI 22 MAI 1985 à 20 h 30
YOM YEROUHALAIM
« Soirée de solidarité avec Jérusalem, capitale d'Israël »
Eliaou BEN ELISSAR (premier ambassadeur d'Israël en Egypte)
et la vedette de la chanson israélienne SHLOMO ARTSI
Réservations :
CENTRE RACHI 20, bd de Port-Royal
75006 PARIS - 01-76-07

organisations

BONSAI !
LE CRI DE REVENIR
UN ARBRE
LES DETAILS
UN GUIDE BLEU

GUIDE BLEU
JOURNAL DE VOYAGE



سكزا عن الأصل

AMÉRIQUES

Guatemala

DISPARITIONS, ENLÈVEMENTS, ASSASSINATS

Les organisations de défense des droits de l'homme sont réduites au silence

Recrudescence de la violence politique, multiplication des disparitions et des assassinats, affrontements sanglants avec la guérilla, aggravation de la crise économique et sociale, rumeurs de coup d'Etat : une fois de plus le climat s'assombrit au Guatemala à l'approche des élections générales initialement prévues pour juillet, et déjà reportées au 27 octobre prochain par les militaires.

Après la levée de boucliers suscitée par l'annonce en avril de nouvelles impôts et de mesures d'austérité, le chef de l'Etat, le général Oscar Mejia, a dû faire marche arrière. Cédant aux pressions du patronat et des milieux d'affaires, il a successivement annulé son plan de réformes, destiné au ministre des finances puis limogé celui de l'économie.

Le général Mejia sait que l'hostilité du secteur privé à l'introduction de la TVA avait joué un rôle déterminant dans l'éviction de son prédécesseur, le général Efraim Rios Montt, déposé en août 1983. Ainsi, il s'est engagé à entamer un « dialogue national » et à réitérer sa promesse « de défendre et de garantir le processus de démocratisation ». D'ailleurs, il ne peut ignorer que les Etats-Unis font dépendre la reprise de leur aide militaire du rétablissement d'un gouvernement civil et de l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

Si le spectre du putsch a été provisoirement dissipé, les problèmes restent entiers. A commencer par la violence qui ronge le pays depuis le renversement en 1954 du gouvernement réformiste du colonel Arbenz par des insurgés qui s'étaient installés à Washington. La conférence épiscopale et les organisations humanitaires ont évalué à près de cent mille le nombre de tués et à trente-cinq mille celui des personnes portées disparues au cours des trente dernières années.

Le regain de tension de ces dernières semaines rappelle la vague de violences qui avait marqué la fin du mandat du général Lucas Garcia,

avant les élections et le coup d'Etat du général Rios Montt en mars 1982. La presse rapporte presque chaque jour la découverte de cadavres criblés de balles, et souvent mutilés, le long des routes et dans les faubourgs de la capitale.

Cette nouvelle dégradation est illustrée en particulier par la mort tragique des deux principaux responsables du groupe de « soutien mutuel » des familles de disparus. Le 30 mars, le président de cette association humanitaire, M. Hector Orlando Gomez Calito, était enlevé ; le lendemain, son corps, affreusement torturé, était retrouvé non loin de la capitale. Son frère avait « disparu » en 1983, et lui-même avait reçu à plusieurs reprises des menaces de mort. Le 3 avril, la vice-présidente du même groupe, M^{me} Godoy de Cuevas, épouse d'un dirigeant étudiant enlevé l'année précédente, a disparu à son tour. Le lendemain les autorités annonçaient qu'elle s'était tuée dans un accident de la route en compagnie de son frère et de son fils de deux ans. Mais cette version a été démentie par l'archevêque de Guatemala-Ciudad, Mgr Prospero Penados, qui affirme que la jeune femme est morte « étouffée ».

Le gouvernement était de plus en plus irrité par la campagne pour le respect des droits de l'homme. Le 15 mars, le général Mejia avait lancé un avertissement à peine voilé en qualifiant d'« actes subversifs » les démarches entreprises pour obtenir des éclaircissements sur le sort des détenus et des disparus. Puis, les dirigeants les plus en vue de cette organisation avaient reçu des menaces de mort.

Un véritable défi

Dans un pays où le silence s'explique par la crainte qu'engendre la répression, la création en juin 1984 d'un groupe de soutien prenait l'allure d'un véritable défi. A l'origine, il comprenait quelques femmes qui n'entendaient pas se résigner à la disparition d'un mari, d'un fils ou d'un frère. Depuis, il a dressé une liste de plus de quatre cents per-

sonnes, toutes apparentées à des membres du groupe et « disparues » au cours des dernières années. Mais ce chiffre n'illustre qu'une partie de la réalité. La commission guatémaltèque des droits de l'homme a recensé sept cent une disparitions en 1984. Les estimations varient selon les sources. Mais il semble que les enlèvements et les assassinats politiques ont repris depuis le début de l'année au rythme d'au moins une centaine par mois.

Dans un premier temps, le général Mejia avait promis d'examiner les plaintes du « soutien mutuel ». Une commission d'enquête officielle avait été formée pour tenter de faire la lumière sur le sort des disparus. Des manifestations réunissant une centaine de personnes brandissant des portraits de disparus se sont alors régulièrement déroulées tous les vendredis devant le ministère des affaires publiques. Fait sans précédent, des membres du « soutien mutuel » ont même brièvement occupé des locaux du ministère. C'en était visiblement trop pour un régime nullement disposé à tolérer le développement d'un mouvement semblable à celui des « mères de la place de Mai » en Argentine.

Les prisons clandestines

Les organisations humanitaires rejettent sur l'armée, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui leur sont liés la principale responsabilité des enlèvements et des atteintes aux droits de l'homme. Les responsables du « soutien mutuel » affirment que des témoins ont fourni des preuves transmises aux autorités. Plusieurs « disparus » seraient en réalité dans des « prisons clandestines » ou dans des établissements militaires. Cependant, personne n'a encore été libéré depuis la création de la commission d'enquête. « Généralement, lorsqu'un disparu est retrouvé, c'est qu'il est mort », remarque un membre du « soutien mutuel ».

A ces accusations, le général Mejia répond que les personnes portées « disparues » sont, ou des gué-

rrilleros, ou des gens qui sont allés à Cuba, voire dans un autre pays. Avant la mort des deux principaux responsables du groupe du « soutien mutuel », il avait lui-même accusé celui-ci d'être « manipulé par la subversion ». Depuis, les pressions se sont multipliées contre les militants des droits de l'homme.

Cette reprise en main suscite des protestations à l'étranger. A Washington, le sous-comité du Congrès pour les affaires interaméricaines a rappelé ses conditions à une reprise de l'aide américaine et a demandé sa suspension complète en cas de coup d'Etat. Le président du Costa-Rica, M. Luis Alberto Monge, qui saluait les « vellétés d'ouverture » du général Mejia, s'est inquiété de cette « nouvelle aggravation » de la situation des droits de l'homme au Guatemala. Les derniers événements, a-t-il déclaré, « prouvent qu'il existe dans ce pays des forces qui ne se résignent pas à quitter le gouvernement, ni à abandonner la méthode du terrorisme d'Etat, du crime et de l'assassinat contre les opposants ».

Dans les zones rurales, l'armée pratique la tactique de la terre brûlée. Des dizaines de milliers de paysans indiens et leurs familles ont été déplacés de force, et installés dans des « villages modèles ». Le but de l'opération est de priver le « poisson de son eau ». D'autre part, plus de neuf cent mille paysans ont été enrôlés d'autorité dans des milices d'autodéfense civile organisées et encadrées par l'armée. Conséquence du climat de terreur qui règne dans les campagnes : plus de cinquante mille Indiens guatémaltèques se sont réfugiés au Mexique.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

CE DIPE AVEUGLE PAR L'AMOUR ! UNE HISTOIRE TRÈS COMPLEXE.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU

grèce

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

LANGUES
Allemand - Anglais - Espagnol

la notoriété de l'ESCP pour garantir.

COURS COLLECTIFS
• Préparation aux examens des Chambres de Commerce
Allemande - Américaine - Britannique - Espagnole
• Préparation au Cambridge First Certificate
• Langue des affaires.
• Langue courante

COURS INDIVIDUELS
• Stages individuels intensifs.
• Perfectionnement individuel.
• Conversation téléphonique.
• Déjeuner - Langue.

FORMATIONS EN ENTREPRISE
• Nombreuses références

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
groupe escp

Centre de langues
79, avenue de la République - 75011 PARIS
Tél. : 355.38.06 poste 1284

Nom :
Adresse : Tél. :
souhaite recevoir une documentation sur les cours de langues

BONSAÏ !
LE CRI DE REVOLTE
D'UN ARBRE TORTURE.

TOUS LES DÉTAILS
DANS LE GUIDE BLEU.

japon

GUIDE BLEU :
VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

destination
ISLANDE

L'Aventure islandaise
circuit camping
PARIS/PARIS 2 semaines
F. 8.190

PARIS/PARIS 3 semaines
F. 9.990

vos agents de voyages ou
ALAN'S TOURS
5, rue Danielle-Casanova
75001 Paris
☎ 296.50.78
Rc. 1053

(Publicité)
PARRAINAGE

L'Association médicale francoparlementaire cherche des personnes intéressées par le parrainage d'enfants des camps de Sud-Liban.

Écrire :
14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS
ou téléphoner :
530-12-08 le jeudi de 10 à 16 h.

CHYPRE

île des Dieux et des hommes



APHRODITE déesse de la beauté et de l'amour

340 jours de soleil par an
des hôtels renommés selon votre goût
plus de 8.000 ans d'archéologie
700 km de plages
et l'accueil chaleureux des Chypriotes
voyagez avec Cyprus Airways

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, rue de la paix, 75002 Paris
☎ 261.42.49 Tél. : 2114177

Nom :
Adresse :

Bon pour une documentation gratuite

POUR VOTRE BUSINESS AU GOLFE : GULF AIR.

Falcon BUSINESS CLASS : A partir du 9 juin.

Notre nouvelle Classe Affaires vous offre tout ce que vous attendez d'une Première Classe et plus encore.

- * Votre cabine équipée de 35 sièges super larges pour travailler ou vous reposer.
- * Apéritif, canapés, hors-d'œuvres, repas sélectionnés servis sur assiettes en porcelaine, service individuel.
- * Boissons, 12 programmes stéréo, cinéma sur grand écran, pochettes confort, jeux de société. Tout cela est gratuit.

En fait pour votre business au Golfe et au-delà, voyagez GULF AIR.

Pour plus d'informations contactez votre agence de voyages ou
GULF AIR 115/ 117, Champs Élysées 75008 Paris - Tél. : 723.70.70.

طيران الخليج
GULF AIR
GOLDEN FALCON SERVICE

ABU DHABI AMMAN ATYENS BAHRAIN BANGKOK BEIRUT BOMBAY CAIRO COLOMBO DELHI DHAHRAN DHAKA DOHA DUBAI FRANKFURT HONG KONG JEDDAH KARACHI KHARTOUM KUWAIT LARNACA LONDON MANILA MUSCAT PARIS RAS AL KHAIMAH RIYADH SALALAH SANAA SHARJAH TUNIS

EUROPE

Irlande du Nord

L'IRA A REVENDIQUÉ L'ASSASSINAT DE QUATRE POLICIERS

Belfast (AFP). — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'attentat qui a coûté la vie à quatre policiers (trois hommes et une femme), le lundi 20 mai, dans les faubourgs de Newry, dans le sud-est de l'Ulster (le Monde du 21 mai). Dans un message, l'organisation armée républicaine a précisé qu'elle avait utilisé 450 kilos d'explosifs, commandés à distance, pour faire sauter le véhicule de patrouille dans lequel se trouvaient les policiers. Le communiqué annonce de nouvelles actions contre les forces de l'ordre. « Tout policier souhaitant démissionner doit nous contacter par l'intermédiaire d'une personne neutre s'il ne veut pas être considéré comme une cible », dit le texte.

L'attentat a été immédiatement condamné à Londres, ainsi qu'à Dublin, où le premier ministre, M. Fitzgerald, a parlé d'un « massacre affreux ». L'attentat intervient une semaine après les élections locales en Irlande du Nord, où le Sinn Féin, la représentation politique de l'IRA, a remporté 12 % des voix. Selon M. Fitzgerald, ce score s'explique par l'absence de résultats concrets dans le dialogue entre Londres et Dublin sur l'avenir de la province. « La situation pourrait devenir très dangereuse pour la paix dans cette île » sans une initiative commune des deux gouvernements, a estimé le premier ministre irlandais.

C'est la deuxième fois depuis le début de l'année que l'IRA s'en prend aux policiers de Newry. Le 28 février, une attaque au mortier du commissariat avait coûté la mort à neuf d'entre eux.

Portugal

Le Parti social-démocrate entre l'« alliance à droite » et la coopération avec les socialistes

De notre correspondant

Lisbonne. — Pour la troisième fois depuis le début de l'année, le Parti social-démocrate portugais change de leader. Réunis en congrès à Figueira-da-Foz, les 18 et 19 mai, la majorité des députés du PSD (422 sur 787) ont accordé leurs suffrages à M. Aníbal Cavaco Silva, ancien ministre des finances du gouvernement présidé en 1980 par l'ancien leader de cette formation, le défunt Francisco Sá Carneiro. Mais la tendance proche de M. João Salgueiro, l'autre candidat, battu, à la direc-

Grande-Bretagne

DIX-HUIT MILITANTS PRO-SOVIÉTIQUES SONT EXCLUS DU PARTI COMMUNISTE

Le rédacteur en chef du quotidien Morning Star, M. Tony Chater, et son adjoint, M. David Whitfield, ont été exclus du Parti communiste britannique, ainsi que seize autres militants, lors d'un congrès extraordinaire réuni à Londres, le lundi 20 mai. Les députés ont également décidé de prendre des mesures disciplinaires contre vingt-quatre autres membres du parti.

La majorité reproche à M. Chater d'avoir pris la tête d'une faction pro-soviétique qui s'oppose à la ligne eurocommuniste du parti, dirigée par M. Gordon McLennan.

M. Chater, qui, de son côté, accuse la direction du parti de s'« agnoblir » devant la tendance « révisionniste » regroupée autour du mensuel Marxism Today, a fait appel de cette décision. Mais la direction peut compter sur l'appui des deux tiers environ des députés. Le Parti communiste britannique représente moins de 1 % de l'électorat et n'a pas de représentant à la Chambre des communes.

MOBILISATION POUR ANDREI SAKHAROV

« Ne jamais se lasser »

Ironie du calendrier : la soixante-quatrième anniversaire d'Andrei Sakharov, fêté le 21 mai, coïncide avec la tenue de la conférence d'Ottawa, chargée de faire le bilan, dix ans après la signature, de l'application de l'Acte final de la conférence d'Helsinki.

C'est donc dans un climat désenchanté qu'à l'initiative d'associations de défense des droits de l'homme (le Monde du 19-20 mai) s'est tenue, le 20 mai à Paris, une conférence de presse réunissant des représentants des principaux partis politiques (à l'exception du PCF), en préfiguration pour le lâcher de ballons prévu pour ce mardi 21 mai sur l'esplanade du Trocadéro. Une lassitude évoquée aussi par M. Simone Veil que par M. Bertrand Delanoë, secrétaire national du Parti socialiste. « Leur courage, leur engagement, leur ténacité appellent une réponse de notre part : ne jamais nous lasser », a affirmé M. Veil, en se référant au couple exilé à Gorki, tandis que M. Delanoë parlait d'une « forme de gène » à toujours se retrouver entre habitants pour parler des violations des droits de l'homme.

Néanmoins, tous deux ont admis la nécessité de continuer le combat au-delà des clivages partisanes. Ils ont été largement encouragés dans cette voie par M. Marek Helter, qui, citant Couteau, a déclaré : « Nous gagnons parce que nous sommes les plus faibles ».

« Un peuple pris en otage », tel fut le thème de la conférence. Veil sur la situation en URSS. Dans ce contexte, Sakharov fait toujours figure de symbole de la liberté et de la résistance, même si les noms d'autres dissidents emprisonnés ont été maintes fois cités. L'absence d'informations sérieuses concernant le grève de la faim d'Andrei Sakharov, ou l'état de santé de sa femme Elena Bonner, a amené les participants à parler du respect de l'Acte d'Helsinki. Les représentants du RPR, M. Michel de Guillemin et du MRG, M. Daniel Lombard, ont même déclaré que la France ne participera plus à l'avenir aux conférences de contrôle de l'Acte d'Helsinki, puisqu'elles ne permettent pas aux Occidentaux d'exercer de réelles pressions sur l'URSS en matière de droits de l'homme.

AFRIQUE

SELON LE FRONT POLISARIO

Le Maroc construirait un cinquième mur de défense au Sahara occidental

De notre correspondant

Alger. — Selon un communiqué du Front Polisario, le Maroc a entrepris de construire un cinquième mur au Sahara occidental. Il s'agit d'un ouvrage prolongeant vers le sud-ouest le quatrième mur qui verrouille la frontière algérienne depuis le début de l'année. Selon le communiqué du Polisario, Rabat veut « souder la région d'Angola à celle de Guello Zemmour pour étendre l'expansionnisme marocain jusqu'aux frontières mauritaniennes ».

Maroc

SIX GRÉVISTES DE LA FAIM DANS UN ÉTAT GRAVE

Six des neuf détenus marocains qui observent une grève de la faim depuis le 25 avril ont été transférés « dans un des hôpitaux de Casablanca ou de Rabat, leur état de santé ne cessant de s'aggraver », ont affirmé, le lundi 20 mai, leurs familles dans un communiqué. Les trois autres sont restés à l'hôpital de Marrakech.

Ces neuf détenus, condamnés à des peines de quatre à douze ans de prison pour leur participation aux émeutes de janvier 1984, demandent le statut de prisonnier politique et le droit de reprendre leurs études.

D'autre part, un meeting de soutien à Mohamed Naciri, un ressortissant marocain, militant CFDT et délégué du personnel de l'usine New Holland de Louviers (Côte-d'Or), retenu depuis deux mois et demi par la police de son pays, a rassemblé, le lundi 20 mai à Dijon, une centaine de personnes, à l'appel d'une vingtaine d'associations, d'organisations syndicales et de partis politiques de gauche.

Mohamed Naciri, qui avait pris un congé sans solde pour aller rendre visite à sa mère malade au Maroc, s'était vu confisquer son passeport, le 7 mars dernier, par les autorités marocaines. Selon un responsable du collectif de soutien, Mohamed Naciri est « connu auprès des travailleurs immigrés et français pour ses luttes pour la défense des droits des travailleurs et contre le racisme » (AFP).

Angala est déjà derrière le dispositif de défense marocain à proximité immédiate de la frontière mauritanienne. Guello Zemmour, à une centaine de kilomètres d'Angala a été le théâtre de violents combats en mars et octobre 1981. Conquis deux fois par le Polisario puis repris par les forces marocaines, cette localité qui comptait environ deux mille cinq cents habitants avant la guerre fut finalement abandonnée par l'armée royale en novembre 1981. Lors des deux attaques du Polisario, le Maroc avait affirmé que les combattants sahraouis venaient de Dir Mogheim en Mauritanie et avaient menacé Nouakchott d'exercer son droit de suite.

En raison de la neutralité de la Mauritanie, plus fermement proclamée depuis le changement de régime intervenu en décembre 1984, il est douteux que le Polisario dispose maintenant des bases arrière nécessaires pour contrebalancer l'avance marocaine. Le communiqué sahraoui fait cependant état de « l'interception d'une colonne marocaine à la sortie d'Angala », engagement pour lequel les forces marocaines « ont subi d'importantes pertes humaines et matérielles ».

La récupération de Guello Zemmour, petite agglomération aujourd'hui détruite et sa reconstruction derrière le mur marocain auraient valeur de symbole en raison des revers qu'y avait subi il y a quatre ans l'armée royale. D'autre part, cette nouvelle avancée du mur, si elle est confirmée à Rabat, peut donner à penser que le Maroc ne se contente plus de contrôler le Sahara mais songe à étendre progressivement son dispositif de défense jusqu'à Rio-de-Oro.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

La politique extérieure de l'Algérie
22 bd. Anjou, 75013 Paris
KARHALA

M.B.A., MASTER, Ph.D.
Importante organisation US facilite l'entrée dans de grandes universités américaines. Formule incluant cours (ex. not. niveau d'anglais) hébergement, visas. Documentation contre 5 timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
FRENCH OFFICE, 57, rue Ch.-Lafitte, 92, Neuilly, 722-04-84 ou 745-08-19.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 663-12-66

Vte s/sais. imm. Pal. Justice NANTERRE
Judi 13 juin 1985 - 14 h
APPARTÈMENT BOULOGNE-BILLANCOURT
38, RUE DE LA ROCHEFOUCAULD et 15-17, rue Bartholdi
M. à P. : 80.000 F
S'ad. M^{re} DESCLOZEUX, avocat poursaire, 7, boulevard Raspail, T. 546-72-96.

Cab. de M^{re} TACNET, av. à CHAMPIGNY-S/MARNE (94) - 20, r. Jean-Jaurs
VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de justice de CRÉTILL
le JEUDI 6 JUIN 1985, à 9 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTÈMENT à CHEVILLY-LARUE (Val-de-Marne)
de 4 p. princ. au 3^e étage, b.i., - les Ormes -
av. CAVE, EMPLAC. de PARKING
64 à 74, avenue du Général-de-Gaulle
M. à P. : 150 000 F - S'adr. M^{re} Guy BOUDRIOT
avocat à PARIS (8^e), 55, bd. Malesherbes - Tél. : 522-04-36.

Vte s/sais. imm. Pal. Justice NANTERRE Mercredi 29 mai 1985 - 14 h
MAISON D'HABIT. CLICHY (92), 5, RUE DE HANGAR sur TERRAIN de 454 m², cadastré section L, n° 45
M. à P. 100.000 F S'ad. M^{re} FABRE, avocat, 44, rue de Lille, T. 561-15-95. M^{re} RANJARD-NORMAND, avocat, COURBEVOIE (92), 337, boulevard Saint-Denis. M^{re} ATTAL, avocat, Paris (9^e), 4, square La Bruyère.

Cab. M^{re} DENNERY-HALPHEN, avocat à Boulogne (92), 12, rue de Paris
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice à NANTERRE
le MARDI 20 JUIN 1985, à 9 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTÈMENT A FONTENAY-AUX-ROSES (92)
25, rue Gambetta - 28, avenue Paul-Langevin
de 3 pièces princ. au rez-de-ch. avec CAVE, PARKING, SALLE DE JEUX et jardin d'un JARDIN PRIVATIF
M. à P. : 127 000 F - S'adr. M^{re} LEOPOLD-COUTURIER
avocat à PARIS (8^e), 14, rue d'Anjou - Tél. : 265-92-75

Cab. M^{re} LE LEVREUR, avocat à NANTERRE (92), 28, rue Salvador-Allende
VENTE au Palais de Justice à NANTERRE, JEUDI 6 JUIN à 14 h
EN UN SEUL LOT
DIVERS LOCAUX à NANTERRE (92)
32-36, av. Georges-Clemenceau - 4 à 8, rue des Suisses
dans les bts. A, B, C, D, E, F, G d'un ensemble immobilier
réserves, studio de personnel, logement directeur
CONSTITUANT UNE EXPLOITATION DE RESTAURATION
RATIONNELLE, avec salle de restaurant moderne, cuis. agencée, chamb. froides,
4 ENPLACEMENTS PARKING sur la terrasse
et UNE CAVE au s/sol dans le bdt. G.
M. à P. : 600.000 F - S'adr. M^{re} Jean-Serge LORACH
avocat, 2, avenue Marceau, PARIS (8^e) - 720-75-75

Vente aux ench. publ. après L.B.R.J., réel. gage et leasing le samedi 25 mai 1985 à 9 h.
HOTEL DES VENTES DE PONTROISE
95 VÉHICULES de TOURISME et UTILITAIRES
BMW 318T BA de 85 ; Audi quattro 81 ; Range Rover 48 000 km 1984 ; Mazda 2.2 L. 7-42 ; Austin Maestro, 12-84 5 000 km ; Peugeot 604 STI 6-83, 45 000 km ; Mercedes 240D, 1984 ; Renault 5 Alpine Turbo 83 ; Talbot-cabriolet Simba 82 ; Austin MG X22, 7-84, 9 000 km ; Lada 4x4, 1-85, 7 000 km ; 6 Renault 5 GTL, 5-83 ; Renault 4 Rodio 05-81 ; Fiat Regata 85 03-84 ; 3 Fiat Panda 1983 ; Renault 18 TL, 5-81 ; 2 Fiat Ritmo 60, 7-84 ; Renault 18 Tur 1983 ; 3 Fiat Uno 53, 5-85. VÉHICULES UTILITAIRES - à 13 à 45, à l'état des Ventes, 2, rue Saint-Martin, Fontenay-aux-Roses. Mobilier et matériel de bureau. Exposition le VENDREDI 24-5-85 de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Etude de M^{re} Guy MARTINOT et Y. SAVIGNAT, commissaires priseurs associés, 3, bis rue Saint-Martin, Fontenay, Tél. : 031-01-83.

Vente au Palais de justice à Paris, le lundi 3 juin 1985 à 14 heures
EN DEUX LOTS :
1^{er} lot : UN GRAND APPARTÈMENT
au 1^{er} étage, provenant de la réunion de deux appartements formant les lots 2 et 3 du règlement de copropriété
MISE A PRIX : 150 000 F
2^e lot : UNE CHAMBRE au 7^e étage portant le n° 12
MISE A PRIX : 10 000 F
dans un immeuble sis à
PARIS (15^e) - 403 bis, rue de Vaugirard
S'ad. à M^{re} Jean-Claude FREAUD, avocat à Paris (8^e), 69, rue d'Amsterdam, Tél. : 874-50-70 - Sur place pour visiter le MARDI 28 MAI 1985 de 17 h à 19 h.

VENTE après L.B. JULIN, au Palais de Justice de Rouen
le VENDREDI 7 JUIN 1985, à 13 h 45
UN GRAND TERRAIN 66 139 m²
ZONE INDUSTRIELLE
GRAND-QUEVILLY près ROUEN (76)
EMBRANCHEMENT FERROVIAIRE PARTICULIER
LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX : 4 620 000 F
S'adr. pour tous rms. et visite à M^{re} Alain BRAJEUX, avocat, 12, rue de Croix, ROUEN - Tél. : (35) 71-65-72.

LE MONDE diplomatique
MAI 1985
SPÉCIAL TIERS-MONDE LE TIERS-MONDISME EN QUESTION
La mode en Occident est aujourd'hui aux lamentations sur les échecs économiques du tiers-monde et à la critique de ses régimes politiques.
LE MONDE DIPLOMATIQUE révèle le véritable sens de cette campagne :
- L'analyse des thèses économiques en présence ;
- La percée politique du tiers-monde ;
- Les raisons de l'endettement ;
- Le rôle des sociétés multinationales ;
- Le développement des échanges commerciaux Sud-Sud.
LE MONDE DIPLOMATIQUE donne également la parole aux écrivains du tiers-monde.
UN GRAND DOSSIER DE 23 PAGES
ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :
LA GUERRE DES ÉTOILES
A la menace que le tiers-monde ferait peser sur l'Occident s'ajoute la peur d'un conflit nucléaire en Europe. La guerre des étoiles peut-elle assurer aux démocraties une paix durable et donner au Vieux Continent son autonomie scientifique et stratégique ?
LE MONDE DIPLOMATIQUE éclaire les vrais enjeux d'un débat souvent escamoté.
Un numéro exceptionnel en vente chez votre marchand de journaux.

... TENS
... en H
... de guerre du

La commission
se réunit

MAI 1985

TRAVERS

Bangladesh

China

les clients
de CAPEL
manquent pas
d'estomac

مكتبة الأصيل

REGAIN DE TENSION ENTRE WASHINGTON ET LA HAVANE

Le lancement en Floride de Radio Marti risque de déclencher une « guerre des ondes » entre les Etats-Unis et Cuba

Washington (AFP). - Les Etats-Unis ont accueilli, le lundi 20 mai, avec une certaine indifférence les mesures de représailles prises par La Havane après le début des émissions anticomunistes de Radio Marti, tout en redoutant une « guerre des ondes » avec Cuba (le Monde du 21 mai).

Le lancement lundi de la première émission de Radio Marti, diffusée à destination de Cuba par la radio gouvernementale américaine la Voix de l'Amérique, a provoqué une très vive réaction à La Havane, dont la portée n'a fait que confirmer la Maison Blanche dans sa volonté de poursuivre sa « bataille de propagande » avec le régime castriste. Le gouvernement cubain a suspendu les accords migratoires signés en décembre 1984 entre les deux pays, a annoncé qu'il ne coopérerait plus pour lutter contre les déportations d'avions et se réserve le droit d'accroître ses propres émissions à destination des Etats-Unis.

Cette réaction a d'ailleurs été la première information donnée par Radio Marti quand elle a commencé

à diffuser ses émissions lundi matin à partir d'un émetteur situé dans l'extrême sud de la Floride. « Si telle est leur réaction à la présentation légale d'informations justes, équilibrées et objectives, cela parle d'un régime qui ne veut pas entendre raison », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes.

La suspension des accords migratoires, dont la négociation avait duré plusieurs années, a été accueillie avec flegme par les responsables américains. Cette décision « ne peut faire de mal qu'à eux Cubains », a estimé M. Speakes. En échange de l'engagement par La Havane d'accueillir deux mille sept cent quarante-cinq Cubains « indésirables » aux Etats-Unis, Washington avait restauré en décembre le droit de Cuba à bénéficier d'un quota de vingt mille émigrants par an aux Etats-Unis. L'arrêt de la coopération cubaine en matière de déportations d'avions a, pour sa part, immédiatement servi d'argument à la Maison Blanche. « Si Cuba veut se mettre du côté des hors-la-loi, c'est

révélateur de la nature du régime cubain », a déclaré M. Speakes.

L'éventualité d'une « guerre des ondes », dont La Havane agit la menace en laissant prévoir un accroissement de ses émissions à destination des Etats-Unis, est prise au sérieux à Washington. Il y a deux ans, lors du débat au Congrès sur le lancement et le financement de Radio Marti, La Havane avait commencé à interférer sur les longueurs d'ondes des stations privées installées dans le sud-est des Etats-Unis. L'expérience avait été concluante : nombre de ces stations étaient devenues inaudibles, suscitant la colère du puissant lobby des radios commerciales, qui s'était efforcé sans succès d'empêcher le lancement de Radio Marti.

M. Speakes a reconnu que La Havane dispose d'une « capacité d'interférence considérable » sur les ondes américaines. « Je me refuse à spéculer sur les mesures de représailles que nous pourrions prendre au cas où Cuba se lancerait dans une véritable « guerre des ondes », a-t-il ajouté.

Un pavé dans l'Elbe

(Suite de la première page.)

« En défendant ses libertés et sa survie sur l'Elbe au lieu d'attendre les chars soviétiques sur le Rhin une fois l'OTAN défilée, la France ne sacrifie pas son indépendance, elle sert ses intérêts propres », affirme Lellouche, pour qui l'indépendance ne signifie manifestement pas neutralité. Or que pourrait être la France sans une puissance vassale, si elle se retrouvait épargnée par le miracle d'une dissuasion de plus en plus mythique mais isolée à l'extrémité occidentale de l'Europe ?

Le réveil

des autruches

La thèse principale du livre de Lellouche ne doit pas faire oublier tous les aspects roboratifs et pédagogiques d'un livre écrit dans une langue accessible à tous et qui traite par le détail les trois grands changements intervenus depuis vingt ans en matière de sécurité : la « fermeture » du parapluie américain, le développement du pacifisme, particulièrement en Allemagne de l'Ouest, et les bouleversements de la technologie guerrière, qui ont porté de rudes coups à la mythologie du « tout ou rien » nucléaire si cher au cœur des Français. Au passage, Lellouche fait plus qu'égratigner ce que l'on appelle le « consensus français » sur la défense, dans lequel il voit plutôt une sorte de politique de l'autruche.

Silencieuses jusqu'à présent, les autruches risquent de se réveiller bientôt pour agiter celui qui ose troubler leur sommeil. Elles pourraient certes contester tel ou tel détail, telle ou telle hypothèse - et il faut reconnaître qu'entre le gris et le noir, Lellouche choisit toujours le noir -, mais on voit mal comment elles pourraient continuer à ne pas entendre la question centrale : « Que faire avec l'Allemagne », puisque le temps se révèle où l'on pouvait simplement se demander : « Que faire de l'Allemagne ? »

JACQUES AMALRIC.

Les propos tenus lundi à M. Baldrige, secrétaire américain au commerce, ont été interprétés comme une déception. Le secrétaire général à la Défense, M. Frank Carlucci, a déclaré que « l'état des relations économiques soviéto-américaines est le résultat de la politique de discrimination menée par Washington. Cette situation résulte, selon M. Gorbatchev, de rapports politiques tendus qui se sont établis ces dernières années », mais « des conditions objectives existent pour une coopération efficace mutuellement avantageuse ».

M. Baldrige avait, dès son arrivée, posé les limites d'une éventuelle évolution. « Nous n'allons discuter d'aucun changement de la réglementation américaine en matière de contrôle des exportations », avait-il déclaré samedi. Il l'a répété lundi à M. Nikolai Patolitchev, ministre soviétique du commerce extérieur. Les domaines où des contrats d'équipement sont possibles sont ceux qui n'ont aucune implication stratégique tels que l'industrie alimentaire, les techniques de traitement du bois ou de la fabrication des pâtes à papier.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

L'Assemblée de l'UEO ajourne la discussion d'un rapport très critique sur la « guerre des étoiles »

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, regroupée de parlementaires des sept pays membres de l'organisation (France, Grande-Bretagne, RFA, Italie et les trois pays du Benelux), a ouvert sa session, le lundi 20 mai, au palais d'Iéna à Paris, en réduisant à la présidence M. Jean-Marie Carré (le Monde du 21 mai) et en adoptant son ordre du jour.

La décision la plus importante prise à cet égard a été le report à la prochaine session de décembre de la discussion d'un rapport préparé par M. Van Den Bergh, socialiste néerlandais, sur l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Cet ajournement, décidé par la commission de défense de l'Assemblée par onze voix (essentiellement celles des conservateurs britanniques, des libéraux et des chrétiens-démocrates allemands) contre sept, tendait à sanctionner la tonalité du rapport, résolument hostile à l'IDS et à la politique américaine.

La décision de la commission a été jugée « totalement incompréhensible » et assimilée à une « grave erreur politique » par M. Van Den Bergh. M. Carré a tenté d'apaiser les parlementaires mécontents en faisant valoir que la discussion d'un autre rapport sur « les nouvelles perspectives ouvertes à l'UEO » leur permettrait d'exprimer leur point de

vue sur ce « sujet du jour » qu'est l'IDS.

Toujours dans cet ordre d'idées, le chancelier Kohl a précisé au cours d'un discours prononcé lundi à Stuttgart devant les parlementaires de l'Assemblée de l'Atlantique nord, la position de son gouvernement sur l'IDS en annonçant que Bonn « répondra à l'invitation américaine et examinera les possibilités d'une éventuelle coopération au programme de recherches ». « Notre ligne de conduite, a-t-il dit, demeure la sauvegarde des intérêts européens et allemands, ainsi que ceux de l'alliance atlantique » à propos d'un programme qui est « à la fois une chance et un risque ».

Le chancelier ouest-allemand a encore affirmé qu'il refusait d'avoir « à trancher dans la douleur entre Paris et Washington » et que « les contacts de la RFA avec la France sont étroits et constants ». Faisant allusion au programme Euréka de recherche européenne proposé par la France, M. Kohl a ajouté : « Nous acceptons et soutenons les idées de base d'un rassemblement et d'une association des savoir-faire et des capacités en Europe dans le secteur des hautes technologies ».

LE TRAITÉ D'ADHESION DU PORTUGAL ET DE L'ESPAGNE A LA CEE DEVRAIT ÊTRE SIGNÉ LE 12 JUIN

Bruxelles (AFP). - Les ministres des affaires étrangères des Dix ont décidé lundi 20 mai, à Bruxelles, de fixer au 12 juin prochain la signature du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne.

La cérémonie de signature avec le Portugal devrait se dérouler le mercredi 12 juin dans la capitale de Lisbonne, tandis que l'Espagne et la CEE devraient signer le traité dans l'après-midi à Madrid.

La RFA a maintenu une réserve sur la date de la signature, qualifiée de « pure forme » par des diplomates, en l'absence de son ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.



il n'est jamais trop grand pour être bien habillé chez CAPEL

La commission économique soviéto-américaine se réunit après une interruption de sept ans

Moscou. - M. Malcolm Baldrige, secrétaire américain au commerce, a été reçu le lundi 20 mai au Kremlin par le secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbatchev. M. Baldrige était arrivé samedi à Moscou pour une session de la commission économique soviéto-américaine, un organisme créé en 1974 au temps de la détente et qui n'avait plus été réuni depuis 1978 en raison de l'intervention soviétique en Afghanistan et de l'im-

plantation de l'état de guerre en Pologne.

Le responsable américain a remis à M. Gorbatchev un message du président Reagan exprimant le désir de ce dernier d'améliorer les relations entre les deux pays. Celui-ci a augmenté en effet, mais uniquement grâce aux achats massifs de céréales aux Etats-Unis, le commerce avec l'URSS a dû procéder en raison de la très mauvaise récolte de l'an dernier.

Selon la revue soviétique du commerce extérieur, les importations soviétiques des Etats-Unis ont progressé en 1984 de 80 %. Les échanges ont atteint l'an dernier 3,1 milliards de roubles (environ 3,4 milliards de francs) contre 1,9 milliard en 1983. Sur ce total, les exportations soviétiques vers les Etats-Unis n'ont représenté que 300 millions de roubles. Le temps des ventes d'usines américaines « clés en main » est décidément bien passé et le commerce entre les deux pays se résume presque exclusivement à un flot de céréales. La reprise du dialogue Est-Ouest ces derniers mois avait fait penser qu'un « dégel » analogue se produirait dans le domaine commercial. Il n'en a rien été jusqu'à présent, les Etats-Unis maintenant intégralement leurs restrictions aux exportations des produits de technologie avancée. Les Soviétiques ont été visiblement déçus par cette fermeté.

M. BELLIER

AMBASSADEUR EN MAURITANIE

M. Jean Bellier a été nommé ambassadeur en Mauritanie en remplacement de M. Bernard Lopinot, a annoncé, lundi 20 mai, le porte-parole du ministère des relations extérieures.

(Né en 1928, diplômé d'études supérieures d'histoire et de l'histoire nationale, M. Bellier a été admis au concours des secrétaires d'Etat du Quai d'Orsay en 1955. Il a été notamment en poste à Djibouti, à Tunis, à La Haye, consul général à Saint-Bury de 1964 à 1970, chargé d'affaires à Abou-Dhabi et ambassadeur à Qatar (1978-1981). Depuis cette dernière date, il était chargé des affaires de la Ligue arabe et de la conférence islamique à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay.)

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

• VIOLENCES ÉLECTORALES. - Les incidents, qui ont marqué les élections locales - pour la désignation de deux cent sept représentants de sous-district - auxquelles ont participé vingt-trois millions d'électeurs et se sont achevées lundi 20 mai, ont fait onze morts et deux cent cinquante blessés, selon la police. - (UPI.)

Chine

• LE PROFESSEUR QIAN SANQIANG OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR. - Le père de la bombe nucléaire chinoise, le professeur Qian Sanqiang, a été décoré, lundi 20 mai, à la dignité d'officier de la Légion d'honneur par l'ambassadeur de France à Pékin, M. Charles Malo. Le professeur Qian a séjourné onze ans en France et a fait sa thèse à l'Institut du radium et au laboratoire de chimie nucléaire du Collège de France, sous la conduite d'Irène et de Pierre Joliot-Curie, a rappelé

l'ambassadeur. La Chine a fait exploser la première bombe A en 1964 et sa bombe H deux ans et demi plus tard. Le professeur Qian est, depuis 1982, vice-ministre de l'industrie nucléaire. - (AFP.)

RDA

• UN FUGITIF ABATTU. - Un homme qui tentait de franchir le mur de Berlin en direction du secteur occidental a été abattu par des garde-frontières est-allemands dans la nuit du 20 au 21 mai. Cent quatre-vingt-quatre personnes ont trouvé la mort en tentant de s'enfuir depuis l'édification du mur en 1961. Les autorités militaires occidentales à Berlin ont protesté contre ce nouveau incident. - (AFP, UPI.)

République sud-africaine

• REPORT DU PROCÈS DES MILITANTS DE L'UDF. - Le procès des seize militants du Front démocratique uni (UDF) qui devait s'ouvrir, lundi 20 mai, à Pietermaritzburg, devant la Cour suprême de la province du Natal, a été ajourné au 11 juillet prochain, à la demande de l'accusation et de la défense. Le gouvernement sud-africain a, d'autre part, publié un projet de loi visant à supprimer les autorisations officielles dont doivent être munis les Blancs, les Métis et les Indiens, pour pénétrer dans les cités noires. De son côté, la compagnie Anglo-American a commencé à réaménager une partie des quatre mille quatre cents mineurs noirs qu'elle avait licenciés le mois dernier de la mine d'or de Vaal-Reefs (150 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg), à la suite d'une grève. Enfin, les neuf mille mineurs de la mine de Blyvooruitzicht ont repris le travail lundi. - (AFP, Reuters.)



les clients de CAPEL ne manquent pas d'estomac

PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE 1985

Patrick Meney
NIET!
roman

336 pages
79F

roman
MAZARINE

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Massé-Montparnasse Paris 15

dossier

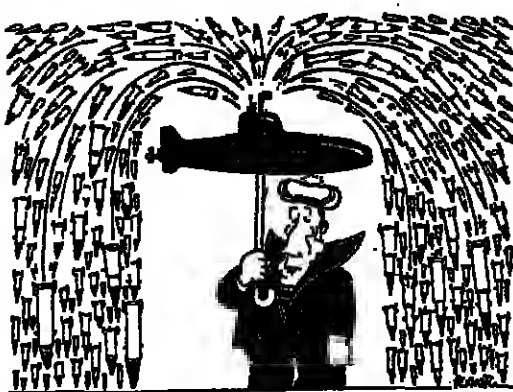
LA MISE EN SERVICE
DU 6^e SOUS-MARIN NUCLÉAIRE« L'Inflexible » :
la « pointe
de diamant »
de la dissuasion

EN décidant de présider, samedi 25 mai à l'Île-Longue, en rade de Brest, au départ de l'Inflexible pour sa première patrouille opérationnelle, M. François Mitterrand rend un hommage particulier à la mise en service, par la France, de son premier sous-marin nucléaire lanceur de missiles stratégiques à têtes multiples (le missile M-4). Dès son accession à l'Élysée en 1981, le chef de l'État avait souligné l'importance de la force océanique stratégique — cinq sous-marins nucléaires de la classe du Redoutable — en la qualifiant de « pointe de diamant » de la dissuasion nationale. À cette pointe de diamant, il faut ajouter les missiles de plateau d'Albion, et les bombardiers nucléaires Mirage-4 en service.

Par rapport à ses cinq prédécesseurs qui ont commencé d'exercer leur mission en 1972, l'Inflexible représente un saut qualitatif dans la panoplie française de dissuasion. Il est, en effet, le premier sous-marin à pouvoir lancer seize missiles dont chacun, large des têtes nucléaires en grappe sur les cibles, à la différence des missiles du plateau d'Albion et des missiles des autres sous-marins français, qui ne transportent qu'une seule charge explosive. Le M-4 est dit missile à têtes multiples, comme il en existe déjà dans les arsenaux américains, soviétiques et britanniques. A lui seul, avec ses quatre-vingt-seize charges nucléaires à bord, ce sous-marin représente une capacité de frappe nucléaire supérieure à la totalité de ses cinq prédécesseurs (quatre-vingts têtes).

Avec l'Inflexible, la France a donc rejoint le « club » très fermé des puissances nucléaires ayant développé par elles-mêmes la technologie du missile à têtes multiples, appelé MIRV (Multiple Independently-targetable Reentry Vehicle) dans la littérature spécialisée anglo-saxonne. Les États-Unis ont entrepris de mettre en service de tels missiles en 1971, et ils furent suivis par les Soviétiques en 1975. En Grande-Bretagne, les techniciens ont développé un système national analogue (le programme Chevaline) et l'ont installé en 1981 sur sous-marins. Le missile à têtes multiples complexe, par la dispersion de ses charges dans le temps et dans l'espace, la tâche des réseaux défensifs adverses, et il permet d'abandonner la politique qui

consistait à embarquer de puissantes charges destructrices à bord d'un seul et même missile pour privilégier plutôt la politique qui revient à disposer d'un nombre accru de charges moins puissantes tombant en grappe sur les cibles.



Dessin de PLANTU.

L'apparition du M-4 a en outre pour effet de modifier la perception que les Soviétiques avaient de l'effort nucléaire de la France. Anxieux, Moscou hésitait à critiquer la force française de dissuasion, parce qu'elle lui apparaissait comme un facteur favorable à l'indépendance de la France vis-à-vis de l'OTAN. Depuis cinq ans environ, les Soviétiques ont estimé que la menace militaire de la force française de dissuasion, du fait de la cré-

bilité technique du M-4, était supérieure à l'avantage tiré de ce statut spécial.

En choisissant de se rendre à Brest pour se faire présenter l'Inflexible, le président de la République manifeste probablement une autre volonté politique, à l'heure où, de part et d'autre de l'Atlantique, on accorde la tâche d'une défense spatiale antimissiles — ce qu'on nomme abusivement la « guerre des étoiles » — qui serait une nouvelle panacée ou le dernier rempart, plus ou moins hermétique, contre des agressions nucléaires. Avec la mise en service de l'Inflexible, la France réaffirme, en outre, que la dissuasion demeure le fondement de sa politique de défense et que, parmi les armes nucléaires, le sous-marin reste encore le moyen le moins vulnérable et le plus discret jusqu'au début du siècle prochain.

Après la visite de M. Mitterrand, le sous-marin s'enfoncera dans les océans pour une patrouille d'une durée supérieure à deux mois. Tapi au fond des mers, l'Inflexible se maintiendra constamment à l'écart des consignes éventuelles que le chef de l'État lui enverrait. Mais, puisqu'il ne répond pas, l'équipage n'est pas sourd pour autant. Si, d'aventure, l'apocalypse était déclenchée en riposte à une agression extérieure contre le sol national, les seize missiles M-4 s'élanceraient en quelques minutes. Des calculs d'état-major indiquent que la France disposerait, avec le missile M-4 embarqué à bord de cinq sous-marins stratégiques comme il est prévu, du moyen de provoquer la disparition, instantanée ou à court terme, de soixante millions d'hommes et de femmes en terre adverse.

Le bâtiment : deux équipages de cent vingt-sept hommes

Avant le sous-marin l'Inflexible, quatre navires de guerre français ont porté, entre 1955 et 1975, ce nom : il s'agit de vaisseaux équipés selon les cas, de soixante-quatre à quatre-vingt-dix canons. Mais c'est le 25 septembre 1978 qu'un conseil de défense prit la décision de construire un sous-marin qui, ainsi baptisé, devait porter le nouveau missile M-4. Le programme a été principalement confié à l'arsenal de Cherbourg (pour la coque et l'assemblage final), à l'établissement d'Indret (pour l'appareil de propulsion) et au Commissariat à l'énergie atomique (pour la maîtrise d'œuvre de la chaudière nucléaire). La mise sur cale du nouveau tronc en a lieu en mars 1980 et le lancement en juin 1982 pour une mise en service en 1985.

Une équipe de coordination s'est occupée de gérer, de bout en bout, un chantier aussi ambitieux jusqu'aux essais à la mer. Il faut imaginer, en effet, que l'intérieur d'un tel bâtiment comporte que 70 000 articles distincts (sans compter les boulons !), dont 40 000 environ sont des appareils électroniques, électriques, mécaniques, hydrauliques ou pneumatiques, et les 30 000 restants des liaisons par câble (de l'ordre de 240 kilomètres) ou par tuyaux (36 kilomètres environ). À elle seules, les installations électriques comportent 300 000 points de bornage. Après quoi, il faut procéder aux essais, à l'occasion de sorties à la mer, pour tester la coque, les systèmes de plongée, les équipements, l'armement défensif (les torpilles) et les armes stratégiques (les missiles M-4).

L'Inflexible est un sous-marin long de 128,70 mètres et large de 10,60 mètres pour un tirant d'eau de 10 mètres. Il déplace en surface 8 080 tonnes, ce qui en fait, en quelque sorte, l'équivalent d'un croiseur moderne propulsé par un réacteur nucléaire à can pressionnée capable de lui imprimer des vitesses (en plongée) supérieures à 20 nœuds et des immersions très supérieures à 200 mètres. Il emporte seize tubes de lancement verticaux, disposés en deux rangées longitudinales de huit, et il peut, à tout moment, tirer en plongée et à vive cadence sa grappe de seize M-4. Un système de chasse à poudre permet de compenser très rapidement le départ des 35 tonnes du missile par un poids équivalent d'eau de mer, afin d'assurer l'assiette du sous-marin et de lui permettre d'un nouveau tir. Il suffit de quelques minutes pour remettre toute la salve des M-4 si l'ordre en était donné.

Retouches

Par rapport aux cinq sous-marins déjà en service, l'Inflexible a subi diverses retouches ou modifications. Si la coque résistante est analogue, les torilles extérieures ont été renforcées. La machine de propulsion et certains des auxiliaires ont été réaménagés afin d'améliorer la discrétion acoustique et de réduire le bruit émis. Les installations de détection des bâtiments de surface et des sous-marins adverses ont été modernisées, ainsi que le système de traitement des informations tactiques, qui regroupe les capacités

informatiques nécessaires à la navigation et à la mise en œuvre des armes. À bord, l'équipage comprend, en moyenne, quinze officiers, quarante-quatre officiers-mariniers supérieurs et soixante-buit officiers-mariniers subalternes ou matelots, soit cent vingt-sept hommes de l'équipage, dont des appelés du contingent. Leur vie est relativement monotone : en dehors des heures de quart, ils passent leur temps à la lecture, d'interminables conversations, des projections audiovisuelles, l'activité sportive, les cartes et les jeux de société. Le tabac est interdit et l'alcool strictement interdit. Comme il s'agit de volontaires sélectionnés et motivés, les incidents liés au confinement sont rares dans une communauté d'hommes âgés de vingt-sept ans en moyenne.

Aux ordres

Le sous-marin peut accomplir plus de deux cent cinquante jours de mer par an, en dehors de ses remises en condition à la base de l'Île-Longue, en rade de Brest (pour une durée moyenne de trois semaines entre ses patrouilles à la mer), ou de ses périodes d'entretien en grand carénage (un an de travail tous les quatre ans). L'équipage ne peut donc soutenir une telle activité : c'est la raison pour laquelle les sous-marins nucléaires d'aujourd'hui, en effet, deux équipages qui se relaient à bord pour des missions opérationnelles de neuf à dix semaines. Un même équipage n'effectue qu'une patrouille sur deux. A son retour de mer, il confie le bâtiment à un autre équipage pour, ensuite, aller

s'aérer durant cinq à six semaines (permissions comprises) et revenir à Brest, durant six semaines environ, pour une période d'entraînement à terre.

Quel que soit l'endroit où croise le sous-marin, l'équipage ne subit pas de décalage horaire, et il vit invariablement à l'heure de son port d'attache, d'où il reçoit — sans pouvoir répondre — un message hebdomadaire de sa famille. Car il existe en permanence une possibilité de liaison avec le sous-marin, ne serait-ce que pour pouvoir transmettre, le cas échéant, un ordre d'engagement du président de la République. Sous la responsabilité directe du chef de l'État, un commandement de la force océanique stratégique (FOST) dispose de moyens de commandement et de stations d'émission, dont les plus connus sont le PC de Houilles (Yvelines), enterré dans d'anciennes carrières, et la station d'émissions radioélectriques de Rosnay (Indre).

Pour sa défense, l'Inflexible dispose de quatre tubes lance-torpilles, capables d'éjecter des torpilles classiques ou des missiles tactiques, dits à changement de milieu, comme le missile SM-39 qui est la version sous-marine du missile antinavire Exocet et dont la portée est de 50 kilomètres environ. Cet armement est destiné à l'antiprotection du sous-marin. En réalité, la mission d'un bâtiment comme l'Inflexible est de refuser le combat, en cherchant à s'éloigner au plus vite s'il croyait avoir été détecté, pour conserver à tout prix ce qui fait sa spécificité, à savoir son aptitude permanente à lancer des missiles stratégiques sur cibles terrestres.

Le M-4 : six charges explosives qui tombent en grappe

Le missile M-4 constitue le premier modèle d'une nouvelle génération — la quatrième depuis l'entrée en service en 1971 du sous-marin le Redoutable — d'engins balistiques à têtes multiples. Ce programme a été décidé par le conseil de défense en décembre 1972. Le système retenu était si complexe et si nouveau pour la France qu'il a fallu près de trois ans pour le définir avec précision. C'est donc en 1975 que le développement d'un tel missile a commencé, sous la responsabilité de la délégation générale pour l'armement et du Commissariat à l'énergie atomique, la maîtrise d'œuvre industrielle ayant été confiée à la société nationale Aérospatiale. En novembre 1980, a eu lieu le premier lancement d'un M-4 expérimental, depuis le sol, au centre d'essais des Landes. En mars 1982, un autre M-4 expérimental était tiré en plongée par le sous-marin Gymnote, qui sert de laboratoire aux lancements en mer et sous l'eau.

Il se présente sous la forme d'un missile à trois étages qui pèse 35 tonnes. Le premier étage (dit 401) s'allume sous l'eau, juste après la sortie du tube lanceur dans le sous-marin, et il brûle pendant une minute, avec une poussée de 70 tonnes qui en fait le plus gros propulseur français à poudre de série. Le deuxième étage (dit 402) fonctionne pendant soixante-quinze secondes et développe une poussée de 30 tonnes. Le troisième étage (dit 403) fonctionne pendant quarante-cinq secondes, avec une poussée de 7 tonnes. Le tout est haut de 11,05 mètres pour un diamètre de 1,93 mètre, dans le silo.

Pour l'essentiel, l'originalité la plus importante du M-4 est la pré-

sence de cinq ou six têtes thermonucléaires contenues dans une coiffe située dans la partie haute du troisième étage. Après trois minutes de propulsion, le missile atteint une altitude de 800 kilomètres pour une vitesse de 18 000 kilomètres à l'heure, et il est en mesure de larguer, à plus de 4 000 kilomètres de distance, des ogives explosives qui rentrent à vitesse hypersonique dans l'atmosphère en même temps que des « leurres » destinés à tromper la vigilance de la détection adverse.

Un pari

Les têtes thermonucléaires, dont la puissance est de l'ordre de 150 kilotonnes pour chacune d'entre elles, ont des trajectoires individualisées, et leur largage peut être espacé dans le temps pour tomber en grappe sur leurs différents objectifs. Les têtes explosives sont ainsi réparties dans le temps et dans l'espace de façon telle qu'un missile antimissile ne puisse détruire qu'une seule charge du M-4 à la fois. Chaque tête devient donc pour l'adversaire une cible distincte qu'il devra nécessairement neutraliser faute de pouvoir s'en prendre au missile lui-même avant son vol balistique et la séparation de ses charges explosives. Les performances de ce système sont tenues secrètes, mais on croit savoir que les têtes multiples du M-4 ont été conçues pour tomber, à l'issue de leur trajectoire de 4 000 kilomètres, dans un quadrilatère qui aurait un côté équivalant à la distance Paris-Rouen et l'autre équivalant à la distance Paris-Orléans si l'on tient à cette comparaison.

De l'aveu même de ses responsa-

bles, le programme M-4 a été un pari sur la capacité de la France à miniaturiser son armement nucléaire et à le « durcir », c'est-à-dire à protéger le cortège des têtes assaillantes contre les effets des armes antimissiles. Plusieurs dizaines d'essais nucléaires en Polynésie française ont été consacrés à la recherche de la formule du M-4 dans des conditions plutôt difficiles. Le passage des expériences aériennes aux tirs sonnerains, en 1975, n'a pas facilité les opérations, qui exigeaient d'avoir un rapport masse/énergie de l'arme le plus intéressant possible. La réduction des crédits a porté sur certains moyens de calcul et d'expérimentation, ce qui explique que les techniciens aient disposé d'ordinateurs relativement modestes comparés à ceux des centres américains.

Léger et « durci »

Pour ce qui concerne la miniaturisation de l'arme, les techniciens ont parcouru un chemin considérable. En 1974, la tête explosive du missile nucléaire Pluton, monté sur le châssis d'un char AMX-30 et développant une puissance de 25 kilotonnes, pesait aussi lourd que la tête d'un missile américain Minuteman-2, qui déploie une énergie de 1200 kilotonnes. Aujourd'hui, avec le missile M-4 de l'Inflexible, la France a atteint les performances du Minuteman-3, et la seconde version de la tête (baptisée TN-71 et prête en 1987) du M-4, en cours de développement, aura les caractéristiques des têtes américaines les plus récentes, au point, par exemple, d'être quatre fois moins lourde que les têtes des missiles M-20 mégaton-

niques. Cette recherche d'un allègement et d'une miniaturisation accrue de la tête explosive du missile a un résultat direct sur certaines performances opérationnelles du système d'armes. Ainsi, la tête TN-70 du missile M-4 de l'Inflexible permet d'embarquer un engin qui porte à 4000 kilomètres. Mais la tête TN-71 devrait faire passer cette portée à plus de 5000 kilomètres, ce qui est loin d'être négligeable, dès lors que le sous-marin lanceur de missiles pourra patrouiller dans des zones plus larges encore, lui assurant une meilleure protection. En outre, le fait de réduire la masse (à énergie égale) des têtes augmente les possibilités d'embarquer à bord d'un même missile tous les procédés concevables de « leurrage », c'est-à-dire les contre-mesures qui déconcertent la défense adverse.

En matière de « durcissement » de l'arme, il a fallu consentir un vigoureux effort de recherche scientifique et technologique. On a dû mettre au point des matériaux révolutionnaires capables de résister à l'effet des rayonnements ou à l'effet de choc d'une explosion nucléaire commandée à distance par une défense anti-missile. Il a fallu encore développer des composants et des circuits électroniques insensibles aux rayonnements, sans que leur poids soit un nouvel handicap. On a dû, enfin, concevoir des câbles, des programmes de vol du calculateur, des connecteurs et des mémoires qui puissent se prémunir contre des agressions de missiles antimissiles, en conservant les informations nécessaires à la mission du M-4.

DOSSIER ÉTABLI
PAR JACQUES ISNARD

Quatre autres unités
sur le même modèle

Après la construction d'un bâtiment neuf comme l'Inflexible, le programme prévoit de rendre les sous-marins nucléaires déjà en service identiques au nouveau modèle. Entre décembre 1971 et avril 1980, la France a, en effet, mis en service cinq sous-marins nucléaires lance-missiles, le Redoutable, le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable et le Tonnant, qui, aujourd'hui, sont en mesure de tirer des missiles M-20 à tête unique d'une puissance de 1 200 kilotonnes (soit soixante fois l'énergie de destruction de la bombe d'Hiroshima). À l'exception du Redoutable, le premier de la série, les quatre autres sous-marins seront progressivement mis au standard de l'Inflexible.

Cette opération s'appelle la refonte M-4 des sous-marins. Elle a un double but :

1° donner au bâtiment une nouvelle jeunesse à la moitié de son existence, dans la mesure où un sous-marin peut avoir une durée de vie de vingt-cinq à trente ans, et où le système d'arme embarqué est technologiquement dépassé après une quinzaine d'années de service ;

2° uniformiser le système de dissuasion, de sorte que tous les bâtiments, une fois refondus, soient identiques entre eux, à l'exception de celui des cinq sous-marins qui est trop ancien pour être rénové.

Outre les missiles M-4, le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable et le Tonnant recevront, chacun à son tour, les équipements modernes de l'Inflexible avec l'espoir d'améliorer la fiabilité de leurs matériels de bord, réduire leurs coûts d'entretien et mieux aménager leur « habitabilité » intérieure.

Le premier sous-marin à bénéficier de cette refonte M-4 sera, dès 1985, le Tonnant. Les travaux devraient durer environ dix-sept mois et s'achever en 1987. Le Tonnant sera le premier sous-marin à embarquer la nouvelle tête nucléaire TN-71, qui confère une portée accrue au missile M-4.

L'ensemble de la refonte, pour les quatre sous-marins prévus, devrait être terminée en 1993 et concerner, donc, des bâtiments dont l'espérance de vie s'étend jusqu'à l'an 2005 environ. Cette opération de rénovation est indépendante d'une autre décision, de principe, du gouvernement de lancer des études pour la conception d'un septième sous-marin, dit de la nouvelle génération, dont les caractéristiques et les performances ne sont pas définies.

Avec l'entrée en service de l'Inflexible et la refonte du Tonnant, la France continuera de disposer de cinq sous-marins susceptibles de partir en mission opérationnelle. En réalité, il faut compter avec la mise en carénage, tous les quatre ans, d'un sous-marin dont les installations seront perfectionnées à cette occasion. Ainsi, quatre sous-marins sont véritablement en activité.

Une telle force permet, depuis 1983, date à laquelle on a modifié les périodes d'entretien au mouillage, de maintenir réellement trois sous-marins nucléaires en patrouille permanente à la mer, les complétant le dispositif stratégique national qui repose également sur l'existence de trente-trois bombardiers nucléaires Mirage IV et sur celle de dix-huit missiles S-3 enterrés en silos en Haute-Provence.

Les flottes dans le monde

Les Soviétiques entretiennent, en 1985, la plus importante flotte de sous-marins nucléaires stratégiques dans le monde, avec soixante-deux bâtiments modernes (capables de déployer environ neuf cent vingt-huit missiles) et avec quinze autres, plus anciens, ayant à leur bord trente-neuf missiles. Sur ce total, dix-huit sous-marins sont équipés de missiles à têtes multiples et sont de construction récente (moins de huit ans).

Le plus moderne des sous-marins de la flotte soviétique est le Typhoon (nom de code donné par l'OTAN), qui déplace 25 000 tonnes et qui peut tirer vingt missiles SSN-20 porteurs, jusqu'à des distances de 8 300 kilomètres, de six à neuf têtes.

De leur côté, les États-Unis alignent trente et un sous-marins (de la classe La Fayette ou Benjamin Franklin, qui déplacent 8 250 tonnes et embarquent, au total, quatre cent quatre-vingt-seize missiles Polaris) porteurs de quatorze têtes chacun, et six sous-marins (de la classe Ohio), qui déplacent 18 750 tonnes et embar-

quent, au total, cent quarante-quatre missiles Trident porteurs de huit à quatorze têtes explosives.

Le Poséidon et le Trident atteignent des distances intercontinentales avec des précisions, par rapport à la cible, de l'ordre de 150 mètres à 1 200 mètres (pour les missiles anciens).

Enfin, la Grande-Bretagne dispose de quatre sous-marins (de la classe Resolution) qui déplacent 8 400 tonnes et qui transportent, chacun, seize missiles Polaris équipés chacun de six têtes nucléaires dont l'énergie est de 150 kilotonnes.

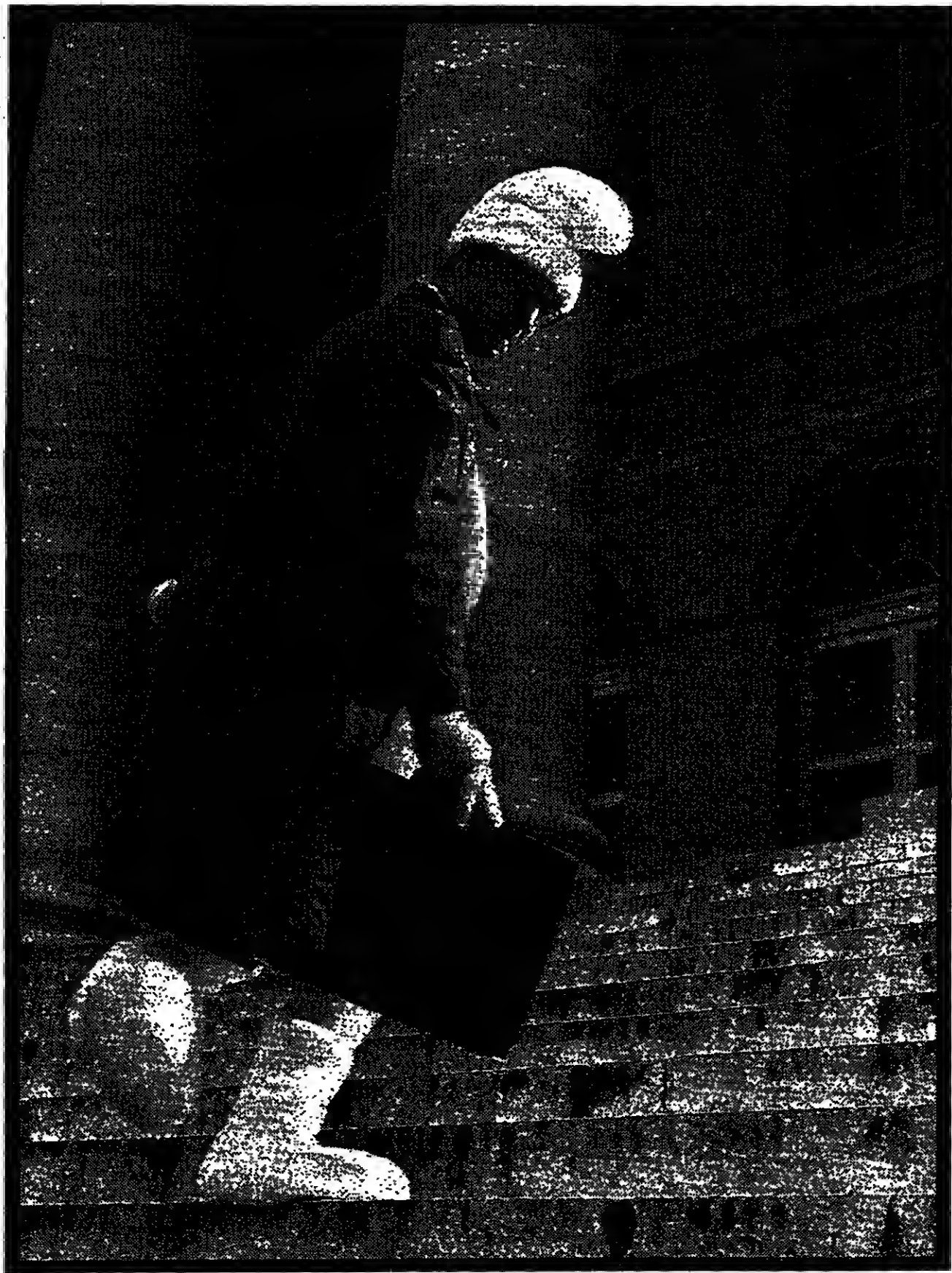
Avec la France, ces trois pays sont en 1985 les seuls à avoir mis au point une force de sous-marins stratégiques à propulsion nucléaire.

Le cas de la Chine populaire est, en effet, assez particulier : il semble, selon des données recueillies de sources occidentales, que les techniciens chinois soient sur la voie de maîtriser, avec un sous-marin baptisé Xia, qui pourrait entrer en service en 1985, la propulsion nucléaire et le lancement de missiles stratégiques portant à 2 800 kilomètres.

A constater le succès
naissant de la création
Lorraine d'un par
nation schtroumpf
ains pourrions avoir
en Lorraine, il n'y
a plus que pour les
aroumpis.
Erreur. En Lorraine, il
a pour tous ceux d
es qui ont un proje
implantation économi
Déjà actuellement - e
s aucun lien avec les
monon, l'U.A.P. créent
Comment l'explique
a fait. La compétence d
alle jouent un rôle impo
qui de SOLODEV et de S
SOLODEV et SODILG
développement pour la

مكتبة الأناضول

Inutile de faire le schtroumpf pour bénéficier de nos aides financières.



A constater le succès retentissant de la création en Lorraine d'un parc d'attraction schtroumpf, certains pourraient croire qu'en Lorraine, il n'y en a plus que pour les schtroumpfs.

Erreur. En Lorraine, il y en a pour tous ceux et celles qui ont un projet d'implantation économique. Déjà actuellement - et sans aucun lien avec les schtroumpfs - Renault, Citroën, Cilas-Alcatel, Thomson, l'U.A.P. créent et développent une intense activité économique.

Comment l'expliquer? Le sens de l'accueil, une tradition de travail bien fait, la compétence d'hommes ayant une longue expérience industrielle, jouent un rôle important. Auquel on peut ajouter, dans certains cas, celui de SOLODEV et de SODILOR.

SOLODEV et SODILOR - filiales du groupe SACILOR - sont des sociétés de développement pour la Lorraine. Elle disposent d'un éventail complet de

services et d'aides pour tous ceux qui veulent investir dans la région: diagnostic de faisabilité, mise en rapport avec les interlocuteurs adéquats, montage financier, aide en matière de marketing, aides financières. SOLODEV et SODILOR sont des équipes toutes entières au service des industriels qui veulent s'installer en Lorraine.

Si SOLODEV et SODILOR déploient cette activité et cette énergie, c'est bien pour montrer que ce qui peut réussir aux schtroumpfs peut dès demain parfaitement vous réussir. Même sans faire le schtroumpf.

LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU GROUPE SACILOR
SOLODEV. TEL : 16 (8) 736.12.11
SODILOR. TEL : 16 (8) 285.32.01

**GROUPE
SACILOR**

C'est aussi le printemps pour la Lorraine.

politique

DINER-DÉBAT AUTOUR DE M. GISCARD D'ESTAING

L'union dans la « bienveillance réciproque »

Pour faire patienter les deux mille convives qu'elle avait réunis lundi soir 20 mai au Palais des congrès, la fédération du PR de Paris a choisi de diffuser sur des écrans de télévision des extraits du face-à-face qui, le 5 mai 1981, avait opposé le futur anecdotiste président de la République et l'actuel chef de l'Etat. « Cette vidéo est cruelle pour Mitterrand », devait prévenir Bernard Plaisat, président de la fédération de Paris. Mais comme l'assistance était encore dissipée, chacun s'occupant de trouver sa place, une seconde diffusion s'est imposée, en présence de l'un des héros : M. Valéry Giscard d'Estaing, qu'accompagnait son épouse. Ils furent à la table d'honneur — au, aux côtés de la plupart des élus de Paris, notamment MM. Dominati (PR), Perrin (CDS), Gantier (PR), députés, MM. Taittinger (PR) et Padoa (CDS), sénateurs, MM. Chénou (PR), maire du dix-huitième arrondissement, et Plaisat, étaient représentés les arts et les lettres avec le chanteur Adamo et l'écrivain Paul-Loup Sulitzer, — parmi les spectateurs les plus attentifs.

Après cette première mise en train, une autre vidéocassette a été proposée : un entretien, récent celui-là, entre M. Giscard d'Estaing et deux journalistes, Patrice Duhamel et Philippe Vasseur, au cours duquel l'ancien chef de l'Etat fait part de ses « préoccupations » quant à la situation économique et sociale de la France et plaide en faveur de « l'apron libérale moderne », « la recette qui réussit (...) dans toutes

les grandes démocraties industrielles à l'heure actuelle ».

Cette vidéocassette, qui devrait faire le tour des fédérations du PR, était proposée aux plus impatients moyennant la modeste somme de 100 F, tandis que de jeunes militants giscardiens vendaient des briquets « Giscard-Léotard, le ticket-choc ».

Après de courts discours introductifs de M. Bernard Plaisat et de M. Jacques Dominati, qui, à Paris, conduira la liste UDF en promettant « d'aller à la bataille législative en concordance et non en concurrence avec nos amis du RPR », l'ancien président de la République a expliqué les raisons de sa présence : « J'avais quelque chose à vous demander : de contribuer au redressement de la France ».

Selon lui, le peuple français peut avoir « la chance de rentrer dans une véritable période de redressement » s'il sait écarter, d'une part, « le risque du médiocre actuel » et celui d'une alternance insuffisamment préparée par l'opposition, et, d'autre part « le doute ». « Il y a ceux qui craignent qu'après l'alternance tout ne soit pareil », a expliqué M. Giscard d'Estaing. « A ce risque et à ce doute, je voudrais que vous apportiez des réponses (...). Il y a la possibilité du meilleur si nous faisons ce qu'il y a à faire cette année [pour] que la majorité libérale remette durablement le pays dans la confiance et la modernité », a prévenu l'Élu du Pays-de-Dôme.

Pour lui, « ce qui compte le plus, c'est le contenu de l'alternance plus

que ses modalités politiques ». L'objectif poursuivi doit être « la modernité libérale » et « sur cet objectif, il n'y a pas de compromis possible ». Mais il faudra, a-t-il précisé, « rechercher le plus large consensus sur les moyens ».

Pour mieux atteindre cet objectif, il s'agit de bien connaître les « oraux » dont dispose la France et les « menaces » qui pèsent sur le redressement. Les atouts, ce sont « tous ceux qui veulent travailler plus », « le mouvement favorable au libéralisme économique », « la reconnaissance du rôle de l'entreprise », « les ressources humaines », « la bonne position de la France dans certaines technologies nouvelles ».

Les menaces, ce sont « la légèreté du débat politique, l'esprit d'assistance généralisée, l'encouragement à la division des Français qui sera déveillé par le scrutin proportionnel », qualifié par M. Giscard d'Estaing de « scrutin des temps faciles et des petits enjeux ».

Premier ministre ?

Face à ces dangers, la meilleure réponse est la « réplique majoritaire », a assuré l'ancien chef de l'Etat, qui depuis sa réconciliation avec M. Chirac se veut le cru de l'union. « Cette union, a-t-il répété, est aujourd'hui la seule attitude pour gouverner la France ». « Il faut qu'elle se marque par des attitudes de bienveillance réciproque

des partis et des hommes de l'opposition, par l'examen en commun des thèmes où il existe des sujets de divergence », a-t-il ajouté.

Ce premier examen en commun pourrait bien avoir lieu les 8 et 9 juin prochains, quand MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac seront réunis à la même tribune à l'invitation des clubs Perspectives et Réalités.

L'ancien chef de l'Etat, qui s'est ensuite soumis aux questions de son auditoire a pu effectuer une mise au point. Alors qu'on lui demandait s'il accepterait d'être le premier ministre de M. Mitterrand, il s'est étonné de l'interprétation donnée par les médias aux propos qu'il avait récemment tenus à l'Express (le Monde du 10 mai). « J'écouterai la radio en me rasant, a-t-il raconté, et j'ai entendu que j'étais candidat au poste de premier ministre en 1986 ! Si je n'avais pas utilisé un rasoir de sécurité, je me serais fait une telle estafilade à la gorge que le problème aurait été réglé... J'ai simplement dit, a-t-il remarqué, M. Giscard d'Estaing, que l'on aura besoin de tout le monde », que « l'ampleur des tâches sera telle qu'il faudra réunir toutes les compétences ». « Je ne suis candidat à rien, a-t-il affirmé, mais je ne refuserai pas ma contribution, si cela est utile et si on trouve tout le monde ». « On ne peut pas se mettre soi de côté », a ajouté l'ancien chef de l'Etat. Ce discours fut vivement applaudi.

CHRISTINE FAUVET-MYCLA.

Propos et débats

M. Poniatowski : qu'il parte !

Si l'opposition l'emporte en 1986, la « meilleure solution pour la France », c'est que [M. Mitterrand] parte, a déclaré M. Michel Poniatowski, lundi 20 mai à France-Inter. S'il reste, « il faut que l'opposition soit prudente. M. Mitterrand va essayer de saboter l'action de la nouvelle majorité. Il sera une source de conflits et de paralysie des institutions. » La « loyauté », l'« amitié » et l'« affection » de M. Poniatowski vont à M. Giscard d'Estaing, mais il a aussi « beaucoup d'amitié et de considération pour M. Raymond Barre. » Je soutiendrai, a-t-il dit, le candidat qui aura le plus de chances de gagner l'élection présidentielle, quels que soient mes sentiments personnels.

M. Léotard : humiliés

« Les Français sont humiliés de voir leur pays régresser », a déclaré M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, lundi 20 mai à Rennes. Selon M. Léotard, « le seul parti qui progresse actuellement est celui des sceptiques ».

M. Soisson (PR) : tous derrière M. Barre

« Le prochain candidat à la présidence de la République qui pour le mieux incarner le courant libéral, c'est Raymond Barre », a affirmé M. Jean-Pierre Soisson, député UDF-PR de l'Yonne. « L'UDF, a-t-il assuré, rejoindra dans sa totalité Raymond Barre, et le Parti républicain, le moment venu, choisira aussi Raymond Barre. C'est l'intérêt de la famille à laquelle l'appartient et l'intérêt du pays ».

M. Huntzinger (PS) : contrat de législature

M. Jacques Huntzinger, membre du secrétariat national du Parti socialiste, a indiqué, lundi 20 mai, que le PS proposera un « contrat de législature » aux Français en 1986. Ce texte devrait être prêt à l'automne, peut-être avant le congrès du PS, qui aura lieu en octobre à Toulouse. Les réflexions du PS devraient porter sur la démocratie et les libertés, l'économie, la vie quotidienne et la jeunesse. « Il s'agit de voir dans quelle mesure le PS deviendra de manière durable et historique la force centrale de notre société », a-t-il dit, en soulignant qu'il deviendrait « un grand parti socialiste » comparable aux partis sociaux-démocrates européens.

LES ÉLECTIONS AU CONSEIL SUPÉRIEUR DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

La majorité serait en recul

Le Quai d'Orsay n'était pas encore en mesure, ce mardi 21 mai au matin, de communiquer les résultats, même partiels, des élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger qui se sont déroulées, dimanche 19 mai, dans tous les pays où résident des Français (1 million et demi de personnes en tout, dont 750 000 inscrites sur les listes électorales des consulats). 137 sièges étaient à pourvoir, 46 étaient détenus par la majorité au sein des assemblées depuis les précédentes élections qui avaient eu lieu en septembre 1983, pour la première fois au suffrage universel.

Les premiers résultats officiels du vote de dimanche notamment pour l'Europe occidentale et l'Afrique francophone, laissent apparaître, semble-t-il, un recul de la majorité. Ainsi la liste Union et progrès, soutenue par l'Union des Français de l'étranger (considérée comme proche de l'opposition), est gagnante, selon l'AFP, parmi les Français de Grèce, Turquie, Chypre et Malte. Il en serait de même en Autriche et en Italie. Le Quai d'Orsay a annoncé que les résultats complets seraient diffusés « avant la fin de la semaine ».

Les « transcourants » ont la parole. — La contribution des « transcourants » présente dans la phase préparatoire du congrès du PS sera finalement diffusée parmi les militants du PS par les voies officielles. La direction du PS avait fait quelques difficultés à ses signataires (« le Monde » du 19-20 mai) pour lui accorder la même publicité qu'aux textes nationaux. Deux membres du comité directeur du PS, MM. Jean-Pierre Worms député de Saône-et-Loire et Patrice Finel, qui appartiennent au courant « aéro-cardean » ont décidé de parer à cette situation en publiant leur texte.

destination
Finlande
Laponie
LAPONIE SAUVAGE
et CAP NORD
circuit camping
Norvège, Finlande, Suède
15 jours PARIS/ PARIS
F. 7.950
votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS
5, rue Danielle-Casanova
75001 PARIS ☎ 296.59.78
Rc. 1033

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Après le « test » de Mons-en-Barœul

M. PONIATOWSKI : illégale

M. Michel Poniatowski, invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, lundi 20 mai, a estimé que l'élection de trois immigrés associés au conseil municipal de Mons-en-Barœul est « illégale au regard du fonctionnement et de la délimitation d'un conseil municipal ». Considérant qu'un maire « n'a pas le droit de modifier les conditions de délibération d'un conseil municipal », l'ancien ministre de l'Intérieur de M. Giscard d'Estaing s'est déclaré « très curieux de voir quelle sera l'appréciation du tribunal administratif, éventuellement du Conseil d'Etat s'il y a un recours », sur cette question. Pour M. Poniatowski, l'obtention de la nationalité française doit être « un acte de volonté, un acte solennel d'adhésion à la nouvelle collectivité dans laquelle on veut s'intégrer ».

M. ANSART : démesurée

M. Gustave Ansart, membre du bureau politique du PCF, a jugé « démesurée », dans l'Humanité du 20 mai, la répercussion donnée à l'élection de Mons-en-Barœul par les médias. « Depuis longtemps et sous des formes diverses, les municipalités communistes sont allées dans ce sens », souligne-t-il. Pour M. Ansart, l'élection d'immigrés au conseil municipal « n'est qu'un aspect de leur participation à la vie des cités qu'ils habitent », le problème fondamental se situant avant tout « dans la lutte contre la crise et (...) contre le chômage ».

APRÈS L'ANNULATION DE L'ÉLECTION DE M. DEROSIER (PS)

Le conseil général du Nord est privé de président

De notre correspondant

Lille. — Le tribunal administratif de Lille a annulé, lundi 20 mai, l'élection de M. Bernard Derosier, conseiller général (PS) de Lille-Est. Cette décision prend une dimension particulière puisque M. Derosier a été élu, à la suite du scrutin des 10 et 17 mars dernier, président de l'Assemblée départementale du Nord.

La décision d'annulation porte sur le seul second tour, le tribunal administratif ordonnant pour le premier tour une simple recréation des résultats. A la suite d'une erreur de onze voix, dans un des bureaux de vote, le candidat du PC, M. Jean-Raymond Degrevé, avait été crédité de 1 427 voix et le candidat du RPR, M. René Lauriol, de 1 418. En fait, M. Degrevé a obtenu 1 420 voix et M. Lauriol 1 429. Ces quelques voix suffisaient pourtant à inverser l'ordre d'arrivée entre les deux candidats pour la seconde et la troi-

sième places et à modifier les conditions du second tour. Aucun de ces deux candidats n'ayant franchi la barre des 10 % des inscrits, seul celui arrivé en seconde position derrière M. Derosier pouvait se maintenir. Le candidat du PC arrivé officiellement à la deuxième place s'était retiré au profit du candidat socialiste qui se trouvait ainsi seul en lice le 17 mars.

Les électeurs du canton de Lille-Est devront donc retourner une troisième fois aux urnes. L'issue de ce nouveau scrutin ne semble pas devoir faire de doute (la gauche avait obtenu 52,5 % des voix au premier tour, et l'opposition, y compris l'extrême droite 41 %). M. Derosier devra néanmoins quitter l'Assemblée qu'il préside pour retourner devant ses électeurs. M. Gérard Haesebroeck (PS) premier vice-président, député, maire d'Armentières, assurera l'intérim.

J.R.L.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet sur les droits d'auteur

Encore des zones d'ombre

sociétés de perception des droits d'auteur ; prélevement de droits contractuels en cas de diffusion dans le circuit associatif.

Bien qu'en juin dernier (le Monde du 30 juin et 1-2 juillet), l'Assemblée nationale l'ait refusé, elle a cette fois accepté d'inclure les logiciels informatiques dans le champ d'application de la loi, comme l'avait décidé le Sénat (le Monde des 2, 4 et 6 avril). Pour M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire), mieux aurait valu une loi spécifique sur ce sujet.

Sur proposition de la commission des lois, les députés ont suivi le Sénat pour le principe du transfert à l'employeur de la propriété du logiciel créé par un salarié, mais en ménageant la possibilité pour ce dernier, dans le cadre de son contrat de travail, d'obtenir certains droits. Ils ont également prévu qu'en cas de contestation une commission paritaire de conciliation sera saisie, et que l'auteur d'un logiciel ne peut s'opposer à son adaptation si elle est effectuée par la personne à qui il a cédé l'ensemble de ses droits. Représentant une disposition de la législation applicable en matière de brevets, selon le principe de la propriété intellectuelle, ce n'est pas une nouveauté. Mais elle n'est pas appliquée à l'exploitation de l'œuvre, la négociation d'un accord entre auteurs et producteurs sur les rémunérations minimales correspondant aux différentes utilisations de l'œuvre et —

sous la clause de réciprocité. En revanche, aucune formule satisfaisante n'a été trouvée pour établir la preuve de la date de création du logiciel.

Quant à la durée de protection des logiciels, le Sénat l'avait fixée à vingt-cinq ans, l'Assemblée l'a portée à cinquante ans par souci d'harmonisation avec les législations étrangères.

Une possibilité d'arbitrage

Le Sénat avait également allongé le délai de protection des œuvres musicales, le faisant passer de cinquante à soixante-dix ans. Les députés ont non seulement accepté cet allongement mais ils l'ont étendu aux écrits littéraires et artistiques.

Les députés ont quasiment rétabli, dans la version qu'ils avaient approuvée en première lecture, les dispositions réglant les rapports entre producteurs et auteurs dans l'élaboration et l'exploitation des œuvres audiovisuelles, et celles visant à assurer le respect de la législation du droit d'auteur dans le domaine de la publicité. Sur ce point, le mécanisme proposé par la commission des lois prévoit la cession au producteur des droits appartenant à l'auteur, dès lors que le contrat précise la rémunération distincte due pour chaque mode d'exploitation de l'œuvre, la négociation d'un accord entre auteurs et producteurs sur les rémunérations minimales correspondant aux différentes utilisations de l'œuvre et —

innovation — une possibilité d'arbitrage rendu par une commission qui, à la demande de M. Jacques Lang, ministre de la culture, devrait être présidée par « un membre du conseil d'Etat ou un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre chargé de la culture ».

Si les députés n'ont pas suivi M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) dans la démarche visant à donner à l'ensemble des rémunérations des artistes-interprètes le caractère de « salaires », ils ont approuvé les amendements de la commission des lois qui limitent la préemption de cession aux œuvres audiovisuelles et subordonnent la cession des droits à l'existence d'accords collectifs relatifs aux modes et aux taux de rémunération des artistes interprètes.

L'Assemblée nationale a finalement jugé acceptable la solution retenue par le Sénat, de maintenir la réduction (sans aller jusqu'à l'exonération) des droits dus aux sociétés de perception et de répartition des droits, par les associations « ayant un but d'intérêt général » pour leurs manifestations ne donnant pas lieu à entrée payante.

Le projet qui, selon l'expression de M. Lang, prend parti en faveur de la logique de la création et s'efforce d'établir un équilibre entre créateurs et diffuseurs a été approuvé par le PS et le PC, l'opposition s'abstenant.

A. Ch.

UNE ÉTUDE DE LA REVUE « POUVOIRS »

Les sondages en question

C'est aux sondages politiques, aux instituts qui les réalisent et aux « spécialistes » qui les commentent, que la revue Pouvoirs (1) consacre son dernier numéro.

Cotes de popularité, indices de satisfaction, intentions de vote, sont devenus une donnée de la vie politique, qu'il est difficile d'ignorer. Mais s'ils retiennent l'attention du monde politique et de ses observateurs, les sondages d'opinion suscitent souvent le scepticisme et, parfois même, une franche hostilité. Leur crédibilité est mise en cause. Sont-ils des instruments scientifiques fiables ? Oui, affirment bien évidemment les « professionnels » du sondage. A condition, précisent-ils, de les interpréter avec la plus grande prudence et de ne pas oublier que la technique connaît des limites. Le sondage, rappelle Roland Cayrol, saisi « des opinions exprimées isolément par des individus dans une situation artificielle. Rien ne permet de penser que l'addition de ces réponses permette de cerner une volonté politique globale ». En outre, « il ne dit rien sur la pensée profonde des individus ». Il est « une photographie des opinions, on

ne saurait donc lui accorder de valeur prédictive ».

Non, les sondages ne sont pas des instruments scientifiques, répond Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France. Et la sociologie dénonce « les effets tendus à l'effet, du point de vue de la science, que les contraintes du marché exercent sur la pratique des instituts de sondages ». Il reproche à certains politologues de fournir, à l'occasion de soirées électorales par exemple, « des explications et des interprétations auxquelles la mauvaise foi des hommes politiques peut seule donner un air de profondeur et d'objectivité ».

Autre motif de rejet des sondages : leur profusion. La « sondomanie » agace. Elle est pourtant utile, signale Jérôme Jaffré, président de la revue Pouvoirs. « N'en déplaise à ses pourfendeurs, l'abondance des sondages est proportionnelle au pouvoir des électeurs ». « Tout simplement », ajoute Jérôme Jaffré, qui fait observer qu'ils « s'articulent parfaitement » avec les institutions de la V^e République (élection du président de la République au suffrage universel, bipolarisation). La

sondomanie a donc ses raisons. Elle présente en outre des avantages non négligeables. La multiplicité des sondages, note Jérôme Jaffré, permet d'abord de recueillir « un grand nombre d'informations sur les personnalités du temps présent » ; ensuite, de « réduire l'opposition entre sondages privés et sondages publics » ; enfin de limiter « les risques d'insécurité, de rétention de l'information ou de mauvaise interprétation ». Ce qui permet à Gérard Le Gall d'affirmer que « les inconvénients des sondages ne sont que l'envers, en réduction, des avantages inestimables qu'ils offrent pour la connaissance et pour l'action ».

N. A.

(1) Revue Pouvoirs n° 33, éditée par les Presses universitaires de France, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

« M. Jean-Claude Battancourt, directeur de cabinet du préfet de la région Alsace et du Bas-Rhin, M. Christian Dablane, a mis fin à ses jours lundi soir 20 mai à Strasbourg. Administrateur civil hors cadre, âgé de trente-neuf ans, il avait pris ses fonctions en Alsace il y a un an. » (Corresp.)

Pisar

«

les primes

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

« Les primes... »

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani prévoit les élections régionales « vers le 22 août » prochain

Koné. — Cinq minutes avant de prendre l'hélicoptère qui allait le conduire jusqu'à l'aéroport de Tontouta d'où il devait s'envoler pour Paris, M. Edgar Pisani poursuivait encore une discussion passionnée avec les maires de la subdivision administrative ouest. Après La Foa pour le Sud, Polindimi la semaine dernière pour l'Est, le délégué du gouvernement avait choisi le mardi 21 mai pour clore un nouvel épisode de sa mission calédonienne, de tenter de convaincre les maires du nord-ouest de la Grande Terre qui comptent, dit-on, les électeurs les plus irréductibles et les plus réfractaires à l'idée d'indépendance.

A l'évidence, ceux-ci n'étaient pas au rendez-vous; seuls trois d'entre eux se sont présentés et, après avoir refusé de serrer la main tendue par M. Pisani, ils ont reproché au délégué du gouvernement de vouloir spolier les électeurs calédoins de leurs droits à la propriété privée. Devant l'impossibilité d'entamer toute discussion, M. Pisani a préféré rejoindre le groupe des maires européens et mélanésiens. Cet incident mis à part, les maires du Nord-Ouest se sont montrés plus ouverts au dialogue.

De notre correspondant
gag que prévu, et moins inquiets qu'on ne le pensait face à la difficile création de la région Nord qui aura à concilier l'indépendance des broussards les plus isolés et celle des indépendantistes les plus déterminés, qui ont de grandes chances de détenir les leviers de commande.

Le point le plus positif de sa difficile mission, estime M. Pisani, réside justement dans le fait que tous ont compris l'impérieuse nécessité d'engager le débat politique. Pourtant, face à des élus le plus souvent méfiant, M. Pisani n'y va pas par quatre chemins: « Il faut, dit-il, inscrire la Nouvelle-Calédonie dans une perspective d'indépendance associée à la France ». A propos de la régionalisation, il poursuit: « Il ne s'agit pas de préparer la séparation de Nouméa d'avec le reste du territoire; la décentralisation est uniquement administrative, elle n'est pas une esquisse de division de la Nouvelle-Calédonie ».

concernant l'application de la nouvelle loi, M. Pisani a donné quelques précisions sur le calendrier

qu'il s'était fixé. Selon lui, le texte définitif sera adopté entre le 10 et le 15 juillet: « après cela, dit-il, nous aurons quinze jours pour mettre en application le premier train d'ordonnances ». Celles-ci porteront sur les institutions dans le cadre de la régionalisation. Toujours suivant ce calendrier, les élections régionales devraient avoir lieu vers le 22 août; elles seraient suivies le 29 août par l'élection des membres du Congrès.

Pendant la première semaine de septembre, les assemblées régionales sont mises en place, puis c'est au tour du Congrès et, entre le 15 et le 20 septembre, prévoit M. Pisani, les institutions se réunissent pour examiner le second train d'ordonnances qui seront d'ordre structurel: elles concerneront aussi bien les réformes fiscales, foncières, que les aménagements relatifs à la fonction publique ou à l'éducation nationale. Enfin, le 30 novembre, espère le délégué du gouvernement, toutes les institutions seront entrées en fonctions et auront reçu les pouvoirs qui devront être les leurs.

FREDERIC FILLOUX.

UN COLLOQUE D'ANCIENS ELÈVES DE L'ENA

Les primes des hauts fonctionnaires en question

Les primes, c'est-à-dire les rémunérations annexes que perçoivent les fonctionnaires, sont un peu le serpent de mer des traitements de la fonction publique. C'est à cause d'elles que les agents de l'Etat n'arrivent pas à inspirer la pitié et qu'ils ont pu même être traités de « nantis » par M. Bayre. Ce sont elles qui rendent fallacieux tous les indices, échelons et autres grilles. C'est par elles que s'est constituée une hiérarchie réelle qui n'a rien à voir avec la hiérarchie formelle. Ce sont elles, enfin, qui flétrissent l'éventail des rémunérations puisqu'elles vont de 1 à 14 alors que le traitement principal ne va que de 1 à 7,5. Bien souvent, elles ne correspondent à aucune critique objective, sont parfois accordées à la tête du licot ou résultent d'habitudes ancestrales.

C'est pour dissiper cette opacité et pour obtenir un peu de transparence que, l'année dernière, une association groupant de récents anciens élèves de l'ENA s'est constituée sous le sigle élogique d'ARIA, c'est-à-dire, plus explicitement, Association pour la réforme des indemnités accessoires des hauts fonctionnaires (le Monde du 1^{er} juin 1984).

Après un an d'existence, l'ARIA a réuni un colloque, lundi 20 mai. Son président, M. Yves de Ricard, a rendu compte d'une enquête effectuée auprès de soixante-dix fonctionnaires

ayant sept mois de service dans l'administration, donc sans carrière encore bien différenciée. Il en ressort que les primes représentent pour eux, en moyenne, 47 % de leur salaire de base, soit 4 270 F pour un traitement de 9 106 F. Mais la variation de ces rémunérations est grande: 7 500 F pour un jeune inspecteur des finances contre 2 900 F pour un conseiller de tribunal administratif, par exemple.

A l'abri de la compétition

Cela étant posé, la réforme du système semble difficile. Tous les invités ont estimé que l'essentiel était de réformer l'ensemble des rémunérations des fonctionnaires, mais qu'il fallait ne s'attaquer aux primes qu'avec prudence. Ainsi, M. Anicet Le Pors — qui a été le seul ministre de la fonction publique à établir une relative transparence — a reconnu qu'il n'avait même pas pu obtenir de M. Mauroy le rapport dressé sur le problème des primes par un fonctionnaire de la Cour des comptes, M. Blaichard. Selon l'ancien sénateur communiste, aujourd'hui conseiller d'Etat, les primes ont toujours servi de palliatif au gouvernement pour ne pas pratiquer de véritable politique de gestion du personnel. M. Labazée, député socialiste des Pyrénées-Atlantiques, a noté que « certaines

prises des douaniers échappaient à l'impôt jusqu'à 50 % du traitement ». M. Eric Giuly, directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, a estimé qu'il valait mieux utiliser les primes que les supprimer. M. Yves Camnac, conseiller d'Etat et prochain président de la CEGOS, excipant de sa pratique de l'administration et du secteur privé, a rappelé que les primes « organisent de petits monopoles dans un grand monopole et préservent de la compétition ». Il préférait que la fonction publique « évolue vers une plus grande intégration dans le droit commun du travail et de la rémunération dans l'ensemble de la société ». Il faudrait aboutir à plus d'homogénéité dans la société française entre le statut du public et celui du privé. De telles affirmations ont provoqué l'indignation de M. Le Pors, pour qui « il ne doit pas y avoir de rapprochements entre les deux systèmes, car il y a conflit entre deux logiques; le secteur privé obéit aux critères frustes de la seule économie marchande, et il appartient au stade antérieur du développement social ».

Mais d'autres orateurs, et notamment M. Lucien Giraud, conseil en organisation, ont estimé que, depuis quelques années déjà, le rapprochement s'effectue entre les deux secteurs et que « le rassemblement des rémunérations du privé est plus important: l'avantage est désormais, dans bien des cas, passé en faveur du secteur public qui, lui, est à l'abri des crises économiques ».

Manifestement, les responsables de l'ARIA ne s'attendaient pas à ce que l'on décrive leur sort comme enviable!

ANDRÉ PASSERON.

LA CORSE ET LE NATIONALISME

Recentrages et retour aux bombes

Le départ de M. Max Simeoni, secrétaire général de l'UPC, de l'Assemblée régionale de Corse, le remplacement du dirigeant du Mouvement corse pour l'autodétermination, la reprise des attentats depuis début mai: ces événements commencent à s'interroger sur la mouvance nationaliste et autonomiste corse. Dans la perspective électorale de 1986...

M. Max Simeoni, secrétaire général de l'Union pour le peuple corse (autonomiste), devrait dans les prochains jours annoncer son départ de l'Assemblée de Corse. Elu en août 1984 à la tête de la liste UPC, il laisserait sa place à un suppléant, le jeune (1). Ainsi s'opèrerait la « rotation », principe cher à l'UPC qui l'avait été difficile d'appliquer l'an passé. En effet, M. Max Simeoni avait dû alors succéder précipitamment à son frère Edmond, dirigeant charismatique retiré pour raisons de santé.

Aujourd'hui, le principe devient réalité. Mais le départ de M. Max Simeoni s'inscrit également dans un « recentrage ». « Il faut revenir au terrain, renforcer l'action », déclare le secrétaire général de l'UPC, spécialement chargé de cette tâche. Car le bilan des neuf derniers mois à l'Assemblée régionale n'est « pas brillant ». Pour l'UPC, il ne s'agit pas « d'un changement de stratégie. Le seul fait nouveau est l'évolution récente du statut particulier. Ce dernier n'est pas un instrument de dialogue avec l'Etat ». Déceptions...

Mis en place en 1982, le statut était un « espoir », pour une plus grande autonomie régionale. La première Assemblée élue cette année-là avait même voté la reconnaissance du peuple corse et du bilinguisme. Mais M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, en refusa la mise en application. Récemment, le choix énergétique pour l'île mit encore plus d'huile sur le feu. M. Gaston Defferre, ministre du Plan, annonça l'installation du câble nucléaire Italie-Corse. Les autonomistes, eux (comme d'ailleurs) la refusaient, préférant développer une énergie autochtone hydraulique.

Nouvelle donne

Pour l'UPC désormais, l'Assemblée de Corse « fait office de caisse de résonance » et ne conduit plus guère les destinées de l'île. Cela paraît « grave », à quelques mois de l'échéance électorale de 1986. En mars prochain, l'île devra voter, — « régionales et législatives » — bloquées en une seule opération. Le scrutin régional de 1984, sera départemental. Il y aura donc des listes en Haute-Corse et en Corse-du-Sud. Ce changement risque de renforcer les fédéralités locales, les « clans ». Chacun connaît, en Corse, le pouvoir des maires et des élus locaux sur les urnes. En 1986, les petites formations représentées au niveau régional auront du mal à se faire entendre à l'échelle départementale (2). Dans ces conditions, tout l'effort sera fait pour avoir un élu « C'est une régression infernale, juge M. Max Simeoni, un retour à l'ancien système. L'Etat ne joue pas le jeu normal du statut particulier. Tous ces événements nous imposent de nous adapter. L'UPC, en bref, restera à l'Assemblée de Corse, mais retrouvera d'autres terrains ».

Ce retour à un scrutin départemental provoquera une nouvelle donne. Déjà, chacun anticipe. Le Corse perçoit ses élus, mais reste très attachée à leurs mandats. Elle s'installe dans un certain « attentisme ». Quelle différence avec l'Etat de grâce qui régnait sur l'île en 1982! Les forces politiques traditionnelles aiguissent leurs armes pour le prochain combat où le jeu national s'imbriquera aux enjeux régionaux. Envois, mythes et rêves d'union corse...

Dans la mouvance nationaliste, cette fois, le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), dernier-né sur la scène politique insulaire — qui se veut « l'expression publique » de la tendance indépendantiste proche du FLNC clandestin — a annoncé qu'il présentera des candidats en 1986.

Paradoxalement, cette décision en explique une autre: le retrait récent et « jusqu'à nouvel ordre » des trois conseillers MCA de l'Assemblée de Corse. Cette dernière, de « tribune », serait devenue un « piège ». La participation à l'Assemblée imposée, en effet, quelques devoirs. Les trois élus MCA ont été amenés à mêler leurs voix à celles des forces « claudinistes » qu'ils dénoncent. Ainsi ont-ils voté le refus du budget aux côtés de M. François Giacobbi, dirigeant MRG de Haute-Corse, et initiateur de l'association pour la Corse française et républicaine.

adversaire farouche des « terroristes et séparatistes ».

Les élus du MCA ont aussi été amenés à donner des réponses techniques sur certains dossiers. Là, le métier ne s'improvise pas. Enfin, la base militante a pu faire pression contre une attitude de « compromis », car l'effet de « tribune », recherché en août 1984, s'est évanoui. Les élus MCA n'ont pas réussi à déstabiliser l'Assemblée. Ce « retrait » temporaire pent, par ailleurs, illustrer aux yeux de la base une manière de « gérer » le combat pro-indépendantiste sur le plan institutionnel. En partant, on donne des gages aux militants les plus déterminés. Mais on se dit prêt à revenir au moment jugé « opportun », où il sera « important d'être présent ». Cela satisfait alors sympathisants du MCA, tous ceux que ce « retrait » a déçu.

La pratique de la chaise vide pouvant rebouter les électeurs potentiels, les élus MCA feront peut-être leur rentrée à l'Assemblée courant juin, à l'occasion du vote sur le budget supplémentaire. Sur le plan institutionnel, le MCA, estimant certains observateurs, poursuit la même stratégie, jouant « ni droite ni gauche ». Pour M. Albert Ferracci, dirigeant communiste de Corse-du-Sud, « le MCA fait ainsi le jeu de la droite ». A l'Assemblée de Corse, la droite et ses alliés d'extrême droite détiennent, en l'absence du MCA, la majorité.

« Contre-pouvoirs »

Plus surprenant paraît être l'évolution des proches de l'ex-FLNC sur le terrain dit des « contre-pouvoirs ». Ils veulent occuper des places dans les rouages du développement — culturels, économiques et administratifs. Concrètement, « on montre ainsi comment on s'y prend, on fait évoluer les mentalités ». Leurs adversaires appellent cela du « nouage ». Après l'entrée dans les associations, c'est la percée sur le plan syndical. La politique sans concession menée contre ces « contre-pouvoirs » par l'Assemblée de Corse, relayée par le préfet de région, avait ralenti la pénétration des nationalistes dans les associations. Mais depuis le printemps 1984, les indépendantistes ont créé le Syndicat des travailleurs corses (STC) (3) qui « fait son lit » dans la déception provoquée, parfois, par les syndicats traditionnels, particulièrement dans le secteur des services. Un exemple: la quasi-totalité des salariés de la Société des autobus ajacciens se retrouvent aujourd'hui au STC, après une grève menée par Force ouvrière. Le

nouvel adhérent n'est pas nécessairement très en courant des positions défendues par le syndicat, mais le discours nationaliste « dur » semble avoir plus de prise sur les victimes de la crise économique et les jeunes. Les rencontres du STC prévues au mois de juin constitueront une épreuve de vérité pour le syndicat débutant.

Sur l'île, pour l'heure, on vit toujours au rythme des attentats. Depuis trois mois, l'ex-FLNC semblait lever un peu le pied. Les actions de l'hiver avaient suscité une franche désapprobation de la majorité insulaire. En avril, le nombre d'explosions avait même baissé de 60 % par rapport à il y a un an. Mais, début mai, après le « creux », survient le « plein ». Trois nuits bleues en deux semaines. L'ex-FLNC cherche-t-il à faire monter la moyenne? se demandent ironiquement certains. Deux cent vingt-deux attentats depuis le début de l'année: le « score » était plus élevé l'an passé...

Ce retour aux bombes intervient après le retrait des élus MCA, à l'heure où se négocient les mutations d'enseignants — une profession prise par les nationalistes soucieux de « corsetation » des emplois. C'est aussi la période où les touristes font leurs réservations. Ces dernières sont en légère hausse par rapport à l'an passé.

Enfin le MCA vient de désigner un nouveau secrétaire général, M. Léa Battisti, en remplacement de M. Pierre Poggiali. Ce dernier fut tête de liste aux élections d'août 1984, avec succès.

Cette reprise des attentats peut être, pour les indépendantistes, l'éternelle et lassante recette pour « maintenir la pression ». Elle pourrait tout aussi bien annoncer la tempête. En Corse, on se garde bien de tout pronostic.

DANIELLE ROUARD.

(1) L'UPC est représentée par trois conseillers, de même que le Mouvement corse pour l'autodétermination. L'Assemblée compte soixante et un élus.

(2) Aux élections d'août 1984, si le mode de scrutin avait été départemental, les suffrages exprimés auraient donné à l'UPC comme au MCA deux sièges seulement au lieu des trois qu'ils détenaient actuellement chacun.

(3) Le tirage du programme du MCA est de 4 000 exemplaires, selon ses responsables, environ 700 inventés. Le STC pour sa part revendique une soixantaine de sections syndicales, principalement en Bologne, à Buxia et à Ajaccio et dans la plaine orientale. Il recruterait dans les PME, les grandes surfaces, les PTT et le secteur dit « social ».

L'énigme de Kyrnos

Les délices de Kyrnos ou l'« énigme corse » vue de Montpellier... Kyrnos, nom grec de la Corse, est le label d'une association animée par un groupe d'universitaires de la faculté de droit qui tenait, les 17 et 18 mai, à La Grande-Motte (Hérault), les « premières journées nationales d'étude sur la Corse ».

A la tribune, face à face, des universitaires et des hommes politiques insulaires. La diaspora corse, invitée de choix, avait boudé le rendez-vous. Peut-être préférait-elle la soirée folklorique de clôture aux débats diurnes de la « politique » déplacée sur le continent.

D. R.

A LIRE AVANT 86.



V. GISCARD d'ESTAING
2 FRANÇAIS SUR 3

VOISARD d'ESTAING
2 FRANÇAIS SUR 3

Pan Am.

7 jours à Manhattan à partir de 5880F.

Prix minimum par personne en chambre double, comprenant 7 nuits d'hôtel et le transport aérien Paris-New York-Paris.



REV AMERIQUE

Demandez la brochure Rev-Amérique à votre agent de voyages ou: 52 rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. 720.21.65.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

PAN AM

société

JUSTICE

L'OFFICIER DÉSERTEUR DU PLATEAU D'ALBION DEVANT LE TRIBUNAL DE NIMES

Le revirement du lieutenant Cahu

Nîmes. — M. Jean-Louis Cahu, vingt-cinq ans, l'officier de tir du plateau d'Albion porté déserteur en novembre 1984 a comparu, mardi 20 mai, devant le tribunal correctionnel de Nîmes. L'inculpé, qui s'est présenté libre à l'audience, n'avait pas fait mystère de son intention de faire de son procès « un tremplin à un débat national sur le problème de la défense ».

Tandis qu'à l'extérieur du palais de justice des militants du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe distribuaient tracts, dossiers et tee-shirts, l'inculpé a exposé, devant ses juges, l'évolution de son analyse sur l'arme nucléaire.

« Mon père a été maquisard pendant la guerre. C'est lui qui m'a intéressé aux problèmes de défense. Très jeune, j'ai pu en discuter. C'est ainsi que j'ai pu m'apercevoir qu'une armée conventionnelle n'a jamais pu empêcher un même conflit de revenir plusieurs fois. Une guerre n'est pas une solution durable pour la solution d'un conflit ».

Depuis sa sortie de la maison d'arrêt de Nîmes, le 7 janvier dernier, après un bon mois de détention, la physionomie du lieutenant Cahu a un peu changé. Moustaches et barbe croient dorénavant sa bouche et les épaules ondulent sur ses tempes et sa nuque.

La voix, en revanche, est toujours la même : calme, grave ; le discours également : soigné et net, comme les plus d'une chemise militaire. Des mots qui se détachent clairement dans le silence relatif d'une salle d'audience archicomble.

Il raconte poétiquement son histoire, sans omettre de la ponctuer de très définitifs « monsieur le président ». Le lieutenant Cahu est respectueux envers le tribunal. Au point de s'excuser lorsqu'il bute sur un mot. Comme d'ailleurs il semble respectueux de tout : de l'institution militaire, qu'il se garde bien de condamner en bloc ; du caractère confidentiel de certaines informations qu'il détient ce son ex-qualité d'officier de tir du plateau d'Albion ; de ses camarades pacifistes, dont il ne partage pas entièrement, à l'évidence, les théories quelquefois simplistes et un tantinet larmoyantes ; de l'opinion publique, enfin, qu'il invite à réfléchir et à prendre elle-même en main les problèmes de défense.

Un réquisitoire nuancé

Avant tout, il est respectueux de la paix. Il assume, sans sourcilier, son revirement : après avoir soutenu au nom de l'équilibre de la terreur, le pointage des fusées sur les grandes villes, il refuse, aujourd'hui, une éventuelle mise en œuvre de l'arme nucléaire contre des objectifs militaires en cas de conflit limité.

« Début 1984, j'ai repris dans son ensemble l'idée de la dissuasion — là-bas, à quatre cents mètres sous terre — et l'évolution dans ce domaine. J'ai compris que la dissua-

D'abord partisan convaincu de la dissuasion stratégique, il a soudain pris conscience du « dérapage » de l'atome militaire vers le conflit limité, avec l'arme nucléaire tactique du champ de bataille. Un nucléaire désormais insupportable, selon lui, de garantir la paix.

M. Jean-Jacques de Felice, son avocat, a fait citer deux témoins hors du commun pour appuyer sa demande de relaxe pure et simple : le général Jacques Paris de Bollardière et M. Solange Farnet, ex-candidate écologiste aux élections européennes.

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 17 juin.

De notre correspondant

Il n'existe plus. L'idée d'utiliser ensemble les trois composantes : fusées du plateau d'Albion, sous-marins et Mirage-IV, avait disparu. Au contraire, les armes sont maintenant conçues pour être utilisées de manière limitée sur le champ de bataille.

De leur côté, les Américains fabriquent des armes dans le cadre de ripostes graduées et installent des missiles en Europe comme les Soviétiques. A un moment, je me suis rendu compte que je pouvais utiliser ces missiles sans que ce soit la fin de la dissuasion, c'est-à-dire l'annihilation de la planète ».

Aa lieu de demander une mutation ou de démissionner, le lieutenant Cahu déserte. Après la réflexion, l'action : il veut provoquer, attirer l'attention des médias, il dis-

paraît une quinzaine de jours, de la mi-novembre au début de décembre 1984, se confie à un journaliste de Libération, puis se livre. Organisé, déterminé, serin.

Lundi, le réquisitoire du procureur de la République de Nîmes a été remarquablement nuancé : s'il ne lui était pas possible de prendre en compte un « droit au-dessus des États » pour une éventuelle relaxe, le procureur a tenu à rendre hommage « à l'honnêteté et au courage » du lieutenant Cahu, qui a « mis en harmonie ses convictions et ses actes ». La représentante du parquet a suggéré au président Sicard la condamnation à un travail d'intérêt général dans le secteur social ou humanitaire. Le procureur de la République à Nîmes est M. Monique Guemann, membre du Syndicat de la magistrature.

OLIVIER CLERC.

Les « O T » de l'apocalypse

Ils portent, à leur cou, les clés de l'apocalypse, masquées par un foulard de soie blanche qui tranche sur leur uniforme kaki. Comme les gendarmes, ils vont toujours par deux. Sanglés devant leur pupitre de commandement, ils cohabitent, pendant vingt-quatre heures, à quelques mètres l'un de l'autre dans une capsule entouree à 400 mètres de profondeur dans la montagne provençale et montée sur d'énormes ressorts qui amortissent les secousses de la terre. En permanence, cette équipe veille sur les dix-huit missiles du plateau d'Albion.

Ces jeunes capitaines et lieutenants de l'armée de l'air, sélectionnés, sont des volontaires. On les appelle les « O T », les officiers de tir de la dissuasion nucléaire. A leur manière, ce sont, eux aussi, des hommes du présent, chargés de tourner la clé au nom du chef de l'Etat pour libérer, en quarante-cinq secondes, dix-huit missiles S-3 qui porteraient la mort à 3 500 kilomètres des sites où ils sont enterrés.

Ils ne savent pas sur quoi, sur qui ils tireraient. Ainsi le veut le code de la force nucléaire, qui leur transmet des ordres informatiques désincarnés. Mais ils ont souhaité appartenir à cette catégorie — un peu spéciale — des « vigiles » de la dissuasion, qui doivent, de concert et à distance l'un de l'autre, accomplir les mêmes gestes pour exécuter la décision d'engagement présidentielle. La veille même de sa désertion, le lieutenant Cahu avait encore introduit sa clé, si l'on en croit ses propres confidences. Ce qui sous-entend que la sans de la mission prime, chez les « O T », sur leurs états d'âme. Quitte à démissionner lorsque la tête refuse de commander à la main qui détient ce formidable pouvoir de destruction.

Des femmes ont souhaité posséder la clé. Récemment, des candidates de l'armée de l'air l'ont fait savoir à leurs supérieurs. Pour la première fois depuis que le système fonctionne, il y aura bientôt quatorze ans. Ce sont les épouses des « O T » actuels qui s'opposent à d'éventuelles équipes mixtes.

J. L.

ÉDUCATION

L'UDF VEUT SUPPRIMER LA CARTE SCOLAIRE

(De notre envoyé spécial.)

Rennes. — « La liberté oui, mais pas seulement pour les établissements privés. Une école, privée ou publique, doit être avant tout une école libre ». Participant le lundi 20 mai à l'étape rennaise de la tournée en province de M. François Létard, secrétaire général du Parti républicain, M. Alain Madelin, député général du PR, a fait connaître la principale mesure qui devrait caractériser le projet de l'UDF sur l'école : la suppression de la carte scolaire qui définit les zones de recrutement de chaque établissement.

Selon le député d'Ille-et-Vilaine, cette mesure devrait s'effectuer en deux étapes : lors de la « première rentrée après l'alternance », le gouvernement fera « la transparence sur l'application de la carte scolaire », dans le but de mettre au jour ses « déformations ».

Durant l'année scolaire, l'éducation nationale procédera à une évaluation des établissements, tandis qu'une « contre-évaluation sans forme d'audit par exemple, à l'initiative des parents ou des collectivités locales concernées, sera rendue possible ». A la rentrée suivante, la scolarisation des recrutements sera supprimée, chacun étant libre d'inscrire ses enfants dans l'établissement de son choix, tandis qu'un « pas décisif pour l'autonomie des établissements » sera effectué en attribuant à ceux-ci un budget global. Ainsi, par « la liberté, l'autonomie, la concurrence », sera retenue « la seule logique moderne : celle du libéralisme ».

Compte tenu des capacités d'accueil limitées des établissements, ceux qui seront les plus demandés pourront établir leur propre procédure de recrutement. Par exemple en instaurant un examen d'entrée, la sélection s'effectuant ainsi « sur des critères objectifs ».

M. Madelin a, d'autre part, confirmé qu'une fois revu le pouvoir l'opposition « abroger les lois Chevènement qui gèrent le développement de l'enseignement libre » et prévoient dans la Constitution la garantie du financement des écoles privées par l'Etat.

J.-M. CROISSANDEAU.

UNE CONSÉQUENCE DU CHOMAGE

Les redoublements augmentent dans l'enseignement secondaire

De récentes statistiques du ministère de l'éducation nationale, mettent en évidence l'augmentation depuis plusieurs années du taux de redoublement dans les classes des lycées et collèges. Parallèlement, le nombre des sorties du système éducatif diminue.

Ainsi, les taux de redoublement sont passés en fin de sixième de 10,9 % en 1969-1970 à 12,05 % en 1984-1985, pendant que les sorties vers l'apprentissage passaient de 4,4 à 0,4 %. En cinquième, à la fin de laquelle a lieu une orientation entre l'enseignement technologique et l'enseignement général, le taux de redoublement a fortement progressé, passant de 6,5 % à 14,5 %. Une tendance semblable s'observe dans les lycées, où les taux de sortie en seconde et première diminuent

(4,9 % en 1975, 3,1 en 1983, en seconde). De même le nombre de redoublants augmente, passant de 11,4 % à 16,5 % en classe de seconde.

Par volonté politique, mais aussi par souci de dégonfler les statistiques du chômage, le ministère de l'éducation nationale encourage, depuis 1981, les jeunes à poursuivre des études jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Des mesures favorisent le maintien des jeunes dans le système éducatif et leur permettent, ainsi qu'à leur famille, de refuser une orientation et de demander un redoublement. Les difficultés d'insertion dans la vie active ne sont pas plus étrangères à la décision prise par de nombreux élèves de ne pas abandonner l'école, même après seize ans.

RELIGION

Le début du Ramadan

Le jeûne du Ramadan a commencé le 20 mai pour près de 800 millions de musulmans. Pendant les trente jours du mois lunaire, les fidèles devront s'abstenir de manger, de boire, de fumer et de toute activité sexuelle entre le lever et le coucher du soleil. Seuls les malades, les enfants, les femmes enceintes et les voyageurs peuvent déroger à la règle.

Dans les pays à forte tradition islamique, la journée de travail sera réduite (les fonctionnaires du

Yémen du Nord travailleront de 11 h à 15 h). En Arabie saoudite, les non-musulmans sont tenus d'observer les règles du Ramadan en public, sous peine de perdre leur emploi ou de se faire expulser du pays. Même l'Égypte s'apprête à durcir les règles d'observance.

En France comme ailleurs, le mois du Ramadan se traduit par une certaine effervescence la nuit chez les musulmans. Au jeûne de la journée succèdent en effet des repas de fête où l'on invite parents et amis.

Mgr Sahuquet évêque-coadjuteur de Tarbes et Lourdes. — Jean-Paul II a nommé Mgr Jean Sahuquet, soixante et un ans, qui était évêque auxiliaire de Bayonne, évêque-coadjuteur de Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes.

Lisez
Le Monde de
L'ÉDUCATION

LES NOUVEAUX PROGRAMMES D'HISTOIRE EN TERMINALE

Le plaisir de l'actualité

Les élèves de terminale de l'an dernier ont inauguré les nouveaux programmes d'histoire, qui vont de 1939 à nos jours. Leur publication avait suscité une certaine émotion parmi les professeurs et dans l'opinion, beaucoup se demandant comment on pourrait enseigner une matière si proche de nous et pour laquelle le fameux « recul historique » n'était plus.

Pour savoir comment s'était passée cette année expérimentale, la revue *Vingtième siècle* a fait une enquête par questionnaire à laquelle ont participé cent cinquante-deux professeurs. Joël Cornette et Jean-Noël Luc en analysent les résultats dans son dernier numéro (1).

L'impression d'ensemble est plutôt positive et il semble que les craintes exprimées n'ont pas été confirmées. Première constatation : ce programme plaît aux élèves. Leur intérêt pour le cours d'histoire semble avoir nettement progressé avec cette incursion dans l'actualité. Curieusement, ce goût pour le présent coïncide avec une dépolitisation générale, et l'introduction, en classe de sujets « chauds » ne paraît pas avoir déclenché de passionnantes polémiques.

Les grands débats idéologiques ont pratiquement disparu et des épisodes négatifs à l'exception, comme mai 68, la décolonisation, la guerre d'Algérie et la France sous l'Occupation, en raison des échos qu'ils peuvent éveiller dans le passé familial de certains élèves.

Maïs, d'une façon générale, les difficultés qu'ils rencontrent tiennent davantage à l'insuffisance d'une documentation exhaustive et à leur qu'on s'occupe de leur éducation.

F. G.

(1) *Vingtième siècle*, avril-juin 1985, n° 6, 65 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guilhem, 75341 Paris Cedex 07.

LA SOCIÉTÉ DES AGRÉGÉS DÉNONCE « UN RISQUE ÉVIDENT DE PRIVATISATION DE L'ENSEIGNEMENT »

La Société des agrégés a tenu son assemblée générale, à Paris, le 19 mai. Cette réunion marquait les vingt-cinq ans de présidence de M. Guy Bayet. La société indique dans un communiqué que « l'assemblée générale a manifesté sa vive inquiétude devant le risque évident de « privatisation » de l'enseignement public dans les collèges et les lycées dès la rentrée 1985, avec l'anarchie dans les horaires et les emplois du temps, l'écroulement de la classe et l'ingérence accrue entre les établissements qui adopteraient des projets d'action particulière. Elle considère que les récentes décisions de M. Chevènement — qui semblent inspirées par le funeste rapport Lagraud — sont en contradiction totale avec son discours sur la nécessaire qualité. Elle lance un appel solennel au gouvernement et à toutes les formations politiques pour que l'école ne tombe pas entre les mains des usagers et des collectivités territoriales ».

« Elle a décidé de tout mettre en œuvre — y compris des recours devant les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat — pour que, dans tous les collèges et lycées, soient assurés à la rentrée 1985 les horaires réglementaires dans chaque discipline, seule garantie d'une véritable égalité des chances des élèves, notamment des candidats au baccalauréat ».

UNE AFFAIRE DE FAUSSES FACTURES DANS LE QUARTIER ASIATIQUE DE PARIS

Quarante-deux personnes ont été récemment défilées au parquet pour une affaire de fausses factures dans la communauté asiatique du treizième arrondissement à Paris (1). Le préjudice est provisoirement estimé à 173 millions de francs. Les quatre chefs d'accusation ont été déclinés au détriment du fisc.

L'enquête a commencé l'été dernier à Paris par la découverte d'un réseau de travail au noir et d'ateliers clandestins dans le quartier asiatique du treizième arrondissement. L'affaire est alors passée des mains de la gendarmerie de Paris-Minime aux enquêteurs spécialisés du sixième cabinet de délégation judiciaire, sur demande de M. David Peyron, juge d'instruction.

L'enquête a rapidement mis en évidence les liens entre ces ateliers clandestins et des sociétés fictives — dites « taxis » — chargées de régler en argent liquide les travaux réalisés au noir. Ces « taxis » établissent une fausse facture à l'adresse du faconnier sous-traitant auprès des ateliers. Le faconnier payant par chèques le travail au noir a « taxi » dispose ainsi d'une comptabilité apparemment légale.

Cette filière de fausses factures ne peut fonctionner que grâce à des complicités dans certaines banques. Deux chefs d'agences bancaires ont ainsi été inculpés.

(1) Globalement, l'enquête commencée en juillet 1984 a révélé plusieurs filières asiatiques et yougoslaves. Au total, une centaine de personnes ont été inculpées. Vingt-huit sont en détention. Un chef d'agence du Crédit lyonnais a été condamné à deux ans d'emprisonnement, dont six mois ferme. Il a fait appel.

TOUS LES DÉTENUÉS DE LA PRISON DE MONTPELLIER ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS DANS D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS

La vieille prison de Montpellier, construite en 1842, a mal résisté à la mutinerie (le Monde du 21 mai). Les deux cent trente-sept détenus ont dû être relégués dans d'autres établissements pénitentiaires après les affrontements qui, dimanche 19 mai, ont mis aux prises une centaine de prisonniers et un nombre équivalent de policiers et de gendarmes. Le bilan est lourd. Quarante détenus étaient encore en observation, lundi, à l'hôpital de Montpellier, après avoir absorbé des barbituriques dérobés à la pharmacie de la prison.

Les dégâts matériels sont importants. Seulement dix-neuf des quatre-vingts cellules ferment encore à clé : les lignes téléphoniques ont été coupées ; le magasin d'alimentation et l'infirmerie pillés, les cuisines et un atelier en partie incendiés et des tuiles arrachées.

Une cinquantaine de prisonniers ont été évacués vers la maison centrale de Muret (Haute-Garonne) et vers les maisons d'arrêt de la région, tandis que les artisans locaux ont entrepris les réparations.

Les mutins réclamaient, dimanche, la réduction des délais d'instruction et l'allongement des temps de parole. Le ministère de la Justice souligne cependant qu'aucune revendication n'a été formulée jusqu'à présent ».

● *Pourvoi en cassation de trois des condamnés de l'affaire d'Auriol.* — Jean-Joseph Maria, Lionel Collard et Ange Poletti condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité par les assises des Bouches-du-Rhône pour leur participation à l'affaire d'Auriol (le Monde du 19-20 mai) ont signé chacun leur pourvoi en cassation.

EN BREF

● *L'affaire de l'hôpital de Poitiers.* — Le professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie au CHU de Poitiers, a fait déposer devant la chambre criminelle de la Cour de cassation un Mémoire sur sa position après la mort de Nicole Berneton dans cet hôpital, le 30 octobre 1984.

Le professeur Mériel répond ainsi à la requête déposée devant cette juridiction par les avocats du docteur Bakari Diallo, un des deux médecins anesthésistes inculpés d'assassinat à la suite de cette mort. Dans cette requête, qui vise à obtenir que M. Pierre Hovavre, juge d'instruction, soit dessaisi de l'affaire (le Monde du 14 mai), le professeur Mériel avait été mis en cause sur plusieurs points.

● *Tout a été vérifié et tout se vérifie.* — A indiqué l'avocat du professeur Mériel, qui estime que le magistrat instructeur ne doit pas être dessaisi de cette affaire.

● *M. Jean-Pierre Stirbois perd un procès contre Libération.* — La dix-septième chambre du tribunal de Paris a relaxé, lundi 20 mai, M. Serge July, directeur de Libération, et M. Véronique Brocard, journaliste, qui avaient été assignés en diffamation par M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national.

M. Stirbois visait un article publié en mars 1983, lors de la campagne pour les élections municipales de Dreux, dans lequel étaient relatés des propos racistes tenus par le plaignant. Le tribunal a constaté que la réalité de ces propos avait été attestée devant lui par un témoin qui les avait rapportés à la journaliste.

TOUS LES ÉLÉMENTS
avec ou sans armoire-
1 ou 2 places, nombreuses
combinaisons possibles.
Style ou Contemporain.
Chêne,
Acajou,
Merisier
ou Laqué.

EN VRAI BOIS

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR.

37, Avenue de la République
75011 PARIS Tél. 387.46.35
Métro: PARMENIER

هكذا من الراجي

DE BONNEVILLE ORLANDINI

SONDAGE HISTORIQUE!

NRJ N°1 DEVANT TOUTES LES RADIOS.

SUR LES MOINS DE 50 ANS

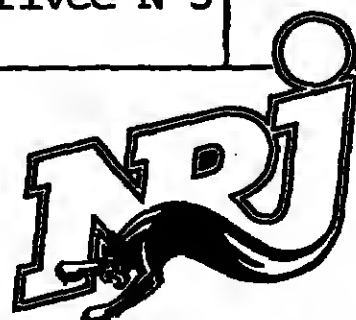
Pour la première fois, NRJ devance les radios périphériques, la radio d'Etat, et creuse encore l'écart avec les autres radios FM.

En doublant pratiquement son audience en 1 an, NRJ est désormais leader absolu en Ile de France sur les 12 - 49 ans.

Source sondage IPSOS - IDF Avril 85.

Audience cumulée sur l'écoute de la veille.

STATIONS	PENETRATION IDF SUR 12 - 49 ANS
- NRJ	30,2 %
- Radio périphérique A	28,6 %
- Radio périphérique B	22,4 %
- Radio d'Etat	18,4 %
- Radio locale privée N°2	6,6 %
- Radio locale privée N°3	5,0 %



Le Monde MEDECINE

Les pétrifiés vivants de Californie

L'œuvre criminelle de laboratoires clandestins de drogue est à l'origine de l'une des aventures scientifiques les plus étonnantes de la neurologie moderne concernant la maladie de Parkinson.

par le D^r ESCOFFIER-LAMBIOTTE

« MPPP », mais du « MPTP » (1-méthyl-4-phényl-1,2,5,6-tétrahydropyridine), qui fit de lui un syndrome tremblant, muet et paralysé.

Un an plus tard, le jeune homme, qui se droguait depuis l'âge de treize ans, se suicida à la cocaïne. L'autopsie de son cerveau montrait les lésions caractéristiques de la maladie de Parkinson, avec une destruction massive des cellules d'une zone dite « substance noire », où se fabrique un médiateur important de la fonction nerveuse, la dopamine. Les prolongements (ou axones) des cellules de la substance noire transportent cette dopamine vers une autre zone cérébrale dite corps strié, où se fait la régulation et qui commande la régulation de l'activité motrice.

La perte de dopamine due aux lésions de ces zones cérébrales

d'eux ; celui-là même qui prit immédiatement l'aviation pour Watsonville, où se trouvaient les deux jeunes frères drogués atteints du fameux syndrome, et... les ramena à Bethesda aux fins d'études plus approfondies. A Bethesda, où l'on se mit à injecter du MPTP à divers animaux de laboratoire, pour découvrir que la substance provoquait une maladie de Parkinson aiguë, quasi immédiate, chez les singes et chez les souris, mais non chez les rats ni les cochons d'Inde.

Du singe au chimiste

On disposait ainsi, et pour la première fois, d'un modèle animal rigoureux permettant d'élucider le mode d'action du toxique et de tester les diverses thérapies possibles de la maladie. Permettant aussi, et sur des bases solides cette fois, de rechercher les véritables causes de la maladie de Parkinson telle qu'elle se présente chez les sujets vieillissants.

Plusieurs dizaines de laboratoires sont à présent engagés dans ces travaux, menés à train d'enfer, par tous les moyens modernes de la neurochimie, de l'imagerie moléculaire et de la neuroanatomie. Ils ont permis de découvrir d'ores et déjà que ce n'est pas le MPTP qui est neurodestructeur, mais un produit de son oxydation par une enzyme, très répandue dans le cerveau, la mono-amino-oxydase, qui le transforme en MPP (1-méthyl, 4-phénylpyridinium), lequel attaque sélectivement les zones pigmentées, riches en mélanine, de la substance noire cérébrale.

Les singes auxquels on injecte un inhibiteur de cette mono-amino-oxydase, en l'occurrence un anti-hypertenseur banal, la pargoline, ne présentent aucune lésion nerveuse après l'injection de la drogue toxique. Ce type de traitement — que l'on imagine plutôt préventif — est, dès à présent, en cours d'expérimentation sur l'homme aux Etats-Unis.

Il semble en outre, selon les travaux conduits par l'équipe du célèbre neuro-pharmacologiste S. Snyder, que le récepteur du toxique, la structure qui le capte de façon sélective dans certaines zones du cerveau, et nulle part ailleurs, soit précisément l'enzyme mono-amino-oxydase elle-même, ce qui projette un éclairage très révolutionnaire sur la nature exacte de certains récepteurs impliqués dans le fonctionnement du système nerveux central. Ce qui explique aussi pourquoi les rats, qui ne possèdent pas cette enzyme dans les zones cérébrales impliquées dans la maladie de Parkinson, sont indifférents à l'injection de MPTP.

Parkinson et toxique

De multiples hypothèses ont été émises au cours des ans quant à l'origine de la maladie de Parkinson chez l'homme. Sa nature génétique, héréditaire, est exclue, car l'étude de près d'une centaine de paires de jumeaux dont l'un était atteint ne montre, chez l'autre, aucune concordance. L'hypothèse du virus « lent », qui reste longtemps tapi dans les structures qu'il parasite, ne paraît pas vraisemblable, et celle de la maladie auto-immune, où l'organisme attaque ses propres tissus nerveux, peut être écartée.

Il reste l'éventualité de la rencontre avec un toxique qui détruirait certaines cellules cérébrales. Les effets de ces destructions peuvent être très longtemps masqués par l'activité de compensation d'autres cellules voisines et leur révélation peut fort bien n'appar-

raître que lorsque, l'âge venant, il n'est plus de compensation possible.

Il est exclu d'imaginer que les cent mille Français et les cinq cent mille Américains actuellement atteints de la maladie de Parkinson se soient livrés un jour à des administrations d'héroïne toxique... Mais la publication récente du cas extraordinaire d'un chimiste attaché à l'une des plus grandes firmes pharmaceutiques mondiales incite à considérer l'hypothèse toxique avec une attention nouvelle.

Ce chimiste conduisait depuis huit ans des synthèses diverses d'analogues de la benzomorphine exigeant la préparation de MPTP et de ses multiples dérivés, préparations avec lesquelles il avait des contacts cutanés et par inhalation. A trente-sept ans, en 1970, il remarqua des difficultés de coordination de la main gauche. Après un bilan neurologique, un diagnostic de maladie de Parkinson — bien que tout à fait extraordinaire à cet âge — fut posé et un traitement spécifique commencé, traitement qui se poursuit toujours, cependant que la maladie évolue lentement.

Une molécule très simple

Si un lien de cause à effet peut être établi entre les contacts cutanés ou par inhalation avec le MPTP et l'apparition de la maladie de Parkinson, on ne peut exclure que cette substance, ou une autre analogue, puisse exister dans l'environnement à la suite de circonstances particulières. Il s'agit d'une molécule très simple, d'une toxicité et d'une spécificité telles que sa rencontre accidentelle peut conduire à des destruc-

tions irréversibles confinées à une structure unique du système nerveux central : l'appareil nigrostrié, comme l'ont prouvé les expériences conduites chez l'animal.

L'administration à des singes, que l'on surveillera pendant plusieurs années, de doses faibles de ce toxique devrait permettre de conforter, ou au contraire d'infirmer, cette hypothèse.

Des pages coupées au rasoir

La surveillance en long cours des véritables cobayes humains que sont les quelques cent jeunes Californiens et Canadiens qui ont pris du MPTP permettra de voir, elle aussi, si les destructions nerveuses deviendront apparentes lorsqu'ils vieilliront.

Les chimistes qui préparent à prix d'or, dans leurs laboratoires clandestins, une prétendue héroïne de confection, sont responsables du plus terrible châtiment que puisse subir un drogué : la mort lente de son cerveau. Ceux d'entre eux qui ont découpé au rasoir, comme on vient de s'en apercevoir, toutes les pages concernant la synthèse du MPTP à la bibliothèque de l'université Stanford ne se doutent sûrement pas que leur crime se trouve aussi à l'origine de l'une des plus étonnantes aventures scientifiques de la neurologie moderne.

(1) La maladie de Parkinson tient son nom d'un médecin britannique qui, en 1817, la décrit avec une précision telle que les analyses cliniques en sont rigoureusement identiques un siècle et demi plus tard. Mais ce n'est qu'au début du vingtième siècle que les lésions caractéristiques du cerveau des parkinsoniens furent décrites, avec la disparition progressive des neurones de la substance noire, riches en un médiateur indispensable à la vie cérébrale : la dopamine.

La poudre mortelle

PLUS d'une centaine de jeunes en sont morts à ce jour, aux Etats-Unis, où un « génie diabolique de la chimie de synthèse » persiste à introduire sur le marché de la drogue des dérivés de l'analgésique le plus puissant qui soit : le fentanyl, présenté comme une « héroïne de substitution », et qui échappe dès lors à la législation.

La poudre mortelle tue sur le coup, par arrêt cardiaque et respiratoire, lorsque le drogué se l'injecte. Les dérivés de fentanyl ainsi préparés sont plus de mille fois plus actifs que l'héroïne, et les autorités américaines esti-

ment qu'ils sont tous synthétisés par le même chimiste de l'ombre, qui échappe jusqu'à ce jour aux recherches, et auquel son activité a dû rapporter, estimant ces autorités, plus de 2 millions de dollars...

Le fentanyl, isolé par les laboratoires belges Janssen, est l'analgésique le plus puissant actuellement disponible. Très utilisé par les anesthésiologistes, son administration ne peut se faire qu'en milieu hospitalier afin qu'il soit possible de parer sur-le-champ aux effets respiratoires et cardiaques qu'il entraîne son surdosage.

L'été n'était plus que le fantôme d'un être humain lorsqu'une ambulance le conduisit, un jour de juin 1982, à l'hôpital de San-José, en Californie. Cortes, il se droguait à l'héroïne, et depuis longtemps, mais nul n'avait encore jamais vu un drogué saisi brutalement d'une rigidité musculaire et d'une paralysie totale, incapable d'avaler, les membres secoués de tremblements, incapable aussi de parler, au point que les réponses à l'interrogatoire des médecins se faisaient par l'agitation d'un crayon.

Appelé en consultation, le docteur William Langston, chef du



Le docteur Langston, chef du service de neurologie de l'hôpital Santa-Clara de San-José (Californie) qui identifia le premier le Parkinson des jeunes drogués.

à moindre dose, et présentait elle aussi un syndrome parkinsonien qui la pétrifiait dans une gangue de rigidité et de paralysie.

Le docteur Langston entreprit alors d'interroger tous ses collègues américains et découvrit que l'un d'eux avait, dans ses services, à Watsonville, deux frères de vingt ans qui étaient restés huit jours dans la chambre qu'ils partageaient et où ils se droguaient, incapables de bouger ou même d'appeler au secours, et que des voisins avaient finalement découvert pour les conduire à l'hôpital. Le syndrome était identique et les victimes transformées en statues vivantes et pathétiques, comme si l'injection fatale avait accéléré le temps et les avait fait vieillir soudainement d'un demi-siècle.

Une « héroïne fatale »

La publicité donnée à ces cas par une conférence de presse destinée à avertir la population de la présence, sur le marché de la drogue, d'une « héroïne fatale » permit de révéler trois autres cas semblables, tous très jeunes, tous transformés en « pétrifiés vivants ».

Les autorités sanitaires du comté déclenchèrent alors une enquête afin d'identifier la substance en cause, et les toxicologues du laboratoire de police s'efforcèrent, en vain, de chercher l'aiguille dans la botte de foin, soumettant une poudre blanche saisie dans les milieux des trafiquants à toutes les analyses possibles et imaginables (plus de quarante mille substances furent recherchées en vain).

Soudain, l'un d'eux se souvint d'un petit article passé inaperçu en 1977 dans une revue à faible diffusion, article qui avait été refusé successivement par tous les grands supports de la presse médicale, car il ne concernait que le cas — inexpliqué — d'un malade unique, hospitalisé à l'Institut de la santé mentale de Bethesda.

Il s'agissait d'un étudiant de vingt-trois ans, diplômé en chimie organique, qui fabriquait dans son sous-sol et pour son usage personnel des dérivés d'analgésiques morphiniques et, plus précisément, de la pénéidine et de la mepéridine. Voulu accélérer le processus de synthèse, il obtint, erreur fatale, non plus d'un



La maladie de Parkinson est due à une destruction des cellules de la substance noire qui fabriquent la dopamine. Celle-ci est stockée et répartie dans le corps strié, qui commande la régulation de l'activité motrice.

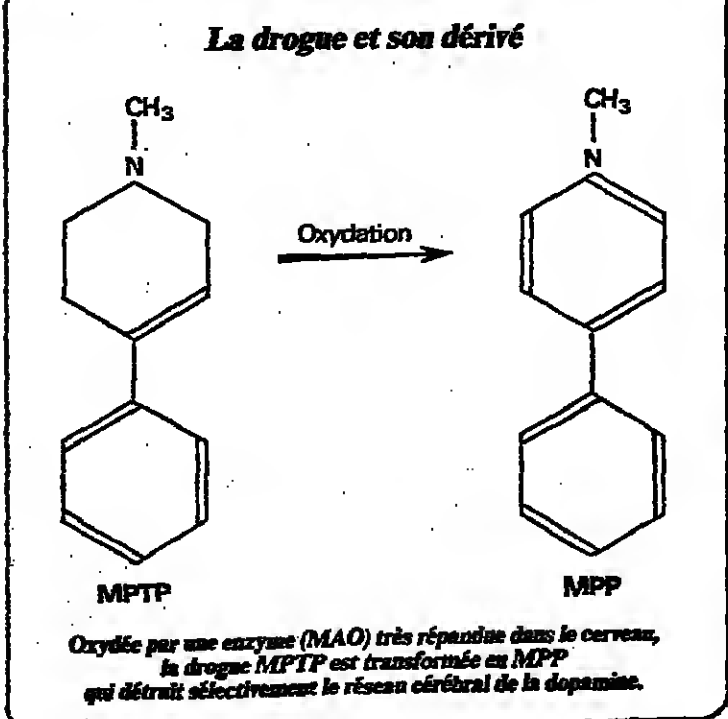
explique les troubles de la motricité et la rigidité dont souffrent les parkinsoniens, et leur maladie était, depuis ces découvertes il y a une vingtaine d'années, l'une des très rares affections neurologiques dont on connaissait le mécanisme et, dès lors, le traitement, par l'administration de précurseurs de la dopamine, ou L-Dopa. Le mécanisme et une forme de traitement substitutif certes, mais non l'étiologie, car les raisons de ces destructions nerveuses si localisées et si spécifiques restaient inconnues.

Une bombe à retardement

Les toxicologues californiens, qui s'étaient souvenus du jeune chimiste de Bethesda, reprirent aussitôt leurs analyses de la mystérieuse héroïne de confection de Santa-Clara. Il s'agissait bien du MPTP, et un appel national fut dès lors lancé pour que tous ceux qui avaient eu des contacts avec la drogue en question se fissent connaître. Plus d'une centaine de jeunes se présentèrent dans les hôpitaux californiens, les uns atteints de signes de destructions cérébrales, les autres encore indemnes.

Mais on ne peut exclure, souligne le docteur Langston, que, l'âge venant, ils ne présentent eux aussi une maladie de Parkinson, au moment où les cellules nerveuses qui compensent, chez le jeune adulte, les dégâts actuels viendront à mourir... Ils sont porteurs, en somme, d'une véritable « bombe à retardement », à jamais enfoncée au creux de leur cerveau...

Entre-temps, les neurologues de l'Institut national de la santé de Bethesda, alertés par l'affaire californienne, furent saisis d'une effervescence « qui n'aurait pas été plus vive si l'on avait jeté au milieu de nos laboratoires une grenade décapotée », dit l'un



SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL 57F
2^e titre de la collection
ANALYSES ET PROSPECTIVE

INSERM
Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

df

Editeur
Diffuseur
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire 75007 PARIS

VENT DE PARAITRE... VIENT DE PARAITRE... VIENT DE PARAITRE... VIENT DE PARAITRE... VIENT DE PARAITRE...

Cannes, trente-huitième

L'éclat des comédiens

Habile palmarès. Inattaquable, à la fois plus légèrement audacieux qu'on aurait pu le craindre et conforme malgré tout à une tradition d'équilibre. S'il avait attribué la palme d'or à *Birdy* d'Allen Parker, comme beaucoup s'y attendaient, le jury du trente-huitième Festival international du film aurait satisfait le goût de Cannes pour un cinéma plutôt spectaculaire tout en payant les Américains de leurs efforts, cette année, en faveur de la Croisette.

En primant un « petit film », comme on dit, ou « un film d'un petit pays », *Papa est en voyage d'affaires* du Yougoslave Emir Kusturica, le président Mios Forman et ses jurés ont préféré privilégier — à l'unanimité — l'autre tradition cannoise, plus artistique, plaçant au second plan les nécessités tant populaires que diplomatiques. *Birdy* vient juste après, récompensé d'un Prix spécial du jury. Mais seulement après.

Le bruit en avait couru pendant la dernière journée du Festival : Mios Forman et les personnalités bien trempées qui l'entouraient (Jorge Amado, Nestor Almendros...) allaient résister à la poussée américaine. Le président du jury aurait à cœur de montrer qu'il restait aux Etats-Unis un immigré. En saluant d'une palme d'or le film yougoslave, tout a fait digne par ailleurs de l'honneur, et en ne donnant qu'un Prix du jury à *Colonel Redl* du Hongrois Istvan Szabo, Forman fait aussi un pied de nez à l'autre bloc, celui de l'Est. Tout bien pesé, cette Palme d'or va aux non-alignés.

Pour le reste, le trente-huitième jury s'est parfaitement placé au cœur du dispositif prévisible. Le palmarès est un panache entre le coup de chapeau à l'Amérique et la distinction des films les plus remarquables à Cannes : entre l'actualité immédiate et la justice rendue. Pour les Etats-Unis, *Birdy* donc, mais aussi le prix d'interprétation féminine ex aequo à Cher pour *Mask* de Peter Bogdanovich et le Prix de la meilleure contribution artistique à *Mishima* de Paul Schrader. Dans l'autre camp, *Papa est en voyage d'affaires*, second prix d'interprétation féminine à Norma Aleandro pour

la *Historia oficial*, de l'Argentin Luiz Puenzo, le prix du jury au film hongrois et le prix d'interprétation masculine à William Hurt — il est vrai américain — pour *le Baiser de la femme araignée* du Brésilien Hector Babenco.

Rendez-vous, d'André Téchiné, obtient le troisième prix par ordre d'importance du palmarès, celui de la mise en scène. C'est une façon de soutenir à travers la sélection française, et au-delà du talent même du lauréat, une Europe si cruellement absente cette année du Festival. Une façon aussi de reconnaître les mérites du cinéma d'auteur, en évitant pudiquement de traiter le cas Godard. Le réalisateur de *Détective*, dont la présence a été nécessaire à l'animation de Cannes-85, repart les mains vides. Qu'aurait-il bien pu obtenir pour un film atypique ? Le jury, à en croire certaines rumeurs, aurait songé à distinguer l'ensemble de son œuvre, puis y aurait renoncé. Les seules hypothèses pour Godard, c'était la Palme d'or ou le silence des maudits.

Cannes trente-huitième s'est achevé assez justement par un festival de symboles de l'état du cinéma mondial. Sur la scène de la cérémonie de clôture, un grand studio de cinéma avait été reproduit avec sa voiture-travelling et ses projecteurs. Un studio à la beauté froide, un peu vide, où se sont succédés des cinéastes, des producteurs primés qui, derrière les sourires aux photographes, conservaient les rides de l'inquiétude.

La musique, les applaudissements n'effaçaient pas des déceptions visibles. Le seul éclat de cette soirée, comme du Festival, c'était les acteurs qui l'apportaient. Comme si l'énergie n'était plus, en cas de temps de crise, que de leur côté. Dans tous les films ou presque, de *Rendez-vous à Birdy*, les comédiens ont paru montrer plus de talent par leur jeu, plus de signes de modernité que des scripts plutôt mous ne leur en demandaient. Les acteurs, surtout masculins, ont donné l'impression d'être légèrement en avance sur le cinéma, en attente d'être rejoints par l'écriture cinématographique.



A défaut de très grands films, ce Festival-ci aura eu l'embarras du choix pour se repaître du foisonnement de son vivant humain. Il aura pu tous les jours mesurer le professionnalisme et la sollicitude très manifestées par ces comédiens, batteurs du devant de la scène, occupés à assurer, à entretenir la flamme et la passion du public pendant que le cinéma, en coulisse, cherche un éternel second souffle. Devant la bonhomie de revoir sur scène James Stewart, honoré pour « l'œuvre de toute une vie », la plus belle salle du monde a oublié quelques instants, lundi, ses incertitudes.

C'est toute l'importance, cette année, unanimement reconnue, du Festival international du film. Réconforter, doper, relancer un septième art qui redoutait tant de perdre son âme dans le dédale des satellites de communications. Le cinéma y fait bruyamment parler de lui à défaut, on l'a vu, de pouvoir toujours montrer de très belles images. Si le cachemir est tellement coloré, c'est d'abord pour donner la chance d'un avenir à l'une des corporations les plus indispensables à la bonne santé — mentale — de l'univers.

Sans doute faut-il raccourcir le Festival de quelques jours. Cela devrait être fait l'an prochain, puisque Cannes a aujourd'hui conscience de ne plus pouvoir maintenir l'attention aussi longtemps dans et hors des murs sans événement cinématographique d'importance. Sans doute le Festival doit-il, pour permettre des lendemains qui chantent au cinéma, s'appuyer, comme cette année, sur le culte de la mémoire. Tout n'est donc pas si morose. Il reste encore de belles perspectives : en 1987, on rendra hommage à l'une des plus grandes stars du siècle : James Bond, alias 007.

PHILIPPE BOGGIO.

Le palmarès

Palme d'or : *Papa est en voyage d'affaires* (Otsa ou Shuzhenon pata), d'Emir Kusturica (Yougoslavie).
 Prix d'interprétation masculine (ex-aequo) : Norma Aleandro pour *la Historia oficial* (Argentine), et Cher pour *Mask* (Etats-Unis).
 Prix d'interprétation féminine (ex-aequo) : William Hurt (*Etats-Unis*) pour *le Baiser de la femme araignée* (Brésil).
 Grand Prix spécial du jury : *Birdy* (Etats-Unis), d'Allen Parker (Grande-Bretagne).
 Prix de la mise en scène : André Téchiné pour *Rendez-vous* (France).
 Prix du jury : Colonel Redl, d'Istvan Szabo (Hongrie).
 Prix de la meilleure contribution artistique : *Mishima*, de Paul Schrader (Etats-Unis).
 Grand prix technique : Nicolas Roeg pour *Insignificance* (Grande-Bretagne).
 Caméra d'or (première œuvre) : Fina Torres pour *Orléans* (Venezuela).
 Prix du court métrage : *Marriage*, de Slav Bekalov et Roman Petkov (Bulgarie).
 Trophée international du Festival : James Stewart (*Etats-Unis*).
 Prix de la critique internationale (FIPRESCI) : ex-aequo : Woody Allen pour *le Rose pompier du Caire* (Etats-Unis), Emir Kusturica pour *Papa est en voyage d'affaires* (Yougoslavie) et *Vincent de femmes*, de Denis Exart (Côte d'Ivoire).
 Prix Perspectives du cinéma français : *Vincent de femmes* de Denis Exart.
 Prix du jury économique (catholique et protestant) : *la Historia oficial*, de Luiz Puenzo.

Négociations collectives

Il fait la « une » quotidienne de la presse professionnelle, il s'étale en affiche gigantesque à la surface du Carlton, tourne en escadron d'avions promotionnels dans le ciel de la Croisette, nourrit les conversations et les colloques. Qu'on le montre on qu'on le cherche, l'argent est la vraie star de Cannes. Depuis vingt-cinq ans, le Festival est un marché : cette année, la crise du cinéma européen en a fait un forum permanent sur l'économie de la création.

Producteurs, réalisateurs, banquiers, responsables politiques, organisations professionnelles, chacun se penche sur le malade et y va de son diagnostic. Officiellement, personne n'est très optimiste. On a bien invoqué les rigueurs de l'hiver pour expliquer les recettes décevantes, mais on sent que la baisse de la fréquentation a des causes plus profondes. L'exemple de la Grande-Bretagne et de l'Italie semble annoncer un déclin inévitable de la salle de cinéma.

Alors le ton est à la rigueur. « On produit trop de films », affirme Jean-Luc Godard, qui explique que la France n'a pas les moyens financiers de ses ambitions intellectuelles. « Il faut revenir aux séries B », renchérit M. Denis Chateau (1), ancien programmeur de Gaumont, qui plaide pour une réduction drastique des coûts de production. On cite

en exemple UGC ou MK 2, la société de Marin Karmitz, qui savent contenir dans des limites raisonnables les budgets des films et les risques de la distribution. On remarque que *Détective*, *Rendez-vous à Birdy* et *Poulet au vinaigre*, les trois films de la sélection française, ont des budgets inférieurs à 8 millions de francs alors que le coût moyen d'une production en France est supérieur à 10 millions de francs.

Mais les économies en amont ne suffisent pas : il faut revoir les conditions d'amortissement des films. Si les recettes des salles continuent à diminuer, la télévision et la vidéo devront compenser le manque à gagner. Les producteurs demandent aussi la réforme du Fonds de soutien pour que les 700 millions de francs recueillis chaque année aillent davantage aux films qu'aux salles de cinéma, dont la modernisation est pratiquement achevée.

Pour sauver sa peau, le cinéma change mais, dans son mouvement, il fait entendre quelques craquements inquiétants. Les exploitants s'inquiètent d'une évolution qui semble les condamner à terme. Les techniciens, premiers concernés par la réduction des coûts, défendent leurs acquis. Les auteurs, réalisateurs, acteurs, exigent un pourcentage direct sur les recettes et un contrôle par les sociétés de gestion collective. Le passage devant le Parlement de la loi sur les droits d'auteur politise le débat. Le Sénat va au secours des producteurs, le Parti communiste défend les créateurs. Le Parti socialiste, le gouvernement, sont plus divisés, et Cannes prend des allures de négociations collectives.

CULTURE

MUSIQUES

L'ORCHESTRE DE LENINGRAD A PARIS

Un siècle de perfection

Après vingt ans d'absence, l'Orchestre philharmonique de Leningrad donnera un concert au Palais des congrès, le 23 mai, avec son nouveau chef Miroslav Jansons et le pianiste Grigori Sokolov, médaille d'or du concours Tchaïkovski, tous deux encore inconnus en France. Nous avons eu le privilège de les entendre dimanche dans la grande salle de la Philharmonique de Rotterdam.

Le pianiste, d'abord, est né de ces artistes prodigeux que les Soviétiques gardent jalousement dans leurs réserves, on ne sait pourquoi. Un homme jeune, qui a déjà un visage de vieux maître dans un corps lourd, de grosses mains de pétrisseur d'ivoire, mais étincelantes de vivacité et d'esprit, d'une clarté et d'une finesse de sonorité exceptionnelles, survolant la musique « cosaque », fulgurante et lyrique, du 1^{er} Concerto de Prokofiev. On attendra le 3^e Concerto de Beethoven, à Paris, pour le ranger parmi les plus grands.

Quant à l'orchestre, il ne se compare qu'aux Philharmoniques de Berlin ou de Vienne et aux cinq « majors » américains. Fondé il y a cent trois ans, dirigé depuis 1938 par Mravinsky, il a ce poli, ce fini, cet ouvrage des ensembles de longue tradition où l'on se transmet, comme d'un artisan à son successeur, une beauté sans cesse approfondie par l'apport de tant de virtuoses et de personnalités originales.

Dans la 7^e Symphonie « Leningrad », de Chostakovitch, aux horizons infinis comme les romans russes, et surtout l'énorme premier mouvement de près d'une demi-heure, avec ses variations instrumentales hallucinantes à la manière du Boléro de Ravel, chaque entrée de

soliste ou de groupe instrumental, de même que les tutti, accroissent notre émerveillement. La direction de ce chef de trente-deux ans est très sobre, mais ses gestes vont au bout des phrases, soulignant du plus profond ces immenses architectures lyriques.

JACQUES LONCHAMPT.

* Palais des congrès, le 23 mai : Ouverture de Léonore III et 3^e Concerto de Beethoven, 5^e Symphonie, de Tchaïkovski. Même programme et mêmes interprètes au Havre, le 24 mai.

AU FESTIVAL DE JAZZ D'ANGOULÊME

Boulou et Elios Ferré

Virtuose, lyrique, chaleureux, spectaculaire, les frères Ferré ont ouvert, lundi 20 mai, le Festival d'Angoulême. La musique est leur vie autant qu'elle est, pour eux, qui sont d'origine tzigane, une affaire de famille.

Boulou Ferré, l'aîné, fréquente les plus grandes scènes depuis vingt ans. Depuis une douzaine d'années, son frère cadet Elios l'a rejoint : en duo ou en groupe. Boulou est né en 1951, et Elios en 1956. Ils parlent

comme ils jouent, à deux voix, mais ensemble : « Il y a des goûts communs, des affinités, un effort de synthèse dans ce que nous jouons, mais aussi des styles très différents, des exigences singulières, sans aucun rapport de forces. »

Quand le souvenir du critique remonte au Festival d'Antibes (1963), où Boulou jouait en première partie de Caltrane, au Caballero-La-Tour (1966), les questions que suscitait l'enfant prodige reviennent : « Saura-t-il vieillir ? » se demandait Jean-Pierre Bincbet. Boulou a simplement répondu à vieillir.

Après des débuts éclatants dans le monde du jazz, des études classiques au conservatoire, des leçons auprès des plus grands (Messiaen), une conversion aux techniques électriques, à trente-quatre ans Boulou a plus d'expérience que toute une génération de musiciens, et autant de fraîcheur qu'un débutant.

Chez Ferré, on est musicien comme chez d'autres on est marin. Les quatre enfants de Matelot Ferré jouent de la guitare. Piliers du Quintet du Hot-Club de France, avec Django Reinhardt, Stéphane Grappelli et Hubert Rostaing, Matelot a été l'accompagnateur d'Edith Piaf ou de Charles Trenet. Benny Carter, Bill Coleman, Rex Stewart, tout ce que le jazz d'avant-guerre compte de légendes, il les a croisées et accompagnées. Chez Ferré, on « fait le bouf » en famille, autour du pot-au-feu.

Ce qu'ils aiment ensemble, c'est la célébration, et cet esprit de fête qui tend à disparaître de l'univers du jazz. « D'accord, dit Elios, tout le monde doit respecter les règlements et les horaires, mais ça manque de souplesse, ça devient trop réglé, trop fonctionnaire... »

Grand-mère manneche, père sinto-piémontais (branche tzigane du Piémont), mère slave, il en faut un peu moins, le plus souvent, pour dessiner un espace culturel sans barrière et bourré de musiques. Boulou et Elios ne veulent pas s'arrêter pour autant à un style, une image, qui les coïnciderait. Quelques mois avant sa mort, Duke Ellington avait dit à Boulou : « Tu es l'arc-en-ciel à travers le génie de Django. »

Entre eux, le dialogue est permanent : sur scène d'abord, comme font les musiciens qui se parlent à travers la musique, mais dans la vie aussi bien. « Nous, nous continuerons à jouer. Et de plus en plus acoustique. Nous savons jouer électrique, nous servir des boîtes électroniques, mais les gens vont se détourner de l'artifice et des agressions. Ils ont besoin de « feeling », de douceur, d'un certain art de vivre. »

FRANCIS MARMANDE.

* En parallèle avec le Festival d'Angoulême, un concert gratuit est organisé le 22 mai à l'UNESCO : on pourra écouter les Maîtres tambours du Burundi (tambours géants et peussants), Maloya de la Réunion (rythmes bantous de l'île Ti Focha), et Tromba de Madagascar (musique de possession). 22 mai, 20 h 30, salle 1, 7, place de Fontenay, Paris 7.

ROCK A MOGADOR

Sting sans Police

Formé il y a déjà huit ans par Sting, Andy Summers et Stewart Copeland, Police a caractérisé très vite au sommet des hit-parades du monde entier avec un rock accrocheur et sophistiqué qui avait intégré le reggae à son style. Mais à l'encontre de beaucoup d'autres groupes, Police n'a jamais été une hydre à trois têtes, seulement trois individus vivant avec un sentiment, une envie de liberté.

Le groupe anglais n'est pas officiellement dissous aujourd'hui. Mais Sting, le blond bassiste-chanteur et auteur-compositeur a formé sa propre formation avec des musiciens de jazz ou d'anciens funkies : le batteur Omar Ibn Hakim (ex-Weather Report), le saxophoniste Bradford Marsalis, le bassiste Daryl Nelson Jones (ancien compa-

gnon de Miles Davis), Kenneth D. Kirkland aux claviers et deux choristes. Sting y a ainsi donné une série de concerts à New York et a enregistré un album (*The Dream of the Blue Turtles*) dont la sortie est annoncée chez Polydor pour le 1^{er} juin.

Sting se présente avec son nouveau groupe au Théâtre Mogador du 22 au 25 mai et du 28 mai au 1^{er} juin.

CLAUDE FLEOUTER.

Cinquante-trois films

Pourtant, malgré la tourmente, la fête continue. Tout se passe comme si le cinéma français continuait à rêver tout haut à un autre scénario. Un scénario américain où les recettes des salles ne cessent de progresser malgré l'abondance du spectacle à domicile, où le cinéma continue de séduire son public à coup de super-productions spectaculaires. C'est ainsi que Carthage Films confie à Roman Polanski un budget de 200 millions de francs pour tourner *les Pirates*, que Claude Berri produit pour 90 millions de francs une adaptation de Pagnol. C'est ainsi que le nombre de films dont le budget dépasse 10 millions de francs augmente chaque année. Et malgré les prévisions pessimistes, il s'est déjà produit cinquante-trois films depuis le début de janvier contre cinquante-neuf l'an dernier à la même époque. Dérèglement incontrôlé ? L'émérité suicidaire ? La production est essentiellement une économie d'anticipation, répond M. Pierre Vio, le nouveau directeur du Festival. On ne peut pas l'enfermer dans une logique trop rigide où chaque investissement ne serait décidé qu'à coup sûr. Et Jean-Luc Godard ajoute : « Les financiers du cinéma, les vrais, style Tassan du Plantier, ont très bien compris que le cinéma est une industrie de la perte » (2).

Avec ses 4 milliards de francs par an, le cinéma français représente à peine le vingtième du chiffre d'affaires de la Régie Renault. Tout pourtant destine cet étrange artisan à devenir le fer de lance d'une industrie audiovisuelle nationale. Ce qui ne l'empêche pas d'appartenir aussi à ce que Georges Bataille appelait « la part maudite » : cette dépense somptuaire et rituelle qui reste indispensable à la survie des sociétés.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Cité dans un entretien à Libération.
 (2) Cité dans un entretien au Film français.

GEWANDHAUS DE LEIPZIG
dir. **KURT MASUR**
BEETHOVEN
SYMPHONIE N° 7
BASILIQUE DE ST-DENIS
22 mai 20 h 30
LOCATION 243.00.59

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle GAVEAU
Jeudi 23 mai 20 h 30
(P.E. Koenig)

Salle de la Ville
Jeudi 23 mai 20 h 30
(P.E. Koenig)

Abbaye de ROYALMONT
Mardi 4 juin
21 h
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

Théâtre NATIONAL DE L'OPERA
Salle Favart
Mardi 28 mai
à 20 heures
(P.E. Koenig)

Eglise St-Etienne
Mardi 4 juin
à 20 h 45
Location : NACHET/OPERA
12 h à 20 h
place de l'Opéra
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

Eglise St-Etienne
Mardi 4 juin
à 20 h 45
Location : NACHET/OPERA
12 h à 20 h
place de l'Opéra
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

Eglise St-Etienne
Mardi 4 juin
à 20 h 45
Location : NACHET/OPERA
12 h à 20 h
place de l'Opéra
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

jeudi 23 mai à 20h30
ALBERT SARRAULT présente
au Palais des Congrès
unique concert

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LENINGRAD
direction MARIS JANSONIS
soliste GRIGORY SOLOVYOV
PALAIS DES CONGRES - ST-DENIS
jeudi 23 mai à 20h30

Musique THEATRE DE LA VILLE
18h30
une heure sans entracte 38 F
du mercredi 29 mai
au samedi 1^{er} juin

nicanor zabaleta narciso yepes
duo harpe et guitare
Soler - Hovhanness
Montsalvatge
274.22.77

CONCERTS
Radio France

GRAND AUDITORIUM
Mardi 28 mai
à 20 h 30
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

GRAND AUDITORIUM
Mardi 28 mai
à 20 h 30
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

GRAND AUDITORIUM
Mardi 28 mai
à 20 h 30
L. de 10 h 30 à 11 h
(P.E. Koenig)

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
FESTIVAL DE FRANCE 85
23 et 24 mai
premières représentations parisiennes
boulevard solitude
(d'après manon lescaut)
henze/kaltenbach/boursiller/pizzi/bohon
production opéra théâtre de nançy
renseignements : 233.00.00
location au théâtre : 1, place du châtelet - 75001 PARIS - de 11 h à 19 h
par corresp. : 2, rue Edouard-Colonne - 75001 PARIS - téléphone : 261.19.83

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE
DIRECTEUR JACQUES MERCIER
VIVALDI : NISI DOMINUS
NATHALIE STUTZMANN ALTO
PUCCINI : MESSA DI GLORIA
CHORALE VITTORIA D'ARGENTEUIL DIR. MICHEL PIQUEMAL
FRANCESCO ORTIZ TENOR - JACQUES TRICEAU BARYTON
HARRY DWORCHAK BASSE
DIRECTION
JACQUES MERCIER
jeudi 23 mai 21 h
ET DANS LE CADRE DU FESTIVAL DE SAINT-DENIS
mercredi 29 mai 21 h
SAINT-DENIS
jeudi 30 mai 21 h
LE VESINET
vendredi 31 mai 21 h
ARGENTEUIL
mardi 4 juin 20 h 30
BOIGNY
Théâtre Rutenbeuf
Basilique
Eglise Ste-Marguerite
Basilique
Maison de la Culture

Association subventionnée par le Ministère de la Culture et la Mairie de Paris et le concours du Ministère de l'Éducation nationale (rectorat de Paris) et du Mécénat Henkel
les Petits Chanteurs de Paris
CONCOURS DE RECRUTEMENT 1985/1986
Ouvert aux garçons de 8 à 12 ans désireux de suivre les cours d'une École maîtresse publique et d'appartenir à un chœur professionnel.
Enseignement gratuit de la classe de CM1 à la 3^e.
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : 572-44-80 ou 277-81-88
Encre au siège 3, rue Émile-Allez, 75017 PARIS.

SPECTACLES

théâtre

« Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles » »

Les salles subventionnées
OPERA (742-57-50), 20 h : Un bel mas-
qué.
→ **COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20),
20 h 30 : L'impression de Socrate.
→ **CHAILLOT** (727-81-15), Grand Théâ-
tre, 20 h 30 : Ubu Roi. Théâtre Gérard
20 h 30 : Mille francs de récompense (de
Victor Hugo).
→ **OPERA** (325-70-32), 18 h 30 :
Lui, de Y. F. Lebeau.
→ **TEP** (364-30-80), Théâtre 20 h 30 :
Macadam Quichotte.
THEATRE DE LA VILLE (274-23-77),
Nécessaire dans l'attente 20 h 45 :
Heart's Labyrinth ; L'enfant et les Sorci-
ères.

Les autres salles
→ **A. DEJAZET** (887-97-34), 20 h 45 :
Fast et Food au théâtre.
→ **ANTOINE-SIMONE BERTRAND** (208-
77-11), 20 h 30 : Le Sabotier.
→ **ARTS-ÉPIQUE** (387-23-23), 21 h :
Dit-on le dire ?
→ **ATELIER** (606-49-24), L., 21 h : En
Athènes (742-67-27), Salle Ch.
Bérard, 18 h 30 : Attente meurtrière à
Paris. Salle Louis-Journe : 19 h : les Vi-
vantes.
→ **BOUFFES PARISIENS** (296-00-24),
21 h : Tailleux pour dames.
→ **CARTOUCHERIE**, Th. de la Tempête
(328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
→ **CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-
TÉTAIRE** (589-38-69), Re-
naissance, 20 h 30 : Macbeth.
→ **COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-43-41),
21 h : Revue d'été à l'Élysée.
→ **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**
(723-37-21), 20 h 45 : L'écluse.
→ **COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22),
20 h 30 : Le Baïer d'amour.
COMÉDIE DE PARIS (280-00-11),
20 h 30 : Chant pour une planète.
→ **CONFÉRENCES** (397-47-38), 20 h 30 :
Le Nouveau signe de Pierre.
→ **DAUNOU** (261-69-14), 21 h : Le Cœur à
l'orange.
→ **DOX-HEURES** (606-07-48), 22 h : Soles
de ménage.
→ **DIX-HEURES** (226-47-47),
20 h 30 : Dialogues d'adultes.
→ **EDEN-THÉÂTRE** (356-64-37), 21 h :
La Jalouse du barbon.
→ **EDOUARD-VII** (742-57-49), 20 h 30 :
Chapitre II.
→ **ÉPIQUE** (724-14-16), 20 h 30 : Théâ-
tre : 21 h 30 : Comme tu nous l'as
vu.

→ **ESPACE-GAÏTE** (321-56-05),
20 h 30 : Shanté (la Honte).
→ **ESPACE KIRON** (373-50-25), 20 h 30 :
Adam et Ève.
→ **ESPACE MARAIS** (584-09-31),
22 h 15 : Azimut info.
→ **ESSAÏON** (278-46-42), L. 19 h : La
dame est folle ou le billet pour nulle
part ; 21 h : Ne laissez pas vos femmes
s'écrouler dans les maternités.
→ **DÉCHARGEURS** (236-00-02), 20 h 15 :
Hiroshima mon amour.
→ **FOUNDATION DEUTSCH DE LA
MERKITE** (254-99-18), 20 h 45 : Un
livre indien.
→ **FONTAINE** (874-82-34), 20 h 30 : Tri-
ple mixte.
→ **GAÏTE-MONTMARTRE** (323-16-18),
20 h 45 : Love.
→ **GRAND HALL MONTMARTRE**
(206-04-06), 21 h : La Petite Marchande
d'allume-tige.
→ **HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : la
Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ;
21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
→ **LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h :
Guerrier américain.

Les cafés-théâtres
→ **AU REC FIN** (296-29-35), 20 h 30 :
Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to
baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.
→ **BLANCS-MANTEAUX** (887-15-84), L.
20 h 15 : Aroux = MC2 ; 21 h 30 : les
Démocrates ; 22 h 30 : les Sacré
Moustres. - L. 20 h 15 : le Cri du
chasse ; 21 h 30 : Sauvez les bébés
femmes ; 22 h 30 : Fixe de siècle.
→ **BOURVIL** (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a
mar... et vous ?
→ **CAFÉ D'EDGAR** (320-85-11), L. 20 h 15 :
Tous voilà deux boudins ; 21 h 30 :
Mangousses d'homme ; 22 h 30 : Orties
de secours. L. 20 h 15 : Ça balance pas
mal ; 21 h 30 : le Chromosome
chastouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent
toutes.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 21 mai

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h :
Rien, rien, profitez-en...
→ **PELIT CASINO** (278-36-50), 21 h : Non
je n'ai pas dit ça ; 22 h 15 : Des
gratto-cul dans la crasse fraîche.
→ **POINT-VIRGULE** (278-07-03), 20 h 15 :
Moi je crève, mais parents réagissez ;
21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 :
Napalm Academy.
→ **SENTEUR DES HALLES** (236-37-27),
20 h : Les deux sont tombés sur la scène ;
21 h 30 : Pas de vœux pour Dracula.
→ **SPÉCIFIQUE ST-MARTIN** (208-21-93),
21 h : Nuit d'été.

La danse
→ **BASTILLE** (357-42-14), 19 h 30 : Espé-
re de clair de lune.
→ **THEATRE DE PARIS** (874-10-75),
21 h : C. Bédard.

Les opérettes
→ **THEATRE DE PARIS** (874-10-75), 21 h :
L'Amphibien.

Le music-hall
→ **CAVEAU DES OUBLIETTES** (354-
94-97), 21 h : Chansons françaises.
→ **CENTRE MANDAPA** (589-01-60),
20 h 30 : C. Zarcute.
→ **ÉGLISE SUÉDOISE** (763-37-33),
20 h 30 : Choral « par Brécourt ».
→ **GYMNASE** (246-79-79), 21 h : Thierry
Lévy.
→ **OLYMPIA** (742-25-49), 20 h 30 : D. Gai-
lard.
→ **PALAIS DES SPORTS** (328-40-90),
20 h 30 : Brésil en live.

Les concerts
→ **Salle Gaveau**, 20 h 30 : Orchestre de
l'École nationale de musique M. Dupré,
dir. : Ch. Goussier (Chopin).
→ **La Madeleine**, 20 h 30 : M. Ch. Ch.
Bédard, J. Frensch (Brahms, Grieg, Liszt).
→ **Salle Pleyel**, 20 h 30 : Orchestre de Paris,
dir. : D. Barenboim (Mozart).
→ **Eglise St-Sauveur**, 21 h : Orchestre et
chorale P. Koenig (Bach).
→ **Eglise St-Sauveur**, 20 h 30 : ensemble
orchestral Harmonia nova, dir. : J. Bédard,
M. Piquemal (Britten, Beethoven).
→ **Eglise St-Louis-en-l'Île**, 20 h 30 :
B. Verlet (Bach).
→ **Eglise Notre-Dame-de-Liesse**, 20 h 45 :
ONCE, dir. : C. R. Naudin (Bach,
Haydn, Tchaïkovski).
→ **Eglise St-Thomas-d'Aquin**, 20 h 30 :
A. Bédard (Bach).
→ **Salle Cortot**, 20 h 30 : D. Cade (Boussif,
Schumann).

Jazz, pop, rock, folk
→ **CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-
65-05), 21 h 30 : L. Lascaris.
→ **FORUM** (297-53-47), 20 h 30 : T. S. S. S.
MERIDIEN (758-12-30), 22 h : D. Gilber-
te.
→ **MONTANA** (548-93-08), 22 h : R. Utré-
gar, R. Guezennec.
→ **NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD**
(311-11-99), 20 h 45 : Jazz classique,
dir. : O. Bédard.
→ **MUSIC HALLS** (261-96-20), 22 h :
G. Carillon.
→ **NEW MORNING** (523-51-41),
21 h 30 : A. Nardé.

THEATRE MONTMARTRE
PIRANDELLO
HENRI IV
DERNIERE
le 25
320.89.90 - 322.77.74



cinéma

CHATELAIN
THEATRE
UBI
Alfred Jarry
Grand Théâtre - D
MILLE FRANCS
VICTOR HUGO
THÉÂTRE GÉNÉRAL - D
7 2 7
SALES-VOL
Une aventure
il y a 150 mil
Le Secret de la
C 1985 WALT DISNEY PRODUCTIONS

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

LE RAPPORT DE M. JEAN-DENIS BREDIN SUR LES

Rarement la publication d'un rapport aura été autant attendue par le monde des journalistes et de la politique. L'affluence record, lors de la conférence de presse où M. Jean-Denis Bredin était l'invité, lundi 20 mai, de l'Association des journalistes médias, en a été l'illustration. Témoignage aussi de l'intérêt croissant pour un secteur qui suscite bien des appétits.

Après l'impulsion politique donnée le 4 janvier dernier par le président de la République à l'idée des télévisions privées par voie hertzienne, il revenait au petit groupe de travail réuni par l'ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche de cerner les enjeux économiques et culturels et de montrer les voies du possible. L'étude de M. Bredin, par son sérieux,

sa volonté de synthèse, son ouverture aux divers courants d'opinion, constitue l'essai le plus élaboré jusqu'à présent pour trouver le chemin d'un développement cohérent et maîtrisé du système audiovisuel français.

Le rapport de M. Bredin et ses recommandations s'inspirent largement des expériences étrangères, pour en adopter certains aspects ou en rejeter d'autres. Il est, d'autre part, en har-

monie avec un avis qui vient de remettre aussi le Conseil national de la communication audiovisuelle (sauf sur un point : l'autorisation des stations locales par la Haute Autorité et non par les collectivités locales).

M. Bredin situe son propos en introduction de son rapport : « Liberté de choix des images, variété de ce choix, diversité des programmes proposés : c'est une vraie conquête de liberté. »

Les futures chaînes

LES FRÉQUENCES

Il ne saurait être question d'espérer monter en France un cinquième canal national qui, à l'image de TF1, Antenne 2, FR3 et Canal Plus, pourrait desservir entre 90 % et 100 % de la population. En revanche, il paraît possible de dégager les fréquences nécessaires à la création de deux chaînes « multivilles », dites aussi « nationales », desservant chacune une large population répartie

sur soixante-deux zones d'écoute, dont une grande proportion d'agglomérations de plus de 100 000 habitants. Dans certains sites — dix-huit ou vingt-huit selon qu'on pratique ou non certains réaménagements des réseaux actuels — le dégagement d'une troisième fréquence permettrait la création de télévisions de « proximité ».

trée à des œuvres produites en Europe : il élargirait à la chaîne nationale (ou aux deux chaînes nationales) le régime de diffusion des films de cinéma en vigueur dans le service public. Le concessionnaire devra aussi disposer d'une équipe rédactionnelle permanente.

LES STATIONS LOCALES

Les modalités de leur diffusion varient selon les zones géographiques et le nombre de fréquences disponibles. Ainsi, sur les sites où n'existent qu'une ou deux fréquences disponibles — donc utilisées par la ou les deux chaînes nationales — elles pourraient émettre de 9 h à 19 h 30 sur ces mêmes fréquences. Là où existerait une troisième fréquence, les stations locales auraient le choix entre l'utilisation de cette fréquence ou celle des plages horaires inoccupées sur les deux premières fréquences.

C'est la Haute Autorité qui attribuerait les autorisations des stations locales, en veillant à n'autoriser que des projets économiquement viables (trois stations locales ne pourraient pas vivre sur la même zone de desserte, deux stations à la rigueur dans des zones très peuplées). Le motif de la liberté n'oblige pas, selon la mission, à accorder toutes les fréquences disponibles, mais à prévenir tout échec économique ou culturel.

● **Critères.** La Haute Autorité tiendrait compte de l'indépendance du projet, de sa viabilité économique et financière, du professionnalisme et de l'expérience des candidats, de la diversité et de l'originalité des programmes, de l'adéquation du projet aux caractéristiques socio-culturelles du bassin d'écoute, de la prise en compte par le projet des perspectives de câblage dans la zone desservie. Les autorisations délivrées pour une durée de cinq ans sont prorogables à la fin de chaque année et sur avis d'une commission consultative.

● **Cahier des charges.** Il pourrait être plus ou moins sévère, selon l'audience virtuelle de la station et le temps dont elle dispose pour émettre, mais certaines obligations sont communes à toutes les stations locales.

● **Obligations.** Selon l'audience potentielle, la durée des émissions peut être fixée entre dix et trente heures par semaine. La station doit diffuser au moins une heure quotidienne de programme original et être dotée, comme les concessionnaires nationaux, d'une équipe rédactionnelle autonome.

Dans quelques cas, il peut être souhaitable d'autoriser des projets ayant une vocation extra-locale. Un même candidat pourra alors être titulaire de plusieurs autorisations sur des zones voisines, dès lors que le cumul des audiences potentielles ne va pas au-delà du seuil de 2 millions d'habitants.

● **Pour limiter les concentrations,** une disposition légale devra rendre impossible le contrôle par une même personne à la fois d'un quotidien régional d'information et d'une télévision hertzienne diffusée sur une même partie du territoire. Autant il est utile que les stations locales puissent se grouper, se syndiquer, échanger des programmes et créer des filiales, autant il serait dommageable qu'elles tombent sous la dépendance de chaînes nationales ou d'éditeurs de programmes. D'où cette interdiction faite aux stations de se procurer plus de 40 % de leurs programmes auprès d'un même fournisseur.

LE FINANCEMENT

Les nouvelles télévisions doivent bénéficier pleinement des réserves publicitaires laissées de côté par les chaînes publiques et évaluées par le rapport à 3 milliards de francs annuels mobilisables progressivement en cinq ans. Les ressources publicitaires des chaînes publiques devront donc être plafonnées. Les secteurs jusqu'ici interdits ne seront ouverts que petit à petit aux diffuseurs publics et privés. L'édition et les spectacles restent interdits, ainsi que l'alcool et le tabac.

Dossier établi par ANICK COJEAN et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le soutien à la création

C'est pour M. Jean-Denis Bredin « le problème primordial » des télévisions privées. La liberté accordée à de nouveaux diffuseurs ne peut se justifier que si elle offre aux téléspectateurs un large choix de productions originales et de qualité. Le spectre d'une dégradation rapide de la production audiovisuelle, comparable à celle qu'a connue l'Italie, hante tout le rapport. Pour le conjurer, la mission Bredin propose quatre séries de mesures :

● **Des contraintes strictes pour les diffuseurs** concernant la diffusion des films, l'origine européenne des productions de fiction et les grilles de programmation. Elles sont comparables à celles en vigueur pour le service public. S'y ajoute l'obligation pour les chaînes nationales de programmer cinquante

heures la première année, cent heures à partir de la seconde, de fiction originale.

● **La généralisation du compte de soutien,** qui a existé depuis trente ans à sauvegarder le cinéma français. Une taxe de 2 % sur les recettes des diffuseurs alimentera le soutien au cinéma et remplacera la contribution forfaitaire par films jusqu'ici en vigueur sur les chaînes du service public.

Une taxe de 6 % fournira les fonds nécessaires au soutien de la production audiovisuelle. Elle permettra de répartir plus de 200 millions de francs entre les producteurs dès 1989. Entre-temps, c'est une contribution budgétaire au fonds de soutien qui assurera l'aide à la production, comme c'est déjà le cas pour Canal Plus et les réseaux câblés. A côté de cette aide automatique, le rapport se prononce pour une augmentation de l'aide sélective, permettant d'orienter le financement vers des productions de qualité. De 160 millions de francs cette année, elle devrait être portée à 200 millions de francs en 1986 et 250 millions de francs en 1987.

● **Une nette séparation entre la production et la diffusion.** Pour développer le marché des producteurs privés, la production interne des chaînes nationales serait limitée à l'actualité, aux jeux et aux magazines. La commercialisation des œuvres par le marché serait réservée aux producteurs.

Enfin, les cahiers des charges limiteraient la part de production ou prestation qu'un chaîne peut demander à un seul producteur.

● **Des mesures fiscales d'encouragement à l'investissement.** Il s'agit essentiellement d'abriter fiscal (tax shelter) permettant à des contribuables d'investir dans la production, sous bénéfice de déductions fiscales. D'autres aménagements fiscaux pourraient être obtenus par des sociétés d'investissement dans le capital de sociétés de production.

Ce type de mesures a contribué au redressement spectaculaire de la production audiovisuelle australienne dans les dernières années.

La transparence

Si le gouvernement suit les propositions du rapport Bredin, tout peut aller très vite pour les chaînes nationales. TDF établit immédiatement la liste des fréquences disponibles. Celle-ci est soumise à une commission d'étude des fréquences pour un débat public et contradictoire. Le gouvernement fait connaître les obligations imposées aux futurs concessionnaires et les critères de sélection. Les candidatures sont ouvertes et anonymes dans un délai de deux mois. L'Etat, au vu de l'avis d'une commission consultative pour éclairer ses choix, désigne le ou les concessionnaires.

La procédure d'autorisation des stations locales est beaucoup plus longue. Il faut d'abord passer devant le Parlement pour modifier la loi du 29 juillet 1982 et attendre la sortie des décrets d'application. Entre-temps, la mission Bredin estime nécessaire de renforcer les pouvoirs de la Haute Autorité. Pour examiner avec attention toutes les candidatures, elle devra s'appuyer sur des spécialistes et se doter d'un service de l'information. Le rapport souhaite que l'instruction des dossiers soit publique, à la manière des sessions

de la FCC (Federal Communication Commission) américaine ou du CRTC (Conseil de la radiotélévision et des télécommunications du Canada). L'ensemble de l'opération demandera donc de longs mois.

La mission Bredin recommande que la Haute Autorité soit dotée de véritables moyens de contrôle financier, technique et éditorial. Pour sanctionner les manquements, elle pourra soit diminuer la durée de l'autorisation, soit, dans un cas plus grave, demander à TDF d'interrompre les émissions. Pour obtenir les moyens de son action, la Haute Autorité devrait bénéficier d'un budget propre voté par le Parlement.

Enfin, M. Jean-Denis Bredin appelle de ses vœux un projet de loi réglementant rapidement les phénomènes de concentrations horizontales. Il souhaite que, dans une même région, une même personne ne puisse posséder un quotidien, une radio et une télévision. Cette législation pourrait être intégrée aussi à la propriété crissée entre une chaîne de télévision et une régie publicitaire.

Les grands équilibres

Le service public.

Face à une concurrence nouvelle, le service public doit intensifier sa mission spécifique. FR3 est invitée à poursuivre activement la régionalisation, TF1 et A2 à adopter des scénarios de « spécialisation » pour éviter une compétition stérile. Le rapport suggère une chaîne généraliste « haut de gamme » et une autre essentiellement informative, éducative et culturelle, ainsi que la création d'une « agence d'images » commune pour la couverture de l'actualité. Il recommande que soient progressivement assumées les obligations de commande des chaînes entre la Société française de production.

Le financement nécessaire pour mener à bien ces missions ne pourra être obtenu par des ressources publicitaires supplémentaires. Le rapport demande le maintien du plafonnement de la publicité sur les chaînes publiques et sa réintroduction dans la loi. En revanche, il propose une « majoration raisonnable du taux de la redevance », un abaissement à 7 % du taux de TVA sur celle-ci (gain de 700 millions de francs) et le remboursement par l'Etat des exonérations.

Pas de refonte générale du service public comme certains s'y préparaient. M. Bredin se prononce pour une augmentation de la redevance pour rendre les chaînes plus solidaires du financement public et empêcher, surtout, qu'elles « assèchent » les réserves publicitaires disponibles.

● **Le câble.** Les stations locales privées seront la préfiguration des programmes propres des réseaux câblés. Les sociétés d'exploitation des réseaux pourront demander l'autorisation d'émettre. Pour faciliter la montée en charge économique du câble, le rapport propose un assouplissement sensible des cahiers des charges : plus grande place faite aux chaînes européennes, évolution progressive

Le monopole de diffusion.

La diffusion des chaînes nationales et des stations locales est exclusivement assurée par Télédiffusion de France. L'établissement public assure aussi l'arrêt des émissions en cas de non-respect du cahier des charges. La facturation des prestations de TDF sera « au plus près de la vérité des prix », mais les réaménagements éventuels du réseau seront partagés entre les stations au prorata de leur utilisation.

● **Le maintien du contrôle public sur la diffusion** vise essentiellement à éviter l'anarchie technique qui s'est développée autour des radios privées. Il permet aussi de posséder un instrument rapide et efficace pour faire respecter la loi.

● **La presse écrite.** Pour protéger la presse nationale, le rapport se prononce contre l'ouverture à la publicité télévisée des secteurs de l'édition et du spectacle. Pour les autres secteurs, il recommande une libéralisation maîtrisée et progressive, en particulier pour la publicité de la grande distribution.

Il faut préserver la « civilisation de l'écrit », estime M. Bredin. Toute déstabilisation brutale risquerait de faire sombrer de nombreux journaux, notamment quotidiens.

● **ERRATUM.** — Une erreur de transcription a rendu incompréhensible la fin de l'article sur le rapport remis par M. Jean-Denis Bredin (le Monde du 21 mai). S'agissait des rumeurs du rachat de Canal Plus par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, il fallait lire :

« M. André Rousselet, président de Canal Plus, et M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, ont démenti [et non admis] l'existence d'une telle OPA sans exclure toutefois une collaboration étroite entre la chaîne payante et la télévision par satellite, que l'on prépare au Luxembourg. »

Les réactions

● **M. FITERMAN :** le gâteau. Au nom du Parti communiste français, M. Charles Fiterman réaffirme son « désaccord total avec une orientation contraire aux intérêts des téléspectateurs aussi bien qu'à ceux des créateurs et de l'industrie française. Sous couvert d'une soi-disant libéralisation, il s'agit en fait d'allier vers une double tutelle : celle des financiers et des affairistes d'une part, celle de la droite et du Parti socialiste, dont tous les commentateurs disent que les décisions actuelles visent à leur permettre de se partager le gâteau audiovisuel ».

● **M. QUEYRANNE :** un plus. M. Jean-Jack Queyranne, secrétaire national à la culture du Parti socialiste, remarque : « Il faut que les télévisions privées constituent un plus pour le public et la création audiovisuelle. Jean-Denis Bredin définit des règles qui sont de nature à garantir le développement de notre industrie de programmes, élément-clé de notre identité culturelle. »

● **M. BAUMEL :** une souris. Pour M. Jacques Baumel, responsable de l'audiovisuel au RPR, « la montagne a accouché une fois de plus d'une souris (...). Ce plan reflète les embarras et les contradictions du pouvoir et sa volonté, derrière d'apparentes concessions, de ne rien changer afin de maintenir le plus possible son contrôle sur l'information et la distraction des Français ».

● **M. RAUSCH :** trop d'Etat. M. Jean-Marie Rausch, président (CDS) du conseil régional de Lorraine et président de l'Association nationale nouveaux médias : « Le rapport Bredin contient trop d'Etat, toujours trop d'Etat. Pourquoi créer de nouvelles chaînes, alors qu'il faudrait commencer par privatiser la plus grande partie du service public, en ne gardant qu'une seule chaîne d'Etat ? »

● **M. D'AUBERT :** parodie. M. François d'Aubert, député UDF-PR de la Mayenne, estime que « les propositions du rapport Bredin ne sont qu'une parodie de libéralisation du système audiovisuel français (...). Sur un plan technique, le rapport Bredin, loin de mettre un terme à l'incohérence de la politique audiovisuelle socialiste, l'amplifie ».

● **RATV :** satisfaction. Le Réseau autonome des télévisions a grandi avec satisfaction du fait que le rapport Bredin propose la création de nombreuses télévisions locales indépendantes (...). Il a le sentiment que la première partie de son action a été efficace ».

● **EUROPE 1 :** un cadre sérieux. « Le rapport Bredin constitue un cadre honnête et sérieux, nous a déclaré M. Philippe Gildas, directeur de l'antenne d'Europe 1. Il fait une bonne synthèse de l'agitation présente et permet d'imaginer l'avenir. Encore faudra-t-il pouvoir discuter des mesures qui apparaissent le plus anticonomiques : l'interdiction d'entreprendre les films de sports de publicité, ou l'ouverture impérative des émissions nationales à 19 h 30. On ne peut s'engager dans cette aventure qu'avec un minimum d'espérances raisonnables. Le rapport ne nous les donne pas entièrement (...). Le dossier Publics-Europe 1 est quasiment prêt. Reste bien sûr à connaître les décisions du gouvernement. »

NOUVELLES TH...
l'ordre

CE
CONTINENTAL

LA
AUX NC
DE LA
30 ET 3
COLL

Placer vous le haut patronage...
responsable de l'emploi, des...
cette manifestation organisée...
la thèse suivante :
● Education et nouvelles médias
● Formation professionnelle et...
● Entrepreneurs européens et...
Son objectif : identifier les...
identifier, à la lumière des...
à promouvoir.
En un mot, permettre rapidement...
Quels métiers pour la communication ?
Quelles formations ?
Enfin, l'essentiel pour l'avenir...
principaux du Centre d'Europe...
professionnelle continue, ouverte...
demande.
Ce colloque s'adresse par...
surtout, la mise en place d'une...
formation universitaire, ouverte...
de volontaires, etc.
Afin de vous permettre de...
dans le bulletin d'inscription...

Nom, Prénom :
Profession :
Adresse professionnelle :
Code postal :
Pays :
Confirmez mon inscription...
le 30 et 31 mai 1985 à Metz
Signature :
Compte chèque de 300 F...
R.P. 5054, 57072 Metz Cedex

350 من الاصل

Maitrise de l'Énergie

LETTRE D'INFORMATION DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

NUMÉRO 22 • MAI 1985

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée périodiquement sur quatre pages achetées au journal Le Monde.



UN TRAVAIL DE FOURMI

Une fourmi de 18 tep, Avec un château sur la crête, Ça n'existe pas, Ça n'existe pas... ? Si, à Vitry, Ile-et-Vilaine, A l'ombre du château, Patiemment On y maîtrise l'énergie (page 3)

Une fourmi traitant un char, Plein d'ingénieurs et de gaud'arts, Ça n'existe pas, Ça n'existe pas... ? Si, à Tokyo, C'est au Japon, On y installe des stagiaires (page 4)

Travail patient — résultats encourageants (page 1).

DOSSIER
Vitry, ville pilote
LIRE PAGE 3

La reprise de l'investissement industriel profite à l'énergie

La consommation totale d'énergie s'est élevée en France, en 1984, à 191,6 millions de tep ; elle avait été de 188,2 millions de tep en 1983. Cette progression de 2% marque-t-elle le recul des préoccupations en matière de maîtrise de l'énergie ? L'environnement international n'aurait-il pas dû pousser à l'économie ? Tout n'est pas si simple, comme le prouve la conversation que nous publions ici, surprise ou café de l'Énergie.

— Mon cher ami, les chiffres du bilan énergétique pour 1984 ne sont pas franchement bons ; la légère augmentation que j'y note révèle la faiblesse structurelle de l'économie française : non contents de nos pauvres performances, nous sommes aussi incapables de maîtriser notre consommation d'énergie, même en ces temps de marasme et de hausse du dollar.

— Mais, mon cher ami, vous me permettez d'apporter quelques corrections à votre raisonnement dont le caractère global masque les failles. Examinons ensemble, voulez-vous, les déterminants de la hausse dont vous venez de parler.

D'abord, planter le décor : des chiffres ne sauraient être pris hors de leur contexte. Au plan énergétique, 1984 marque un retour à l'abondance relative. Malgré les conflits qui ont pesé sur la production d'énergie (guerre Iran-Irak, grève des mineurs britanniques), le marché est resté, en 1984, remarquablement tendu : la diversification et l'extension des capacités de production à travers le monde sont telles que les prix du pétrole brut, du gaz et du charbon sont restés stagnants

ou en légère baisse sur les marchés internationaux.

— Je vois où vous voulez en venir, mais je vous arrête : cette abondance relative n'a-t-elle pas été contrebalancée par la progression du dollar, par rapport au franc en particulier ?

— Certes, le dollar est passé de 7,62 F en 1983 à une moyenne de 8,74 F en 1984. Cette progression de 14,7% a déterminé une hausse de la facture énergétique de 19 milliards de francs en 1984, soit 11,3% de plus que l'année précédente. Hausse qui, taxation oblige, s'est répercutée sur les entreprises et les ménages.

Pour les premières, les charges énergétiques ont augmenté de 13%, et de 9 à 13% pour les seconds.

— Mais une telle hausse n'aurait-elle pas dû provoquer une diminution de la consommation ?

— Attendez, je n'ai pas terminé ! Comme vous y allez ! Les coûts n'ont pas crû de la même façon selon les produits : l'électricité et le charbon ont plutôt baissé, ce qui a augmenté la rentabilité des investissements d'économie et de substitution.

Or, au même moment, les marges des entreprises se rétablissent et l'investissement industriel connaît soit une progression de 9% en volume : de fait, les entreprises ont fortement intensifié leurs efforts de maîtrise de l'énergie.

— Je commence à saisir : hausse des prix différenciée selon les sources d'énergie + rétablissement des marges des entreprises = croissance des investissements de maîtrise et de substitution des hydrocarbures.

— Exactement. Et comme, au cours de 1984, les pouvoirs publics ont mis en place, par le biais du Fonds industriel de modernisation et du Fonds spécial des grands travaux, des procédures de financement simplifiées et bonifiées, les investissements pour le secteur de la maîtrise de l'énergie ont augmenté dans l'industrie d'environ 50% par rapport à 1983.

— Tout cela est bel et bon, mais quid du tertiaire ? Et les transports ? Et l'agriculture ?

— Je vous l'accorde : les entreprises de ces secteurs n'ont pas bénéficié du même effort public. On doit le

regretter, mais la priorité n'était-elle pas accordée à la modernisation industrielle ?

— Et les ménages ?

— Nous touchons au paradoxe en ce qui les concerne. Le niveau des aides de l'État à l'amélioration de l'habitat, en matière énergétique, s'est maintenu en 1984 à son niveau de 1983. Mais, dans le même temps, cédant à l'euphorie énergétique entretenue par une certaine publicité, les ménages ont relâché leur vigilance par rapport aux conditions de chauffage.

Cela dit, le tableau n'est pas si sombre : les ménages sont acheteurs de produits nouveaux, aux performances énergétiques croissantes. Cependant, reconnaissons en 1984 un certain reflux de l'aide publique en matière énergétique.

Il faut voir en 1984 une période transitoire : la décentralisation de la politique énergétique s'intensifie et le passage du témoin de l'État aux régions, avec toutes les incertitudes que cela comporte, explique certaines stagnations, en matière de géothermie par exemple.

— Ce que vous êtes en train de me dire, monsieur, c'est que 1984 est une année charnière en matière énergétique.

— Tout à fait, et pour plusieurs raisons. Avant tout parce que les investissements de maîtrise de l'énergie ont faibli en 1981 et 1982, suite à une forte régression des incitations publiques. Ces investissements ont repris en 1983 et 1984, sous l'impulsion du Fonds spécial grands travaux, et ne feront sentir leurs effets qu'à partir de 1985 et 1986.

Ensuite, en 1984, les distributeurs d'énergie ont fait preuve d'un remarquable opéisme commercial. La concurrence très vive à vu ses effets bénéfiques ombrés par une certaine cacophonie énergétique. Cependant, signe positif, l'électricité a for-

tement pénétré l'industrie par l'intermédiaire d'utilisations performantes qui représentent une économie de 200 000 tep par an.

Par ailleurs, les entreprises industrielles semblent avoir pris le pli : aidées ou non aidées, leurs consommations d'énergie spécifique ont baissé de façon continue.

Enfin, la structure des consommations a continué de se modifier fortement.

LA STRUCTURE DES CONSOMMATIONS A CONTINUÉ À SE MODIFIER SENSIBLEMENT ; FILOUL LOURD : -15% ; FILOUL DOMESTIQUE : -4% ; CHARBON : -4% ; GAZ ET ÉLECTRICITÉ : +5%.

ment : la consommation de fioul lourd a baissé de 15%, celle de fioul domestique de 4%, alors que le gaz et l'électricité voyaient leur consommation croître de 5%.

— Je vous l'avoue, cher ami, je me sens un peu perdu entre toutes ces tendances.

— Soit ! Résumons. La hausse légère du bilan énergétique français est moins due à un relâchement des comportements qu'à une reprise des activités industrielles.

1984 est une année d'investissements dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, essentiellement dans l'industrie.

1984 est une année où s'accroissent les tendances à la diversification et à la substitution progressive entre les hydrocarbures et d'autres sources d'énergie.

1984 marque l'amélioration de l'indépendance énergétique française : compte tenu de la reprise industrielle, l'absence d'investissement aurait induit une augmentation de 6% ou lieu des 2%.

La facture énergétique exprimée en nombre de mois d'exportation est à son niveau le plus bas depuis 1980, c'est-à-dire depuis le second choc pétrolier, compte tenu de la hausse du dollar, soit deux mois et demi. Voyez-vous, cher monsieur, un simple chiffre trop global ne saurait être examiné en lui-même : il ne prend son sens que par comparaisons.

TROIS ANS DÉJÀ, TROIS ANS SEULEMENT

Cela fait donc trois ans. Trois ans déjà que la France s'est donné cet outil original qu'est l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Dotée de délégations régionales de plein exercice dans les 22 régions administratives métropolitaines, d'un siège à Paris et d'un autre à Valbonne, dans le parc international d'activités de Sophia-Antipolis, l'AFME a les structures nécessaires à son action, se mettant ainsi à la disposition de ses nombreux partenaires, pour répondre, sur le terrain, à la demande.

S'inscrivant dans la priorité gouvernementale de renforcement de la productivité et de la modernisation des entreprises, l'AFME s'est notamment attachée en 1984 à promouvoir des investissements dans les entreprises industrielles et agricoles. Elle a, parallèlement à l'effort continu d'impulsion, dans tous les secteurs, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du développement des énergies

renouvelables, poursuivi de façon soutenue une politique de recherche et de développement de l'offre française de produits et procédés compétitifs. D'ailleurs, nous avons constaté qu'au sein des instances internationales, comme chez nos partenaires étrangers, la politique française de maîtrise de l'énergie est considérée comme exemplaire.

Je crois que, tout en assumant largement sa part des difficultés du moment, l'AFME a, en fonction des moyens qu'on lui a donnés, rempli sa mission.

Instrument, à court terme, de rééquilibrage de la balance des paiements, moyen constant et non inflationniste de soutien de l'activité économique et de l'emploi dans tous les secteurs, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie peut, me semble-t-il, regarder sans appréhension l'avenir qui l'attend car elle n'a, après tout, que trois ans.

MICHEL ROLANT,
président de l'Agence française
pour la maîtrise de l'énergie



Destin de Remin Stombe

T S U K U B A P A G E 4

VITRÉ

VILLE PILOTE

Une équipe, un ordinateur, des habitants

UNE STRATÉGIE POUR SENSIBILISER

La « Maison de l'énergie » est à la mairie. C'est tout dire car, à Vitré, la mairie se compte. L'adhésion à l'AFME — sans référence au sigle AFME — le siège de l'opération pilote et l'installation dans les locaux de la municipalité permettent à l'AFME de bien s'intégrer à la vie locale, une stratégie qui s'est avérée payante.

C'est donc avec un caractère tout à fait officiel qu'est lancée l'opération, présentée par le député régional de l'AFME et l'adjoint au maire, Jean-Claude Bazin, aux notables de Vitré et à la presse. La quinzaine Ouest-France consacre plusieurs articles à la ville pilote, tout au long des événements. Les leaders d'opinion se montrent également très coopératifs, faisant un large écho à l'opération.

Côté relais, la pompe à donc été bien amorcée, contribuant beaucoup à mobiliser la population vitréenne. Cette communication directe, si l'impact a été fort, les moyens mis en œuvre ont suscité des critiques.

Panneaux d'affichage, encarts dans la presse, affichettes, mailing, bulletin municipal — rien n'a été laissé au hasard pour toucher le maximum de gens. Et peut-être le déploiement de toute cette campagne, sur le thème « Maîtrisons mieux notre énergie », a-t-il bouleversé les habitudes d'une petite ville comme Vitré où la circulation de l'information utilise des voies plus traditionnelles. Une bouillonnante effervescence, pourtant, puisque le rapport de l'Agence Publique de Rennes, chargée de la campagne de sensibilisation, a pu établir que c'est l'affichage qui l'a emporté sur le plan de l'information : 34,7% des habitants ont pris connaissance de l'opération par ce moyen.

La lettre personnelle du maire, envoyée à tous les Vitréens et munie d'un coupon-réponse pour prendre rendez-vous avec l'équipe de l'AFME, a naturellement suscité un regain d'intérêt considérable. Les appels en direction de M. Vanneste, le « permanent » de l'opération, ont afflué. L'adhésion thermique, M. Vanneste a joué un rôle moteur dans l'opération. Sa mission était essentielle : faire comprendre le diagnostic aux particuliers et les conseiller objectivement sur les économies d'énergie qu'ils pouvaient réaliser en engageant des travaux. Ainsi, chaque remise de diagnostic a fait l'objet d'un entretien personnel.

L'AFME n'a pas oublié les plus jeunes : des coffrets pédagogiques ont été distribués au milieu scolaire, permettant aux enfants de découvrir la maîtrise de l'énergie en réalisant eux-mêmes des prototypes. Ces travaux ont ensuite été exposés à la grande foire annuelle de Vitré, en septembre 1984, dont le thème principal était les économies d'énergie. A cette foire-exposition, un hall spécial avait été mis à la disposition de l'AFME comme des petites entreprises de bâtiment pour faire le point sur l'opération ville pilote, présenter tous les nouveaux procédés et matériels de chauffage. Lorsque ou sait que cette foire draine tout le monde agricole dans un vaste périmètre autour de la ville, on imagine volontiers le préjudice que pouvait trouver ainsi l'action de l'AFME en milieu rural. Au bout du compte, tout le monde semble assez satisfait. L'AFME envisage de recréer l'expérience dans une autre ville de la région et la municipalité de Vitré a signé avec l'AFME une nouvelle convention pour effectuer les diagnostics thermiques de tous les bâtiments communaux.

S.G.

A 35 km de Rennes, Vitré rassemble 15 000 habitants autour de la médiévale silhouette de son château. Le patrimoine historique a été préservé. Pendant trois ans, il a fait l'objet d'une action suivie d'une rénovation menée par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah), à laquelle la population vitréenne a largement apporté son concours.

C'est sur cette commune active que le délégation Bretagne de l'AFME a porté son choix pour réaliser l'une des onze opérations « villes pilotes » de rénovation thermique réparties sur l'ensemble de la France en 1984. Ville de moyenne importance, Vitré est représentative de bien des localités provinciales de cette envergure : homogénéité de la population, concentration de l'activité professionnelle dans un petit nombre de PME/PMI, habitat individuel prépondérant.

Fin 1983, le conseil municipal donne son consentement à l'AFME pour l'opération « Vitré ville pilote », et s'engage à une participation financière de 30%, soit 450 000 F. On s'accorde aussi sur la gratuité du diagnostic pour les Vitréens, mesure à laquelle l'AFME est particulièrement favorable pour permettre une pénétration importante auprès de la population.

S'enchaînent alors toutes les démarches de mise en place d'un réseau local : groupe de travail, artisans, banquiers, relais d'information. Sur appel d'offres, la délégation Bretagne procède à la sélection du bureau d'études.

Sous la conduite de la société d'ingénierie OTH, un groupement de diagnostiqueurs est constitué, auquel s'intègrent quatre artisans de la Capeb (le syndicat professionnel) formés spécialement à cette tâche. « Il était important d'impliquer au maximum les potentiels de Vitré », souligne M. Venhœc, le responsable technique, pour valoriser les petites entreprises du bâtiment, et je peux vous dire que les artisans ont effectué d'excellents diagnostics.

Dans le même temps, l'AFME engage une action de concertation avec les artisans-entrepreneurs de Vitré. Objectif : établir des barèmes communs pour tous les types de travaux suscités par le bilan thermique. Quinze entreprises locales sont retenues par l'AFME et figurent sur une liste très officielle diffusée largement au cours de l'opération. Pour un particulier, faire appel à l'une de ces entreprises pour ses travaux déclenche une clause de garantie de résultats. Si les économies d'énergie prévues n'étaient pas réalisées, le client pouvait obtenir un nouveau diagnostic gratuit ou la prise en charge de travaux complémentaires. Figurez sur cette liste impliquait aussi, pour l'artisan, d'assister à une semaine de formation financée par l'AFME. « Cela n'a pas suffi », critique un artisan, « ce n'est pas en quelques jours que l'on acquiert une formation technique suffisante. J'ai quand même appris à traiter le diagnostic... »

Mais pour financer des travaux, lorsqu'on a des moyens limités, la bonne volonté ne suffit pas. Aussi l'AFME a-t-elle demandé un geste aux établissements bancaires de

Vitré. Des formules spécifiques de prêts conventionnés ont ainsi été mises sur pied.

De leur côté, l'équipe des diagnostiqueurs et le permanent de l'opération ont installé leur quartier général dans les locaux de la mairie. Deux micro-ordinateurs tournent sans relâche : elles élaborent, ils débient les trente pages de diagnostic illustrées de tableaux détaillés sur les investissements par type d'amélioration préconisée, mentionnant des économies annuelles et temps de retour brut des dépenses engagées. Avec force coefficients, mais toujours explicités par des commentaires, le bilan thermique complet sort sur imprimante. L'adaptation du logiciel aux besoins du grand public, la formation des diagnostiqueurs à l'outil informatique ont demandé quelque temps. « Pour ceux qui n'y avaient jamais touché, le passage en machine était difficile au début », explique M. Venhœc, « il nous fallait trouver peu à peu une bonne cadence. » Avec 360 diagnostics sur des immeubles collectifs et 222 sur des bâtiments de tertiaire privé, le total des diagnostics s'est élevé à 1 180, soit environ 20% du parc immobilier, score honorable étant donné que les HLM, les bâtiments communaux et administratifs étaient exclus de l'étude, et que nombre d'habitants anciens avaient déjà bénéficié de travaux de rénovation.

Des résultats encore incertains mais encourageants

Une chose est sûre : le message est passé. Une étude réalisée par l'Agence Régionale Publique sur un échantillon de 620 personnes ayant fait procéder au diagnostic montre que 67,5% d'entre elles ont jugé leur bilan thermique « intéressant » ; mieux encore : 77,5% l'ont également bien compris. On peut rapporter le mérite de cette bonne assimilation à deux facteurs soigneusement prémédités : le rôle explicatif du permanent, donc le contact personnel, et la présentation en termes clairs et concrets du diagnostic. Les gens feront-ils des travaux ? Sur ce point, on s'avance avec prudence. Globalement, 55% des personnes interrogées envisagent de réaliser ou ont déjà réalisé des travaux de rénovation. Chiffre encourageant dans l'absolu. Mais les déclarations d'intention sont pour l'instant les plus nombreuses : 40% de travaux envisagés contre 15% de passage à l'acte en décembre 1984, six mois après la phase diagnostic. Pour la plupart, les travaux effectués concernent l'isolation, ce qui n'enlève guère les artisans ni les responsables de la collectivité, convaincus que l'isolation de leur maison est effectuée par les particuliers eux-mêmes, ou « au noir » : « Le client va chez le grasseur, achète les matériaux et fait tout lui-même », commente un artisan chauffagiste. Pourtant, lui-même témoigne, suite à l'opération, d'un beau carnet de commandes sur les installations de chauffage. En effet, les gens les plus motivés par des travaux autres que l'isolation ne lésinent pas sur l'investissement : on dépensera volontiers plus

de 10 000 F s'il s'agit de changer d'équipement ou même d'énergie, puisque 18% des foyers vont en profiter pour passer du fioul au gaz. Comment évoluer la rentabilité de ce type d'opération dans le cadre d'une volonté de relance, du bâtiment ? Si l'en fait un calcul approximatif, mais plausible, sur la base des montants déjà investis — 1,4 MF — et envisagés — 4,8 MF —, on aboutit à 6,2 MF de retombées en travaux hypothétiques parce qu'elle repose sur des intentions, cette évaluation n'en apparaît pas moins raisonnable.

Sabine Grandadam

Entretien avec Pierre Méhaignerie député-maire de Vitré

Un investissement justifié pour les collectivités locales

■ Monsieur le Maire, quelles motivations ont conduit Vitré à participer aux opérations « villes pilotes » lancées par l'AFME ?

En premier lieu, inciter les propriétaires et les locataires à se mobiliser pour la rénovation de l'habitat, compte tenu du potentiel de notre ville en bâtiments anciens. Nous avions déjà conduit des actions de rénovation sur des établissements de vieux quartier, puis un programme de HLM pour les jeunes et les personnes âgées dans le centre-ville. Nous poursuivons aujourd'hui ces actions de mise en valeur du patrimoine... D'autre part, je suis préoccupé par la nécessité d'aider le secteur de bâtiment et les artisans à traverser une crise : la démarche de l'AFME était à ce titre encourageante.

Enfin, je pense que, dans les années à venir, nous aurons peu de marge d'action pour assurer la continuité de l'emploi. Réduire le déficit extérieur de la France par une politique d'économies d'énergie me semble donc une bonne alternative... Vous voyez que mes perceptions politiques et locales se rejoignent.

■ Que pensez-vous de la structure mise en place pour cette opération ? Elle a été organisée de façon solide et sérieuse. Je n'ai rien à redire sur la partie études et diagnostic thermique, ni sur l'équipe de travail. Et je crois que les Vitréens ont largement coopéré en se portant candidats au diagnostic. Par contre ils n'ont pas toujours apprécié les moyens mis en œuvre pour la campagne de sensibilisation. Ils l'ont jugée excessive, trop fastueuse. Certains ont pu croire que leur maire dépensait beaucoup d'argent... On aurait dû y mettre plus de formes (des lettres personnelles très motivées aux habitants de Vitré) et moins de fonds.

■ La gratuité du diagnostic a-t-elle constitué une incitation forte ? Je n'aime pas beaucoup l'idée de gratuité qui, à mon sens, ne responsabilise pas les gens. Si j'avais eu la certitude que l'impact, en nombre de diagnostics, ait été sensiblement le même avec une légère participation financière de la population, j'aurais appliqué ce système. Finalement, j'ai choisi la gratuité parce que l'opération pilote entrait dans le cadre d'une

campagne de rénovation générale. ■ Y a-t-il eu dans le déroulement de cette opération des aspects que vous avez jugés négatifs ?

Je vous parlais tout à l'heure de la réaction des Vitréens sur la campagne de communication. Je comprends leur impression de gaspillage et je pense qu'à cet égard les organisateurs ont manqué de prudence. Je me pose aussi des questions sur les retombées en travaux. Pour l'instant, nous sommes à des estimations. Je crois que les artisans sont en partie déçus, parce que beaucoup de gens effectuent les travaux eux-mêmes... L'AFME devrait réaliser une enquête, un à deux ans plus tard, pour connaître les véritables résultats.

■ Ce type d'opération constitue-t-il une bonne approche des problèmes de maîtrise de l'énergie dans les collectivités locales ?

Sur le fond, oui, tout à fait. Je pense que c'est une bonne démarche. Pour l'AFME, si les économies d'énergie apparaissent substantielles, la propagation de ces actions sera très rapide d'une collectivité à l'autre. Le bouche à oreille fonctionne.

■ La répartition du financement entre l'AFME et la collectivité locale (30% collectivité, 70% AFME) vous semble-t-elle raisonnable ?

Absolument. Il faut à tout prix une participation financière de la collectivité. Je ne crois pas aux formules gratuites. Cette participation est certes lourde, mais si l'on considère l'impact qu'elle peut avoir sur l'emploi local, sur la politique générale de l'habitat et sur les contribuables eux-mêmes pour leur propre budget, elle se justifie. Aux 450 000 F d'investissement que nous avons fait, il faut retirer ce serait-ce que la taxe professionnelle répercutée par la relance du bâtiment, sans compter les sommes représentées par le maintien de l'emploi, etc.

■ A terme, pensez-vous que les collectivités pourraient s'engager davantage ? Cela dépendra de la demande des collectivités, elle-même conditionnée par les résultats obtenus ailleurs. Pour moi, il est un peu prématuré de répondre avec certitude à cette question tant que je n'ai pas mesuré les effets sur la commune de Vitré. □



Desain Catherine Faura

L'AFME A TSUKUBA

Dans l'empire du solaire levant

La maîtrise de l'énergie peut contribuer au rééquilibrage des échanges franco-japonais.

Une préoccupation constante de la politique française en matière de commerce extérieur est le rééquilibrage de nos échanges avec les pays développés les plus industrialisés. Parmi ceux-ci, le Japon vient en bonne place : en 1983, le déficit de la balance commerciale franco-japonaise s'élevait à 12,6 milliards de francs et en 1984 on l'estime à près de 15.

Aux sommets de Versailles, voici trois ans, et de Bonn, voici quinze jours, comme au cours de chacune des rencontres bilatérales survenues entre-temps, la question a été posée : comment, en excluant a priori toute volonté protectionniste, pénétrer un marché japonais dont les bonnes intentions libre-échangistes ont été à chaque fois réaffirmées ?

L'une des stratégies possibles consiste à trouver des domaines d'intérêt commun entre Japonais et Français, où la demande est la même et l'offre, si possible, complémentaire. La maîtrise de l'énergie est l'un de ces domaines.

DES BESOINS COMMUNS

Parmi les grands pays industrialisés, le Japon est en effet l'un de ceux dont la situation énergétique est la plus fragile : en 1982, la production s'y est élevée à 80 Mtep, pour une consommation totale de 285 Mtep, soit un taux d'indépendance énergétique de 10,5% (celui de la France était, la même année, de 25,8%).

Face à cette situation, le Japon réagit en se dotant de programmes volontaristes : « Sunshine » pour développer les énergies nouvelles, « Moonlight » pour maîtriser les consommations — programmes qui doivent entraîner le développement des industries spécialisées dans la production des biens d'équipement nécessaires.

On peut donc noter un certain parallélisme avec la situation française... et en inférer la nécessité d'échanges accrus entre ces deux pays.

Seulement, voilà ! S'il y a bien longtemps que les Japonais connaissent les chemins qui mènent à nos universités, à nos laboratoires, à nos entreprises, et, pour finir, à nos marchés, la réciproque est loin d'être vraie : on compte bien dix stagiaires japonais en France, pour un stagiaire français au Japon. Et quels ont été, en 1984, les premiers investisseurs étrangers en France ? Les Japonais...

L'exposition internationale de Tsukuba, qui doit se dérouler jusqu'au 16 septembre, constitue une bonne occasion de réagir. Organisée autour du thème « Habitat et environnement - Science et technologie au service de l'homme », elle s'intéresse largement à la maîtrise de l'énergie, d'où la décision de l'AFME de participer à la réalisation du pavillon français.

La première manifestation qui s'est déroulée à cette occasion à Tokyo du 13 au 16 mai a pris la forme d'un colloque franco-japonais sur les technologies liées à la maîtrise de l'énergie, organisé sous le patronage de l'Agence de la science et de la technologie industrielle, un organisme public dépendant du MITI, le fameux ministère japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur.

Ce colloque a porté sur les échangeurs de chaleur, les pompes à chaleur, le stockage de l'énergie électrique, les matériaux résistants aux hautes températures. Il s'est accompagné de visites de laboratoires et d'entreprises. Dans la foulée, des industriels français ont organisé à

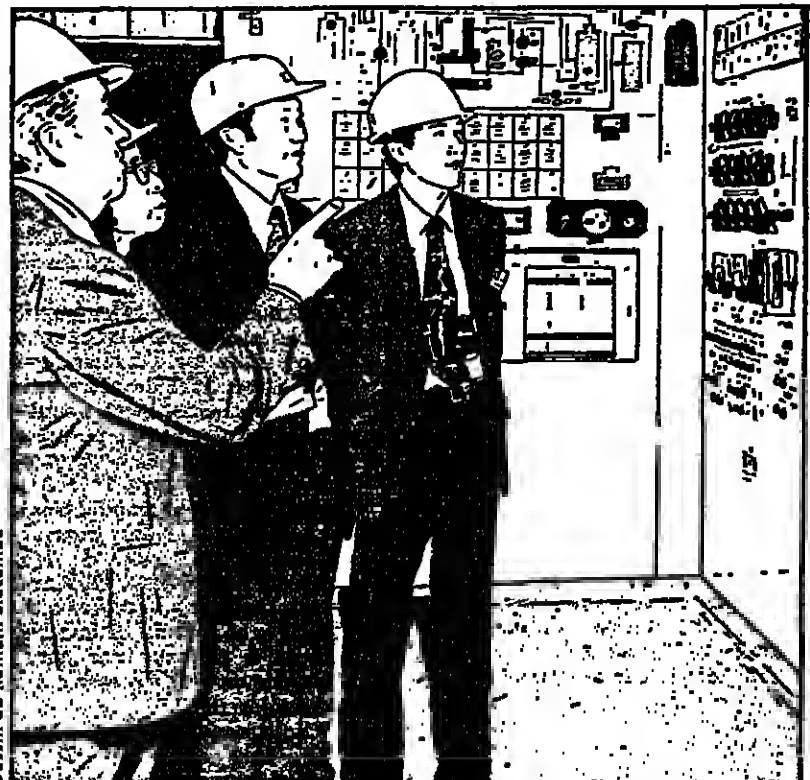
Tsukuba des « journées professionnelles » sur la maîtrise de l'énergie dans l'industrie et les transports, au cours desquelles ils ont pu présenter du matériel français relatif aux thèmes abordés au cours du colloque, ainsi qu'aux applications performantes de l'électricité et du gaz, à la valorisation des déchets industriels, aux techniques de combustion sur « lit fluidisé », aux transports.

Ce n'est certes pas la première fois que des industriels français sont allés présenter du matériel au Japon. Mais l'intérêt de ce colloque, suivi de « journées techniques », réside dans le fait que les deux manifestations, loin d'être parachutées, ont été véritablement potronnées par les Japonais, et cela grâce à un travail

glaire valoriseront leur expérience une fois rentrés en France. Ainsi compte-t-on éviter le risque de voir des techniciens japonais se trouver sans emploi à leur retour et être en fin de compte recrutés par des sociétés japonaises intéressées par le marché français !

En outre, les stagiaires, une fois au Japon, ne seront pas isolés : le permanent de la SFJTI en place à Tokyo les réunira périodiquement afin de leur permettre de confronter leurs expériences, d'échanger leurs points de vue.

On espère ainsi, dans une dizaine d'années, avoir tissé un véritable réseau interentreprise et interpersonnel — les deux étant indissociables — entre la France et le Japon.



Dessin de Jean-Louis Lecomte

de contacts entrepris longtemps à l'avance.

Dans la société japonaise, les relations interpersonnelles obéissent à un protocole complexe, et les relations d'affaires reposent largement sur des relations interpersonnelles antérieures. Toute cela il faut le savoir lorsqu'on veut pénétrer le marché japonais, et parmi ceux qui se sont spécialisés dans les relations commerciales franco-japonaises les anecdotes abondent sur ce qu'il en coûte de méconnaître ces règles.

UN TRAVAIL EN PROFONDEUR

C'est cette constatation qui a conduit l'AFME, en 1983, à proposer à la Société franco-japonaise des techniques industrielles (SFJTI), une association régie par la loi de 1901, la création du comité Forme, Formation, recherche et maîtrise de l'énergie (1), qui rassemble, outre l'AFME, une quinzaine d'entreprises et d'organismes publics (2). Le but de ce comité est de former de jeunes ingénieurs à la longue, aux méthodes et aux techniques japonaises dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, par des stages de deux ou trois ans comprenant un travail de recherche dans un laboratoire public japonais et un stage d'application en entreprise.

Les quelque six ingénieurs ainsi formés tous les ans — la première promotion sera portée cette année — auront pour mission, de retour en France, d'assurer le développement de la coopération entre les deux pays et de contribuer au rééquilibrage des échanges. Pour que cette partie spécifique de leur mission soit autre chose qu'un vœu pieux, le comité de sélection enverra au Japon des ingénieurs ayant déjà quelques années d'expérience dans leur entreprise. Ils continueront d'ailleurs à percevoir leur salaire, en plus d'une bourse correspondant à une prime d'exportation.

C'est donc au sein d'une entreprise et au profit de celle-ci que les sta-

giaires valoriseront leur expérience une fois rentrés en France. Ainsi compte-t-on éviter le risque de voir des techniciens japonais se trouver sans emploi à leur retour et être en fin de compte recrutés par des sociétés japonaises intéressées par le marché français !

En outre, les stagiaires, une fois au Japon, ne seront pas isolés : le permanent de la SFJTI en place à Tokyo les réunira périodiquement afin de leur permettre de confronter leurs expériences, d'échanger leurs points de vue.

On espère ainsi, dans une dizaine d'années, avoir tissé un véritable réseau interentreprise et interpersonnel — les deux étant indissociables — entre la France et le Japon.

Michèle Gheerbrant

(1) SFJTI (comité Forme), 10, av. Bugeaud, 75116 Paris.
(2) Membres permanents : AFME, Amnès, Cetim, CSTB, GDF, Renault, CNRS. Membres associés : CDF, Cemagref, CGE, ELF, Inra, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain.

L'INVITÉ DE MAÎTRISE

La place de l'énergie dans l'opinion publique

Avec la montée de problèmes dominants (le chômage, la crise politique et économique internationale, l'insécurité), la mobilisation des esprits sur les problèmes de l'énergie diminue régulièrement durant ces dernières années. Encore importante lorsqu'elle est stimulée, à tout le moins sollicitée de s'exprimer sur ce sujet, l'opinion publique ne s'intéresse que fort peu à l'énergie, de manière spontanée (il en est d'ailleurs de même pour les thèmes touchant à l'environnement ou à l'épuisement des matières premières). Il ne se trouve plus aujourd'hui que deux personnes sur cent pour déclarer spontanément que l'énergie est « le problème le plus grave » ou encore une grande « cause » pour laquelle on est prêt à agir.

L'énergie était un thème mobilisateur et de conflit à la fin des années 70. Ce n'est plus le cas durant les années 80, au moins pour les cinq premières d'entre elles.

Que l'on nous comprenne bien : cela ne signifie d'aucune façon que la maîtrise de l'énergie n'est plus un problème important. De la même façon, l'anxiété créée à l'intérieur de l'opinion par les chocs pétroliers dans un passé récent, l'angoisse face à la question nucléaire, tout cela donnait une grande sensibilité à l'égard des problèmes de l'énergie, mais ne signi-

bon qui, de très loin, gardent la palme du combustible dangereux. Alors, on ne parle plus tellement du nucléaire. Thème de conflit à la fin des années 70, il est devenu en 1984 une opinion consensuelle, comme par exemple celle qui traduit l'indulgence de nos concitoyens vis-à-vis de la fraude fiscale.

Le solaire ? Voilà un thème en pleine décomposition médiatique. Expression d'une angoisse (d'après les analyses fondées sur des enquêtes annuelles effectuées depuis 1977), l'énergie solaire a toujours en une image proche du soutien donné aux écologistes. Or l'environnement (c'est-à-dire l'opinion qu'on en a) se porte mal. Le solaire n'est plus un recours à l'heure actuelle.

Le chien, l'os et le miroir

Que convient-il de faire ? D'abord, ne pas baisser les bras parce que l'attention du public est moins vive que jadis. L'opinion publique n'est qu'une image, encore une fois. C'est le reflet de l'os que le chien voit dans la rivière. Le chien stupide s'y précipite. Le chien prudent prend l'os qu'il a et le ronger.

Ensuite, tenir un discours adressé à une opinion que l'on respecte. C'est difficile d'utiliser la langue de bois en

par Hugues de Jouvencel (1) et Pierre-Frédéric Ténier-Buchot (2)

fiat en rien que leur importance réelle ait varié affectivement. L'opinion est un miroir déformant. Elle renvoie une image déformée des faits. Que des difficultés surgissent, elles sont des catastrophes. Mais que la situation s'améliore, et il n'y a plus à se préoccuper d'elle...

Problème énergétique ou problème monétaire ?

C'est sans doute ce qui se passe en ce moment. Après tout, le prix du pétrole n'est pas si élevé, si on en retire la hausse du dollar. N'est-il pas devenu une affaire monétaire et non plus une affaire d'énergie ? Tout se passe comme si, pour certaines dépenses d'énergie, on réglait la note en dollars au lieu de la régler en monnaie nationale. Alors, où est la maîtrise dans un tel contexte ? Comment se passionner pour ce qui semble être devenu secondaire par rapport aux fluctuations, incompressibles pour tous, y compris des économistes et non des moindres, du billet vert ? Le prix du dollar est aux années présentes ce que le pétrole était il y a cinq ans.

Et le nucléaire ? Il se banalise. Bien sûr, il reste vulnérable à un accident, qui — à coup sûr — ferait resurgir l'angoisse et la panique. Mais s'il y a encore des accidents, ils se produisent — hélas — dans les usines de char-

France. Ça fait son effet sur le moment, ça ne paie jamais à terme. Aussi n'est-ce pas en améliorant les semelles de liège et les essais que l'on gagne une guerre. Il ne faut pas que la maîtrise de l'énergie soit l'esprit de la politique de l'énergie. Il convient au contraire qu'elle guide cette dernière tant sur le plan social que sur le plan économique, en montrant à l'opinion la cohérence globale de ses propositions et non le détail de chacune d'entre elles.

Enfin, se souvenir que l'énergie, par la liberté qu'elle procure (les transports individuels et collectifs), par la chaleur et la lumière qu'elle dispense, fait partie des agréments de la vie. Comme la santé à laquelle on ne pense pas quand elle est bonne, l'air qu'on respire, étranger à nos préoccupations quand il n'est pas vicié, l'énergie est une amitié. Il n'y a rien à en dire quand tout va bien. Seul le sage remercie les dieux à son propos, mais les sages ne forment pas l'opinion...

(1) Futuribles International, 55, rue de Valenciennes, 75001 Paris.
(2) Association pour l'étude des structures de l'opinion publique (Aéop), 30, rue de Condé, 75006 Paris. Cette association comprend un certain nombre de membres, comme l'Electricité de France, le Commissariat à l'énergie atomique, le ministère de l'Economie et des Finances, et de grandes entreprises industrielles ou de services.

L I V R E

La maîtrise de l'énergie dans les immeubles collectifs

Avec une constance à laquelle il faut rendre hommage, les éditions Edisud, une petite maison indépendante installée depuis une dizaine d'années à Aix-en-Provence, publient un nouvel ouvrage consacré à la maîtrise de l'énergie.

Il s'agit cette fois de *La Maîtrise de l'énergie dans l'habitat collectif*, de Philippe Javault et Guy Largier, déjà auteurs, l'année dernière, d'un *Guide des économies d'énergie dans l'habitat individuel* paru chez le même éditeur. L'ordre de ces deux parutions est rationnel, si l'on se réfère aux statistiques : 10 900 000 ménages vivent en habitat individuel, 9 200 000 en collectif.

Mais, si sensibiliser les ménages vivant en habitat individuel à l'importance de maîtriser ses consommations d'énergie est une tâche relativement simple, il n'en va pas de même pour les autres. Selon qu'ils sont propriétaires occupants, proprié-

étaires bailleurs ou locataires, ils n'auront pas la même appréhension du problème, pas la même capacité d'intervention, pas la même possibilité d'aides, ou tout simplement pas le même intérêt à agir. Ce n'est donc pas le moindre mérite de ce livre que de mettre un peu d'ordre dans cet écheveau de situations.

Une série de fiches introductives répond en effet de façon claire et concise à toutes les questions que l'on peut se poser avant d'aborder les problèmes techniques dans un immeuble collectif. Et c'est bien la méthode qu'il fallait suivre ; celle qui devrait, théoriquement, lever les réticences à agir. Car des raisons objectives d'agir, il n'en manque pas : lorsqu'on sait que les charges de chauffage peuvent représenter jusqu'à 50% du montant des loyers...

Une fois levés ces préalables, Philippe Javault et Guy Largier apportent aux propriétaires, aux gestionnaires, aux

locataires, toutes les informations dont ils ont besoin. Ils les aident à : — calculer, par-delà les publicités, les mots d'ordre et les informations contradictoires, ce que peut apporter chaque intervention, chaque appareil ; — prévoir ce que deviendront les techniques, les prix des énergies ; — comparer les différents investissements et leurs temps de retour ; — décider en connaissance de cause, et en les plaçant, des seules interventions à réaliser dans l'optique du confort et de la rentabilité financière. Tout cela sans parti pris autre qu'offrir à chaque catégorie d'usagers concernés, le meilleur service. Un livre pour se charger de ses charges.

M.G.

Philippe Javault et Guy Largier, *La Maîtrise de l'énergie dans les immeubles collectifs*, Edisud, 290 pages, 190 F.

« La Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Vicq — 75015 Paris.
Rédaction et communication : Hugues Sibille et Michèle Gheerbrant. Maquette : Claudine Ray, TEN et Associés, 10 rue Malet — 75006 Paris.
Composition, montage, photographie : Itiques, 14 rue Vivienne — 75001 Paris.

55 من الراج

LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI

Les carrières de l'exportation

Le Monde s'attache, à intervalles réguliers, à explorer les carrières nouvelles offertes aux jeunes cadres dans quelques secteurs de pointe. Aujourd'hui, les carrières de l'exportation et du commerce international. Dans nos éditions du 11 juin (datées du 12), celles de l'informatique.

Une idée neuve pour l'enseignement

PRÉPARER les jeunes au monde de l'exportation est encore une idée neuve dans l'enseignement en France. Certes, des diplômés issus des écoles prestigieuses d'ingénieurs ou de commerce deviennent souvent au cours de leur carrière des représentants de leurs entreprises dans différents continents, mais rares sont ceux qui ont reçu une formation à ces fonctions. Il y a une dizaine d'années, les diplômés de l'enseignement supérieur ne possédaient même pas la maîtrise d'une ou de deux langues étrangères, arme indispensable même si elle n'est pas suffisante pour tenter de convaincre des partenaires d'autres pays.

Le développement de l'enseignement des langues vivantes dans les lycées, les échanges d'élèves et de classes, les séjours linguistiques, les voyages ont depuis quelque temps modifié une situation héritée du début du siècle. Les jeunes bacheliers connaissent la culture des autres pays, notamment la culture anglo-américaine. La musique, le cinéma, la télévision, les ont aidés à maîtriser la langue et les manières d'autres habitants de la planète. Ce sont là des atouts non négligeables pour participer à des réunions internationales ou pour visiter des unités de production à l'étranger. Mais ce bagage linguistique seul est insuffisant lorsqu'il s'agit de conclure des marchés, de vendre des produits à l'exportation.

Selon M. Gérard Morel, directeur de l'école supérieure de commerce (ESC) de Rouen, « on ne peut actuellement envisager de préparer de futurs dirigeants et cadres d'entreprise sans leur donner une ouverture internationale ni sans créer chez eux des réflexes les amenant à intégrer les exportations dans les démarches normales de l'entreprise ». Ce point de vue est partagé par de nombreux formateurs. Ces derniers tentent de donner une dimension internationale à leur enseignement. Universités (au niveau des étudiants de troisième cycle), écoles d'ingénieurs et de commerce s'efforcent de favoriser l'ouverture des jeunes sur le monde.

Immersion totale

Lors d'un colloque sur la préparation aux affaires internationales dans l'enseignement supérieur tenu l'an dernier à l'ESC de Rouen, les participants avaient reconnu les moyens pédagogiques nécessaires (1). Ils avaient constaté que les échanges d'étudiants contribuent pour beaucoup à l'acquisition d'une culture internationale. Nombre d'écoles pratiquent cette formule qui pourrait se développer à une meilleure équivalence des diplômes existant entre les pays. Actuellement, beaucoup d'étudiants sont contraints d'attendre la fin de leurs études et donc l'obtention de leur diplôme en France avant d'aller effectuer une année supplémentaire à l'étranger.

Si l'échange d'étèves est important, celui de professeurs l'est tout autant. Les meilleurs représentants d'une culture en sont les ressortissants, selon M. Jacques Laniel, professeur de politique générale. Il estime que le corps enseignant des écoles doit être constitué pour une part non négligeable (de l'ordre de 20 à 30 %) d'enseignants étrangers assurant des enseignements dans leur langue, sur la base de matériaux pédagogiques en provenance de leur pays d'origine. De telles initiatives existent à HEC, à l'ESCP, à l'ESSEC, ainsi que dans d'autres écoles de gestion. Les cours de finances internationales en anglais nécessitent un plus grand effort de la part des élèves, qui doivent à la fois maîtriser parfaitement la langue anglaise et son vocabulaire économique, et aussi s'initier aux règlements en vigueur dans les pays visités.

Une école de commerce, l'école européenne des affaires de Paris, va plus loin dans la pédagogie internationale. Les trois années d'études ont lieu successivement, pour les élèves, à Paris, à Oxford et à Berlin. Ainsi, l'immersion est totale puisque tous les cours dispensés le sont dans la langue de la ville d'accueil.

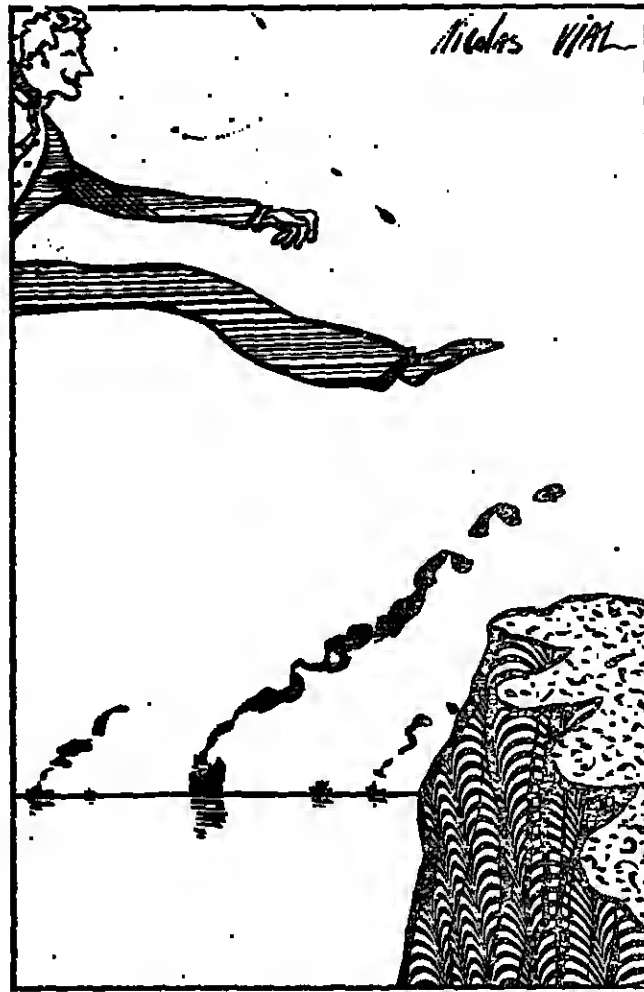
Enfin, il existe un autre moyen pour mieux préparer les élèves aux carrières internationales : les stages à l'étranger. Un ou plusieurs mois dans une entreprise étrangère, dans un poste de production ou d'administration, favorise une meilleure prise en compte de la mentalité et

du monde des affaires de ce pays. Selon des enseignants de l'école supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), ces stages sont très profitables aux élèves. Le contact avec les salariés dans un milieu de travail permet de mieux saisir les mentalités, de deviner les réactions face à l'introduction de nouveaux produits. Bien sûr ces stages sont souvent difficiles à trouver pour les étudiants, mais les associations d'anciens élèves disposent de réseaux qui facilitent les recherches d'emploi.

Pour devenir des exportateurs, les jeunes ont aussi besoin d'être familiarisés avec les questions juridiques, techniques et financières qui se posent au niveau des marchés mondiaux. Ils doivent donc disposer d'une formation aux affaires internationales. Les enseignants préfèrent parler de préparation à la gestion internationale, car, dans cette discipline nouvelle, les cursus ne sont pas encore complètement figés. Faut-il des cours spécifiques ou seulement une adaptation des programmes existants ? Autre interrogation, doit-il exister un corps de professeurs spécialisés, ou chaque enseignant peut-il se contenter d'intégrer la dimension internationale dans ses cours ? A ces questions nombre d'écoles n'ont pas encore apporté de réponses définitives. A priori, les établissements spécialisés dans le commerce et dans la gestion semblent mieux préparer que d'autres à former les « exportateurs de demain ». Mais M. Jean-Marc Lecerrier, professeur au Centre d'enseignement supérieur des affaires (CESA), pense qu'il faut aller plus loin et recommander la mise en place de « passerelles » qui permettent d'aller et de revenir entre les enseignements littéraires et ceux de gestion : « Grâce à une formation complémentaire, on pourrait donner aux linguistes le bagage technique indispensable pour rendre opérationnelles leurs connaissances et faciliter leur intégration dans une vie professionnelle orientée vers l'exportation ». Pour préparer aux affaires internationales la solution serait-elle d'ajouter un diplôme de gestion à celui des langues et civilisations orientales, par exemple, au risque de décourager des étudiants en leur proposant un cursus universitaire trop long ?

SERGE BOLLOCH.

(1) Les travaux de ce colloque sont résumés dans une brochure publiée par la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion et d'industrie de Rouen (André-Siegfried - 76130 Mont-Saint-Aignan).



Travailler à l'étranger, ce n'est pas partir au Club Méditerranée

Le grand défaut des écoles qui proposent des stages de formation continue dans les carrières internationales est qu'elles oublient de se faire connaître : des salariés qui ignorent trop souvent leur existence ; des employeurs qui, par habitude, « demandent machinalement un centralien ou un HEC, trente-cinq ans », commente un « chasseur de têtes ».

Cette publicité est d'autant plus nécessaire que les écoles se multiplient. En avril de cette année, le gouvernement vient d'en lancer une nouvelle, l'école nationale d'exportation (ENE) (le Monde daté 28-29 avril). Les trois nouveaux cycles longs de l'ENE viennent s'ajouter à toute une mosaïque de cours déjà en place. A elle seule, la chambre de commerce et d'industrie de Paris propose en 1985, dans le cadre de six instituts, pas moins de trente-

cinq stages, dont deux en cycles longs.

L'ensemble forme un véritable supermarché, chaque cours s'adaptant à l'offre et à la demande de ces travailleurs qui retournent à l'école pour compléter leur formation.

« S'il y a trop d'étèves inscrits à un stage, on le supprime aussitôt », explique M. Vulliez, directeur de l'enseignement à la chambre de commerce. Autre explication au succès de ces formations : la loi de 1971 (durée en février 1984) a mis les stages à la charge de l'entreprise et prévu qu'ils seraient pris sur le temps de travail.

L'intérêt porté aux affaires internationales reste limité : à la chambre de commerce, les cours qui y préparent ne représentent que 7 % de la totalité de la formation permanente. Le développement du commerce

international et les conditions nouvelles créées par la disparition des marchés protégés devraient contribuer à sensibiliser les entreprises françaises sur ce secteur. La France a perdu les relations commerciales privilégiées qu'elle entretenait avec ses anciennes colonies. Elle doit désormais dans ces pays se battre à armes égales avec ses concurrents étrangers. Peut-être a-t-elle appris à ses dépens qu'il lui fallait réapprendre à vendre ses produits sur un marché africain qu'il se croyait réservé.

Non contentes d'offrir des stages aux cadres de l'exportation, les écoles s'intéressent aussi aux techniciens, ces oubliés des formations internationales. Or, comme dans l'armée de l'air où cent techniciens font voler trois pilotes, les combats pour l'exportation se gagnent aussi grâce à ceux qui ne voyagent pas. C'est pourquoi, par exemple, l'ENE prévoit de consacrer un tiers de son

enseignement à la formation des employés de transit, employés commerciaux et agents de maîtrise des services export.

Sans Zitronne à la télé

L'avantage de la formation continue est de permettre le « sur-mesure ». Plus spécialisée que la formation à l'université, elle initie à un pays ou un produit, enseigne une langue ou recycle dans une nouvelle technique. Mais à elle revient aussi la lourde tâche de reconnaître dans cet ingénieur, par ailleurs de tout premier ordre, celui qui « croquerait en l'absence de son livre de Poisson ou de Léon Zitrone à la télé », constate le responsable des carrières internationales de chez Egor, une entreprise de recrutement.

Certains firmes refusent de se décharger de la responsabilité de former leur personnel pour l'exportation sur des écoles extérieures. Quantitativement, la formation continue dans le cadre de l'entreprise dépasse même celle de l'école, estime Claude Fitoussi, directeur d'un cabinet-conseil spécialisé dans la formation.

Même bien digérée, une formation continue peut s'avérer sans effet si l'entreprise n'a pas pris conscience de l'enjeu. Trop souvent, elle se contente d'acheter un enseignement, sans tenir compte de l'avis du personnel qu'elle a formé. Or il est inutile d'adapter un certain nombre de cadres ou de techniciens à la concurrence internationale si l'on n'accepte pas d'agrandir, sur leur conseil, les assistés à la taille de l'épérite du client étranger ou d'éviter les couleurs qui, pour être à la mode en France, sont très mal reçues ailleurs.

Par nature, la formation permanente porte sur des matières « pointues » et n'est pas de temps à consacrer à la culture générale. Or c'est un certain goût pour l'étranger, pour la différence, qui crée le besoin et l'envie de partir. La carence en français est le premier problème de l'exportation française, et la mode pour les carrières internationales ne traduit souvent qu'un simple attrait pour le voyage touristique. Comme le déclare cet expert en expatriés : « Travailler pour Saint-Gobain, ce n'est pas un voyage au Club Méd. », parce que pour vendre un produit ou un service à l'étranger il faut d'abord accepter de se remettre en question.

DOMINIK BAROUC.

DÉPRIME DANS LES TRAVAUX PUBLICS

La fin des grands chantiers

DÉPRIMÉ en France - « sinistré », disent les professionnels - le secteur des BTP (Bâtiment-Travaux Publics) est moins prometteur que jadis à l'exportation. L'ère des grands travaux de prestige est révolue chez les producteurs de pétrole, et, si les pays en voie de développement ont encore des besoins immenses, l'importance de leur dette extérieure a beaucoup freiné, sinon tari, les commandes qu'ils pouvaient passer à l'extérieur.

Les entreprises françaises de BTP, qui avaient trouvé à l'étranger une compensation à leurs difficultés métropolitaines - la France est le troisième pays exportateur après les Etats-Unis et la Corée, - se battent avec acharnement pour maintenir des carnets de commandes suffisants, se replient frileusement ou cherchent dans la diversification le moyen de leur expansion.

Dans cet univers globalement déprimé, quel avenir les carrières à l'étranger offrent-elles aux jeunes ? Un avenir fait sans aucun doute de compétition accrue, de qualification améliorée, de disponibilité permanente.

Il est tout d'abord impossible de connaître avec précision le nombre de Français qui vivent à l'étranger, en coléataire ou avec femme et enfants, dans des filiales ou sur des chantiers réalisés par des entreprises françaises. Vingt mille ? Quinze mille ? Sans doute un peu moins en ce premier semestre 1985.

Leur trait commun est certainement la qualification. Très peu d'ouvriers, mais hautement qualifiés

dans une technologie de pointe, on particulièrement aptes à former la main-d'œuvre locale qu'on emploie par obligation légale (ou pour des raisons de coût évidentes) ou la personnel venant d'autres géographies voisines et très sous-développées. Viennent ensuite des agents de maîtrise et des « administratifs ». Et, pour finir, le gros du bataillon composé d'ingénieurs de niveaux divers et à des étapes différentes de leur carrière, de l'ingénieur débutant sortant d'une grande école (Polytechnique, Ponts et Chaussées, Centrale, École spéciale des travaux publics) à un chef de travaux qui, sur place, a la tâche et les responsabilités d'un véritable chef d'entreprise, entreprise dont la taille varie avec l'ampleur et la difficulté du chantier.

Baroudeur

Les Anglo-Saxons, par exemple, s'éprennent pas ce besoin de retourner régulièrement vers la mère patrie : il n'est pas rare qu'un ingénieur britannique fasse toute sa carrière en Extrême-Orient ou ailleurs, ne retrouvant les vertes collines et le confort du home familial qu'au jour de sa retraite.

Les Français, eux, n'ont pas le goût des longues absences. Et cela rencontre en fait l'agrément des entreprises, qui jugent, pour la plupart, nécessaire le recyclage en France, la reprise de contact avec le siège ou avec une filiale régionale.

On n'embauche qu'exceptionnellement pour un seul chantier, « pour éviter les mercenaires », dit-on par

exemple chez Bouygues. Et il est incontestable que ces séjours à l'étranger apportent un plus non négligeable dans la carrière d'un ingénieur, pour peu qu'il ait fait preuve d'initiative, de maîtrise des difficultés. « Il faut avoir une mentalité de baroudeur : nous faisons un métier où il n'y a que des problèmes », dit un responsable du groupe SCREGE, un des grands du BTP français.

Qui ne révérait d'accéder à un poste de responsabilité comme directeur d'agence étrangère, avec le standing social que cela suppose, le mode de vie, et... les émoluments (de 500 000 à 600 000 F). Il y a quelques années, les entreprises avaient parfois du mal à trouver des candidats pour les chantiers lointains. Après des études longues, on se marie et souvent avec une jeune femme qui a elle-même projeté de mener sa propre carrière : concilier deux ambitions dans la vie d'un couple soulève des difficultés, l'expatriation n'étant pas toujours compatible avec les légitimes ambitions de la conjointe.

Aujourd'hui, l'emploi se faisant rare, les entreprises rencontrent - serail-il - moins de réticences a priori. Nombre d'entre elles ont le souci de « fidéliser » leurs cadres. Dumez et les Grands Travaux de Marseille (GTM) ont, par exemple, la réputation de s'attacher leur personnel de manière indéfectible : « Entrer aux GTM, c'est comme d'entrer en religion », dit un professionnel.

Cependant, les carnets de commandes se dégonflant, quelques

grands chantiers se terminant, les grands du BTP ont dû licencier du personnel en surnombre retour de l'étranger, faute de contrats français suffisants pour les employer. Ainsi, à la SCREGE, le personnel expatrié a diminué de 20 % (certains ont été réaffectés en France, d'autres licenciés) : 744 ingénieurs et cadres et 2 500 agents de maîtrise demeurent en poste, après cette « perte de potentiel ».

« Base-vie »

Les conditions de vie à l'étranger sont aussi variables que les postes de travail ou les ouvrages entrepris. Rien de commun entre l'implantation d'un bureau commercial en Amérique latine et deux ans de séjour sur une « base-vie » - véritable bourgade avec école - maternelle, primaire et parfois secondaire, - hôpital, église, supermarché, activités de loisirs, clubs divers - au Proche-Orient.

An salaire de base (de 8 000 à 11 000 F mensuels pour un ingénieur des ponts débutant, par exemple) s'ajoute toujours un « coefficient d'expatriation » ou une « indemnité » qui s'accroît de 15 % à 40 %. De plus, le coléataire, qui, sur un chantier, sera souvent nourri, logé, blanchi, touchera une « indemnité locale » en monnaie du pays, sorte d'argent de poche amélioré, dit-on chez Bouygues (l'équivalent de 2 500 F par mois, environ).

JOSÉE DOYÈRE.

(Lire la suite page 28.)

LEÇONS ÉTRANGÈRES

RFA

Sur le tas

DEUXIÈME pays exportateur du monde, la République fédérale d'Allemagne ne dispose pas d'un système particulier pour la formation de ses futurs cadres à l'exportation. Le système universitaire proprement dit dispense un enseignement académique essentiellement tourné vers l'acquisition d'une formation théorique et il n'existe pas, comme en France, ces grandes écoles à la fois critiques et enviables parce qu'elles sont considérées comme l'émulation d'une certaine élite sociale.

A côté des universités, mais d'un niveau inférieur, existe cependant en RFA tout un système d'écoles supérieures dans lesquelles on peut entrer après douze années scolaires mais sans avoir forcément besoin de l'Abitur, la baccalauréat allemand. Le diplôme qu'elles distribuent à la sortie n'a pas la valeur de celui des universités et interdit de continuer jusqu'au doctorat, le titre le plus prisé en Allemagne fédérale.

Parmi ces écoles supérieures, seules quelques rares dispensent un enseignement spécialisé dans le commerce extérieur. Il en existe une à Münster, en Westphalie, une à Worms, en Rhénanie-Palatinat, mais la plus connue est celle de Reutlingen, près de Stuttgart, en Bade-Wurtemberg. Elle a commencé en 1970 en montant un département « commerce extérieur » comportant un cycle de quatre ans d'études, dont deux stages de six mois en entreprise. La durée du cycle universitaire est par comparaison de cinq ans et demi.

La réputation de Reutlingen est surtout due à son programme européen d'étude de la gestion des entreprises, monté en collaboration avec l'Ecole supérieure de commerce de Reims et une *business school* de Londres. Ce programme fonctionne en trois cycles : franco-allemand, anglais, et franco-anglais. Les élèves doivent passer selon le cycle choisi deux ans dans l'école de leur

pays et deux ans dans l'école de l'un ou l'autre des deux autres pays. L'enseignement, qui est commun aux trois écoles, comporte une formation générale de gestion, puis, au cours de deux ou trois années, des matières plus spécialisées de logistique export, de droit international, de finances export, etc. Le diplôme final est reconnu dans les deux pays choisis. En Allemagne fédérale, le recrutement se fait sur concours après le bac.

Réussite

Au total, Reutlingen, qui a été associée aux deux autres écoles en 1979, accueille chaque année soixante-douze étudiants allemands, trente-trois français et trente-trois anglais. Il y a environ six cents candidatures par an, autant pour le cycle franco-allemand que pour le cycle anglo-allemand. Selon le directeur du département à Reutlingen, le professeur Tummers, c'est une réussite sur le plan des débouchés professionnels, les étudiants étant généralement pris à la sortie par des entreprises multinationales ou ayant des filiales dans les pays intéressés, même si, curieusement, le diplôme obtenu a officiellement moins de valeur en RFA que celui des universités.

Reutlingen organise également des séminaires de formation professionnelle pour les cadres désireux de se spécialiser dans l'exportation, à raison d'une quarantaine par an. Une académie d'export vient d'y être ajoutée pour pouvoir donner une formation complémentaire d'un an à des professionnels n'ayant pas eu de diplôme de formation de gestion.

Il n'existe, en revanche, dans les universités pratiquement pas de programmes spécialisés : seule une chaire de commerce extérieur fonctionne à l'université de Nuremberg. La plupart des cadres actuels sont ou ont été formés sur le tas par leurs entreprises respectives.

HENRI DE BRESSON.

ITALIE

La fin de l'improvisation

« **P**ROJET : exporter » : titre explicite pour les séminaires et les programmes de formation organisés par l'Institut pour le commerce extérieur (ICE), organisme parastatal chargé de promouvoir les ventes à l'étranger du *made in Italy*. Les *business schools* privées ou celles qui dépendent du *bolting* public IRI ne sont pas en reste.

Des cours très « ciblés » sur tous les aspects d'une politique systématique d'exportation pour l'entreprise. Certains séminaires sont destinés à préparer et à informer les managers sur un marché particulier. D'autres s'adressent spécifiquement aux cadres de certaines industries, celles du textile ou du prêt-à-porter, de la chaussure ou des travaux publics.

Si les grandes sociétés italiennes privées, ou parapubliques, mènent depuis des années une stratégie déterminée de pénétration des marchés extérieurs, il n'en est pas toujours de même pour les petites et moyennes entreprises, qui, pourtant, fournissent une grande partie des exportations du pays. L'improvisation n'est désormais plus suffisante face à une concurrence toujours plus aguerrie, souligne Mme Tullia Prosperi, une des responsables des cours de formation de l'ICE.

De nombreux entrepreneurs sont certes de très bons démarcheurs ; mais il s'agit maintenant de leur faire comprendre que la vente n'est qu'un aspect d'une politique commerciale à l'exportation, rappelle M^{re} Cuzia Di Dio, de l'IPSOA.

Dans un pays comme l'Italie, où les ventes à l'étranger de biens et services représentent près de 30 % du produit national brut, l'aide à la formation à l'exportation est pourtant très longtemps négligée. Et les succès des entreprises transalpines à l'étranger paraissent sembler d'autant plus miraculeux que les handicaps à surmonter sont nombreux, notamment sur le plan du

contrôle des changes, où les normes italiennes sont les plus rigoureuses de la CEE.

La réforme de l'ICE et le renforcement de ses activités de promotion sont l'un des aspects de la stratégie de relance des exportations annoncée par le ministre du commerce extérieur italien, M. Nicolò Capria. L'Institut organise des cours post-universitaires, destinés à préparer chaque année une centaine de docteurs en droit ou en sciences économiques à la carrière d'« expert-manager ». L'ICE assure aussi un cycle de cours destinés à des cadres de pays en voie de développement.

Les activités de formation sont, pour l'essentiel, consacrées aux managers déjà insérés dans les secteurs productifs. Elles sont avant tout destinées aux PME qui n'ont pas les moyens d'assurer seules à leurs cadres commerciaux une préparation concrète à l'exportation. Plus d'un million de personnes participent chaque année à ces divers programmes de deux ou trois jours centrés sur les questions de distribution, de marketing, de transports, d'assurances, etc. Il y a aussi des « séminaires géographiques » concernant le Nigeria, l'Irak, la Chine, la Tunisie.

Il ne s'agit pas simplement d'informer sur les moyens d'aborder ces marchés de pays en voie de développement, mais aussi de permettre aux participants des contacts directs avec les hauts fonctionnaires de ces Etats que nous invitons, affirme M^{re} Prosperi.

Cette efficacité commerciale immédiate explique qu'à de tels séminaires participent souvent des cadres de grandes sociétés. A l'opposé, les séminaires « produit-marché », comme celui organisé sur le prêt-à-porter en Allemagne fédérale, intéressent avant tout les petites entreprises.

MARC SEMO.

GRANDE-BRETAGNE

Question de langue

DANS un pays qui a longtemps régné sur le commerce international, il n'est pas surprenant que l'on ait songé très tôt à créer un enseignement particulier pour former des cadres d'entreprise ou d'administration à l'exportation. C'est ainsi qu'a été fondé, il y a cinquante ans, l'Institut of Export.

Toutefois, depuis 1911, existait déjà l'Institut of Marketing, avec une section pour les marchés d'outre-mer. Cette spécialisation apparaissait aussi dans un programme d'études, maintenant presque centenaire, mis au point et supervisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Londres. Ces différents organismes jouent encore aujourd'hui un rôle prépondérant, bien que l'exportation figure désormais en bonne place dans le syllabus d'un grand nombre d'établissements universitaires ou d'enseignement supérieur, notamment les *business schools*.

Comme cela est souvent le cas dans de multiples domaines en Grande-Bretagne, la conception et l'organisation de ce genre de formation sont marquées par la tradition de décentralisation et dépendent essentiellement de l'initiative privée. Ce sont, pour une large part, les milieux professionnels qui ont non seulement défini les besoins, mais encore ont été directement à l'origine de la création de plusieurs écoles et de la délivrance des diplômes : banques, compagnies d'assurances, sociétés de transport maritime, par exemple, qui avaient elles-mêmes - et ont toujours - leurs propres institutions.

L'Institut of Export, dans la City, ne possède pas de locaux d'enseignement, mais assure la diffusion de son programme dans une trentaine d'établissements agréés. Les cycles d'études sont d'une durée

de deux à quatre ans, à temps complet ou à mi-temps, et le diplôme est du niveau du MBA (*Master of Business Administration*). L'Institut compte actuellement mille deux cents étudiants, qui, au départ, doivent avoir un bagage équivalent à celui de la licence, et certains d'entre eux ont déjà une expérience professionnelle.

Parmi les universités ayant une section Marketing ou Management avec une spécialisation Export, celles de Manchester, Bath et Bradford sont des plus connues. Parmi les *business schools*, celles de Londres (LBS), de la City, de Cranfield et Henley, jouissent d'une solide notoriété pour ce qui est du commerce international ; mais la plus fameuse d'entre elles, dans le pays et à l'étranger, est certainement le Buckinghamshire College of Higher Education. Cette réputation tient surtout à l'originalité des méthodes employées, à une recherche de l'innovation qui donne à ce « collège » un caractère de pionnier.

C'est là qu'entre autres expériences a été élaborée l'idée de l'enseignement à distance - très en vogue en ce moment en Angleterre - avec le recours aux moyens les plus modernes de télécommunications. L'utilisation de micro-ordinateurs reliés au système Prestel - un Minitel perfectionné - permet à l'étudiant de suivre les cours chez lui ou au bureau, s'il est en stage ou est déjà en poste dans une entreprise. Le collège collabore étroitement avec plusieurs établissements étrangers, dont l'Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises, à Clermont-Ferrand. En guise de stage, les étudiants doivent obtenir d'une société un contrat d'un an à titre de consultant pour l'exportation.

Recyclage

La préparation aux études commerciales est, en Grande-Bretagne, assez développée dès le secondaire, et l'accès est mis de plus en plus sur l'exportation. L'université de Cambridge supervise ainsi, depuis 1973, un programme dispensé dans vingt-six lycées et sanctionné par un examen au niveau du baccalauréat ou de son équivalent outre-Manche.

En outre, une attention particulière est portée sur les possibilités de recyclage et de perfectionnement pour ceux qui sont déjà dans la vie active. Sur ce point, le rôle de l'Open University (cours par correspondance, la radio et la télévision) est d'une « importance considérable », comme le souligne M. David Royce, directeur de l'Institut of Export, ancien sous-secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

M. Royce indique que, dans l'évolution actuelle de la formation à l'exportation, le secteur des services occupe de nouveau une grande place. Le commerce invisible a toujours été une spécialité de l'économie britannique, et il l'est plus que jamais à présent que l'industrie manufacturière est en déclin et que le gouvernement semble privilégier les activités du tertiaire. Les responsables de l'enseignement commercial s'intéressent aussi bien à l'avenir qu'à l'école. « Heureusement », déclare M. Royce, on se tourne moins qu'avant vers les Etats-Unis et leurs célèbres instituts.

Enfin, de sérieux efforts sont déployés pour l'apprentissage des langues étrangères, ce qui est un point faible des Britanniques, ainsi que le fait remarquer une toute récente et très complète étude sur l'état de l'enseignement en matière de commerce extérieur (1), notamment à propos du français. Cet ouvrage est un message encourageant adressé par une entreprise française à un fournisseur britannique : « Lorsque nous vous téléphonons, votre standardiste, ne connaît pas le français, rattrache aussitôt. Veuillez lui expliquer que l'anglais est certes une langue merveilleuse mais pas encore universelle. Si vous voulez continuer à travailler avec l'étranger, il vous faudra faire un effort comme toutes les autres nations. »

FRANÇOIS CORNU.

(1) *Business Studies, Languages & Overseas Trade*, publié par Macdonald & Evans et l'Institut of Export, 1983.

REMUE-MÉNAGE DANS LA CONSTRUCTION NAVALE

Le règne du sur-mesure

QUAND on sait que pour 80 % les commandes passées aux chantiers navals français sont destinées à l'exportation, c'est-à-dire à des acheteurs norvégiens, grecs, marocains, soudanais, australiens ou des Bahamas, on comprend immédiatement l'importance de la formation des directeurs commerciaux dans ces sociétés.

Dans ma carrière, j'ai bien rencontré une centaine de clients d'une trentaine de nationalités différentes, raconte M. Jean-Paul Christophe, logisticien du génie maritime, directeur commercial des chantiers du Nord et de la Méditerranée (NORMED). Il fréquente les Crésus de Hongkong, M. Tung et Sir Y. K. Pao, les chefs de la famille Bergesen, l'un des plus grands armateurs du monde, le richissime et discret propriétaire de paquebots des Bahamas, M. Vlassov. Le vice-président de la Kuwait Petroleum Company est un de ses amis intimes. La construction d'un navire s'apparente à la livraison d'une usine clé en main. Il faut faire des bateaux presque sur mesure.

L'armateur aime que son navire soit personnalisé. Très coûteux, les navires impliquent presque toujours de difficiles montages financiers et des contacts politiques. Les décisions de commande et d'investissement sont toujours prises à un très haut niveau, explique le « deputy general manager marketing and sales » de NORMED, comme il est écrit sur sa carte de visite, car dans le shipping, tout le monde parle et négocie en anglais.

Depuis le moment où l'idée d'investir germe dans la tête - ou dans les ordinateurs - d'un armateur jusqu'au jour où le navire lui est livré, « les contacts entre le client et le client - entre le producteur et le consommateur - sont très étroits, à la différence du fabricant et de l'acheteur de yaourts ou d'automobiles qui ne se connaissent pas personnellement ». Le directeur commercial joue un rôle d'interface entre les techniciens et les financiers. Il doit toujours chercher à détecter ce dont le client va avoir envie, et il est indispensable qu'il connaisse bien les questions techni-

ques et de fabrication, pas seulement les études de marché qui se révèlent toujours fragiles.

Autre personnage-clé du panorama commercial maritime, le courtier. Par exemple, en France, la société Barry & Co., basée à Paris, agit dans tous les grands centres maritimes du monde. Le courtier est à l'affût de toutes les affaires qui se traitent ; il les suit pendant des années, favorise le règlement des commissions, sait discrètement avec panache achever une négociation.

La fin des grands chantiers

(Suite de la page 27.)

Un ingénieur marié s'expatriant en colibataire touchera - toujours chez Bouygues - une « prime de double foyer ». D'autres partent avec leur famille et souvent l'entreprise essaie d'employer l'épouse sur la base-vie, selon sa qualification : à l'administration, à

l'antenne médicale, comme enseignante...

Les vacances sont toujours très longues à se décider. M. Christophe rentre d'Australie. Ce pays « va vraisemblablement l'année prochaine lancer un appel d'offres pour la construction de sept grands méthaniers qui transporteront du gaz naturel vers le Japon. Les chantiers français, s'ils ne se font pas la guerre, pourraient recevoir la commande de deux à trois navires. Mais c'est une affaire dont on parle, et que nous étudions, depuis 1981 ». Un tiers du temps pour négocier avec les banquiers et l'Etat, un tiers

pour les liaisons et la coordination internes, un tiers en voyage à l'étranger, chez les clients ou dans les grandes expositions internationales. « Mais, dans l'équipe, il n'y a pas des gens tout le temps dehors et d'autres qui gardent la maison. On tourne. »

M. Christophe garde aussi une part de son temps, de ses week-ends, pour recevoir ses clients - ses amis - à la française. « J'ai une bonne cave chez moi et mon épouse fait très bien la cuisine. »

FRANÇOIS GROSCHARD.

BANQUIERS A RISQUES

L'intimation au voyage

« **I**l ne faut pas hésiter à partir », Jacques Kosciusko, secrétaire général adjoint des agences de France du Crédit lyonnais, lance en expert cette intimation au voyage. Après Polytechnique, ex fils de professeur devenu ambassadeur - il est né en juin 1943 - n'est-il pas fait l'Ecole nationale de l'aviation civile ? Ce même besoin d'espace le pousse à fréquenter Sciences-po et Langues-O où il parfait le russe appris au lycée.

En 1969, l'étudiant français franchit l'Atlantique pour suivre les cours du Massachusetts Institute of Technology - plus connu sous le sigle MIT - dont il devient *master of science*. Cette formation classique et originale le conduit à quitter, au bout de deux ans, le secrétariat général de l'aviation civile pour entrer, en 1971, aux affaires internationales du Crédit lyonnais. Il est introduit par Jean Peyrelevade - actuellement président de Suez - qui, de quatre ans son aîné, a suivi le même parcours que lui et avec lequel il écrit en 1975 la *Mort du dollar*, titre en apparence peu prometteur.

Après trois ans d'intimité aux secrets du crédit-fournisseur et quelques déplacements à l'étranger, notamment à Sri-Lanka - « Je négociais en anglais », ce qui effectivement peut être utile - un premier poste : Londres comme sous-directeur. Jacques Kosciusko apprend l'arabe, car il doit ensuite ouvrir l'agence de Bahrein. On le

nomme à Séoul, où il suit des cours de coréen.

A l'occasion de cette « expérience de rupture », le représentant du Crédit lyonnais s'est senti comme un « missionnaire » face à une autre civilisation. « Les gens qui réussissent, souligne-t-il, sont ceux qui comprennent leurs interlocuteurs et leur inspirent même une certaine sympathie. Or, pour comprendre, il faut connaître. »

Ainsi - les affaires, c'est de la communication -, ce qui implique sans doute une certaine expérience de la culture des autres, en dehors de la maîtrise des recettes financières. Asie, Amérique latine : Sao Paulo en 1981 pour diriger en second un groupe financier mixte. Jacques Kosciusko se met au portugais, sans difficulté particulière.

A peine revenu à Paris, en 1983, il est nommé délégué au commerce extérieur auprès de Mme Edith Cresson, en charge de reconstruire une offre française compétitive dans les secteurs à forte pénétration étrangère. « Je découvrais dans un nouveau pays comment fonctionnait le système, à la jonction du politique et de la haute administration. »

Au bout de dix-huit mois, le néophyte est sévère sur les lourdeurs de l'appareil public et sceptique sur les chances de changement. Fin 1984 il revient au Crédit lyonnais, boulevard des Capucins.

Bilan positif pour ce banquier, qui aime bien l'« international » et qui a d'ailleurs épousé une Américaine. Conseil aux débutants : être le plus

disponible possible, prendre le maximum de risques. « Je n'ai jamais essayé de planifier ma carrière, écrivait-il, la haute mer ou le bassin du Luxembourg. »

Des ombres à ce tableau un peu trop brillant ? La clef de la réussite est le « bon acclimatation de l'épouse ». En la carrière risque de souffrir au bénéfice de celle de son mari et qui doit éviter les pièges coloniaux. Mme Kosciusko, elle aussi banquière, travaillait au siège londonien de la BNP, puis elle a eu deux filles...

Toutefois « le plus difficile est de revenir », le retour en métropole faisant perdre, outre les avantages financiers - en général les salaires doublent à l'étranger - une grande autonomie et une prise directe sur l'état-major. Et le plan de carrière ? Une expérience étrangère qui permet d'exercer plusieurs métiers, joue dans la banque un rôle d'« accélérateur », et la grande majorité de ceux qui ont choisi de s'expatrier - trois cent cinquante au total - en ont profité.

Le président du Crédit lyonnais, Jean Defflassieux, vient d'ailleurs des affaires internationales, mais il n'a pas été en poste à l'étranger, et sa nomination ne peut pas être cotée de près à sa connaissance des dossiers extérieurs. Toutefois, Jacques Kosciusko estime que, pour accéder à des postes de haute responsabilité, il est souhaitable d'avoir une teinture internationale. Et de conclure avec optimisme : « Le français voyage bien. »

MICHEL BOYER.

Ingénieurs sans frontières

MAXIME a vingt-quatre ans, un regard bleu pétillant de malice, un léger collier de barbe et des cheveux châtains courts et bouclés. Durant tout l'été 1983, tout jeune ingénieur aux ports et chaudières, il est parti avec Fabrice, un copain, ingénieur lui aussi, construire un pont suspendu au Congo. Un petit pont, certes, qui devait mesurer 30 mètres de long, et qui tout compte fait en faisait bien 50 : c'est une passerelle, pour les piétons et les petites charrettes, qui permet désormais de franchir le Djoué, un affluent du Congo, dans la banlieue de la capitale, Brazzaville.

Cela n'est de l'improvisation, du premier jour, le 6 juillet, au dernier, le 20 août. Les entreprises françaises locales ont aidé ces deux jeunes fous en prêtant du matériel, des matériaux. Ils ont bien cru ne pas trouver les indispensables poteaux de bois imprenables : une scierie locale en avait, sur les bords, juste de la section nécessaire, ni les a

laissés au prix coûtant. Cette mission a coûté 45 000 F, car le main-d'œuvre locale était gratuite (les habitants construisaient « leur » bout), et les matériaux provenaient souvent de la récupération.

Maxime et Fabrice font partie de l'association Ingénieurs sans frontières (1), fondée sur l'initiative de jeunes de l'Ecole des ponts, qui compte neuf cents adhérents, venus d'une douzaine de grandes écoles, répartis dans dix-sept groupes locaux. En 1985, la font creuser des puits au Soudan, installer un petit barrage au Bolivie, construire des ponts au Cameroun, à Haïti, faire des routes au Gabon...

Il sont jeunes, enthousiastes et avides de mettre en pratique, le mieux possible, ce qu'ils viennent tout juste d'apprendre.

J. D.

(1) Ingénieurs sans frontières - 28, rue des Saints-Pères, Paris (7^e). Tél. : 260-34-13.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger.
Exemplaires spécimens sur demande.

155 من الامال

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DE L'EXPORT
ET DES CARRIÈRES INTERNATIONALESGroupe International
1 milliard de F de CA - 2500 personnesResponsable de zone export
Secteur Afrique

Leader dans notre domaine, nous fabriquons et commercialisons des produits de consommation durables grand public. Nous réalisons plus de 30% de nos ventes à l'export. Europe/USA/Afrique. Notre nouveau Responsable de zone Afrique intensifiera l'action déjà menée. Rattaché au Directeur Export mais dans le cadre d'une large autonomie, il assure les relations et les négociations auprès de nos 20 agents et de nos 2 filiales : intervenir dans le choix des orientations, animer et contrôler les réseaux de vente, s'assurer de la bonne coordination des actions entre les usines et l'administration des ventes, en un mot gérer sa zone en véritable chef d'entreprise telle est la mission qui vous est proposée.

Ce poste très complet s'adresse à un professionnel de l'export (30/40 ans environ). Une expérience comparable lui a permis de confirmer ses qualités de rigueur, son goût des contacts et son aptitude à négocier. Il a bien sûr une connaissance concrète des pays africains. Fréquents déplacements à envisager.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. 39605 M à Nicole Le Breuille, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group
(France)
Mars 1985-7/85

Arab Engineering Company

PROJET OFFSHORE A L'ÉTRANGER

Arab Engineering Company, AREC, Société internationale d'ingénierie pétrolière, recherche pour ses projets offshore en Tunisie :

INGÉNIEURS ASSURANCE ET CONTRÔLE DE QUALITÉ

Organisation du contrôle des travaux de tuyauterie, des structures métalliques, de l'électricité et de l'instrumentation. Connaissance requise des procédures offshore AQ/AC et capacité d'interpréter films gamma et contrôles U.T.

SUPERVISEUR MONTAGE STRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS

Responsable du contrôle des opérations de revamping, de montage des équipements, remplacement des structures métalliques et d'instruments. Expérience requise dans la supervision des travaux de soudure.

INGÉNIEUR ÉLECTRICITÉ/INSTRUMENTATION

Supervision des travaux de montage électrique et instrumentation. Bonne connaissance des travaux pétroliers offshore et des opérations de revamping.

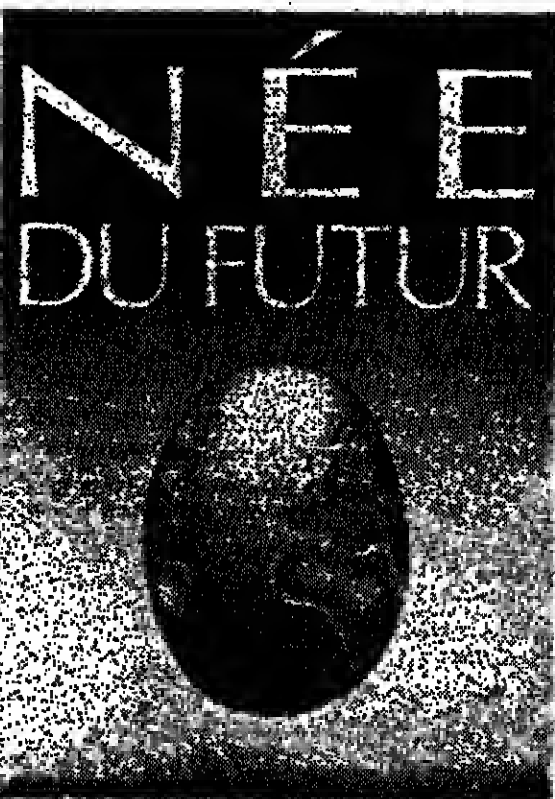
SUPERVISEUR TUYAUTERIE

Supervision des travaux de tuyauterie et de soudure. Bonne connaissance des installations pétrolières offshore et des opérations de revamping.

INGÉNIEUR PLANNING

Chargé du planning de l'avancement des travaux de préfabrication, de montage, du planning de livraison des équipements, ainsi que du contrôle des coûts sur site. Expérience en coordination de travaux offshore et connaissance de la méthode PERT requise. À l'exception du poste d'ingénieur planning, ces postes sont basés offshore. Anglais souhaité. Les interviews auront lieu à Paris ou à Londres selon les cas.

Adresser d'urgence c.v. détaillé en précisant la disponibilité à :
I.D.E., 30, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

INGÉNIEUR
AFFAIRES EXPORT

Venez participer au projet commercial de la division maintenance FRAMATOME.

Votre mission consistera à :

- Participer à une STRATÉGIE PRODUIT-MARCHÉ.
- Prendre en charge la commercialisation des produits de la Division pour la clientèle de certains pays.
- Établir les offres commerciales, et les négocier comme responsable des ventes.
- Participer à la rédaction des offres techniques.
- Assurer la prospection et déterminer les besoins actuels et futurs.
- Gérer le suivi des affaires.
- Analyser la concurrence et établir les prévisions.

Ce poste basé à LYON sera confié à un Ingénieur "Grandes Écoles" ayant une expérience confirmée dans la vente et le marketing de produits techniques à l'export.

L'anglais courant est indispensable, l'espagnol souhaité. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en EUROPE et hors EUROPE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 81 551/LM à FRAMATOME MAINTENANCE - 149, cours La Fayette 69006 LYON.

FRAMATOME

INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

Dow. The professionals choice.

Organic or
Polymer Chemists

The Dow Chemical Company is one of the world's leading chemical companies, manufacturing and selling bulk and specialty chemicals, plastics and biochemical products.

For one of our European research and development centres based in Rheinmünster, near Baden-Baden, West-Germany, we are looking for excellent Organic Chemists or Polymer Chemists to join our thermoset resins research group, or our thermoset resins technical service and development group, or our intermediates group for polymer coating applications.

To meet our requirements, the ideal candidate must have a university degree or equivalent and should preferably have a few years of experience in one of the above mentioned areas. We also expect effort, initiative, willingness to travel and good knowledge of English and preferably another major European language.

If you are looking for a challenging position, early responsibility and an excellent opportunity for career advancement, as well as an attractive salary and benefits, please send us your c.v. or call 07227/51-212, Mr R. Leonhardt, for an application form.

DOW CHEMICAL RHEINWERK GMBH
Employee Relations Department
Industriestrasse 1
7587 Rheinmünster 2



Trademark of the Dow Chemical Company



REMY MARTIN

ADMINISTRATION
DES VENTES
EXPORT

REMY MARTIN, Groupe international, employant plus 1700 personnes, produit et commercialise dans le monde entier une gamme prestigieuse de cognacs et spiritueux. Exportant plus de 90 % d'un chiffre d'affaires en forte croissance, le Groupe renforce son service administration des ventes.

Le responsable recherché sera, avec son équipe, chargé de la gestion des commandes (prix, stocks, conditions, réglementation...) en liaison avec les services production, marketing, comptabilité, pour un secteur géographique déterminé. Il opère dans un esprit de service aux filiales et au réseau d'agents et participe étroitement à l'amélioration de l'appui logistique au sein de la direction commerciale.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'école de commerce ou de gestion pratiquant très couramment l'anglais et possédant une première expérience internationale (2 à 5 ans) de la gestion des commandes.

Il est familiarisé avec les problèmes de transit, de réglementation et de gestion informatique.

Les perspectives du poste et du Groupe sont de nature à motiver un jeune professionnel ambitieux souhaitant à terme diversifier son expérience.

Le poste est basé à Cognac.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M8/1001 D, à :

EGOR SA

8, rue de Béri 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

EXPERT COMPTABLE

22 500 000 CFA

CAMEROUN

Commissariat aux comptes - Audit

Une Société française d'expertise comptable, spécialisée en commissariat aux comptes et en audit contractuel, recherche UN EXPERT COMPTABLE pour prendre la direction de sa filiale camerounaise, elle-même spécialisée en commissariat aux comptes, en conseil en organisation et en expertise comptable. En liaison avec la Société française, il sera chargé de développer la clientèle du Cabinet (filiales de sociétés françaises et entreprises locales) sur le Cameroun mais aussi sur le Congo et le Gabon, et d'assurer auprès d'elle des missions d'audit légal et contractuel, d'organisation et d'expertise comptable. Il assurera la gestion complète de sa structure (budget, trésorerie, personnel, relations avec les administrations locales, etc...). Le candidat sera, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure gestionnaire et titulaire du diplôme d'expertise comptable ou, au minimum, mémorialisé, possèdera plusieurs années d'expérience acquise dans un cabinet à dominante audit ou commissariat aux comptes, et il aura si possible déjà effectué des missions en Afrique. Il sera capable de s'exprimer en anglais. Ecrire sous référence 770/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

Discrétion assurée.



Leader européen dans la fabrication d'imprimantes spécialisées, poursuivant son expansion à l'exportation (+ de 50% du C.A.), recherche son

Responsable Commercial

pour les U.S.A.

Le poste est basé à Paris

La Mission :

- Poursuivre notre pénétration directe et par l'intermédiaire de distributeurs, du marché américain.
- Assurer la coordination avec le siège, ainsi que la gestion de notre équipe basée aux U.S.A.

L'homme :

- Sa formation d'ingénieur a été si possible complétée par une formation commerciale.
- Il a en tout cas un tempérament commercial.
- Il a au moins cinq années d'expérience professionnelle réussies derrière lui.
- Il doit être capable d'assumer les responsabilités qu'impliquent l'importance du marché.
- Il est bilingue anglais-français.

Les déplacements sont de l'ordre de 50% de son temps. Envoyer Curriculum-Vitae avec photo et prétentions sous référence LM 215, Service Personnel - I.E.R. 12, rue Sébastopol - 92400 COURBEVOIE

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DE L'EXPORT
ET DES CARRIÈRES INTERNATIONALES

DU GOÛT POUR LES CONQUÊTES? BRANCHEZ-VOUS GRAND PUBLIC.

L'ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC:

nous avons déjà parcouru un long chemin dans ce domaine. Et gagné de belles batailles dans la compétition internationale. Enjeu d'aujourd'hui: la conquête de nouveaux marchés. Réussir cette percée, c'est d'abord assurer avec succès la commercialisation de nouvelles lignes de produits électroménagers, audiovisuels et d'informatique pour tous. Un terrain d'action et d'innovation privilégié, en France et en Europe, pour de JEUNES DIPLÔMÉS DES GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE ET DE GESTION.

THOMSON
GRAND PUBLIC
Direction du Personnel et des
Relations Sociales - 74, rue du
Surrein - 75020 PARIS

L'ÉLECTRONIQUE DE LA VIE

Nous recrutons pour le MOYEN-ORIENT

directeur de projet en Organisation et en Informatique

- chargé de l'encadrement technique d'une équipe de consultants de haut niveau,
- expérience indispensable de la conduite de projets d'envergure à l'étranger.

ingénieurs systèmes

- connaissance approfondie de DOS/VSE sur 43XX et de ICCF/CICS,
- pratique d'un SGBD.

analystes-programmeurs

- connaissances exigées: COBOL sur IBM - DOS/VSE,
- CICS apprécié.

Pour ces trois postes:
- anglais courant exigé,
- séjour de longue durée,
- avantages liés au statut d'expatrié.

Il est nécessaire d'être libre rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M-205 à Groupe SYSECA, Direction du Personnel, 315, bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

**GROUPE
SYSECA**

SYSECA
(280 MF de CA,
800 personnes) est une
Société de services et d'in-
génierie informatique, parte-
naire d'un groupe industriel de
taille internationale.



LOCAFRANCE

Première entreprise française de crédit-bail, développe ses activités internationales en liaison avec sa maison mère, la banque Indosuez, et crée deux postes de:

Responsable de projets internationaux

Répondant devant le Directeur International, leur mission consistera dans un premier temps à suivre le développement d'implantations de sociétés financières à l'étranger, à conduire des projets, négocier des accords, et débouchera très rapidement sur une responsabilité de direction d'une société outre-mer.

Ces postes, demandant une grande disponibilité géographique, seront proposés à des diplômés d'études supérieures possédant une solide formation financière, maîtrisant parfaitement l'anglais, et justifiant de quelques années d'expérience dans le domaine du leasing. Ils représentent d'intéressantes perspectives de carrière au sein d'un groupe performant, pour des candidats qui allient les compétences d'homme d'étude au talent de négociateur sur le terrain.

Adresser confidentiellement C.V. et courte lettre manuscrite au président votre n° de tél. sous réf. 987 LM à Route SCHWARTZ.

A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

INDUSTRIEL FRANÇAIS de taille moyenne, nous produisons des BIENS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS technologiquement EN AVANCE. Notre développement est important grâce à une STRUCTURE COMMERCIALE FORTE: 4 filiales (F-EU-GS-D) et un service EXPORT bien implanté.

Aussi, dans le cadre de cette EXPANSION, nous CREATONS LE POSTE de

CONTROLEUR de gestion internationale

Directement RATTACHÉ AU PDG, vous ferez partie de l'ÉQUIPE DE DIRECTION et interviendrez dans l'ENSEMBLE DES DOMAINES relatifs à la bonne gestion de l'entreprise, tant dans les filiales qu'au siège ou dans l'unité de production, en disposant d'une LARGE AUTONOMIE.

Cette FONCTION OUVERTE s'adresse à un HOMME D'ACTION d'EXCELLENT NIVEAU, pouvant se déplacer à l'étranger, possédant la maîtrise de l'ANGLAIS, disposant de qualités de contact, ayant le sens du réalisme ainsi que des capacités de créativité.

Ce poste se situe en BOURGOGNE à DIJON (21), sa REMUNÉRATION ATTRAYANTE correspond à nos exigences.

Adresser lettre manuscrite - CV - photo et salaire actuel sous réf. 5679 à notre conseil.

Le Directeur de votre profession vous enverra votre dossier.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy BP 1388 21051 DIJON Cedex

RESULTATS

P.M.L.
Fabricant et distributeur du matériel spécialisé pratiquement unique dans son domaine

responsable exportation 300 000 +

U.S.A. EUROPE

Nos produits (véhicules) intéressent les fabricants de tableaux de bord, des d'hôpitaux, tables d'opérations, lits de repos, matériel de kinésithérapie.

Nous disposons d'une avance sur le marché européen et bien davantage sur le marché américain curieusement non équipé dans ce domaine.

Expérience des U.S.A. indispensable. 32 ans minimum.

**Cabinet
Lecomte**

Réf. 50208

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

**PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ
DOTÉ DES QUALITÉS D'UN**

MANAGER

(OU VICE VERSA)

- Expert in energy conservation and /or planning;
- 35 years old or more. PhD or equivalent;
- Fluent in English, French nationality required.

For launching an energy conservation programme and supervising research at the Asian Institute of Technology (a reputed international institute in Bangkok). The candidate with the necessary qualifications could be nominated Chairman of the Energy Division after a few months.

Send C.V. before June 7 to:

Ministère des relations extérieures
Coopération et développement - DPL/PB
20, rue Monsieur, 75700 PARIS.

55 من الامم

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	69,00	81,83
OFFRES D'EMPLOI	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GRUPE ESMERY CARON, TRIPETTE et RENAUD, 500 M de C.A. HT, 500 personnes. Structures portées, bâchées, emballages, équipements des IAA, matériels et produits de sérigraphie sont parmi les produits que nous commercialisons au travers de nos filiales. Nous recherchons pour notre Holding d'une part et notre filiale TRIPETTE et RENAUD d'autre part

Secrétaire général holding

250 000 +

Le juridique et le social, la comptabilité et les finances, le contrôle de gestion et l'animation d'une équipe informatique sont vos domaines d'intervention. Avec notre Président, vous participez aussi à l'élaboration de notre stratégie.

La trentaine, diplômé de l'enseignement supérieur, généraliste, vous avez développé dans une PME vos qualités d'animateur et d'homme du concret. Anglais courant. Le poste est basé à 80 km à l'Ouest de Paris. Réf. 7201 M

Directeur commercial équipement IAA

250 000 +

Pleinement responsable d'un centre de profit, vous êtes le marketing, l'animateur de la force de vente et le décisionnaire qui sait faire évoluer sa gamme de produits.

38 ans environ, ingénieur agro ou mécanique, vous êtes surtout un commercial avec une expérience d'encadrement d'équipe de vente dans le domaine céréalière ou connexe. Poste basé en banlieue de Paris. Réf. 1202 M

Adjoint directeur commercial sérigraphie

200 000 +

Pour notre secteur produits consommables, vous êtes le patron de la force de vente : vous analysez le marché, en définissez les attentes pour assurer développement et diversification de vos produits.

35 ans environ, vous avez une expérience d'encadrement opérationnel dans les secteurs marquage, encres, offset. Esprit marketing et créativité vous permettront d'évoluer dans notre société. Poste basé en banlieue de Paris. Réf. 1203 M

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence choisie, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

en expansion (750 personnes)
200 kilomètres sud de Paris

recherche

SON DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Le candidat, d'excellente formation, aura la responsabilité jusqu'au bilan de la comptabilité de la société-mère et des filiales ainsi que du contrôle de gestion et des budgets, assisté d'un chef comptable et d'une équipe de 8 personnes.

Il rendra compte au directeur administratif et financier.

Une expérience avec des responsabilités comptables dans une société importante est indispensable.

Rémunération de très bon niveau.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions sous réf. 9 315.

Discrétion assurée.

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

DIRECTEUR FINANCIER

Jeune société de distribution région Ouest solide et performante, leader dans sa branche, recherche un candidat, âge maximum 45 ans pour poste Directeur Financier.

Il s'agit d'un poste à haut niveau qui conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école, ayant acquis de solides compétences financières et comptables et ayant déjà assumé des responsabilités de direction.

Il aura chargé :

- De gérer les ressources financières de la Société ;
- De participer à la préparation pour l'introduction au second marché, aider au développement de son expansion nationale ;
- D'animer la comptabilité et de développer les procédures comptables adaptées à sa croissance.

Une expérience dans la distribution serait appréciée. La réussite dans ce poste implique rigueur et imagination ainsi que d'excellentes capacités relationnelles.

Ecrire sous n° 7 302 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, Paris-9.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

LE MONDE DE L'EXPORT ET DES CARRIÈRES INTERNATIONALES

UNIX EUROPE

Dans le monde entier, on ressent la nécessité d'établir un milieu de travail standardisé pour les micro et les mini-ordinateurs aussi bien que pour les grosses unités de traitement centrales.

Il n'existe qu'un seul système d'exploitation sur lequel tout le monde puisse se mettre d'accord et que tout le monde puisse utiliser et ce système c'est le Système V d'UNIX.

Les avantages qu'il offre à tous sont

immenses et le côté rémunérateur pour les participants encore plus grands.

Unix Europe Ltd est une entreprise d'exploitation en commun lancée par AT&T et Olivetti. AT&T est le propriétaire des Systèmes V UNIX et Olivetti est l'un des plus gros constructeurs d'Europe. La mission d'Unix Europe consiste à assurer la promotion et l'assistance du Système V UNIX et des produits logiciels connexes dans toute l'Europe.

Unix Europe Ltd a été créée par un groupe de professionnels de haute volée tirés de tous les secteurs de l'industrie de l'ordinateur. Le moment est venu maintenant où nous aimerions développer et consolider ce noyau en recrutant...

UNIX - POUR L'AVENIR PREVISIBLE

CHARGE DE VENTES C.E.M. (FRANCE)

230.000 - 340.000 F + jusqu'à 50% de commission + voiture de qualité

20.000 - 30.000 livres + jusqu'à 50% de commission + voiture de qualité

Responsable devant le Directeur des Ventes et Initiateur basé au Royaume-Uni, vous devrez parler couramment l'anglais mais être de nationalité française. Utilisez vos contacts et votre connaissance de l'industrie informatique en France, vous serez responsable de la vente de produits logiciels UNIX et de l'établissement du système V UNIX comme standard. De formation universitaire, vous devrez faire preuve d'une carrière réussie dans les ventes au secteur C.E.M.

En plus d'une rémunération globale substantielle, la société offre une retraite complémentaire, une assurance médicale permanente privée, ainsi qu'une participation aux bénéfices. Les postes seront affectés à notre siège social européen, dans l'Ouest de Londres.

Pour d'autres renseignements, veuillez téléphoner à nos experts : Karen Whelan ou Tony McGrath, N° 19 441-1-637 9611 ou envoyez leur c.v. à l'adresse ci-dessous. UNIX est une marque de la firme de AT & T Bell Laboratories.



MANAGEMENT
&
EXECUTIVE
SELECTION
ALBANIANI & CO. 22, ERFORD STREET, LONDON, W1K 4JF

ORGANISATION INTERNATIONALE A BRUXELLES

Recherche traducteurs hautement qualifiés pour traductions de l'anglais vers le français. Plusieurs années d'expérience professionnelle appropriée exigées.

La préférence sera donnée aux candidats pouvant assurer des traductions techniques.

Envoyer c.v. détaillé à Universal Communication, 122, chée de la Hulpe, 1050 Bruxelles (Belgique). Qui transmettra s/réf. LM/214.

E.F. école européenne de vacances

Premier organisme européen de séjours linguistiques recherche

DES PROFESSEURS D'ANGLAIS ET D'ALLEMAND

Pour encadrer et animer ses séjours linguistiques en GRANDE-BRETAGNE et en ALLEMAGNE, avec une équipe locale permanente dans une ambiance INTERNATIONALE.

Vous êtes dynamique, enthousiaste, motivé pour enseigner et animer des groupes de jeunes. Téléphoner-nous au 261-50-22.

MAROC URGENT

Ingénieur terrassement

Responsable exécution chantier cadence 150 000 m³ par mois durée 17 mois - parlant parfaitement anglais - sérieuses références exigées

C.V. à adresser à

CTRA
Boulevard de Foucault Casablanca
Tél : (212) 24.26.96 ou 24.34.22
Télex : 25782 M

DIRECTEUR DE MINE

(500 personnes)
Formation Ingénieur
Possibilité de contracter micropro-
cesseur ou local
Entre avec C.V. à BANCHE PUS
n° 980 au 10, rue Léon, 75018
Paris qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES

555-91-82

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE

Recherche

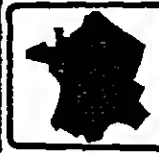
POUR SA DIVISION BOISSONS
LEADER DE SON MARCHE

UN DIRECTEUR DE ZONE REGION PARISIENNE

Profil : 35 ans minimum
Expérience : Agro-alimentaire. Entrepositaires GMS

- Gestionnaire ;
- Homme de terrain ;
- Equipe à diriger : 40 personnes.

Env. C.V. manusc. + photo + prétent. s/n° 1021 à SEEP
18 bis, rue d'Anjou, 75008 Paris, qui transmettra.



vachette

Premier fabricant français de serrures, en fort développement sur le marché français comme à l'exportation, recherche son

CHEF DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur Général de la société, il sera responsable de l'ensemble du personnel (1200 personnes) réparti en trois établissements.

Sa mission consistera à mettre en place la politique de gestion du personnel (politique sociale, formation, promotions, politiques salariales, ...) et à contrôler son exécution dans chacun des établissements.

Il prendra en outre une part active dans la détermination de certaines normes de production.

Ce poste s'adresse à un homme ayant exercé une fonction similaire pendant au moins 10 ans dans une industrie de main-d'œuvre.

Le poste est basé à Troyes. De nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle ss la réf. 605 125 M (à mentionner sur l'enveloppe).



Département Industrie
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Sud-Ouest Mécanique, micro mécanique **RESPONSABLE DE FABRICATION**

Réorganiser en intégrant les facteurs techniques, économiques et humains un ensemble d'ateliers (usinage, montage, mécanoplastie, traitements de surface) représentant 400 personnes.
Animer l'ensemble des équipes pour qu'elles soient plus motivées donc plus performantes.
Telles sont les principales missions que désire confier à ce responsable de fabrication la nouvelle équipe de direction d'une société, filiale de l'un des premiers groupes industriels européens.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur mécanicien de 28 ans minimum. Sa première expérience professionnelle, acquise impérativement en milieu industriel, lui permet d'évoluer maintenant vers un poste opérationnel plus large dans lequel ses qualités personnelles de caractère s'exprimeront avec succès. Il s'agit naturellement d'un poste de départ à l'intérieur du groupe car les possibilités d'évolution de carrière y sont multiples et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M4/1270 H, à :

EGOR INDUSTRIE EGOR MIDI-PYRENEES
19, rue de Berni 75008 Paris.
«Le Sulky» - 1, place Occidentale
31072 Toulouse Cédex.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor
MONTREAL

Ingénieur

**CENTRALE, MINES, SUP AERO,
SUPELEC, TELECOM...**

TECHNOLOGIE NOUVELLE

Filiale en expansion constante de la Société Européenne de Propulsion, S2M, leader mondial pour l'industrie du palier magnétique, recherche un ingénieur possédant environ 2 ans d'expérience à dominante électronique.

Dans un premier temps, cet ingénieur participera à l'étude et la mise au point de divers matériels et évoluera ensuite vers un poste d'ingénieur chef de produits ou d'ingénieur d'affaires.

De ce fait l'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié. Le poste est basé à Vernon (80 km à l'Ouest de Paris) avec déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 396 à l. ou D. LAUVAUD

IDL CONSEIL (32) 37.58.82
La Mesnil Chaudron - 27220 JUMELLES.

Ingénieur électronicien high tech à Nice.

F.M.E. de pointe spécialisée dans le domaine de l'instrumentation opto-électronique, notre notoriété est internationale et nos principaux clients figurent parmi les plus grandes entreprises mondiales. Pour structurer notre forte expansion nous recherchons un jeune ingénieur d'Etudes et Développement.

Rattaché(e) au D.G., vous participerez au développement de différents projets, notamment dans le domaine de la spectrophotométrie : mise au point, essais, cahiers des charges. Assisté(e) par deux techniciens et en collaboration avec le responsable de fabrication vous serez la référence pour tous les problèmes électroniques et informatiques de la Société. Jeune diplômé(e) d'une école d'ingénieurs à dominante électronique ou informatique ou de l'université, vous avez déjà développé votre goût de la recherche appliquée au cours de vos études ou lors d'une première expérience professionnelle de préférence sur des projets d'instrumentation scientifique. Si vous recherchez l'opportunité d'accéder rapidement à des responsabilités au sein d'une petite équipe (10 p.) très motivée et dans un environnement de haute technologie, alors nous nous rencontrerons. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Bernard Juhiet Psychom Provence vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photos, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 5518 M, 15 rue Masséna - 06000 Nice.



**Bernard Juhiet
Psychom PROVENCE**

Jeunes Informaticiens

AMORA - 1 Md de F de C.A., 900 personnes, 8 unités de production - est leader en France sur ses principaux marchés (moutarde, condiments et sauces).

Sa volonté de développement passe par une adaptation constante de ses moyens informatiques (IBM 4341/M 2, nombreux micro-ordinateurs, réseau national temps réel privé + Transpac...) et par un renforcement du potentiel humain dans ce domaine. Cela conduit le Service Informatique à créer 3 postes et à rechercher :

1 ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Plus orienté vers l'assistance des utilisateurs, il prendra en charge tous les problèmes d'organisation, particulièrement administrative, rencontrés par l'ensemble des secteurs d'activité de l'entreprise.

Réf. Y 10/M

2 CHEFS DE PROJET

Ils auront pour mission de concevoir, de développer et de mettre en œuvre de nouveaux systèmes informatiques, bureautiques et télématiques dans des domaines variés (production, logistique, gestion...)

Réf. Y 11/M

Ces trois postes, basés à Dijon, s'adressent à de jeunes ingénieurs ou MIAE, débutants ou ayant une première expérience. Ce travail à la fois de réflexion et d'action, en liaison étroite avec les utilisateurs, leur permettra d'affirmer ou de développer leurs compétences techniques et relationnelles.

De larges perspectives d'évolution existent tant dans la Société que dans le Groupe BSN.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. du poste choisi, en précisant rémunération actuelle, à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



HEC, ESSEC, ESC + DECS ROUEN

Dans le cadre de la réorganisation de la fonction comptable et de gestion du Groupe, cette filiale du n° 1 de l'Emballage Métallique et Plastique renforce ses structures et recherche une(les) collaborateur(trice)s de haut niveau, 30 ans environ, de formation type HEC, ESSEC, ESC + DECS.

Une expérience comptable solide acquise si possible dans un contexte usine favorisera la maîtrise de la fonction proposée. Celle-ci comportera la détermination, la promotion et la mise en œuvre des structures, méthodes et outils de gestion et comptabilité auprès des services comptables des six usines de cette filiale, l'établissement des situations comptables et budgétaires et leur suivi et enfin la réalisation d'études diverses propres à accroître les performances de l'entreprise.

Ce groupe en pleine expansion peut permettre une évolution de carrière intéressante pour un candidat de valeur. Adressez-nous votre dossier complet sous référence 1390 au 397 ter, rue de Vaugirard, 75015 Paris ou transmettez-le sur Maillet (1) 628.40.25. Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.



**JEAN CLAUDE
MAURICE S.A.**



responsable qualité : circuits analogiques

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Après 3 à 5 ans d'expérience en circuits analogiques, vous souhaitez exercer la responsabilité d'assurance qualité de nos circuits analogiques auprès de notre clientèle française et européenne.

Votre action consistera d'une part à assurer l'interface entre nos clients et notre centre responsable de l'activité produits linéaires en Angleterre. Vous devrez alors résoudre leurs problèmes techniques, soit directement en notre usine française, soit par une action et un suivi auprès de notre centre européen de production.

Vous aurez d'autre part à mettre en place des programmes qualité et à suivre ainsi de près le degré de satisfaction de nos clients.

Ce rôle de partenariat des services qualité et d'engineering de nos clients nécessitera outre de bonnes connaissances en circuits linéaires, un bon niveau d'anglais et de bonnes capacités relationnelles.

Poste situé à Villeneuve-Loubet près de Nice.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite sous référence SC/05 85/1M à Thierry VINCENT - TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PAU

recrute

- un **Professeur permanent de marketing**
Niveau Doctorat 3e cycle - Excellente maîtrise de l'anglais

- un **Professeur de techniques
comptables et fiscales**
Niveau expertise comptable ou Doctorat 3e cycle

Profil exigé pour ces 2 postes :
• Compétence pédagogique confirmée
• Expérience en entreprise : minimum 3 ans
Prise de fonction : 1er Octobre 1985

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente sous référence 88426 M à :
BLEU Publications - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX



Responsable d'Agence

Lille

Notre Société Informatique, dépendante de 2 grands groupes, s'occupe de logiciels sur le plan applications informatiques, bureautique, réseaux, systèmes... en 2 ans d'existence, notre progression est importante, et notre implantation en Province se poursuit.

Nous souhaitons un Ingénieur Grandes Ecoles, avec une expérience de 5 à 10 ans en Industrie ou SSI qui lui ont permis de maîtriser l'informatique à haut niveau, lui ont apporté une solide compréhension de la technique informatique et de ses domaines d'application.

Mais, il est, pour nous, aussi primordial qu'il sache créer, développer un portefeuille client, tout en étant très présent dans l'animation de son Agence. Une connaissance de la région serait appréciée.

Si de participer à notre challenge, d'être votre "Patron" vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., sous réf. 85104 M à notre Conseil Madame Claude FAVREAU.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

AFCEM

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Regional Audit Manager Europe

Une des toutes premières banques américaines

Nous accentuons notre progression (+ 25% / an) en Europe au travers d'une diversification de nos opérations. Bien maîtriser cette expansion, implique le renforcement et la réorganisation de l'audit interne.

Le Regional Audit Manager que nous recherchons va conduire cette évolution. Il définit en accord avec la Direction Audit International à Londres, le plan d'audit interne pour l'Europe et le Moyen-Orient, coordonne et contrôle l'ensemble des missions, analyse et teste l'efficacité des opérations, systèmes et procédures au travers d'équipes d'intervention (18 à 35 pers.) et assure leur conformité avec celles du groupe. L'impact de votre fonction est large : elle recouvre toutes les opérations de la banque ainsi que de ses nombreuses filiales et succursales (plus d'une cinquantaine). Véritable patron de l'audit interne régional, vos quelques années d'expérience en cabinet d'audit anglo-saxon ainsi que 4/5 ans dans l'audit en milieu bancaire international vous ont permis d'acquies des responsabilités d'animation et de management d'équipes multinationales (la maîtrise du Français et de l'Anglais est indispensable), et de maîtriser les techniques et concepts d'audit bancaire.

Le poste basé à Paris requiert des déplacements nombreux en Europe et au-delà. La rémunération importante est fonction de l'acquis professionnel des candidats.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 39905 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group
(France)
Management

THOMSON COMPOSANTS CONTRÔLEUR DE GESTION

La forte croissance de notre Branche Composants Electroniques (13.000 personnes dont 1600 Ingénieurs et Cadres) implique l'existence d'une Direction Financière forte et structurée. Nous proposons à un Contrôleur de Gestion de rejoindre notre Direction du Budget et des Analyses de gestion. Il prend en charge le processus budgétaire. Il assure le reporting à la Direction Générale de la Branche. Il participe également à la conception et à la mise en place de procédures, de systèmes informatiques et d'aides à la décision.

Cette fonction pourrait convenir à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, MBA) pouvant se prévaloir d'une expérience confirmée (5 ans minimum) dans un milieu industriel. La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'audit et de la micro-informatique sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 78679 à M. FRESSE - DIRECTION DU BUDGET ET DES ANALYSES DE GESTION - 101, Bd Murat - 75016 PARIS.

THOMSON
COMPOSANTS

Importante banque

LIEU DE TRAVAIL : PARIS

Nous recherchons, pour renforcer nos services financiers en fort développement, des cadres confirmés dans les domaines suivants :

GESTION DE PORTEFEUILLES OBLIGATAIRES

Justifiant de quelques années d'expérience dans ce secteur, vous vous verez confier la gestion de plusieurs portefeuilles (fonds communs de placement, etc.). (Réf. GP/3559)

MARCHE SECONDAIRE

Vous aurez à développer, grâce à votre dynamisme et à votre connaissance des opérations sur obligations, les activités de ce service. (Réf. MS/3559)

PLACEMENTS OBLIGATAIRES

Il vous sera confié la responsabilité de la commercialisation des obligations auprès d'une clientèle d'institutionnels tant à Paris qu'en province. (Réf. PO/3559)

RELATIONS AVEC L'ETRANGER TRADER

Vous aurez à développer les relations avec des agents de change et des institutionnels français et surtout étrangers. Une connaissance approfondie de l'anglais et du marché financier est requise. (Réf. RE/3559)

Lieu de travail : PARIS-2.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



Filiale d'un Groupe International, nous sommes le premier organisme d'Etudes de Marché en France (700 personnes), spécialisé dans les panels (instrument de mesure de flux de consommation à l'aide d'échantillons), nous faisons appel à des techniques d'avant-garde dans les domaines informatiques et statistiques.

Ingénieur Organisation

De formation Ingénieur Généraliste, vous avez acquis une expérience de 2 à 4 années dans la réalisation de projets intégrant des techniques informatiques, statistiques, transmission de données.

Au sein de l'équipe Organisation des Projets vous assurerez la conduite et la gestion des projets relatifs aux nouveaux services et systèmes de traitement des données de l'entreprise.

Le poste implique le contrôle de la fiabilité des méthodes, le suivi des coûts et délais, la coordination des projets dans le cadre de groupes de développement.

Vous utiliserez des outils informatiques (langage de 4ème génération et bases de données IBM).

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

René Pillay examinera votre candidature accompagnée d'une photo sous réf. 273 M A.C. NIELSEN COMPANY - Direction des Ressources Humaines 9, Avenue des Trois-Fontaines 95000 CERGY

emploi régional

**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE
DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE**

offre à des

INGÉNIEURS

OU

MAÎTRES ÈS-SCIENCES

Un début de carrière sanctionné
par D.E.A. ou DOCTORAT

DANS SON DÉPARTEMENT
DE CHIMIE PHYSIQUE
DES PROCESSUS INDUSTRIELS.

Début : 1^{er} octobre 1985.
Bourse annuelle de départ : 73 000 à 82 000 F.

Envoyer c.v. à : E.N.S.M.S.E., 158, cours Fauriel,
42023 Saint-Etienne Cedex (M. GUILHOT).

JEUNE INGENIEUR ANALYSTE.

De préférence diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis au cours d'une première expérience de 3 ans, la pratique des gros systèmes IBM.

Vous ferez partie d'une équipe qui contribue au développement de l'informatique dans nos différents établissements.

Votre mission sera : concevoir, conduire, et diffuser des applications bancaires essentielles pour les banques de notre Groupe.

Votre activité, basée à Paris, implique des déplacements de courte durée en province.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. CP2 - Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131, avenue de Wagram 75847 PARIS Cédex 17.



C.G.S. INFORMATIQUE
Société de Services en pleine expansion,
recherche plusieurs titulaires de

MAÎTRISE DEBUTANT(E)S

Informatique, Miroir, Gestion,
Économétrie, Sciences Économiques

Merci d'adresser votre C.V., sous référence ML 55
(à noter sur l'enveloppe) à C.G.S. INFORMATIQUE
58 Bd Gourvillain Saint-Cyr 75017 PARIS

Revue vie quotidienne

recherche

JOURNALISTE

- Quelques années d'expérience.
- Sens pratique et goût pour vulgarisation indispensable.

Envoyer c.v. et prétentions à COMPRENDRE (LEVY),
112, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

le Crédit d'équipement des PME

recrute pour ses délégations régionales
d'ORLÉANS - AMIENS -
POITIERS des

SUP DE CO

dynamiques et entrepreneurs, résolument
tournés vers l'action et les relations.

Nous leur proposons une fonction enrichissante
et motivante de commercialisation de nos
produits, d'études et de conseil en matière de
financement des entreprises.

Nous offrons des possibilités d'évolution.

Ecrire avec C.V. + photo, en précisant
région souhaitée, au CEPME
Service Recrutement, réf. DC
14, rue du 4 Septembre 75002 PARIS

Au sein d'une équipe d'études statistiques commerciales

vous développerez une base de traitement informatique des données, parallèlement aux activités de recherche et d'interprétation économique, que vous aurez à assurer pour le service commercial.

De formation supérieure (débutant ou 1^{ère} expérience), vous avez des connaissances en micro-informatique : l'expérience avec des logiciels de base de données constituera un atout supplémentaire.

Votre désir de vous intégrer dans l'équipe, votre sens des contacts, alliés à votre souplesse de caractère seront vos autres atouts pour réussir à ce poste dans notre société de négoce international en matières premières.

Anglais Indispensable.
Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5472, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Un nouveau terrain pour votre expérience logistique

Nos 45% de croissance moyenne annuelle impliquent une adaptabilité et une maîtrise de l'organisation logistique que nous souhaitons renforcer en créant des postes "d'interface" rattachés à chacun des centres de profit.

C'est le **Coordonnateur Logistique logiciel** que nous recherchons pour notre service logiciel.

Vous serez membre de l'équipe de Direction du logiciel et travaillerez en liaison avec le "team" européen.

Vous définirez les objectifs et le niveau de service.

Vous établirez les budgets, vous conseillerez les spécialistes de la logistique et contrôlerez leur résultat par rapport à votre centre de profit.

Vous avez une expérience concrète de la direction logistique acquise dans une société internationale ou dans un cabinet conseil.

Vous possédez une formation supérieure, des connaissances budgétaires, financières et vous parlez l'anglais.

Bougez, Vivez...

et adressez votre candidature sous réf. MON 047
Anne CHEVALIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY cedex.

N° 2 mondial de l'informatique
digital

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SMH
ALCATEL
Filière du groupe
ALCATEL
ELECTRONIQUE
pour faire face à son
développement en maté-
riels bureautiques, offre
pour la conduite de ses ateliers de réparations un poste à un

JEUNE INGENIEUR

- connaissant les techniques en électromécanique et micro-informatique (matériels et logiciels)
- ayant un sens développé de l'organisation ainsi que des aptitudes à l'animation de différentes équipes techniques, soit une quarantaine de personnes
- sachant utiliser l'anglais couramment.

Rattaché directement à la Direction des Moyens Centraux, il aura la responsabilité :

- de la préparation des gammes de travail
- de la qualité des prestations et de son amélioration
- de l'optimisation des coûts.

Ce poste est à pourvoir à SURESNES. Il sera déplacé à CERGY en 1986.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Mlle SEBBAH - 59, rue Beaubourg - 75003 Paris

X, Mines, ECP, ESE METRO - LILLE, LYON Grands systèmes automatisés

UN GRAND GROUPE PRIVÉ qui gère des réseaux de transports urbains de voyageurs et, en particulier, les métros de Lille et de Lyon, renforce son équipe d'assistance technique et recherche DEUX INGENIEURS, ayant 5 ans d'expérience dans la conception ou la mise en œuvre de grands systèmes automatisés.

En liaison avec les utilisateurs et les constructeurs, ils auront des responsabilités d'assistance technique en matière d'optimisation, développement ainsi que d'extension aux nouvelles lignes en cours de réalisation.

Ces postes, outre un haut niveau scientifique et technique impliquent autonomie, dynamisme et excellentes capacités relationnelles.

Deux postes sont à pourvoir :

- Lille
- Lyon

référence ZJ 463 AM
référence KA 464 AM

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

250.000 F... 300.000 F... 400.000 F

HEC - ESSEC - ESCP Auditeurs fort potentiel

Nous sommes exigeants

- nous recherchons les diplômés des meilleures écoles qui se sont montrés les meilleurs auditeurs dans les meilleurs Cabinets,
- nous vous demanderons d'exercer encore 2 à 3 ans ce métier et nous vous assurerons rapidement des responsabilités de direction.

Vous êtes exigeant

- nous vous proposons d'entrer dans un grand Groupe Français performant leader, dont la notoriété et les activités sont internationales,
- vous travaillerez au contact de nos équipes dirigeantes qui sauront valoriser vos compétences.

Postes à Paris.

Ecrire sous réf. LB 465 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE Deux jeunes diplômés HP

La Direction Financière du CENCF, organisme Central du Réseau des Caisse d'Epargne, renforce ses structures et recherche : deux jeunes diplômés, Grandes Ecoles (Scientifiques ou Commerciales) ayant deux à trois ans d'expérience en milieu bancaire ou dans un organisme financier.

Réelles opportunités de carrière pour candidats de valeur.
Adressez nous votre dossier complet sous réf. 1369 M - 397 ter, rue de Valenciennes 75015 PARIS ou transmettez-le sur Minitel (1)828.40.25.
Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.

ECN BAN CLAUDE
RABIER S.A.
CAISSE D'EPARGNE
NORD-SEINE

Ingénieurs grande école fort potentiel

GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS MÉCANIQUES (1 milliard de francs de CA) en bonne santé économique et financière, filiale d'un groupe international (50000 personnes), renforce son potentiel technique et recherche des ingénieurs grande école fort potentiel.

Affectés au Département des Études, ils seront formés durant une période d'un an environ à la conception des produits (outils CAO/DAO disponible).
Au-delà, ils se verront confier la responsabilité technique de projets dans le domaine des transmissions mécaniques destinées à l'automobile.
Ingénieurs mécaniciens diplômés AM, débutants ou disposant d'une première expérience d'études, leur potentiel devra leur permettre d'évoluer rapidement vers des postes de responsabilités dans la société.
Lieu de travail : banlieue ouest Paris.

Ecrire sous réf. WG 461 CM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Acheteurs - négociateurs

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, (2.000 personnes) leader sur son marché, d'une solidité technique et financière de premier plan recherche pour renforcer ses structures "achats" deux cadres.

Il leur sera rapidement confié, dans le cadre d'une nouvelle politique à mettre en place, la responsabilité des achats d'une famille de produits pour l'ensemble des exploitations du Groupe.
Ils assureront également d'autres achats décentralisés sur la région.
Une formation générale supérieure (ESCAE, ENI, Maîtrise, DUT...), une expérience industrielle, dont 3 ans dans une fonction de négociation (achats ou ventes si possible dans le domaine de l'emballage), la maîtrise de l'anglais, sont nécessaires pour la réussite dans ces postes.

Lieux de travail :

- grande ville de Lorraine
- ville de bord de mer sud-est

réf. TD 458 CM
réf. SC 457 AM

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Jeune ingénieur à fort potentiel

Aujourd'hui, la gestion de qualité. Demain une responsabilité en fabrication.

Nous sommes une entreprise industrielle performante (1000 personnes, CA : 2 milliards, croissance 20% par an), filiale d'un important groupe français.

Notre évolution technologique nous amène à renforcer nos structures d'encadrement. Nous souhaitons intégrer à notre équipe un ingénieur débutant ou ayant une première expérience en chimie métallurgique ou peinture, électromécanique, automatisées, pour le former aux méthodes modernes de la gestion qualité et lui confier ensuite une responsabilité en fabrication.

Les perspectives d'évolution à moyen terme dans la Société ou dans le Groupe rendent ce poste très attractif. Il est à pourvoir dans une région agréable en grande banlieue Nord de Paris. Logement fourni.

Ecrivez à notre Conseil.

Marise PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo + rémunération actuelle sous référence 3084M

CORT
MEMBRE DE SYNTIC

65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

pour la FRANCE
et le MOYEN-ORIENT
Importante Société recherche

INGENIEURS

DIPLOMES GENERALISTES BATIMENT

avec expérience BIG et chantiers importants

• Anglais indispensable. • Disponibles immédiatement. • Contrats à durée déterminée de 3 ans.

En vue d'assurer le contrôle et la supervision d'études et de travaux au Moyen-Orient correspondants à d'importants chantiers.

Envoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité et prétentions sous N° 9350 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Esnault - 75008 PARIS - qui transmettra

Organisme professionnel
du bâtiment
recherche

COLLABORATEUR

- Cadre 25/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC droit, sciences éco. etc.)

Le candidat aura une expérience dans ce secteur, sera amené à assister la Direction Générale dans une tâche polyvalente.

Ecrire sous n° 306 624 M à RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Société Financière, filiale
CRÉDIT AGRICOLE et CRÉDIT MUTUEL
qui développe en France la carte de paiement.

EUROCARD-MASTERCARD

recherche

CHEF DE PROJET

- 25 ans environ.

- Formation Ingénieur (MAGE...) et une expérience de 4/5 ans comme Chef de Projet.

- Bonnes connaissances IBM 36, IBM 38.

- Anglais nécessaire, expérience comptable et financière souhaitée.

- Lieu de travail Paris.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
EUROCARD FRANCE - Gestion du Personnel
16, rue Lecourbe, 75017 PARIS.

Chef du service génie climatique

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE bien implantée sur ses réseaux auprès d'une clientèle diversifiée recherche un potentiel pour développer certaines de ses activités et recherche un Chef du Service Génie Climatique.

Il devra organiser, gérer et animer une équipe d'une vingtaine de personnes (dont 3 ingénieurs) chargée d'assurer la conception, la réalisation et l'installation d'équipements de climatisation.
Une formation supérieure d'ingénieur, une expérience d'au minimum quatre-vingt ans dans le même domaine comprenant la direction de chantiers, ainsi que des qualités incontestables de "manager" sont indispensables pour assurer le développement de ce secteur d'entreprise.
Poste situé dans une ville du nord de la France.

Ecrire sous réf. UE 459 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Contrôleur Financier/Responsable de l'administration générale Région parisienne

Notre client est la filiale française d'une société britannique cotée en bourse en pleine expansion, spécialisée dans la distribution de machines.
Responsable auprès du directeur général, et au point de vue fonctionnel auprès du siège en Grande-Bretagne, le candidat retenu assurera les activités financières des opérations en France.

A ce titre, ses principales responsabilités comprendront :

- ★ toute la comptabilité anglo-saxonne
- ★ le maintien et le développement du système micro-informatique
- ★ la liaison entre banques, auditeurs et clients
- ★ les questions comptables et fiscales locales
- ★ le remplacement du directeur général en son absence.

Les candidats devront avoir acquis une expérience du contrôle financier au sein d'une multinationale et parler couramment l'anglais.

Notre client a l'intention de sélectionner une personne dont l'expérience et la motivation soient susceptibles de l'amener éventuellement au poste de directeur général.

Les candidats intéressés sont priés de contacter David Nicholson ACA au (19-441) 831 0431 ou d'envoyer un CV complet en indiquant la référence 984 à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London W14 2QH (Angleterre).

MP

Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London - Brussels - New York - Sydney

Très importante société de presse, PARIS-10°, spécialisée dans l'information juridique fiscale et comptable des entreprises, recherche pour étoffer ses équipes rédactionnelles

JURISTE (droit des affaires)

DES ou DEA minimum - formation complémentaire souhaitée (IEP, IDA, IAE, etc.).
Expérience de quelques années dans services ou cabinet juridique apprécié, le sens du concret, une aptitude marquée pour la rédaction et le goût de la pédagogie indispensables. Les travaux variés effectués au sein d'équipes pluridisciplinaires de haut niveau sont motivants. Ils requièrent une excellente capacité d'analyse et une maîtrise de l'expression écrite. Rémunération en rapport avec ces qualités et réelles perspectives d'avenir en entreprise en pleine expansion.

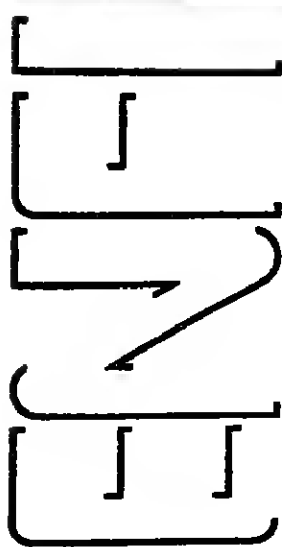
Adresser lettre de candidature manuscrite, photo, c.v., prétentions à :
PUBLICLAIR, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



**Groupe
ENFI Design**

ENFI Design, l'une des toutes premières sociétés européennes de design, recrute :

Ingénieur d'affaires

Vous aurez la responsabilité des études des conditions et espaces de travail liées au développement des nouvelles technologies. Votre mission sera complète depuis l'analyse des marchés jusqu'aux négociations finales en passant par la prospection de la clientèle. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de grande école (ingénieur ou commercial) ayant une expérience de quelques années de vente de services auprès des secteurs industriels ou tertiaires.

Designer de produits

Nous vous proposons d'analyser, de concevoir et de réaliser des projets de produits et de systèmes au sein de notre équipe. Nous attendons de vous une solide expérience et une très grande créativité.

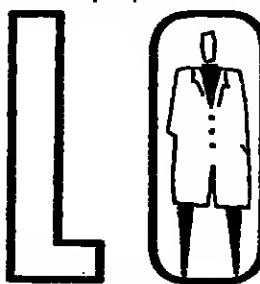
Graphiste

Dans tous les domaines de l'image de marque, vous utiliserez de multiples techniques (du rough à la finalisation) au service de recherches sur les grandes chaînes de distribution, sur l'identité visuelle d'entreprises ou de produits, sur la signalétique, sur la création graphique en général. Vous aurez prouvé votre créativité pratique au cours de cinq années d'expérience en agence ou en studio.

Merci d'adresser CV détaillé et niveau de rémunération actuelle en précisant le poste choisi à M. Gérard WOLTON, Groupe ENFI Design, 32/34, avenue Kléber - 75116 PARIS.

INGENIEUR

UN GRAND NOM DE L'INFORMATIQUE... DES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE... UN MARCHÉ NATIONAL ET INTERNATIONAL. Vous serez chargé du support technique des logiciels de base sur nos produits informatiques et bureautiques distribués (CTOS, UNIQ). Etablissant pour cela un dialogue permanent entre la Direction Technique et le réseau commercial, vous aurez donc à préparer l'introduction des produits dans le réseau et à en assurer le support opérationnel. Fin technicien, vous serez donc aussi un homme de communication. L'anglais vous sera indispensable. De larges opportunités liées à notre taille et à nos projets vous seront offerts. Écrivez s/réf. 4809 M à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS. (Précisez sur l'enveloppe les sociétés auxquelles vous ne voulez pas que nous transmettions votre candidature).



LOGICIEL

Planification et contrôle de gestion Jeune chef de service

Une petite équipe de professionnels de haut niveau à mener dans la conception et la mise en œuvre du système de planification annuelle et de contrôle de gestion. Avec l'appui d'outils informatiques performants. Voici la mission qu'un organisme financier parisien en très forte croissance, gérant plusieurs milliards de francs, vous propose.

Diplômé d'une grande école scientifique ou de commerce, la trentaine, vous avez une expérience professionnelle dans un service planification ou de contrôle de gestion, et êtes à l'aise autant dans la réalisation de tâches concrètes que dans la conception de lignes stratégiques et l'animation d'hommes.

L'image de réussite de cet organisme, le développement du secteur dans lequel il opère, confèrent à ce poste des possibilités de carrière motivantes. C'est pourquoi vous allez écrire rapidement aux consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8538 LM, qui vous en diront plus sur cette opportunité.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

140 000 F
TRINITE
Société de services, en pleine expansion, filiale d'un important groupe français, cherche son

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

Sous l'autorité directe du DAF, il assurera la comptabilité générale jusqu'à l'établissement du bilan, le suivi de la comptabilité fournisseurs, les déclarations sociales et fiscales et devra animer une équipe de 4 personnes.

Titulaire du Certificat Comptable du DECS ou du DECS, il justifie d'une expérience réussie en entreprise ou en cabinet. Ses capacités d'organisateur, son esprit d'initiative et sa pratique de l'informatique (déjà en place) lui permettront d'évoluer dans la structure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11/220 AT, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Poméranie 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUBA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

UNE OPPORTUNITÉ : DEVENIR RESPONSABLE PRODUITS

Une importante société d'après-vente, filiale d'un grand groupe industriel, qui fabrique et commercialise des produits audiovisuels et électroménagers développe ses structures par ligne de produits.

Dans ce cadre, elle recherche des

RESPONSABLES PRODUITS TÉLÉVISION-VIDÉO

Jeunes ingénieurs électroniciens, possédant plusieurs années d'expérience dans les domaines de la télévision et de la vidéo, votre mission sera principalement de déterminer et de mettre en service la politique d'après-vente de la ligne de produits dont vous aurez la charge.

Votre objectif sera d'augmenter dans les meilleures conditions de coût la qualité de la prestation après-vente.

De réelles possibilités d'évolution existent à terme à l'intérieur du groupe.

Postes à pourvoir en proche banlieue Nord.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 81559/LM, à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS qui transmettra.

**TEXAS
INSTRUMENTS
FRANCE**

Valorisez votre première expérience de l'entretien industriel

4000 m2 de bureaux, un centre de technologie doté de matériels sophistiqués, tous les éléments nécessaires à l'activité de 175 personnes (climatisation, réseaux de fluides, distribution électrique, cafétéria...) voilà en quelques éléments notre établissement de VELIZY. A son échelle vous organisez et supervisez l'entretien, la maintenance et les travaux neufs. Vous travaillez en liaison avec les sous-traitants et avec le service entretien général de notre usine près de Nice.

Après une formation d'INGENIEUR GENERALISTE, vous avez une expérience de 1 à 3 ans en entretien industriel, vous avez un bon niveau d'anglais et vous êtes également ouvert à la gestion d'un budget.

Vous aurez à ce poste l'occasion d'exercer votre goût du détail, vos capacités d'organisation avant d'évoluer au sein de la Société.

Thierry VINCENT vous remercie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence CORP/05-85/11M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, av. Morane Saulnier - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

Responsable du Marketing Stratégique pour notre Direction Financière

Importante Banque - Paris.

Une importante Banque Française de dépôt, à vocation internationale, recherche son Responsable de «Marketing du marché de l'épargne».

Sa mission consistera à animer la planification stratégique et le marketing opérationnel du Département Financier. Ce poste de haut niveau, basé à Paris, implique une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans dans le marketing bancaire ou financier.

Notre taille, notre dynamisme garantissent à un élément de valeur d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe, la référence 3637 et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter : RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Jeunes diplômés AM, ENI, INSA...

Préparez et assurez votre avenir en intégrant aujourd'hui notre entreprise, à Paris ou en province.

Filiale d'un puissant groupe industriel français, nous sommes une entreprise - effectif 800, 25 unités, 600 MF de CA - dynamique, dotée d'une gestion rigoureuse. Pour répondre à notre développement actuel et à nos projets d'avenir, nous recherchons 3 jeunes ingénieurs à qui nous offrons une première expérience parisienne ou provinciale. Nous confions responsabilité et large autonomie. Nous demandons en retour enthousiasme, initiative et implication personnelle.

Adressez curriculum vitae + photo + prétentions sous réf. 2566 M à Cépied, 135 avenue de Wagram, 75017 PARIS.

KNOLL INTERNATIONAL FRANCE

recherche
pour secondar son responsable du service planning de production

UN ADJOINT RESPONSABLE PLANNING

Ce poste conviendrait à un jeune cadre de formation ingénieur ou École de commerce avec orientation gestion de la production. Connaissance et première expérience en gestion de production sur support informatisé appréciées.

Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à B. MOREAU
BP 746 - 95004 CERGY

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS VIVEZ VOS AMBITIONS AVEC NOUS !

La Division Télécommunications de THOMSON-CSF: 3000 personnes (dont 550 Ingénieurs et Cadres), occupe une place de leader en France, tout en réalisant la moitié de son C.A. à l'export, grâce à sa compétence incontestée dans le domaine des radio-communications et la maîtrise des grands systèmes de télécommunications.

- Vous conduirez au sein d'une petite équipe:
- PROJETS DE LOGICIELS temps réel, à base de microprocesseurs (68000, mégamini), pour la gestion de systèmes de télécommunications. Poste basé à GENNEVILLIERS.
 - L'ÉTUDE et la RÉALISATION de MATÉRIELS faisant appel aux technologies modernes de traitement des signaux logiques et analogiques. Poste basé à CHOLET.

Diplômé d'une Grande École d'Électronique, vous avez, éventuellement, une première expérience dans une activité similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la région choisie: pour GENNEVILLIERS à Dominique BAILLY - THOMSON-CSF, Division Télécommunications, 66, rue du Fossé-Blanc, 92131 GENNEVILLIERS.

Pour CHOLET à Jean-Marc Antoine, THOMSON-CSF, Division Télécommunication, 110, avenue du Maréchal-Leclerc, B.P. 945 - 49309 CHOLET Cedex.



responsable de l'assurance-qualité :

un poste d'avenir pour un ingénieur électronicien

Dans un environnement de HAUTE TECHNOLOGIE, nous donnons à notre RESPONSABLE ASSURANCE-QUALITÉ les moyens de réussir et la possibilité d'évoluer.

Dans notre usine de création récente, nous étudions, développons et fabriquons pour le marché mondial des produits de technologie de pointe. Nous appartenons à un Groupe Multinational de premier plan spécialisé dans l'ÉLECTRONIQUE.

Nos points forts: une politique innovatrice, un secteur de pointe et surtout un potentiel humain de haute compétence. A cela s'ajoute un rythme de croissance élevé de notre C.A.: 25 % à 30 % par an !

Directement rattaché à notre Directeur Général, notre Responsable Assurance-Qualité collaborera avec l'ensemble des services concernés de la Société (Production, Etudes, Marketing...).

Aux procédures de contrôle que vous aurez la charge d'élaborer et de faire appliquer, viendront s'ajouter à ce titre des responsabilités liées à nos nombreux projets.

Votre sens aigu de la gestion fera de vous un homme clé dans notre organisation orientée vers le service à fournir à nos clients.

De formation INGÉNIEUR en ÉLECTRONIQUE, votre expérience, votre goût pour l'innovation, vos connaissances technologiques et votre sens des contacts humains vous désignent pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein de notre Groupe.

La poste est à pourvoir en IMMÉDIATE SUI.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence AQ 10 à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

HAVAS CONTACT



Tour de Lyon - 185, rue de Berry - 75012 PARIS

De Vulcain à Usinor

Que de chemin parcouru. Les innovations des ingénieurs d'Usinor se retrouvent dans l'aéronautique, l'automobile, l'Offshore, le nucléaire, la conserverie; et aussi sur le TGV et les verres métalliques... partout dans l'industrie moderne.

JEUNES INGENIEURS X, Centrale, Mines, Ponts, Supélec, A.M....

C'est proche de la matière, dans nos usines automatisées et informatisées que nos ingénieurs mettent en œuvre les techniques les plus avancées dans les domaines: Electronique, Electromécanique, Automatique, Science des matériaux, Informatique, mais aussi commercial, études économiques, relations sociales ou gestion.

Innovar, c'est adapter une réalité aux exigences du marché.

Gagner, c'est dépasser les contraintes grâce à l'intelligence et la mise en application des idées de chacun.

Jeunes Ingénieurs vous pouvez compter sur le Contrat Cadre USINOR: - MISSIONS INTERNATIONALES, PROJETS SABBATIQUES, PARRAINAGE DE CREATION D'ENTREPRISES, PERSONNALISATION DE CARRIERE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo en précisant le domaine d'action souhaité et la référence M601



Innovar pour gagner

Service Recrutement, N. LE BAGOUSSE Immeuble 16 de France 92070 Paris la Défense Cedex 33.

COTRASSE

Cabinet d'Audit International recherche pour son bureau de Paris

Chefs de Mission (Seniors)

Les candidats devront être diplômés d'une Grande École Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, So-Po/Eco Fi) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international. Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale et recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet. Notre développement leur permettra d'accéder à des responsabilités et de participer à des programmes d'échange au sein de notre réseau international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à P. NARAIN, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.



Au sein du Ministère de la Défense, le Service Central des Commandes est plus particulièrement chargé de la négociation et de la rédaction des contrats passés avec les industries privées ou publiques.

Ingénieur Débutant

Grandes Ecoles ou Universités

- Sa mission consistera à:
- Lancer des appels d'offres en fonction des besoins,
 - Choisir et négocier avec les fournisseurs,
 - Rédiger des marchés,
 - Défendre ses décisions.

Des connaissances en marchés publics seront appréciées, cependant elles pourront être acquises sur place.

Lieu de travail: PARIS

Adresser dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) en précisant la référence 866126 à:

S.E.A.T., Service Recrutement 24, avenue Pasteur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL Cedex.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche, pour sa Division Équipements:

INGÉNIEUR TRAVAUX H/F

Ingénieur Diplômé d'une École de Bâtiment ou de Travaux Publics.

Vous avez une première expérience réussie des travaux de bâtiment soit en entreprise soit en bureau d'études. Votre mission sera de programmer, planifier et contrôler les études de conception des locaux bancaires.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser CV, lettre de candidature et prétentions, sous réf. BL 215, à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, service du recrutement, 7, rue Caumartin, 75009 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Paris-Sud

100 PERSONNES 100 MKF
HAUTE TECHNOLOGIE

Cette division intégrée à l'un des premiers groupes industriels français, réputée dans le domaine très pointu des équipements (hydraulique - circuits, mécanique, électronique), pour l'aéronautique civile, militaire et spatiale, recherche un

Adjoint du directeur technique

Il s'agit d'une création de poste. Face aux opportunités de conquête de nouveaux domaines, le Directeur Technique recherche son alter ego. Il veut lui confier au plus tôt la responsabilité complète des études et du développement industriel. Ainsi, pouvant s'appuyer sur cet adjoint pour la concrétisation des équipements nouveaux et du suivi de ceux existants, le Directeur Technique pourra se consacrer aux études en amont. Il s'agit de créer une équipe pour gagner dans des

domaines où la compétition internationale est très forte et... stimulante.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur mécanicien grande école ayant une expérience confirmée (Bureau d'études, développement et/ou fabrication) acquise nécessairement dans le milieu aéronautique et hydraulique. Il connaît l'anglais.

Pour ce poste, une rémunération très motivante est prévue. Référence 280

Paris-Sud

1000 PERSONNES
HAUTE TECHNOLOGIE

En très forte expansion, cette société industrielle française (ingénierie - montage - commercialisation) très réputée en France et à l'étranger pour ses réalisations complexes (mécaniques, tolérances, hydraulique, électronique) recherche son

Chef des méthodes

Membre du STAFF de la direction industrielle, il est à la tête d'une équipe de 10 ingénieurs très compétents et très motivés. Sa mission est de maintenir et de développer les « savoir-faire industriels » de l'entreprise. Il a donc un rôle fondamental dans la prise en compte des impératifs de fabrication et des objectifs de résultats (coûts, qualité, délais). De plus, il a à prévoir et à mettre en place les moyens généraux de fabrication des productions futures. Cette fonction clé ne peut être confiée qu'à un ingénieur

grande école, très bon mécanicien, capable de comprendre plusieurs technologies et de préférence déjà familiarisé avec un service de méthodes industrielles.

C'est un homme de terrain, très au fait des réalités concrètes de la gestion industrielle avec une expérience diversifiée (bureau d'études et production). Une rémunération très stimulante est attachée à ce poste. Référence 350



Adresser CV, photo et prétentions, en indiquant un numéro de téléphone et en rappelant distinctement la référence du poste choisi à : Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup. Les candidats seront convoqués à Paris pour un premier entretien et les dossiers traités avec une discrétion totale.

Guy Postel

Rejoignez un groupe bancaire important !

Cadres confirmés

Nous recherchons des cadres confirmés dans les domaines suivants :

Opérations financières

(Montage d'emprunts, augmentations de capital, introductions en Bourse.)

Quelques années d'expérience dans ce domaine ou dans un service d'analyse financière seraient appréciées. Des perspectives importantes d'évolution de carrière seront assurées à

Pour la plupart de ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

des cadres de valeur. (Réf. OF/3558)

Négociations - Prises de participation

Le cadre se verra confier la recherche et l'étude de dossiers d'entreprises.

Plusieurs années d'expérience et un réel dynamisme sont nécessaires pour cette fonction. (Réf. NE/3558)

Immobilier

La personne recrutée aura en charge

la recherche et la gestion d'immeubles dans le cadre d'activités de location simple ou de crédit-bail.

Une expérience de plusieurs années est exigée. (Réf. IM/3558)

Relations commerciales

Les cadres recherchés auront pour mission d'assurer la promotion des produits financiers auprès des banques du Groupe et des investisseurs institutionnels. (Réf. RC/3558)

Jeune auditeur interne contrôleur de gestion

Un important établissement financier, spécialisé dans le crédit à la consommation et leader dans le domaine des cartes de paiement, disposant d'une implantation nationale, renforce son département contrôle de gestion et recherche l'adjoint de son chef de service. Il aura pour mission d'assurer l'audit des différents services, et notamment des 35 agences, en matière de respect des procédures dans tous les domaines. Par ailleurs, il assistera le chef de service dans la fonction contrôle de gestion, à l'occasion de la mise en place d'un système de gestion par objectifs. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une première expérience de 3 à 5 ans soit dans le contrôle de gestion, soit dans l'audit interne. Des qualités relationnelles et une grande disponibilité sont indispensables. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est situé à Paris et suppose d'assez nombreux déplacements. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8017M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR SYSTEME

Vous êtes ingénieur diplômé. Vous avez acquis, durant une première expérience convaincante en système, une compétence certaine en DOS/VSE, VM, CICS. Des connaissances en JCL, VSAM, VTAM seraient un atout.

Nous sommes un établissement public assurant la gestion d'un groupe de communes dans un environnement IBM 4341. Notre service informatique, composé de 13 personnes, fonctionne avec un budget de 9 MF.

Nous vous proposons d'élargir vos compétences en prenant la responsabilité totale de notre système. Vous gerez l'existant, améliorerez les performances, la fiabilité et la sécurité du système, mettez en place les nouveaux produits. En outre, vous assurerez à terme la migration vers MVS.

Votre rémunération sera à la hauteur de vos compétences. Vous évoluerez en élargissant vos responsabilités au sein du service informatique.

Lieu de travail : proche banlieue Nord-Est.

Adressez lettre manuscrite, C.V., rémunération actuelle et prétentions sous réf. 2045 M à Annick HELLEGOUARCH Séle-CECOS INFORMATIQUE Tour Chenonceaux, 204, rond point du pont de Seves 92516 BOULOGNE cedex

Séle CECOS
INFORMATIQUE

Bougez, Vivez...

comme les femmes et les hommes qui rejoignent Digital, deuxième groupe informatique mondial. Nous créons à Evry un poste de

Directeur du développement de nos services informatiques internes

En étroite collaboration avec des utilisateurs qui sont des partenaires, il s'agit :

- de définir la stratégie puis de la mettre en œuvre,
- de développer des applications de vente pour l'Europe,
- de manager un groupe d'une quinzaine de personnes en développant encore leurs aptitudes à la communication avec les utilisateurs.

Homme ou femme, une formation supérieure, 5 à 10 ans d'expérience en analyse, programmation et conduite de projets importants vous ouvriront ce poste.

Nous vous remercions d'adresser C.V. + photo sous la réf. MON 046 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux - BP 156 - 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique
digital

GRACE

recherche pour son siège administratif et financier européen, son

INGENIEUR INFORMATICIEN

Il sera chargé de :

- l'exploitation de l'ordinateur du siège,
 - la maintenance des systèmes informatiques existants,
 - la formation et l'assistance technique auprès des utilisateurs du siège et des filiales,
 - la réalisation de nouveaux projets informatiques du siège.
- Diplômé de l'Enseignement Supérieur (MST, MSG, MIAGE, DESS ou DEA en informatique), il est débutant ou a acquis une expérience d'un an ou deux dans une fonction similaire. Il est parfaitement bilingue (Anglais-Français). Il possède de bonnes capacités d'adaptation et d'assimilation. Le poste est basé à Suresnes (92).

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 02503 M à Catherine DUBIN,

Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS
(01) 47 00 00

L'évolution de nos systèmes de freinage nous amène à recruter

2 INGENIEURS D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT



General Motors France

La première mission d'avantage orientée vers l'étude implique de nombreux contacts avec notre clientèle européenne. Pour la seconde, vous jouerez surtout un rôle important au niveau du développement en collaboration avec notre Division nord-américaine. Diplômés d'une école d'ingénieur, vous

avez une première expérience du milieu industriel. Vous possédez un sens très développé des contacts humains et de la communication, et de solides connaissances de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Mariannig Aultret, General Motors France, Division Delco Moraine, 56 à 68 avenue Louis Roche, 92231 Gennevilliers Cedex.

هكذا من الاحل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Rechercher et trouver les Cadres dont les entreprises des secteurs de pointe ont besoin aujourd'hui pour encore mieux se développer demain, conseiller les dirigeants dans la gestion de leurs ressources humaines. Tout cela est difficile mais terriblement passionnant. Cela suppose d'être à l'écoute permanente de l'économie et en relation avec les hommes qui font son succès, cela demande opiniâtreté et imagination. En somme beaucoup de professionnalisme. A ce métier, nous pouvons vous former au sein de l'équipe d'EGOR TECHNOLOGIES.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez une première expérience de la fonction personnelle dans un rôle opérationnel et dans un environnement industriel mais aussi de l'ambition et le besoin de vous épanouir.

Merci de téléphoner au 225.71.07 ou d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF sous référence M 32 ET 85, à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Belfort 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISBURG LONDON MADRID TOKYO

egor

media-system

Leader dans le domaine des équipements destinés à l'hôtellerie, restauration, collectivités...
Filiale Groupe International M^r Aubert recherche

SON CHEF COMPTABILITE CLIENTS / RECOUVREMENT

(supervision de 7 personnes).

Le candidat (M/F) âgé de plus de 25 ans devra justifier d'une expérience financière réussie.

Qualification : BTS comptable - DUT finance comptabilité - DECS souhaité.

Rigueur, dynamisme, expérience juridique, capacité à animer une équipe et à maîtriser des contacts de haut niveau avec la clientèle sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Large possibilités d'évolution dans la société.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à PIERRE LICHAU S.A.

sous réf. 11019 - BP 220

75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Cambiste-Trésorier

Banque étrangère Paris-9^e recherche

Cambiste (toutes devises)

et ayant au minimum 10 ans d'expérience professionnelle, capable de devenir en 4/5 ans

Responsable trésorerie (francs et devises)

Anglais indispensable.

Ecrire manuscrit + photo avec toutes garanties de discrétion, en précisant l'expérience et la rémunération souhaitée à notre Conseil

I. justet

psychologue

18, rue des Grottes

84000 AVIGNON

DEMAIN

Emplois Cadres *Le Monde*

CHAQUE MERCREDI
PRIX : 6 F

LE JOURNAL DU CADRE
ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

Filiale d'un important
Groupe de Presse
(Paris)
580 millions de C.A.
300 personnes
recherche

FUTUR ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

Se mission :
- prendre en charge sous l'autorité du Directeur Comptable l'ensemble de la Comptabilité Générale et Analytique.
- Il est responsable d'une équipe de 5 personnes.

Se formation :
- Titulaire d'un diplôme reconnu en France (BSC + DECS), possédant une première expérience réussie de la fonction comptable.

Le salaire brut annuel ne sera pas inférieur à 145 000 F.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à M. 4598
PUBLICITEES REUNIES
112, Bd Voltaire
75011 Paris qui tr.

Filiale 500 personnes
PANTIN 100 personnes
recherche

CHEF COMPTABLE BILINGUE ALLEMAND

Expérience du reporting financier, vous serez la responsabilité d'une équipe de 12 personnes que vous devrez animer et motiver.

Nous recherchons une augmentation de cet effectif, votre dynamisme et votre disponibilité vous permettront de faire face à cette évolution.

Adr. dossier de candidature complet à notre conseil
SCOP 7 a/réf. 907
2, av. du Général-Lacaze
75014 PARIS.

JEUNE CADRE DE GESTION

De formation supérieure, 30 ans max., connaissances très sérieuses des méthodes modernes de gestion.

5 ans min. d'expérience dans le bâtiment.

Adresser C.V., photo et prêt. n° 10.800 Carré publicités
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

La ville de Nanterre, 100.000 habitants, recrute :

Pour ses services financiers

Un (e) directeur (rice) de service administratifs par voie de mutation ou de promotion.

- Expérience confirmée dans l'élaboration et l'exécution du budget communal ;
- Statistiques et analyses financières ;
- Aptitude pour la mise en place d'un contrôle de gestion.

Pour ses services techniques

Un (e) cadre technique de haut niveau pour l'organisation et méthodes, information et décentralisation des services techniques et contrôle de gestion.

Pour ses services du personnel

Un (e) attaché (e) pour diriger au sein des services du personnel le secteur des agents de service (400 employés environ), expérience communale souhaitée.

Adresser C.V. et curriculum vitae à Monsieur le Maire de NANTERRE, Conseiller général
92014 NANTERRE CEDEX.

UN GRAND DE L'AUDIT ET DU CONSEIL
MEMBRE D'UN RESEAU INTERNATIONAL
recrute pour PARIS - LYON - GRENOBLE - LIBREVILLE :

auditeurs

Vous êtes un professionnel de l'Audit ayant 3 ou 4 ans d'expérience et nous vous confierons la responsabilité de Chef de Mission d'Audit.

conseils confirmés

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un Cabinet d'Expertise Comptable et vous serez responsable de missions d'Expertise Comptable et de Conseil auprès de PME-PMI.

Nous offrons de réelles possibilités de carrière au sein d'une organisation internationale comptant 650 professionnels en France, une formation permanente et pluridisciplinaire, des méthodes de travail rigoureuses, une rémunération motivante.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Hélène LIPPUNER,
Tour Manhattan, cedex 21, 92095 Paris-La Défense 2.

COMPTABLE EXPERIMENTE

Pour la tenue de la comptabilité de l'association et des sections et associations affiliées jusqu'au bilan de fin d'année, et l'établissement des déclarations sociales et fiscales.

Salaire 90.000 F. environ.

SECRETAIRE COMPTA EXPERIMENTEE

Pour contrat à durée déterminée (10 juin - 15 octobre)

Env. C.V., photo à : M.J.C. Point du Jour
1, av. du Général-Lacaze
75015 PARIS.

COMPTABLES CONFIRMES

Téléphone : 328-76-66.

VIDEOPOST

Filiale du Groupe SERVO spécialisée dans :

LES ETUDES ET TESTS DE CONSUMATION PUBLICITAIRE

1^{re} CHARGE (B) D'ETUDES QUALITATIVES SENIOR

Responsable et autonome au niveau prospection, mais en charge, suivi et présentation des études.

2^e CHARGE (B) D'ETUDES QUANTITATIVES JUNIOR

Avec premières expériences des traitements informatiques et analyse des données. Connaissance micro-ordinateurs appréciée.

3^e ASSISTANT (E) chargé (e) de suivre la réalisation pratique des études.

Adr. C.V., photo, présentations (3e 3^e indispensables) 12, rue Hermer, PARIS-8^e.

CENTRE REACTEURS ET PROCESSUS DE L'ECOLE DES MINES DE PARIS

recherche plusieurs

INGENIEURS OU DOCTEURS

Domaines :
- Analyse numérique en dynamique des fluides ou des procédés.
- Modélisation et mesure des équilibres entre phases.
- Procédés de séparation en biotechnologie et hydrometallurgie.

Env. C.V. à H. RENDU
60, Bd St-Michel, 75006 PARIS.

Pour faire face à son expansion
DANTEC ANCT. DISA
filiale française recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE ou UNIVERSITAIRE 3^e CYCLE

● Débutant à quelques années d'expérience pour responsabilités technico-commerciales à forte dominante technique.
Secteur d'activités : équipements pour la recherche scientifique en mécanique des fluides et des solides faisant appel aux technologies de pointe :
- Laser, fibres optiques, informatique.

Fonction : prospection - ESSAIS - suivi, assistance et formation clientèle.

Le poste : à pourvoir au siège de Palaiseau (91) nécessite :
● Disponibilité (déplacements) ;
● Contact humain ;
● Intégration à une équipe confirmée ;
● Sens pratique ;
● Anglais.

Une expérience en ANEMOMETRIE LASER ou techniques optiques serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo + présentations à : P. Bauche, Dantec Electronique, 2 bis, rue Léon-Blum, 91120 PALAISEAU.

Pour développer sa structure commerciale le N° 1 Français (C.A. 84 : 512.000.000 F., progression : + 28,5 %.

1300 clients) propose un stage de formation. Si vous souhaitez devenir l'un de nos

COLLABORATEURS COMMERCIAUX (M. ou F.) à Paris, banl., ou en province. Tél. au 500-24-03 poste 42.

ORGANISME FORMATION recherche

FONCTIONNAIRES CATEGORIE A

de l'Etat ou collectivité locale, susceptibles d'assurer des fonctions de formation dans leur domaine de compétence (gestion du personnel, décentralisation, comptabilité publique, marché).

Adresser C.V. sous réf. 200 à : IRCOM
50, rue Gérard, 75013 PARIS qui transmettra.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

rech. collaborateurs (travaux) ambitieux et dynamiques souhaités à intégrer à une équipe de vente (pas de porte à porte)

Si :
- Vous avez min. 23 ans,
- un bon niveau de culture générale,
- Le goût des contacts humains.
Votre candidature nous intéresse.

Tél. : au 638-66-73.

(92) Centre de mise en forme rech. PROFES. GYMNASI-QUE aérobie, dansé, yoga et musculation. Tél. : 638-34-14 et (1) 728-89-63.

GENOUS SYSTEMES rech. INGENIEURS

LOGICIEL T.R. MITRA, 65000, PDP. VAX, SOLAR. Tél. : 608-35-50.

Groupe parisien rech. pour son holding RESPONSABLE de la CONSOLIDATION DES COMPTES

26/30 ans. Nv. DECS/ESC + 2 années en mb. d'audit. Adr. C.V. photo et prêt. à USI 35, rue des Mathurins Paris-8^e qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche pour PARIS

COLLABORATEUR H.F.
Position CADRE

Pour renseignements, conseils, études en droit social. Formation souhaitée : licence ou maîtrise de droit social ou équivalent.

Adresser C.V. détaillé et prêt. n° 10.939 à CONTESTE 20, av. Opéra 75040 Paris. cedex 01 qui transmettra.

secrétaires

HOPITAL AMERICAIN rech. pour son département administratif et financier

SECRETAIRE DE DIRECTION

bilingue anglais, min. 5 ans exp. par. Bonne dactylo. Ecr. avec C.V. et photo 63, Bd Victor-Hugo 92202 NEUILLY-sur-SEINE.

INFORMATIONS « SERVICES »

POUR LES MOINS DE VINGT-SIX ANS

La carte Jeunes permettra de bénéficier de nombreuses réductions

La carte Jeunes donnera droit, à partir du 1^{er} juin, à des tarifs réduits et à divers avantages pour de nombreuses prestations intéressant les moins de vingt-six ans. Annoncée le 20 mars par M. Fabius dans son quart d'heure télévisé, cette initiative s'est concrétisée, lundi 20 mai, avec la remise par le premier ministre, en présence de M. Alain Calmet, ministre de la jeunesse et des sports, des premiers exemplaires de la nouvelle carte à des lycéens de Seine-et-Marne. Ce nouveau document doit permettre d'unifier les systèmes de réduction proposés aux jeunes et faciliter les prestations de services à un grand nombre de jeunes. En s'occupant lui-même de la promotion de la carte Jeunes, M. Fabius montre aussi tout l'intérêt que porte le gouvernement aux nouvelles générations d'électeurs.

Le document se présente sous la forme d'un petit rectangle de carton plastifié vendu 50 F dans les centres d'information jeunesse, les guichets du Crédit

mutuel et du groupe CIC. La carte est valable un an. La gestion du système est confiée à une association qui préside le footballer Dominique Rocheteau. Tous les moins de vingt-six ans (nés après le 31 décembre 1959), qu'ils soient français ou étrangers, qu'ils habitent en France ou y passent leurs vacances, sont concernés par les avantages proposés dans la liste complète (plus de 4000 au total) est publiée dans un guide remis avec la carte. Sur le plan national, les offres de tarifs réduits concernent par exemple les sports (50 % de réduction sur les tournois de qualification de tennis, y compris les internationaux de France, 10 % sur les stages de l'UCPA et des Glénans), les activités culturelles (tarifs réduits dans les musées nationaux, les théâtres privés parisiens), la restauration (accès des non-étudiants aux restaurants universitaires pour 15 F par repas, réductions chez « Free

PARIS EN VISITES

JEUDI 23 MAI

- Expositions James Tissot au Petit Palais, 12 h 30 (Géraldine Canet) et 15 heures (Marion Ragueneau).
- Mystérieuse civilisation de l'islam. Les secrets de la Mosquée de Paris. Le souk, le café maure, 15 heures, place du Palais-de-Justice (Isabelle Haule).
- L'Eglise et les hôtels de l'Île-Saint-Louis, 14 h 30, angle quai Bourbon (E. Roman).
- Musée Guimet : l'art du gandhara et l'art de l'Asie centrale, 10 heures devant la caisse (Clio, les Amis de l'histoire).
- Hôtels de la rue du Bac. Jardin des missions étrangères, 14 h 30, église Saint-Thomé d'Aquin.
- Musée de Sens et d'Aubray de V. Brinville, 15 heures, 1, rue du Figuier (Anne Ferrand).
- Maisons, rues du Moyen Age autour de Saint-Martin, 14 h 30, métro Temple.
- Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.
- Suchet, des d'Albufera, 15 heures, métro Madeleine devant les Trois-Quartiers (C.A. Messer).
- Les Templiers et le quartier du Temple, 15 heures, métro Temple (G. Bouteau).
- Le Palais de justice en activité, 14 h 30, métro Châtelet (coté marché aux fleurs) (M.-C. Lasserre).

• Monnaie et vieux village de Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses.

• Documents historiques et objets d'art dans les hôpitaux en l'hôtel de Miramion, 47, quai de Tournelle.

• Décor, mobilier et œuvres d'art du XVIII^e, 15 heures, 63, rue de Montcau.

• Moutmartre religieux, 18 heures, sortie métro Abbesses (Arcus).

• Monet et ses amis, 15 heures, musée Marmottan.

• Les salons de l'hôtel de Ville, 14 h 30 devant l'entrée.

• La sauvegarde des quartiers anciens, rénovation, reconversion, 16 h 30, 62, rue Saint-Anne.

• L'ancienne église abbatiale de Saint-Germain-des-Près, 15 heures devant l'église.

30, rue Cabanis « Les industries agro-alimentaires dans le monde » (séminaire. Tél. : (1) 336-04-1).

26, rue Bergère, 20 heures, « Homme-Femme, Animus-Anima : de l'anatomie à la psychologie » (D.A. de Bavelere).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du lundi 20 mai et du mardi 21 mai :

UN DÉCRET

• Relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement du centre mondial d'information et de ressources humaines.

DES ARRÊTÉS

• Portant institution d'un second tableau d'avancement supplémentaire pour l'année 1985 (magistrature).

• Modifiant l'arrêté du 17 avril 1981 fixant la liste des mammifères protégés.

annonces associations

Appels

L'ÉCOLE ET LA VILLE
15, rue D. Cassanova, 75001 Paris. Tél. : 281-72-05. Ecole de type associatif gérée par un collectif d'enseignants, de parents et d'élèves. Pédagogie adaptée aux problèmes de chacun. Cours à petits effectifs de la 4^e à la terminale. Suivi scolaire et différencié. Objectif : conjuguer efficacité et autonomie individuelle.

LA MORT : PROBLÈME EXISTENTIEL ET RÉALITÉ TRANSPERSONNELLE
Le Dr LAS MATOS PH. O. animera du 27 au 30 juin 1985 un séminaire en région parisienne. Conférence sur ce thème le 26 juin 1985 à 20 heures. Rens. Université Holistique (11 602-26-83) (après-midi).

Convocations

APPRENDRE/ENSEIGNER LE FRANÇAIS AUJOURD'HUI
Le Dr LAS MATOS PH. O. animera du 27 au 30 juin 1985 un séminaire en région parisienne. Conférence sur ce thème le 26 juin 1985 à 20 heures. Rens. Université Holistique (11 602-26-83) (après-midi).

Manifestations

Accueillir les avec des fleurs : le 23 mai à 17 h. Place Carrière-Lullien, PARIS 10^e. Les Femmes arrivent de 30 capitales pour la Paix. INFOS. Tél. MELIKA 893-90-89.

Sessions et stages

VICTOIRE SUR LE TABAC

Vous pouvez en 4 semaines cesser de fumer durablement et sans douleur. Nous ne ferons pas appel à votre volonté, mais à votre bonne volonté. Même si vous avez tout essayé, nous vous aidons à partir du 23 mai, si vous voulez cesser de fumer avec les vacances. Victoire sur le tabac. 501-15-13.

STAGE THÉÂTRE
du 28-05 au 1-06 inclus avec GERARD DESARTHE LUC HERVEZ PIERRE VIELHESCAZE accessible handicapés phys. et Théâtre Grand Ménil. Tél. : 251-40-83.

STAG. POTERIE, modelage en argile, MASY (81). T. 011-00-85. 50, rue G. Per. Acad. RER B.

Séj. linguist. Angleterre jeunes et adultes. T. (1) 849-35-11.

• Prix de la ligne 30 TTC 120 lignes, lettres ou espèces.
• Veuillez mentionner l'unité et le numéro d'inscription du J.O.
• Chaque feuille à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi dans le mardi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Montcau, 75007 PARIS.

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE MÉDECINE CHINOISE

Formation en acupuncture accessible à tous à Paris, Marseille, Lyon et Lille.

BOURSES D'ÉTUDES

Renseignements : U.E.M.C. 67190 HEILIGENBERG 7

ALPH. ATELIERS D'ÉCRITURE
Écr. pour soi, en s'inspirant de la pensée de l'écriture, à la fois littéraire, artistique, scientifique, technique, administrative, etc. Cours à petits effectifs de la 4^e à la terminale. Suivi scolaire et différencié. Objectif : conjuguer efficacité et autonomie individuelle.

ASTROLOGIE

Cycle complet de formation : initiation, interprétation, niv. 1, 2, 3. Morpho-psychologie. Côte brit. tél. 26-31/8. Rens. SELENE (1) 379-00-37.

L'Institut de Formation à l'Administration dans le cadre de la formation professionnelle propose un stage de 9 mois à plein temps de directeur coordinateur socio-éducatif. Conditions : 42 ans, diplôme d'État, avoir une expérience d'enseignement, professionnelle, Rens. et ins. IFA, 10, rue S. Condé, 75001 PARIS. Tél. (1) 448-81-77.

INSTITUT ÉDUCATIF ET CULTUREL D'ACTION SOCIALE
Form. à la Direction d'un service soc. et médico-soc. : 18 mois à temps plein dont 12 mois de stages pratiques. Sélection 20, 21 et 22 juin 1985. Entrée en formation 3 oct. 85. Rens. ICCAS 5812-12-27. 26, rue des Poissiers, 75013 PARIS.

La Centre International de Formation Européenne offre aux jeunes (18-30 ans) à partir du 10 au 15 juin sur le thème « La politique d'emploi des jeunes dans la CEE », séj. gratuit, 70 % frais voyage. Rens. inscr. : CIE, 4, bd Contrebas, 06-NICE. Tél. (01) 85-85-87.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE

ELISABETH BING

ORGANISENT POUR ADULTES, ADOLESCENTS, ENFANTS À PARIS : week-ends de sensibilisation, ateliers hebdomadaires de longue durée, stages intensifs, et dans les princip. villes de PROVINCE et tous PAYS FRANCO-PROVINCIAUX.

Proch. : ateliers de longue durée par week-ends mensuels à STRASBOURG, LILLE, BRUXELLES, MONTPELLIER, MARSEILLE, AIX, BORDEAUX, TOULOUSE, MONTAUBAN, CANNES, LYON, GRENOBLE, GENÈVE.

Partic. à titre pers. ou à celui de la FORMATION PERMANENTE.

Documentation sur demande : S.P. 245 - 75027 Paris Cedex 05

AEPEL
Ateliers d'écriture propose : week-ends de sensibilisation, stages intensifs, ateliers hebdomadaires. A titre individuel ou formation permanente. Documentation : Centre A.E.P.E.L. service 8 - 88, bd Port-Royal, 75005 PARIS.

EN BREF

ANNIVERSAIRE

LA MESSE DU RETOUR. - Il y a quarante ans, le 7 juillet 1945, l'aumônerie des prisonniers de guerre, des internés et déportés, des STO (Service du travail obligatoire) et de leurs familles organisait sur la colline de Chailot une messe du retour pour la paix du monde. 150 000 personnes, anciens combattants, prisonniers de guerre, internés et déportés, réquis au STO pour le travail en Allemagne, et leurs familles (y compris celles des disparus) répondirent à l'appel de Mgr Rhodin et entourèrent l'autel surmonté d'une immense croix.

Le Père Riquet, dans le costume rayé des déportés, prononça un appel à l'union de tous pour refaire la France et construire une Europe réconciliée.

En ce quarantième anniversaire du retour, tous les rescapés des combats et de la déportation sont invités à se rassembler à nouveau, le samedi 1^{er} juin à 19 heures dans la cour d'honneur des Invalides, pour commémorer cette messe du retour et s'engager à travailler en vue de la paix du monde et d'une Europe réconciliée.

COLLOQUE

DRÔLE SOCIAL. - La revue Droit social organise le 7 juin prochain un colloque sur « Les alternatives aux licenciements », sous la présidence de M. Jean Laroque, procureur général honoraire près le Cour de cassation. Les travaux de la matinée, à partir de 8 h 45, seront introduits par le professeur Jean-Jacques Dupeyron, directeur de Droit social, et M. Raymond Soube, ancien conseiller social de M. Barre, et porteront sur la réduction du temps de travail avec des interventions du professeur Jean-Marc Béraud, de l'université de Dijon, du professeur Jean-Marc Sportouch, de l'université de Nancy II et du professeur Henri Blaise, de la faculté des sciences juridiques de Rennes. La séance de la matinée sera présidée par M. Martine Aubry, directrice des relations du travail au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. La séance de l'après-midi, présidée par M. Gabriel Mignot, délégué à l'emploi, portera sur la réduction des effectifs au travail avec des interventions de M. Gérard Couturier, doyen à la faculté de droit et de science politique de Dijon et du professeur Antoine Lyon-Caen, de

l'université de Paris X-Nanterre. Le colloque aura lieu à l'université de Paris II, 92, rue d'Assas, 75006 Paris.

★ Inscriptions : Droit social, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

CONCOURS

LA FORTUNE SOURIT AUX AUDACEUX. - La Fondation Marcel Leclerc de Haute-Loire décernera le 23 juin 1985 le « Grand Prix de l'Audace » d'une valeur de 50 000 F et destiné à aider les jeunes de dix-huit à trente ans à réaliser un « projet audacieux et exemplaire » (dans quelque domaine que ce soit). La date limite de dépôt du dossier est fixée au 1^{er} juin.

★ Fondation Leclerc de Haute-Loire, Grand Prix de l'Audace, 35, rue de Miramion, 75008 Paris. Tél. : (1) 451-71-52.

FORMATION

BOURSE ET SECOND MARCHÉ. - L'Institut d'études politiques de Paris organise, les 29 et 30 mai (avec le concours du Crédit industriel et commercial de Paris), des journées d'études consacrées à « La problématique et l'introduction en Bourse et le second marché ». L'introduction sur le marché boursier d'une entreprise pose en effet aux patrons et aux premiers actionnaires des problèmes institutionnels, juridiques, fiscaux et financiers. La loi de février 1983 a permis, grâce à des règles plus souples, aux petites et moyennes entreprises d'accéder à la cote officielle et de solliciter les épargnants pour, par exemple, augmenter leur capital.

Cette session s'adresse donc plus particulièrement aux dirigeants, aux cadres financiers ou aux conseils chargés d'étudier le « haut du bilan ».

★ Institut d'études politiques de Paris, service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 260-39-60.

EXPATRIATION. - L'Organisation Ressources Conseillers (ORC) et HSD juridique et fiscal (membre de Arthur Young International) organisent le 5 juin une journée de formation sur les politiques de rémunération et les problèmes juridiques et fiscaux liés à l'expatriation. Seront examinés principalement les problèmes des différentiels d'expatriation, les indices et salaires de référence, les techniques de protection ou égalisation sociales et fiscales, le planning fiscal à l'expatriation.

★ Pour tous renseignements, ORC, 36 rue des Petits Champs, 75007 Paris. Tél. : (1) 261-67-09. HSD juridique et fiscal, Tour Massin, Collex, 21 92095 Paris La Défense 2. Tél. : (1) 773-38-61.

GUY BROUTY.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3970

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Les clients qu'il e au bout du « fil » sont généralement muets. Dans l'euphorie. - II. Partie de billard. - III. Capitale. Crochet du droit ou du gauche. - IV. Personnel. Possessif. Service qui ne se rend plus. - V. Avec chacune de ses moitiés, il double l'autre. Partie de la journée. - VI. Expression courante durant les coupures de courant. - VII. Tel un spectacle où l'habilement est de même nature. Serviteur arabe. - VIII. Ceux qui l'aiment le frappent. - IX. Copulative. Le quadrilatère du nom répandit la terreur. - X. Qui ne court pas les rues, bien qu'évoquant le haut du pavé. - XI. Celle d'automne est

plus qu'une autre exquise, selon d'Aubigné. Unités géométriques.

VERTICALEMENT

1. Membre d'une équipe ne comprenant que très peu de travailleurs manuels. - 2. N'admet pas deux personnes à la fois. - 3. A pincé plus d'un regard à l'oreille. Quand l'enfant reparait. Préposition. - 4. Leur bouquet est le préféré des cocottes. Personnel. - 5. Divinité. Quand une voiture l'est souvent mal. - 6. Fait sauter. Préposition. Peut être mot sans décéder. - 7. Radical égalitaire. Possessif. Le nez et l'oreille le prennent différemment. - 8. Tire des traits ou en décoche. Folie douce dont on se gère avec le temps. - 9. Sous-développé. Préposition.

Solution du problème n° 3969

Horizontalement
I. Colin. Arc. - II. Obélisque. - III. Ut. Tuer. - IV. Tumulaire. - V. Urus. Ta. - VI. Ra. Tsu. J.O. (Jeux olympiques). - VII. Itératif. - VIII. Eider. Lui. - IX. Roi. Ore. - X. Entrait. - XI. S.S. Fumeux.

Verticalement
1. Couturiers. - 2. Obturations. - 3. Lf. Mf. Edit. - 4. Illustré. R.F. - 5. Ni. Sarrau. - 6. Statut. Im. - 7. A. Quia. Ilota. - 8. Ruer. Jour. - 9. Cérémonieux.

British Caledonian:

Les USA 35 fois par semaine

Cinq vols quotidiens : New York, Atlanta, Houston, Dallas-Ft Worth, Los Angeles. Sans changement d'aéroport à Londres. Et le légendaire service British Caledonian.



Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

Pourquoi le service financier des émissions de la Banque Morgan est-il le plus important du monde?



Les responsables du Service Financier des Émissions réunis dans les bureaux d'un cabinet d'avocats à New York pour la signature d'un prêt. De gauche à droite : Dean Egly, John Flaherty et Faith Gausman.

Les émetteurs — privés ou publics, les banques d'affaires et les avocats qui les conseillent s'adressent au Service Financier des Émissions (Corporate Trust) de la Banque Morgan pour obtenir un service de première qualité et des idées novatrices dans l'exécution et le suivi administratif de leurs opérations.

La créativité et le service très complet que nous offrons ont valu à Morgan une position éminente en matière de service financier. Notre banque, qui détient la première place aux États-Unis pour les émetteurs de papier commercial garanti, d'obligations euro, libellées en dollars et d'obligations de sociétés américaines sur le marché intérieur est plus important émetteur de certificats du Trésor américain pour le compte de banques d'affaires.

Morgan gère 140 milliards de dollars d'émissions

Le Service Financier des Émissions de Morgan — une équipe dont les dirigeants ont une expérience individuelle moyenne de plus de 20 ans, secondée par un personnel hautement qualifié — gère actuellement plus de 140 milliards de dollars d'émissions non amorties. Nos clients comprennent non seulement des sociétés de la liste des 500 entreprises privées établie par "Fortune", mais également les plus importantes sociétés de services publics, les municipalités et les organismes publics de plus de 30 États des États-Unis, ainsi que des sociétés et gouvernements de 25 pays.

Et nous sommes en mesure de mettre ces services à la disposition de beaucoup d'autres clients avec une efficacité et un professionnalisme identiques.

Qu'un financement soit simple ou complexe, nos clients font appel à notre Service Financier des Émissions, parce que nos experts offrent plus que des conseils et un suivi de première qualité. Les émetteurs et les banques d'affaires comptent également sur notre aptitude à mettre en place des mécanismes opérationnels efficaces et l'information sur les techniques de financement que nous avons aidé à développer.

L'initiative et l'expérience de Morgan

Nous avons prévu, par exemple, le développement du papier commercial garanti et créé à cet effet un groupe spécialisé pour répondre aux besoins spécifiques de ce marché. Aujourd'hui nous traitons plus de 100 programmes de papier commercial à court terme — soit plus de 50 % du marché global.

Pour le marché des obligations à vue à taux variable, nous avons mis en place un système informatique de communication pour le traitement des instructions de réémission, la création des nouvelles obligations et la réalisation de rapports automatisés.

Nous avons développé un système pour le suivi administratif et le contrôle des obligations en euro-dollars à taux variable, perpétuelles ou à échéance variable. Le Service Financier des Émissions de Morgan a été choisi pour la première opération libellée en ECU et placée aux États-Unis.

Les capacités internationales de Morgan

Notre présence sur tous les marchés financiers nous donne la perspective nécessaire pour répondre aux besoins des marchés internationaux des capitaux en matière de service financier. Que ce soit pour des

groupes internationaux déjà familiers avec ces marchés ou pour des sociétés y faisant appel pour la première fois, nous offrons plus que la gamme classique des services fiduciaires. Nous donnons les conseils dont les émetteurs ont besoin, et élaborons les techniques novatrices qu'imposent les marchés d'aujourd'hui.

Ainsi, la Banque Morgan a créé les "American Depositary Receipt" et les "International Depositary Receipt", instruments qui simplifient et facilitent les activités de financement international et d'arbitrage — et elle en est l'émetteur le plus important.

Prenez contact avec Morgan

La Banque Morgan, avec sa forte capitalisation, son importante participation dans les marchés financiers et sa position de chef de file auprès de nombreux gouvernements et sociétés dans le monde, dispose des compétences, des ressources et des hommes nécessaires pour répondre à vos besoins particuliers en matière de service financier.

Pour en savoir plus, prenez contact avec votre interlocuteur habituel chez Morgan ou avec Ralph M. Mastrangelo, Senior Vice President, Corporate Trust, Morgan Guaranty Trust Company, 30 West Broadway, New York, N.Y. 10015. Tél. (212) 587-6016.

Morgan Guaranty Trust Company
of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris
Téléphone : 260.35.60

Banque Morgan

REPÈRES

dollar : légère
Industrie : pro
en avril

AFFAIRES

Les piles Sef
dans le 9

Unité Airline...
Le syndicat...
Le plan...
Le document...

Institut

de marketing

et de co

Cycle co

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Année in

Cycle sp

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

Le cycle...
Le cycle...
Le cycle...

icier
rganes
nde?

économie

LE MONDE - Mercredi 22 mai 1985 - Page 43

REPÈRES

Dollar : légère reprise à 9,31 F

Pris d'un sérieux accès de faiblesse en début de semaine, après la décision de la Réserve fédérale américaine d'abaisser son taux d'escompte (7 1/2 %, contre 8 %), le dollar s'est légèrement redressé, mardi matin 21 mai, sur toutes les grandes places financières internationales. Il n'a pu cependant maintenir toute son avance initiale et en séance officielle s'échangeait à 9,3120 F (contre 9,2410 F la veille) à Paris et à 3,05 DM (contre 3,0328 DM) à Francfort. Au cours des premières transactions, le « billet vert » valait 9,35 F et 3,0650 DM. Selon les cambistes, les opérateurs considèrent maintenant les perspectives d'une accélération de la croissance économique aux États-Unis, mais manifestent une certaine prudence en raison d'une possible reprise de l'inflation outre-Atlantique.

Industrie : progression de l'activité en avril

L'activité industrielle a progressé à un rythme soutenu en avril, après avoir observé un palier en mars, souligne la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture. Surtout marquée dans les industries agricoles et alimentaires et les biens intermédiaires, la croissance de la production a été modérée dans les biens d'équipement professionnel et les biens de consommation. Dans l'automobile, le rythme s'est stabilisé au faible niveau du mois précédent. Enfin, la demande a été renforcée tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

AFFAIRES

Les piles Saft-Mazda entrent dans le groupe Tapie

Joli coup pour M. Bernard Tapie... et pour M. Georges Pébereau, président de la Compagnie générale d'électricité (CGE). Le second cède au premier l'activité « piles grand public » de la Saft, filiale du groupe nationalisé CGE (le 23 avril 1985). Soit un chiffre d'affaires de 800 millions de francs en 1984 (sur un total de 2,9 milliards pour la Saft). Et ce, pour une centaine de millions de francs. M. Tapie en apportant quarante.

Pour prévenir l'accusation de dénationalisation, les piles Saft-Mazda restent majoritairement détenues par le secteur public. La Saft conserve 15 %, la Banque Worms et divers institutionnels acquérant au moins 36 %. Mais dès la homologation du concordat de Wondel, en septembre 1984, M. Tapie entend fusionner les deux entités et détenir la majorité du nouvel ensemble. Objectif : 1,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986 (contre 1,2 actuellement) et deux mille personnes (contre trois mille).

Pour M. Tapie, c'est la « conservation ». Jamais, encore, le repère d'affaires en difficulté ne s'était anéanti à si forte parité. Les balances Testut ou Terrailon ne représentaient que trois cents et quatre cent cinquante personnes. Quant à Wondel, son chiffre d'affaires « piles » n'atteignait que 600 millions de francs. M. Tapie réussit, avec l'opération Saft, l'exploit de signer avec une nationalisée. Il y gagne une sorte de crédibilité officielle.

Du côté de M. Georges Pébereau, la manœuvre n'est pas mal jouée non plus. Officiellement, la cession des piles grand public était incluse dans son contrat de plan signé en 1982. Mais comme le document bénéficie

de la confidentialité complète, allez donc savoir... On peut constater qu'une fois de plus, la CGE se désengage d'un secteur grand public (comme pour l'électro-ménager cédé à Thomson), qui lui a coûté 80 millions de francs en 1981 et 1982, préférant les marchés professionnels, souvent captifs. Elle conserve ainsi l'activité accumulateurs et piles pour applications industrielles et militaires et reprend le secteur générateurs spéciaux de Wondel.

Reste maintenant à M. Tapie à prouver ses qualités d'industriel. La CGE a beau affirmer que « le rapprochement des activités piles grand public de Wondel et de Saft aboutit à la création d'une entité industrielle française puissante et compétitive à l'échelle européenne », elle ne cède jamais à M. Tapie que... 2 % du marché mondial. C'est bien peu pour résister aux géants américains Union Carbide (Ucar) et Dart and Kraft (Durasell).

Si le nouvel ensemble détient 70 % du marché français, c'est celui des piles salines, en baisse constante, les Français, tout comme les autres Européens (le Britannique Eveready, l'Allemand Varta ou le Danois Hellebensen), ayant pris moins vite que les Américains le virage des piles alcalines, secteur en expansion due aux retombées civiles des programmes de la Nasa. M. Tapie pour réussir songe déjà à de nouveaux rapprochements. Notamment avec des Européens, qu'il a confiés au pouvoir à deux reprises : Hellebensen dans l'affaire Wondel et le Néerlandais Philips, qui aurait convoité les piles Saft-Mazda. Et pourquoi pas, à l'image de Philips et Meisusbitt, avec Toshiba un Japonais qui lui est familier ?

I.G.C.
Institut supérieur
de marketing, de distribution
et de communication

Cycle complet sur 3 ans

L'I.G.C. s'adresse aux jeunes gens souhaitant se destiner aux emplois supérieurs dans les entreprises industrielles, les entreprises de produits grand public, la distribution, les agences de publicité, et toutes les organisations pour lesquelles le marketing, la publicité et la communication sont les éléments essentiels du développement.

Admission en première année : baccalauréat + concours d'entrée ;
Admission parallèle en deuxième année : D.U.T., B.T.S., D.E.U.G.
CONCOURS D'ENTRÉE A L'I.G.C. : Juin - Juillet - Septembre

Année intensive de marketing
Cycle spécialisé sur 1 an

Pour les diplômés de l'enseignement supérieur :
En fin d'étude dans le cadre de leur vie professionnelle.
Options : • Pharmacie - Médecine, • Distribution - Achats - Communication.

I.G.C. INSTITUT GEORGES CHETOCHE
Etablissement privé d'enseignement supérieur
Receptions, enseignements et logements assurés sur demande

1, rue des Marinets
92500 RUEIL-MALMAISON
Tél. : (1) 708 27 27

20, boulevard Eugène-Delacroix
92003 LYON
Tél. : (7) 882 94 66

SOCIAL

Les prestations familiales depuis 1970 : une évolution disparate

La politique des prestations familiales depuis 1970 n'a connu ni vraie continuité ni vraies ruptures : telle est la conclusion assez paradoxale d'une étude menée récemment par la Caisse nationale d'allocation familiale (CNAF) (1), en suivant jusqu'en 1984 les prestations par catégories de familles, selon le nombre d'enfants, les ressources du ménage (2) et selon que les deux parents travaillent ou un seul.

Sur les quatorze années, en effet, vingt des trente-cinq familles-types étudiées (représentant 57,5 % des familles recevant des prestations) ont gagné en pouvoir d'achat : 18,5 % seulement des familles ont perdu plus de 10 % de pouvoir d'achat. Mais peu de familles ont vu leurs prestations progresser plus vite que le salaire moyen : globalement, les jeunes couples (ayant un enfant de moins de trois ans), les ménages à revenus moyens, ceux à deux revenus.

Peut-on y voir les priorités réelles et durables de la politique familiale ? En regardant l'évolution de plus près, on découvre des résultats beaucoup plus disparates : les catégories qui ont tiré le plus de bénéfice de la revalorisation des prestations depuis 1970 sont les familles modestes avec trois ou quatre enfants, les familles de deux enfants à deux revenus et ressources élevées... et, champions toutes catégories, les jeunes couples avec un enfant de moins de trois ans, ayant deux revenus et des ressources moyennes. Dans cet inventaire à la Prévert, on ne découvre qu'une seule constante : l'attention portée aux jeunes couples, de qui montre que les socialistes n'ont pas innové en créant l'allocation au jeune enfant.

Les brusques rataplanages qui ont interrompu une tendance générale à l'effritement sur l'ensemble de cette période n'ont concerné qu'une partie des prestations - et donc des familles - et ont parfois pénalisé certaines catégories. Seul le relèvement

intervenu en 1981-1982 a touché la plupart des familles. Mais il a été suivi par une période de rigueur qui a atteint tout le monde, la perte de pouvoir d'achat allant de 1,2 % à 9,1 % en 1984.

Les épisodes les plus marquants de cette évolution complexe ont été ceux de 1972, 1978, 1980 et 1981. En 1972, la réforme de l'allocation de salaire unique n'a favorisé que les jeunes couples très modestes ayant un enfant âgé de moins de trois ans - donc pour une brève durée - ou quatre enfants. En 1978, la création du « complément familial », remplaçant plusieurs allocations pour les familles ayant un enfant jeune ou trois enfants, au-dessous d'un certain plafond de ressources, a particulièrement profité aux ménages à deux revenus et ressources moyennes. Elle a, en revanche, pénalisé les familles de taille réduite qui ne comptaient pas d'enfants de moins de trois ans.

En 1980, la prime à la troisième naissance devait accentuer l'avantage accordé aux familles « nombreuses ». En 1981-1982, enfin, le relèvement de la base mensuelle des allocations familiales et de l'allocation logement (dont le pouvoir d'achat avait beaucoup baissé entre 1974 et 1980) a été à nouveau particulièrement bénéfique aux familles modestes, aux ménages à deux revenus, et aux couples avec deux enfants.

Cinq itinéraires

Au total, sur les quatorze années, on voit dessiner cinq itinéraires principaux :

1) Une hausse constante du pouvoir d'achat pour les familles avec un, deux ou trois enfants, dont un de moins de trois ans ayant un seul revenu et des ressources modestes (16,2 % de l'effectif total des familles) ; pour celles avec quatre enfants, un seul revenu et des ressources modestes (5,1 % de l'effectif) ; enfin, pour celles avec un seul enfant de moins de trois ans,

deux revenus et des ressources moyennes (4 % des familles). Ces dernières sont de loin les plus grandes bénéficiaires de la période (leur pouvoir d'achat a presque été multiplié par 6), mais, pour chacune, cet avantage a été bref, par définition.

2) Une stagnation jusqu'à 1978, et une progression ensuite pour les familles de deux, trois ou quatre enfants avec deux revenus et des ressources élevées (8,5 % de l'effectif) et pour celles ayant trois enfants de plus de trois ans, des ressources modestes et un seul revenu (10,7 % des familles).

3) Une stagnation du pouvoir d'achat jusqu'en 1972, suivie d'une baisse jusqu'en 1977, puis d'une remontée après 1978, essentiellement pour les familles à ressources moyennes et deux revenus (5 % des familles) ayant trois enfants ou deux enfants dont un de moins de trois ans (5,4 %).

4) Une stagnation générale du pouvoir d'achat, avec une période de baisse entre 1978 et 1981 pour celles avec deux enfants de plus de trois ans, ayant un seul revenu et des ressources modestes (19,7 % de l'effectif).

5) Une hausse continue essentiellement pour les familles de deux, trois ou quatre enfants de plus de trois ans avec un seul revenu, des ressources moyennes et élevées (8,9 % des familles) et pour celles avec deux enfants de plus de trois ans, deux revenus et des ressources moyennes (9 % de l'effectif) : cette catégorie est l'une des plus défavorisées, puisque son pouvoir d'achat en 1984 n'arrive qu'aux deux tiers de celui de 1970.

GUY HERZLICH.

(1) A paraître dans la prochaine Lettre CAF.
(2) Sont considérés comme « modestes » les revenus mensuels inférieurs à 7 141 francs par mois pour un enfant, 8 569 francs pour deux ; « moyens » ceux compris entre ces chiffres et 11 114 francs pour un enfant, 12 830 francs pour deux ; « élevés », ceux supérieurs à ces chiffres.

SELON UNE ÉTUDE DE L'INSEE

La France a perdu 234 000 emplois en 1984

En 1984, la France a perdu 234 000 emplois, dont 197 000 salariés des secteurs marchands non agricoles, relève l'INSEE dans une étude publiée dans sa revue *Economie et Statistique* (n° 176, avril 1985). Le rythme de diminution des effectifs (- 1 %) poursuit la tendance observée depuis 1982. Les emplois industriels continuent de baisser (- 150 000), tout comme ceux du bâtiment (- 70 000), et les emplois du tertiaire, dans les services marchands ou non marchands, ne connaissent plus les mêmes taux de développement.

Comme les années précédentes, la dégradation du marché du travail s'explique par une « divergence des rythmes d'évolution » entre la légère progression de la production (+ 2 % en 1984, + 1,6 % pour la production manufacturière), la faible réduction de la durée du travail (- 0,3 %) et la forte augmentation

des gains de productivité (+ 3,8 % pour l'ensemble des branches marchandes, + 5,3 % pour l'industrie sans le bâtiment).

Si la croissance de la productivité, notent les auteurs, M. Olivier Marchand et M^{me} Elisabeth Martin-Le Goff, résulte essentiellement de l'ajustement des effectifs occupés, et donc des restructurations, ils envisagent également qu'elle puisse être due à la « disparition des entreprises les moins performantes » (25 000 faillites en 1984 contre 23 000 faillites en 1983 et 20 000 en 1982).

En raison du traitement social, les suppressions d'emploi ne se traduisent pas forcément, observent-ils encore, par des licenciements suivis de chômage. Les préretraites, les aides au retour, à la formation ou au reclassement, sont intervenues comme autant de moyens de compenser les conséquences des pertes d'effectifs.

Les mesures d'âge ont eu pour effet de diminuer la population active des plus de cinquante-cinq ans d'environ 120 000 personnes entre mars 1983 et mars 1984. Le recul de l'âge d'entrée en activité a différé, pendant le même temps, la venue de 95 000 jeunes, et les autres formules du dispositif jeunes auraient prolongé la tendance sur toute l'année 1984.

Parallèlement, le développement de l'emploi féminin, constant depuis des années, s'est ralenti pour n'augmenter que de 80 000 femmes actives entre mars 1983 et mars 1984. Quant à la croissance démographique, atténuée par la baisse des taux d'activité, elle a entraîné une progression de 200 000 actifs, qui sera plus faible à partir de 1985. Au total, et jusqu'en mars 1984, la population active aurait augmenté de 40 000 personnes. Une accélération se serait produite depuis, les effets des mesures prises pour les salariés âgés s'estompant, et ce malgré la progression des FNE (117 000 à fin 1984, 84 000 à fin 1983).

Sur l'année, le chômage a frappé 300 000 personnes de plus (+ 13,1 %), avec deux caractéristiques importantes. Chez les moins de vingt-cinq ans, les plus touchés sont ceux qui viennent pour la première fois sur le marché du travail.

SYNDICATS MÉDICAUX ET CAISSES D'ASSURANCE-MALADIE VONT DEMANDER UN REPORT POUR LA CONVENTION 1985

A l'issue de leur réunion du lundi 20 mai, les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux vont demander au ministre des affaires sociales un délai pour achever les négociations en vue de la prochaine convention : celle signée en 1980 s'achève le 5 juin prochain. Mais la durée du délai n'est pas encore fixée.

Pour leur part, les organisations de médecins ont demandé un report de quatre ou cinq mois, à l'indiqué à la sortie de la réunion M. Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), pour « améliorer » le projet de convention sur le « bon usage des soins » (les médecins souhaitent ne pas être les seuls concernés), définir plus précisément des modes de coopération avec les caisses d'assurance-maladie sur les soins gradués à domicile, la prévention et l'éducation sanitaire, obtenir des moyens de promotion des praticiens et de revalorisation des actes médicaux. Enfin, elles voudraient disposer d'un délai pour soumettre le projet final à leur « base ».

Ce report implique, si le ministre des affaires sociales l'accepte, une prorogation de la convention en vigueur.

D'autre part, les deux organisations médicales ont refusé après réflexion la limite de 4,5 % d'augmentation des tarifs imposée par le gouvernement pour 1985. Elles ont proposé des augmentations de plus de 21 %, correspondant, selon M. Beaupère, à « la valeur que doit avoir les actes médicaux ». Elles ont ainsi pris le risque que la revalorisation prévue le 1^{er} juin soit retardée, préférant « payer le prix de la dignité qu'il ne perdrait du temps et des sous ».

Comparée aux pays étrangers, « la situation de la France apparaît déphasée depuis 1980 », observe l'INSEE. La situation de l'emploi était stable en France en 1982 et 1983, elle s'aggravait à cette époque dans plusieurs pays, comme la RFA ou les États-Unis. En 1984, la plupart des pays connaissent un ralentissement ou une amélioration, tandis que la France voyait son marché du travail se dégrader. A la moitié de l'année, le chômage touchait 10 % de la population active.

A. Le.

LA PROPORTION DE SALAIRES PLAFONNÉS DANS LA POPULATION ACTIVE

L'augmentation de la proportion des salariés dans la population active avait été une donnée constante depuis l'après-guerre. La crise et le chômage ont interrompu cette évolution, observe l'INED (Institut national d'études démographiques) dans son bulletin mensuel *Population et sociétés* de mai 1985. De 1968 à 1975, la proportion était passée de 76 % à 82 % de salariés parmi les actifs ayant un emploi. En 1982, ils étaient 83 %. Par rapport à la population active, la proportion était de 74 % en 1968, de 79 % en 1975 et de 76 % en 1982. La forte décroissance du salariat privé s'accompagne de deux phénomènes : la progression impressionnante du salariat public (5,7 millions) et le développement du travail indépendant.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ des - hors	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.U.	9,3425	9,3440	+ 188 + 195	+ 890 + 990
S.m.	6,7625	6,8219	+ 42 + 63	+ 67 + 103
Yen (100)	3,7340	3,7361	+ 120 + 130	+ 228 + 245
DM	3,6581	3,6516	+ 118 + 128	+ 228 + 243
Franc	2,7985	2,7917	+ 67 + 74	+ 131 + 144
F.S. (100)	15,1482	15,1541	+ 144 + 183	+ 252 + 358
F.S.	3,6204	3,6224	+ 153 + 167	+ 288 + 308
L. (1 000)	4,7620	4,7722	- 100 - 78	- 195 - 159
L.	11,9257	11,9370	- 254 - 238	- 507 - 422

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 5/8	7 7/8	7 11/16	7 13/16	7 15/16	8 1/8	8 1/4
S.E.U.	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2
DM	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2
Franc	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2
F.S. (100)	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2
F.S.	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2
L. (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 3/8
L.	12 1/2	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 3/8
F. imp.	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 3/16	9 15/16	10 3/16	9 15/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

UNIVERSITÉ PARIS-IX DAUPHINE
LABORATOIRE DE CHANGEMENT SOCIAL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
D.E.S.S. 230

« GESTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL »

Inscriptions du 28 mai au 28 juin
Renseignements : Lucie RIVAS
Université Paris-IX - 506-14-10, poste 22-04, bureau P 425

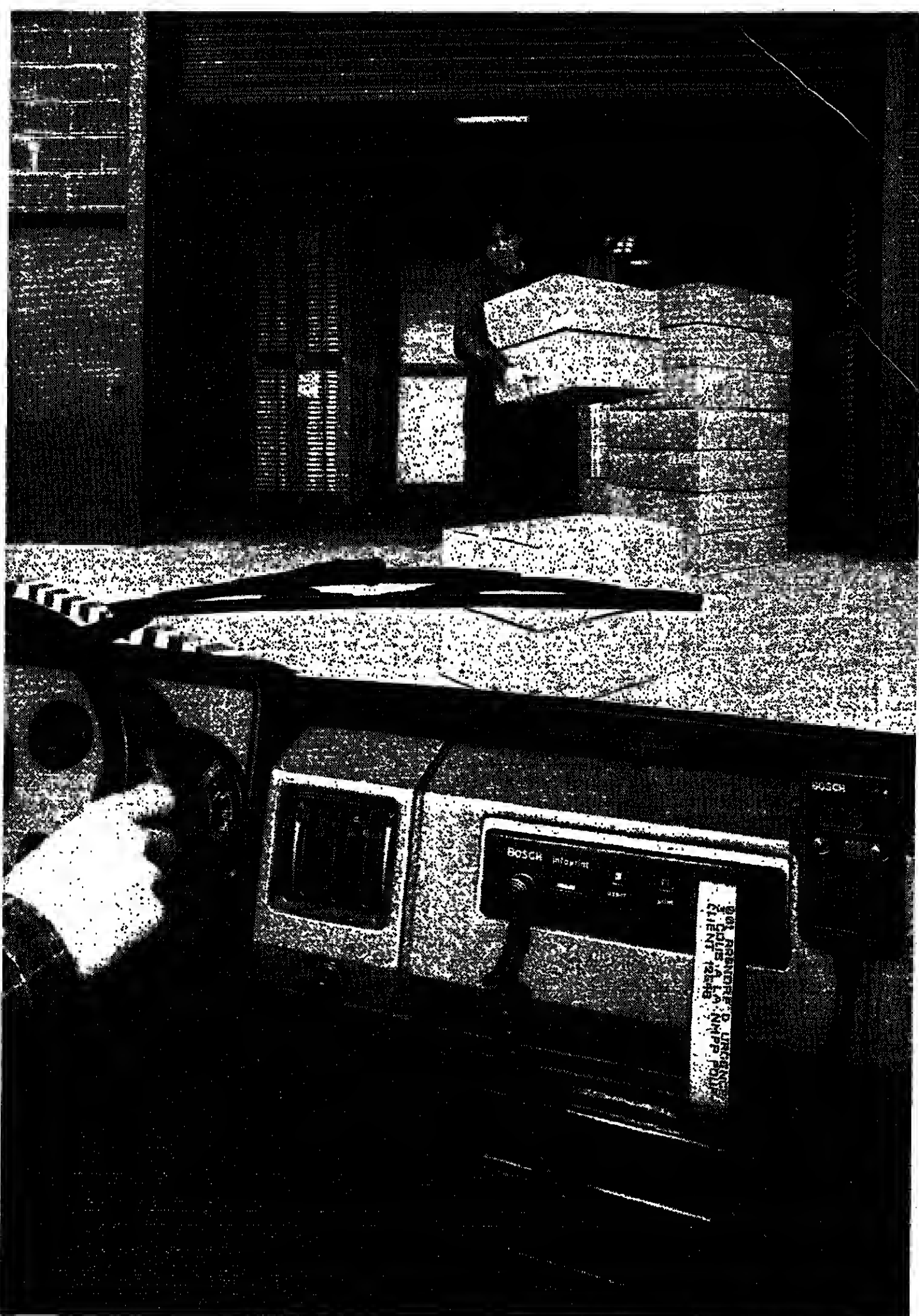
DECISION
informatique

Au sommaire du N° 76

- Sicob et Comdex : toutes les nouveautés des 2 salons.
- La montée en puissance, dans la foulée de l'IBM-AT.
- A la fois Telex, Minitel intelligent et Serveur.
- L'ordinateur Personnel s'ouvre à la communication.

Chez votre marchand de journaux

**Grâce à Bosch,
les livreurs arrivent plus vite
si on leur écrit.**



Aujourd'hui, toutes les voitures équipées de radiotéléphone peuvent recevoir des télex, grâce à l'imprimante Infoprint de Bosch. L'Infoprint enregistre les messages sans délai, sans erreur, même si le destinataire est absent.

Quand l'information arrive à coup sûr, sans risques de mauvaise interprétation du message ou d'interférence sur la ligne téléphonique, les colis arrivent toujours à bon port.

Si les camionnettes des messageries sont équipées d'un Infoprint, la rapidité et la sécurité des livraisons sont considérablement améliorées.

Le message est d'abord tapé par le central comme un telex. Il s'achemine ensuite, par le canal du radiotéléphone, jusqu'au récepteur placé dans la voiture qui l'imprime aussitôt, à la vitesse de 96 signes par seconde.

Le destinataire, averti par le "bip-bip" d'un mini récepteur portatif, sait qu'un message l'attend, écrit noir sur blanc. Les erreurs de compréhension ne sont plus possibles. Ni les discussions, ni les pertes de temps.

Bien sûr, il peut arriver que le canal soit occupé ou que le récepteur soit débranché. Dans ce cas, le terminal mémorise l'appel et le transmet automatiquement dès que le canal se libère ou sitôt le récepteur rallumé.

Aujourd'hui avec l'Infoprint, les chauffeurs savent précisément, dès qu'ils montent dans leur voiture, où enlever et livrer leurs marchandises. Une trace écrite évite les erreurs et les malveillances.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1^{er} atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités, devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

- 4500 personnes
- 5 usines (Rodez-Venissieux-Caen-Bonneville-Rumilly).
- 4,2 milliards de chiffre d'affaires
- 0,9 milliard réalisé en exportation directe
- 0,4 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France

Principales activités

- Automobile, équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes, Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outils électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Baser
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radio, téléphone

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
32, Avenue Michélet
93404 Saint Ouen
Tél : 251.92.33



BOSCH

هكذا من الاماني

ÉNERGIE

EN ASSOCIATION AVEC UN HOMME D'AFFAIRES DU QATAR

Charbonnages de France se lance dans le négoce pétrolier

Après plus d'un an de discussions, parfois bouillonnantes avec les pouvoirs publics, Charbonnages de France, jusqu'ici cantonné dans la production et la transformation de la houille, va enfin pouvoir se lancer dans le négoce international de charbon et de pétrole brut. Pour ce faire, le groupe français va s'associer avec un homme d'affaires du Qatar, M. Ahmed Manal, qui, entre autres activités (import-export, immobilier), possède une petite société de négoce de brut, Conoil.

CDP et M. Manal vont constituer une société commune « off-shore ». Dotée d'un capital initial de 10 millions de dollars (environ 100 millions de francs) répartie à parts égales entre les deux associés, cette société, dont les bureaux seront à Londres, sera spécialisée dans le négoce de brut et dirigée par un professionnel, M. Jonathan Gardner, qui vient d'être engagé. Elle sera également présente dans le négoce international du charbon.

CDP apportera en effet la part - minoritaire - qu'il détient dans le capital de la CTC (Coal Trading Corporation), une petite société qui a négocié de 1980 à 1984 quelque 8,5 millions de tonnes de charbon sur le marché international - en dehors de la France. Le capital de cette société est actuellement réparti entre CDP (pour 28 %), l'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière), pour 28 % également, deux banques françaises (BNP et BFCF) et deux sociétés étrangères : l'ICF, filiale du National Coal Board britannique, et Kangra, groupe charbonnier sud-africain. Le capital sera légèrement

modifié, d'une part pour regrouper les intérêts français au sein d'une société holding, et, d'autre part, pour donner à la nouvelle société commune CDF-Manal une part plus importante. La Coal Trading Corporation sera dirigée par M. Michel Gny, directeur des approvisionnements de l'ATIC et ancien chef du service des approvisionnements de la Dhyca (Direction des hydrocarbures du ministère de l'Industrie).

Ces initiatives sont l'aboutissement de nombreux mois de discussions entre les pouvoirs publics et le directeur général de Charbonnages de France, M. Michel Hug, dont l'ambition affichée est de donner à CDF une vocation internationale et de diversifier ses activités, notamment vers le négoce, afin de compenser la baisse inévitable et prévue de la production charbonnière en France. Elles mettent fin également à la querelle qui opposait CDP et l'ATIC autour du contrôle de la Coal Trading Corporation, le premier obtenant, comme il le souhaitait, une part prépondérante du capital, le second en conservant la direction effective.

L'entrée de Charbonnages de France dans le négoce international soulève néanmoins un certain nombre de questions. Cette activité s'est vivement développée depuis quelques années, tant dans le pétrole que dans le charbon, du fait de la croissance du marché au jour le jour, aux dépens des « contrats à moyen et à long terme qui, jadis, régissaient la quasi-totalité des échanges. Actuellement, la part des transactions « spot », au jour le jour est estimée à près de 50 % du total pour le pétrole et à 10 % pour le charbon. Mais si certains intermédiaires ont pu, notamment dans le secteur pétrolier, réaliser d'importantes profits, d'autres, par ailleurs, ont vu leurs sociétés spécialisées très importantes (Mark Rich, Philip Brothers, Transworld Oil, Gatoil, etc.), le négoce pétrolier connaît depuis deux ans des difficultés. Elles sont liées à la baisse du cours du brut et à la place de plus en plus importante prise sur le marché par les compagnies pétrolières, dont la plupart ont développé des activités de négoce. De nombreuses sociétés, qui s'étaient imprudemment lancées dans des opérations spéculatives, ont fait faillite.

Des ambitions limitées

Il n'est donc pas évident que cette nouvelle activité, qui emploie d'ailleurs des effectifs très réduits, soit pour CDF une source de profits. C'est d'autant que le groupe français pas plus que son partenaire ne bénéficie d'une grande expérience dans ce domaine. M. Ahmed Manal, a certes, une longue pratique du négoce international, mais il est plutôt spécialisé jusqu'ici dans le pétrole, plutôt que dans le pétrole, qui reste l'apanage au Qatar de la compagnie nationale et de la famille dirigeante.

L'association de CDF avec des intérêts qatari n'est pas surprenante, les liens entre le groupe et le Qatar étant anciens. CDF-Chimie (filiale à 61,2 % de CDF) a participé à la construction au Qatar du complexe pétrochimique d'UMM Said, inauguré en 1981, et détient 16 % du capital de la Qatar Petroleum Company. Le Qatar est aussi le fournisseur principal de CDF-Chimie pour la construction de son propre plateforme pétrochimique à Dunkerque.

Le renforcement envisagé des liens entre CDF et sa filiale chimique, dont la gestion restait jusqu'ici séparée, pourrait permettre en outre au groupe charbonnier de prendre place dans le commerce pétrolier en France, puisque CDF-Chimie, qui transforme et importe du brut, est titulaire d'une licence d'importation dite A 10. C'est peu, car les liens entre les groupes pétroliers présents en France voient d'un mauvais œil l'irruption possible d'un nouvel arrivant sur un marché difficile et déjà largement engorgé. Il ne sera donc pas facile à CDF de s'imposer dans ce domaine nouveau, où il ne possède ni l'expérience ni le poids des grands opérateurs traditionnels. Il est vrai que ses ambitions et sa mise de départ demeurent jusqu'ici limitées.

VÉRONIQUE MAURIS.

SOCIÉTÉ LES EMPLOYÉS DU « MONDE »

L'assemblée générale ordinaire de la société Les employés du Monde se tiendra

MARDI 28 MAI 1985

à 15 heures

5, rue des Italiens 75009 Paris

à la cantine

ORDRE DU JOUR

- Rapport du conseil d'administration.
- Rapport financier.
- Résolutions proposées au vote de la SARL le Monde.
- Approbation du plan de développement et de relance de la SARL le Monde.
- Questions diverses.

ÉTRANGER

La visite du premier ministre turc au Japon

De grandes ambitions économiques

Ankara. — Accompagné de quelques soixante-dix patrons de grosses entreprises, le premier ministre turc, M. Ozal, effectue depuis le 19 mai une visite officielle de trois jours au Japon. Ce séjour s'inscrit dans le cadre de la « diplomatie multidimensionnelle » d'Ankara, fidèle membre de l'OTAN, mais qui a réussi ces dernières années une percée importante dans les pays islamiques, tout en améliorant ses relations avec le bloc soviétique.

Toutefois, l'ouverture sur le Pacifique a surtout des ambitions économiques. Au cours de ses entretiens avec son homologue japonais, M. Nakasone, et de contacts directs avec les milieux industriels nippons, M. Ozal, représenté en son tour en quêtes de marchés dans les journaux turcs, ne cessera de souligner les avantages que son pays, à cheval entre l'Europe et le Moyen-Orient, offre aux investisseurs étrangers.

Les placements japonais en Turquie ne représentent que 0,1 % du total des investissements étrangers. Pour leur part, les échanges commerciaux, ne sont pas seulement très faibles avec un volume global de 356 millions de dollars en 1984, mais aussi largement déficitaires pour Ankara qui s'est exporté 49 millions de dollars de marchandises vers Tokyo.

Certes, les Turcs, qui arrivent à vendre près de 1 milliard de dollars à l'Irak qu'à l'Iran, leurs voisins

De notre correspondant

immédiats, savent que le Japon - est bien loin -. En revanche ils demeurent optimistes quant aux chances d'attirer de nouveaux et substantiels investissements japonais. D'abord pour des raisons politiques : les Japonais, dépendant pour près de 70 % du Golfe pour leurs importations de pétrole, sont devenus plus conscients du poids de la Turquie, stable et surtout jalousement neutre dans les conflits arabes.

Ensuite, bons alliés de Washington et très méfiants à l'égard des visées soviétiques dans la région, MM. Ozal et Nakasone, responsables politiques issus du secteur de la construction de grands équipements communs. Enfin le marché turc de cinquante millions de consommateurs est assez attrayant.

Sur le Bosphore

Ainsi les firmes nipponnes réussissent à enlever fréquemment d'importants appels d'offres internationaux. Il en a été ainsi tout récemment de celui concernant la construction d'un deuxième pont sur le Bosphore, au grand dam de la société britannique qui avait réalisé le premier ouvrage il y a douze ans.

Les Japonais, qui avaient accordé quelque 350 millions de dollars de crédits à la Turquie ces cinq dernières années, se proposent de les porter à un niveau beaucoup plus important. Pour leur part, les industriels nippons sont décidés à brandir

leur pavillon dans la région : déjà les camions Suzuki montés dans une usine d'Istanbul sillonnent les routes turques, tandis que les voitures Mitsubishi concurrencent sérieusement les voitures européennes. Enfin les banques japonaises espèrent venir bientôt s'installer en Turquie, tandis que déjà la Mitsui s'est associée avec la Chemical Bank américaine pour créer un établissement avec les Turcs.

De son côté, Ankara espère marier la technologie, les capitaux et le dynamisme japonais aux matières premières, à la main-d'œuvre et aux facilités de l'infrastructure turque. Ayant reçu la bénédiction diplomatique, depuis quelques années déjà, pour se montrer actifs sur le plan diplomatique, parallèlement à leur percée économique au Moyen-Orient, les Japonais ne boudront vraisemblablement pas l'invitation turque. Mais cela prendra quelque temps, reconnaît-on volontiers à Ankara.

En attendant, les Japonais proposent de nettoyer l'air pollué de la capitale, un vrai « cauchemar » pendant l'hiver. De plus, à l'issue de la visite de délégations japonaises en 1984, les entrepreneurs nippons se sont déclarés intéressés par la construction de six hôtels cinq étoiles sur le Bosphore... des terrasses desquelles on pourrait vraisemblablement apercevoir le deuxième pont, point de jonction entre l'Europe et l'Asie minuscule.

ARTUN UNSAL.

La Chine découvre la gestion

Pékin. — Une véritable enquête vient d'être faite dans la capitale pour connaître les goûts des consommateurs. Par groupe de six, des étudiants ont interrogé les clients du grand magasin de la rue Wangfujing, la Behnodelou (littéralement « le grand bâtiment aux cent produits »), les leur ont demandé leur avis sur les produits, les services, les prix, les conditions de vente, les possibilités de crédit, etc. L'enquête a été menée par des étudiants de l'école de gestion de la capitale, qui n'y seraient pas. Une vraie première...

Ce genre d'enquête ne s'était jamais fait. De même que l'on n'a jamais enseigné véritablement la gestion. La CEE a proposé d'y remédier en organisant une formation de cadres d'entreprise d'Etat. Au bout de deux ans d'études entrecoupées de stages sur le terrain, la première promotion de trente-cinq élèves recevra en 1986 un diplôme de MBA (gestion des entreprises) décerné sous le contrôle de la Fondation européenne pour le développement de la gestion (1). Les nouveaux diplômés partiront ensuite quelques mois en Europe parfaire leur expérience dans des entreprises. L'enseignement est donné en anglais par des professeurs venus des pays du Marché commun. En fin de scolarité, les stagiaires apprendront le français ou l'allemand.

Chiffre d'affaires et profit

Ces stagiaires, nous a expliqué M. Max Boisseau, doyen de l'école de gestion installée à Pékin sous l'égide de la Fondation européenne, ont entre autres et quatre ans, des diplômes universitaires et de cinq à dix ans d'expérience. Ils ont dû apprendre l'anglais de manière intensive pendant six mois. La but de ce programme de cinq ans, sous l'égide de la coopération économique d'Etat, est de donner à des cadres jusqu'à présent coupés du reste du monde, les bases théoriques de la gestion. Il est aussi de leur apprendre à les appliquer concrètement.

D'autres projets occidentaux commencent également de voir le jour : américain à Oulian, en coopération avec l'université de Burtalo, japonais à Tianjin, cendrien à Chengdu, allemand. Mais le programme chinois dans ce domaine, point.

Nous avons assisté aux premiers rapports de fin de stage. Le chef d'un groupe nous a raconté les difficultés que lui avait faites la société pétrolière d'Etat pour le laisser suivre les cours. C'est souvent le cas pour les usines qui ont peur de perdre des éléments vala-

De notre correspondant

bles, il a fallu les pressions de la commission économique d'Etat pour qu'il puisse obtenir un congé. « Nous avons découvert beaucoup de concepts. Tout d'abord le marketing. Mais aussi les prix à la production, la gestion de la comptabilité, l'analyse des coûts, des profits et du volume », nous a-t-il dit. « La comptabilité est notre point faible », a ajouté un autre interlocuteur.

« Nous manquons de formation en gestion avancée, d'informations sur les entreprises, nous ont dit les stagiaires, après une semaine dans une usine de machines-outils. « Il est très difficile d'obtenir des chiffres précis. Parfois on ne veut pas nous les donner, parfois aussi ils n'existent pas. Et nous ne pouvons nous permettre d'offenser la direction en les lui réclamant. »

Quand ils sont arrivés, raconte un stagiaire, ils avaient le visage fermé, répondaient oui à n'importe quelle question. « Aujourd'hui, après quelques mois, ils présentent des exposés de groupe avec graphiques, et montrent qu'ils ont découvert la gestion. « Ils ne savent même pas au début ce qu'était le chiffre d'affaires. Le seul terme qu'ils connaissaient était celui de profit », dit la professeur de comptabilité, un Irlandais. « Depuis, ils ont appris qu'il y avait des coûts, qu'ils avaient pas de solution tous faits, qu'ils ne devaient pas prendre pour argent comptant tout ce que leur racontaient les responsables d'entreprise, qu'il n'y avait pas de racetrack-miraculis, et qu'ils devaient parfois savoir prendre des risques. « Ils portent des costumes Mao pendant les cours, ajoute un autre stagiaire, mais quand ils visitent des usines, ils se mettent en complet occidental, comme des experts étrangers. »

L'expérience commence à être intéressante. Au 10-on appris que, dans une usine de magnétophones, le taux de rejet était de 20 % contre 0,2 % en Europe. « Lors d'un stage dans une entreprise, un groupe a découvert que la firme n'avait même pas d'organigramme et en a dressé un, dit M. Boisseau. La direction ne savait pas ce qu'il existait et a trouvé cela merveilleux. » De même qu'elle a découvert, grâce aux stagiaires - dont la science était toute fraîche - la notion de prix de revient à l'unité.

Une fois diplômés, et revenus de leur stage européen, les premiers stagiaires regagneront leur entreprise d'origine, seront

affectés dans d'autres firmes ou dans des écoles de gestion dépendant de la Commission économique d'Etat. Ainsi, d'autres cadres chinois pourront être initiés à la gestion moderne. Cette formation purement européenne devrait avoir des prolongements, espèrent ses promoteurs. Elle pourrait permettre à des entreprises européennes d'établir des contacts, de former des experts à leurs techniques, voire de recruter au préalable des diplômés pour leurs opérations en Chine. Ainsi est en train de naître une Association euro-chinoise pour la gestion et le développement (ECAMOD), regroupant des entreprises intéressées par la Chine. Rares étaient jusqu'à présent les sociétés françaises à s'être manifestées.

Une faible productivité

Les notions élémentaires de gestion sont donc en train de pénétrer lentement en Chine. A visiter usines et administrations, il est clair que les Chinois ont de grands défauts dans ce domaine. Pour secouer le carcan bureaucratique, mais aussi pour rationaliser une production brouillonne et sans méthode.

La productivité chinoise est extrêmement faible. L'utilisation des machines et la gestion des stocks défectueuses. Les notions de tampa et de coût de main-d'œuvre commencent à peine à être prises en considération, depuis le lancement du slogan « le temps, c'est de l'argent ». La formation dispensée - à grands frais - par la CEE devrait être profitable, à condition que les nouveaux diplômés soient affectés à des postes de responsabilité et non pas noyés dans une masse de cadres peu instruits. A condition aussi que la hiérarchie sache apprécier des méthodes qui dérangent beaucoup les vieilles habitudes.

PATRICE DE BEER.

(1) La Fondation européenne pour le développement de la gestion exécute un programme de formation d'une durée de quatre ans, pour le compte de la Communauté européenne, qui y consacre 3,6 millions d'ECU (34,5 millions de francs).

Le projet est co-administré par l'EFMD (European Foundation for Management Development) et par la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) qui assure l'organisation de l'opération au niveau européen et français. Par ailleurs, la FNEGE, qui est une fondation française, assure la formation de cadres chinois spécialisés dans le conseil aux entreprises.

raison de cette panne, ce qui avait entraîné une baisse de 0,2 % des dépenses de consommation. La panne du système informatique du service fédéral des impôts avait provoqué en février et mars des baisses de 2,4 et 4,1 milliards de dollars respectivement des remboursements saisonniers d'impôts par rapport à l'année précédente. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

● PIB : + 2,3 % en un an. — Le produit intérieur brut (PIB) britannique s'est accru de 0,7 % au premier trimestre de 1985 par rapport

au trimestre précédent et de 2,3 % par rapport aux trois premiers mois de 1984, indiquent des statistiques officielles provisoires corrigées des variations saisonnières publiées le 20 mai. L'activité a continué d'être freinée par la longue grève des mineurs, qui n'a pris fin qu'au début de mars. Elle s'est accélérée depuis, et le gouvernement prévoit que pour l'année entière la croissance dépassera de 3,5 % celle de 1984. Au quatrième trimestre de 1984, le PIB avait augmenté de 0,8 % par rapport au trimestre précédent et de 1,9 % par rapport au trimestre correspondant de 1983. — (AFP.)

CONJONCTURE

LE REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION D'UNE PARTIE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ETAT

Une lettre de M. Bérégovoy

A la suite de notre article sur le remboursement anticipé d'une partie de la dette extérieure de l'Etat (le Monde du 17 mai), M. Pierre Bérégovoy nous a adressé une lettre dont nous publions ci-dessous l'essentiel :

« ... M. Varnholes écrit qu'il faudra rembourser pour financer ce remboursement. L'auteur confond, en effet, les besoins de financement de l'Etat avec les besoins de financement des entreprises commerciales ou pour couvrir un éventuel déficit de la balance des paiements avec les avoirs de change sur lesquels s'impute le remboursement du capital de la dette. »

« Notre capacité à rembourser dépend du niveau de nos avoirs. La bonne santé du franc, conséquence des résultats économiques obtenus et de la confiance des investisseurs étrangers, nous a permis de constituer des réserves importantes que nous pouvons utiliser pour réduire notre endettement extérieur. Cet allègement diminue d'autant le charge d'intérêt pour les années à venir et, par voie de conséquence, le poids que celle-ci fait peser sur la balance des paiements courants. »

« Il est donc erroné de dire que les entreprises publiques compensent par des emprunts extérieurs ce que l'Etat aura remboursé par anticipation : le programme 1985 d'emprunts à l'étranger des entreprises publiques a été arrêté au début d'année en fonction de leurs besoins de financement et en concertation avec leurs dirigeants. Il ne sera donc en rien modifié par la décision qui a été prise le 15 mai de rembourser par anticipation une partie de l'euro-crédit de 1,4 milliard de dollars contracté en 1983 auprès de la Communauté économique européenne. En effet, ce remboursement sera financé par prélevement sur nos réserves de change, qui se sont très sensiblement accrues depuis le début de l'année. »

« Par ailleurs, je suis très attaché à l'objectif d'allègement du service de notre dette extérieure. A cet effet, un grand nombre d'entreprises ont déjà procédé, en accord avec mes services, à des opérations de refinancement permettant de réduire sensiblement le coût de leurs

emprunts et la charge qui en résulte pour les comptes d'exploitation. Cette politique a été menée activement avec la prudence nécessaire. Elle a permis aux emprunteurs de tirer parti des bonnes conditions du marché et de l'excellente tenue de la signature française. »

« A ces opérations s'ajoutent les arrangements de contrats négociés directement entre prêteurs et emprunteurs qui ont pour but d'améliorer les conditions d'opérations existantes sans entraîner de mouvement de fonds. »

« L'ensemble de ces opérations ont porté sur des montants significatifs : 28,2 milliards en 1984 et près de 30 milliards au cours des cinq premiers mois de 1985. »

« Pour alléger le coût de sa dette extérieure, l'Etat avait le choix entre rembourser celle-ci (remboursement anticipé) ou financer les emprunts des entreprises qui ont déjà procédé à des opérations de refinancement à hauteur, presque, de 60 milliards de francs depuis le début de l'année. »

« Choisir pour une gestion trop passive de la dette, M. Bérégovoy fonde d'ailleurs éléments de réflexion. Sur le fond, les pouvoirs publics ont probablement d'autres raisons que celles avancées par M. Bérégovoy de diriger sur nos réserves de change pour rembourser par anticipation une partie de la dette de l'Etat. Car s'il est vrai que ces réserves sont maintenant appréciables (plus de 12 milliards de dollars), elles résultent de taux d'intérêt plus élevés en France qu'en RFA et non d'excédents commerciaux (notamment des déficits) ou de services. »

« La décision de tirer sur nos réserves apparaît comme une sorte de bonne mesure faite à la vertueuse Allemagne (dont la balance commerciale et celle des services courants sont restées excédentaires), victime depuis plusieurs semaines de fuites de capitaux attirés par les taux d'intérêt français. »

A. V.

SELON L'INSTITUT DE CONJONCTURE DU PATRONAT

Le commerce extérieur de la France va rester déficitaire

La fragilité du commerce extérieur de la France continuera de poser pendant longtemps encore de redoutables problèmes à nos gouvernements, et la politique économique actuelle devra être poursuivie, voire rendue plus sévère si le cours du dollar reste élevé. Tel est le jugement porté par l'INPEC (1), l'institut de conjoncture du patronat, dans sa dernière analyse de la situation.

Le dollar restant ce qu'il est, la production intérieure (PIB marchand) augmenterait de moins de 1 % cette année (0,9 % exactement), avec cependant une nette amélioration en fin d'année. L'investissement croîtrait de 0,3 % seulement et la consommation des ménages de 1,5 %. Le commerce extérieur serait déficitaire de 14 milliards de francs, et les prix de détail augmenteraient de 3,3 % entre le début et la fin de l'année (+ 5,9 % en moyenne annuelle). Compte tenu des mesures prises (TUC et formation), le nombre de demandeurs d'emploi « pourrait ne pas dépasser 2,5 millions en fin d'année. »

Si le dollar baissait, le déficit du commerce extérieur pourrait être limité à 6 milliards de francs cette année et les prix de détail augmenteraient de moins de 4,9 % en glissement.

Pour l'année prochaine, les choses évolueraient assez différemment selon que le dollar resterait à son niveau actuel ou baisserait.

L'INPEC estime qu'un ajustement des parités se produirait au sein du SME, qui verrait notamment

le franc dévaluer par rapport au DM. Ce réajustement se produirait au deuxième trimestre de 1986 si le dollar restait cher, mais pourrait intervenir dès cette année si la monnaie américaine fléchissait. Le déval du franc par rapport au DM serait de 9 % dans le premier cas et de 7,5 % à 8 % dans le second.

Le déficit du commerce extérieur resterait de l'ordre d'une vingtaine de milliards l'année prochaine avec un dollar aux environs de 10 F (incluant les conséquences du réajustement franc-DM). Mais la croissance serait nettement plus forte (+ 2,6 %), de même que les investissements (+ 4,1 %) et la consommation des ménages (+ 2,7 %). Les prix augmenteraient de 4,6 % entre le début et la fin de l'année (2).

La France pourrait-elle supporter un nouveau déficit de ses échanges extérieurs l'année prochaine ? Manifestement, l'INPEC ne le pense pas qui parle de mesures correctrices pour réduire ou annuler le déficit. Un nouveau coup de frein qui ralentirait la croissance et la ramènerait à moins de 2 %. Difficile de concilier activité plus forte et assainissement.

(1) Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises.

(2) L'accélération de la croissance, en 1986, s'expliquerait principalement par la petite relance qui va jouer dès la fin de cette année par le biais de la baisse des impôts et des prélèvements sociaux.

IS vite

Le Groupe Bosch en France

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires, réunie le 25 avril 1985, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1984 et a approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Elle a décidé la distribution d'un dividende de 494,23 F. Ce dividende assorti d'un crédit d'impôt de 4,62 F est mis en paiement à partir du 14 mai 1985.

Les actionnaires pourront le réinvestir en actions de la société en franchise du droit habituel de 0,1 % dans les six mois suivant la date de mise en paiement.

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire a décidé l'échange, à compter du 17 mai 1985, de toutes les actions VAL REAL existantes au 15 mai 1985 à raison de deux actions nouvelles pour une action ancienne.

Société d'investissement à capital variable

VALREAL
valeurs réalisables

FLASH BANQUE

A noter dans notre situation au 2 avril 1985:
Un total de bilan non consolidé de 33,6 milliards de F (+16,7% en 1 an).
A l'actif: 39,8 milliards de F de crédits à la clientèle, soit 47,6 % du total du bilan.
Au passif: 14,3 milliards de F de dépôts à vue de la clientèle (+8 % en 1 an).
Les comptes pour les particuliers (+1,5 %). Les comptes pour les entreprises (+1,7 %). Les capitaux permanents s'élevaient à 6,8 milliards (+39,4 % en 1 an).

Crédit du Nord

Merlin
MERLIN IMMOBILIER

Le Conseil d'Administration réuni le 11 mai 1985 a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1984, se traduisant par un bénéfice net de 8,9 millions.

M. Merlin a rappelé qu'en vue de donner au marché de l'action une meilleure mobilité et afin de permettre à un actionnaire plus important d'accéder au marché de ce titre, il avait décidé de procéder en Décembre 1984 à une opération de division du titre par cinq, ramenant la valeur nominale de l'action de 100 francs à 20 francs, portant ainsi le nombre d'actions total à 525 000 (contre 103 000 précédemment) attribuées aux actionnaires.

Il sera proposé à l'Assemblée du 26 juin 1985 une distribution globale, au titre de l'exercice 1984, de F 7 350 000, soit 82,6 % du bénéfice net, contre 75,9 % l'an dernier, soit un dividende de F 14 par action (assorti d'un avoir fiscal de F 7) correspondant à un revenu global de F 21. Pour l'exercice 1983, le dividende par action ressortait à F 109,50, avoir fiscal compris, avant la division du titre par cinq qui s'est opérée le 19 Décembre 1984. A éléments comparables, le dividende de l'exercice 1983 aurait été de F 14,60 (avoir fiscal de F 7,30), soit un revenu de F 21,90 par action.

Cette politique témoigne de la confiance du Conseil d'Administration dans les perspectives qui s'offrent à la Société pour 1985.

Ce qu'il faut retenir, et qui avait déjà été initié dans le deuxième semestre 1984, c'est le succès de la politique volontariste de réduction des coûts et des prix de vente tout en maintenant la marge brute d'exploitation.

L'indicateur d'activité le plus significatif à cette époque de l'année est le portefeuille de réservations net de désestimations qui, du 1^{er} Janvier au 15 Avril 1985, s'est élevé à 992 appartements à comparer avec 697 un an plus tôt.

BUE
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Créée en début d'année à l'initiative de la B.U.E., les Sicav GESTUNION et VALUNION ont récemment tenu leurs premières Assemblées générales et réuni leurs premiers Conseils d'administration.

Le Conseil d'administration de GESTUNION, dont le capital est de 240 millions de francs et qui est spécialisé dans la gestion d'un portefeuille obligataire orienté vers la recherche de plus-values à long terme, est composé comme suit:

Administrateurs:
M. Henri HELIOT, Président Directeur Général.
AÉROPORT DE PARIS: M. Jacques Amilhat.
CANCAVA, Caisse Autonome Nationale de Compensation de l'Assurance Vieillesse Artisanale: M. Gilbert Plaine.
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE POMPEY: M. Harold Tykocinski.
M. Marcel GÉOFFROY, Compagnie Générale de Matériaux Nucléaires - Cogema.
FRAMATOME: M. Gilbert Faure.
LEGRAND S.A.: M. Pierre Meyer.
BANQUE BONNASSE, Banquiers, Petits-fils et Fils de Léon et Eugène BONNASSE: M. Bernard Bellon.
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE: M. Roger Flament.
M. Xavier LEHMAN, sous-directeur de la Banque de l'Union Européenne.
M. Jean-Jacques NOYEZ, sous-directeur de la Banque de l'Union Européenne.

Collège des Censeurs:
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET FONCIÈRE (Groupe Renault): M. Christine Detourbet.
M. Michel DAGUE, Directeur Honoraire de la Banque de France.

Le Conseil d'Administration de VALUNION, dont le capital est de 1 milliard de francs et qui a pour vocation la recherche d'une valorisation régulière de ses actifs pour les investisseurs de courte durée, est composé comme suit:

Administrateurs:
M. Xavier LEHMAN, Président.
M. Henri HELIOT, Directeur Général.
AÉROSPATIALE-S.N.I.: M. Jean-Pierre Boudon.
AGENCE FRANCE-PRESSE: M. Jean-Charles Paracelios.
AGENCE HAVAS: M. Guy Saigone.
SOCIÉTÉ NAVALE DES CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX: M. Henri Magnier.
MERLIN GERIN: M. Damien Clermont.
PECHINEY: M. Alain Dupont.
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE: M. Philippe Carrière.
M. Roger FLAMENT, Directeur adjoint de la Banque de l'Union Européenne.

Collège des Censeurs:
A.N.F.H. ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PERMANENTE DU PERSONNEL HOSPITALIER: M. Jacques Taglang.
M. Jean-Claude BOUTONNET.
RADIO-FRANCE: M. Christian Maillard.

SILC

Le conseil d'administration, réuni le 14 mai 1985, a arrêté les comptes de l'exercice 1984. Le bénéfice courant s'établit à 53 331 000 F, contre 43 543 000 F en 1983 (+22,5 %), alors que les produits (loyers, produits accessoires et produits financiers), hors reprises sur provisions et remboursements de charges récupérables, sont de 100 422 000 F contre 91 502 000 F en 1983 (+9,75 %). Ce différentiel très important est dû pour l'essentiel à une très forte diminution des charges financières provoquée par l'amortissement normal des emprunts, et par la conversion à la fin de 1984 de 34 458 obligations 1974 qui ont été ainsi amorties par anticipation.

Au bénéfice courant vient s'ajouter le résultat exceptionnel de 33 796 000 F, dont 30 894 000 F de plus-value nette à long terme, déléguée par la vente à Midland Bank S.A. de l'immeuble de bureaux dont elle était locataire.

Il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira le 28 juin prochain la distribution d'une somme de 47 430 684 F, représentant comme l'année dernière 85 % du bénéfice soumis à obligation de distribution en application de la réglementation propre aux SICOMI, ce qui permettra de servir un dividende de F 32,40 aux 1 463 910 actions composant le capital social, contre F 26,25 par 1 410 024 actions au titre de l'exercice précédent. Même en faisant abstraction de la part de ce dividende (F 1,68), qui provient du résultat exceptionnel, le taux d'augmentation ressort à 17 %. Compte tenu des prévisions qui peuvent être actuellement faites, il est raisonnable d'espérer pour l'exercice en cours une progression du dividende courant, dont le résultat exceptionnel, de l'ordre de 14 %.

L'Assemblée générale ordinaire sera appelée à proposer aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

IN
INTERTECHNIQUE

AUGMENTATION DU CAPITAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES

Le conseil d'administration de la société, réuni le 17 avril, usant de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale extraordinaire du 2 juin 1981, a décidé d'augmenter le capital par distribution d'actions gratuites. Ces nouvelles actions, portant jouissance du 1^{er} janvier 1984, bénéficieront donc du dividende versé au titre de l'exercice 1984.

Cette augmentation de capital est réalisée par voie d'émission de 191 333 actions de 100 francs chacune, entièrement libérées et attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes.

Le droit d'attribution sera exercé et les actions nouvelles attribuées à partir du 17 mai 1985 par les établissements suivants:

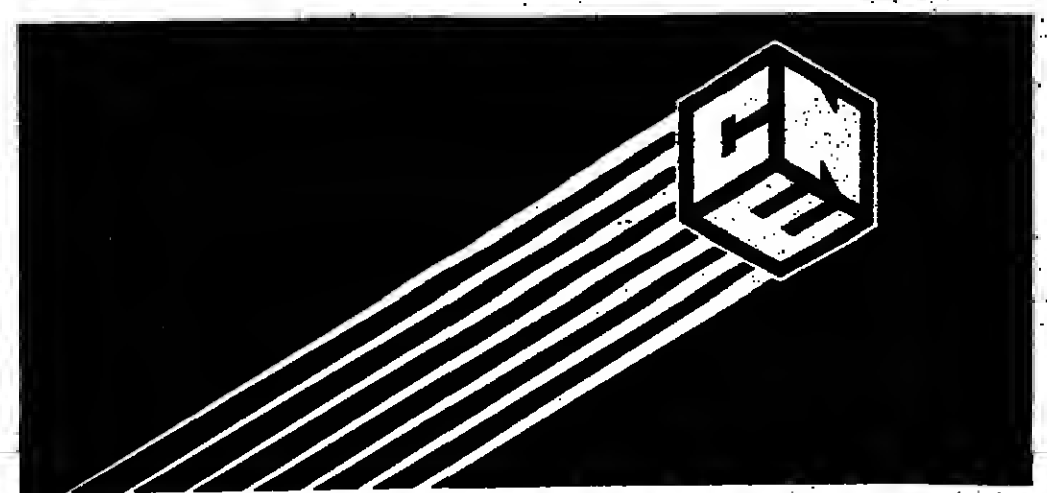
- Banque Rivaud;
- Crédit Lyonnais;
- Société Générale;
- Banque nationale de Paris;
- Crédit commercial de France;
- Banque Louis-Dreyfus;
- Banque Industrielle et commerciale de Marais.

Ainsi que dans les succursales et agences de ces établissements, en France.

Le droit d'attribution sera négociable sur le marché de la Bourse de Paris.

Les actions nouvelles seront délivrées au choix des actionnaires, et seront inscrites au compte des attributaires dans les registres de la société pour les actions nominatives, ou dans les comptes des intermédiaires habilités pour les actions au porteur.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE



EMPRUNT A TAUX FIXE A DURÉE PROROGÉABLE

de 4 milliards de francs

Prix d'émission:
100 % soit 5.000 F par obligation.

Règlement des souscripteurs:
ce prix sera réglé en deux versements:
• 25 % soit 1.250 F par titre lors de la souscription le 3 juin 1985,
• 75 % soit 3.750 F par titre le 8 octobre 1985.

Date de jouissance:
3 juin 1985.

Intérêt annuel:
11,50 %, soit 575 F par obligation payable le 3 juin de chaque année.
Par exception, le premier coupon sera de 425 F.

Taux de rendement actuariel brut:
11,50 %
au règlement.

Durée de l'emprunt:
7 ans
avec possibilité pour l'émetteur d'offrir une prorogation pour une nouvelle période de 7 ans sauf demande de remboursement du porteur.

Amortissement:
par remboursement au pair le 3 juin 1992.

Souscriptions:
Les souscriptions sont reçues dans la limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-dessous:
• Caisse Nationale de l'Énergie,
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
• Caisse d'Épargne,
• Caisse de Crédit Agricole Mutuel,
• Caisse de Crédit Mutuel,
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation:
Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle.
Une fiche d'information (vise COS n° 85-135 du 17 mai 1985) peut être obtenue sans frais auprès de la C.N.E. et des Établissements chargés du placement.

L'admission des obligations en SICOMI sera demandée.
Avis publié au B.A.L.O. du 20 mai 1985.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
18 BIS, RUE DE BERRI - 75008 PARIS - TEL. 359.46.46.

GRANDS MOULINS DE PARIS

Le Conseil d'Administration, réuni le 14 mai 1985, a examiné les résultats de l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à F 3 906 230 000 contre F 3 550 000 000 en 1983, soit une progression de 13,3 %.

Le chiffre d'affaires sur le marché intérieur a été de F 3 008 936 000, en progression de 4 % sur 1983. Le chiffre d'affaires Exportation est de F 897 294 000, en hausse de 61,8 %, essentiellement du fait de la reprise des livraisons de farine française sur le marché égyptien.

Le résultat net de la Société des Grands Moulins de Paris a été de F 2 538 000 000, en progression de 16,4 %.

Le résultat net de la Société s'est élevé à F 29 905 000 contre F 14 950 000 provenant des royalties et plus-values sur support.

En 1983, le résultat net avait été de F 11 605 000 contre F 8 809 000 en résultat d'exploitation et F 2 796 000 au titre des royalties et plus-values.

Le résultat net consolidé du groupe est de F 50 172 000 (dont F 16 202 000 au titre des royalties et plus-values) contre F 27 645 000 en 1983 (dont F 3 550 000 de royalties et plus-values).

La part des GRANDS MOULINS DE PARIS dans ces résultats consolidés ressort à F 46 377 000 contre F 23 500 000 en 1983.

Le conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire du 28 juin prochain la distribution d'un dividende de 7,00 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 3,50 F (contre respectivement 6,00 F et 3,00 F en 1983), représentant un résultat total distribué de F 7 173 000.

B.P.G.F.

RIEN DE COMMUN!

La nouvelle BPGF, constituée en décembre 1983, tient à souligner qu'elle n'a aucun lien juridique et financier de quelque nature que ce soit avec l'organisme qui portait précédemment le même nom et qui a pris successivement les raisons sociales de HPGF puis de FIMES.

La nouvelle BPGF est présidée par M. Gilles Brac de La Perrière. Son capital de 190 millions de francs est détenu notamment par Paribas (20 %) et l'Amsterdam-Rotterdam Bank n.v. (18 %), ainsi que d'autres actionnaires français et étrangers. Elle n'a rien de commun avec les événements et les opérations qui ont fait l'objet d'informations dans la presse.

L'exploitation de la nouvelle BPGF s'est traduite par un bénéfice de 25,7 millions de francs pour l'exercice 1984 grâce à la valeur du fonds de commerce, la compétence du personnel de la banque, l'intimité de ses liens avec une clientèle institutionnelle et privée prestigieuse.

SICAV

aparcourt LE LIVRET PORTFOLIO FRANCE BELGIUM LUXEMBOURG

Situation au 29.03.85

Actions françaises
Obligations françaises
Valeurs étrangères
Autres actifs

Actif net (millions de F)

Valeur liquidative

Performance 1985 * (1er trimestre)

* en % de la valeur liquidative au 28-12-84
(1) progression du capital - revenu brut net (2) progression du capital, revenu brut réinvesti

	FRANCE	BELGIUM	LUXEMBOURG	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE
Actions françaises	23,6 %	4,6 %	42,2 %	0,2 %	55,6 %	
Obligations françaises	32,4 %	79,1 %	43,0 %	84,0 %	36,6 %	
Valeurs étrangères	44,1 %	15,4 %	13,6 %	3,0 %	3,2 %	
Autres actifs	-00,1 %	0,9 %		12,8 %	4,6 %	
Actif net (millions de F)	8 423,8	3 241,2	3 124,6	1 853,1	3 335,2	8 413,9
Valeur liquidative	6 821,80 F	462,32 F	373,81 F	808,22 F	6 372,55 F	305,68 F
Performance 1985 * (1er trimestre)	+ 4,2 %	+ 5,5 %	+ 3,9 %	+ 9,2 %	+ 4,1 %	+ 8,2 %

pour répartir votre épargne selon vos projets

Réinvestissement sans frais des dividendes jusqu'au 1er juillet 1985 inclus (sauf pour E.S. et R.T.)

chez l'ÉCUREUIL à LA POSTE au TRÉSOR PUBLIC

(L.B. seulement)
gestion: Caisse des dépôts

MARCHÉS

NEW

Le Dow Jones

Les marchés financiers ont été marqués par la continuation de la hausse des actions américaines. Le Dow Jones a terminé à 2 815,50 points, en hausse de 15,50 points. Le Nasdaq a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points. Les obligations américaines ont été en baisse, le rendement à 10 ans passant de 11,50 % à 11,75 %.

PARIS

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

Le CAC 40 a terminé à 1 115,00 points, en hausse de 10,00 points.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Le « Dow » au-dessus de 1 300

Record battu lundi à Wall Street. Pour la première fois de l'histoire, le célèbre indice Dow Jones s'est officiellement établi à 1 300,86, en progression de 19,55 points. Plusieurs fois au début de l'année, il avait franchi la barre des 1 300, sans jamais toutefois parvenir à conclure en se maintenant à ce niveau. Le 1^{er} mai dernier, le Dow avait culminé à 1 299,35. Pour une belle séance, ce fut une belle séance. Le mouvement de hausse s'amorçait dès l'ouverture et devait se poursuivre quasiment jusqu'au coup de cloche final. Au plus haut, l'indice des Industriels atteignait 1 310,37.

Le bilan de la journée fut, si l'on peut dire, à la hauteur de la performance établie. Sur 2 047 valeurs traitées, 1 279 ont monté, 416 sont restées stables et 352 ont baissé. A l'origine de l'explosion qui a régné autour du « Big Board », la décision prise par la Réserve Fédérale, vendredi dernier, de baisser le taux d'escompte d'un demi-point (7 1/2 %, contre 6 %), qui a eu pour effet de précipiter la déflation à 10 % (contre 10 1/2 %) des taux de base bancaire.

Les investisseurs ont retenu de cette mesure qu'elle allait fortifier l'économie sévèrement ralentie ces derniers temps. Les avis étaient cependant partagés sur les chances de marché de tenir la distance.

VALEURS	Cours de 17 h	Cours de 20 h
Alcoa	33 5/8	34 1/8
A.T.T.	23 3/8	24 1/8
Boeing	58 1/2	59 1/4
Chrysler	58 1/2	59 1/4
Du Pont de Nemours	58 1/2	59 1/4
General Electric	58 1/2	59 1/4
IBM	58 1/2	59 1/4
Johnson & Johnson	58 1/2	59 1/4
Merck	58 1/2	59 1/4
Motorola	58 1/2	59 1/4
Rockwell	58 1/2	59 1/4
Spacelabs	58 1/2	59 1/4
Union Carbide	58 1/2	59 1/4
Walt Disney	58 1/2	59 1/4
Westinghouse	58 1/2	59 1/4
Yale	58 1/2	59 1/4

PARIS, 21 mai

Bien orienté

Le boom de Wall Street n'a pas produit mardi à la Bourse de Paris un effet d'entraînement aussi sensible que celui attendu. Le marché a continué de consolider ses positions avec, toutefois, une tendance à se raffermir au fil des cotations. Le marché a été soutenu par le nombre limité des ventes. Pour la plupart, les hausses n'ont pas revêtu une grande ampleur et celles de qualité se comptent sur les doigts de la main (CSF, Bouygues, Moët, Mouton).

A la clôture, néanmoins, l'indice des Industriels enregistrant une avance de 0,9 % environ. Mais de l'avis général, la réaction d'aujourd'hui est « musclée ». A cela, une bonne raison : la réponse des « primes » avait lieu ce jour. Ces fameuses « primes » ne sont plus très jolies aujourd'hui. Tout l'indépendant se concentre sur la liquidation du lendemain.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

INSTITUT MÉRIEUX. - Le bénéfice net consolidé provisoire s'élève à 24 millions de francs (contre 30,39 millions). Ce recul est dû à une conjonction de facteurs défavorables au cours du second semestre de l'exercice écoulé. Le dividende net est maintenu à 13 F.

CAMPENON BERNARD. - Le résultat consolidé (part du groupe) pour 1984 est du même ordre de grandeur que le précédent (16,1 millions de francs, contre 15,6 millions). Le bénéfice net de la société mère est en baisse (-23,5 millions de francs, contre 32,4 millions), en raison de l'effort financier exercé dans le cadre de la restructuration de filiales en difficulté.

GRANDS MOULINS DE PARIS. - Le dividende net pour 1984 est porté de 6 F à 7 F. Le bénéfice net consolidé est de 33,97 millions de francs, contre 24,09 millions. Plus-values comprises, il atteint 50,17 millions de francs (contre 27,64 millions). La part des Grands Moulins s'élève à 46,37 millions de francs (contre 23,50 millions).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 28 déc. 1984)
Valeurs françaises : 17 mai 1985 20 mai 1985
Cote officielle : 119,3 119,6
Cote à terme : 105,6 106,6
Cote des AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 31 oct. 1981)
Indice général : 22,1 22,1
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés de 21 mai : 10,18 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 249,45 250,15

BOURSE DE PARIS Comptant

21 MAI

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
3 %	30	1 815	Europe	923	840	Sevres Maubeuge	452	465	A.E.P.-R.D.	1750	1745
5 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	Calberson	347 20	347 20
10 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
15 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
20 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
25 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
30 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
35 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
40 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
45 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
50 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
55 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
60 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
65 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
70 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
75 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
80 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
85 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
90 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
95 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
100 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
3 %	30	1 815	Europe	923	840	Sevres Maubeuge	452	465	A.E.P.-R.D.	1750	1745
5 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	Calberson	347 20	347 20
10 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
15 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
20 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
25 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
30 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
35 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
40 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
45 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
50 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
55 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
60 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
65 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
70 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
75 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
80 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
85 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
90 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
95 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
100 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
3 %	30	1 815	Europe	923	840	Sevres Maubeuge	452	465	A.E.P.-R.D.	1750	1745
5 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	Calberson	347 20	347 20
10 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
15 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
20 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
25 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
30 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
35 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
40 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
45 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
50 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
55 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
60 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
65 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
70 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
75 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
80 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
85 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
90 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
95 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
100 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
3 %	30	1 815	Europe	923	840	Sevres Maubeuge	452	465	A.E.P.-R.D.	1750	1745
5 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	Calberson	347 20	347 20
10 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
15 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
20 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
25 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
30 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
35 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
40 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
45 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
50 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
55 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
60 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
65 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
70 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
75 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
80 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
85 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
90 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
95 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
100 %	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740

3%	30	1 815	Europe	923	840	Sevres Maubeuge	452	465	A.E.P.-R.D.	1750	1745
5%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	Calberson	347 20	347 20
10%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
15%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
20%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
25%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
30%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
35%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
40%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
45%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
50%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
55%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
60%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
65%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
70%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
75%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
80%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
85%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
90%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
95%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740
100%	30	1 815	Europe	923	840	S.E.P. (M)	300	300	C.D.M.E.	740	740

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. NORMES : « La liberté de s'offrir », par Danielle Rosdoni ; « La République, l'éthique et l'orthographe », par Jérôme Verain.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT

4. ASIE

4-5. AMÉRIQUES

GUATEMALA : les organisations de défense des droits de l'homme sont réduites au silence.

6. EUROPE

PORTUGAL : le Parti social-démocrate entre l'alliance à droite et la coopération avec les socialistes.

6. AFRIQUE

7. DIPLOMATIE

DOSSIER

8. La mise en service du système sous-marin nucléaire français.

POLITIQUE

10. Opposition : l'union dans la « bienveillance réproque ».

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE : l'officier déserteur du plateau d'Abion devant le tribunal de Nanterre.

12. ÉDUCATION : les nouveaux programmes d'histoire en terminale.

14. SPORTS : le Loto sportif.

LE MONDE MÉDECINE

15. Les périodes vivants de Californie : une nouvelle hypothèse sur l'origine de la maladie de Parkinson.

16. SIDA, au nom du virus, un combat scientifique pour l'honneur et pour la gloire, sur toile de fond financière.

CULTURE

17. Carnet, trente-huitième.

20-21. COMMUNICATION : le rapport de M. Bredin sur les nouvelles télévisions.

CFM 89 à Paris

232-14-14 et 720-52-97

Mardi 21 mai, à 18 h 45

Quoi de neuf à l'école ?

FREDÉRIC GAUSSEN et PHILIPPE BERNARD

répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

Débat animé par FRANÇOIS KOCH

ÉCONOMIE

43. SOCIAL : l'évolution des prestations familiales depuis 1970 ; La France a perdu 234 000 emplois en 1984.

45. ÉNERGIE.

RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS « SERVICES » (41) :

La carte Jeunes ; « Journal officiel » ; Mous croisés.

Les grands rendez-vous de l'emploi (27-28) ; Annonces classées (29 à 40) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (47).

REJETANT LE RECOURS FORMÉ PAR L'OPPOSITION

Le Conseil d'Etat juge légale la recommandation de la Haute Autorité relative au « quart d'heure » de M. Fabius

Le Conseil d'Etat a rejeté, lundi 20 mai, le recours formé par MM. Claude Labbé et Jean-Claude Gaudin, respectivement président du groupe RPR et président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, contre la recommandation du 11 octobre 1984 de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Celle-ci avait déterminé les modalités selon lesquelles les différentes formations politiques pourraient s'exprimer sur les ondes de TF1, à la suite des interventions du premier ministre, dans le cadre de l'émission mensuelle « Parloirs France ».

Le Conseil d'Etat a d'abord estimé que, en exposant et en commentant chaque mois, en réponse aux questions des journalistes, la politique du gouvernement, le premier ministre n'avait pas fait usage du droit de communication prévu par l'article 33 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. Il a en conséquence écarté l'argumentation des requérants selon laquelle la Haute Autorité aurait dû prendre une décision fixant les conditions d'exercice au droit de réplique aux communications du gouvernement.

Reconnaissant à cette nouvelle institution un assez large pouvoir

d'appréciation, le Conseil d'Etat a estimé en second lieu qu'en décidant qu'à la suite de chaque intervention du premier ministre les formations politiques de l'opposition d'une part, et celle de la majorité d'autre part, disposeraient à la même heure et dans les mêmes conditions de cette intervention d'une émission d'un quart d'heure, la Haute Autorité n'avait méconnu ni les principes relatifs à la libre communication des opinions et à l'égalité entre les citoyens en la matière, ni les dispositions de la loi du 29 juillet 1982 qui ont pour objet de garantir le respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes de télévision.

Ce faisant, il a admis que, en l'espèce, la Haute Autorité avait pu légalement se référer à la pratique dite des « trois tiers », couramment appliquée par les chaînes depuis 1974. Enfin, le Conseil d'Etat a jugé que, pour assurer la mise en œuvre de la règle qu'elle avait ainsi décidée d'appliquer, la Haute Autorité avait pu légalement proposer le échange entre deux formules et renvoyer la détermination des modalités d'application à un arrangement entre les formations politiques, suivi d'un accord avec la direction de TF1.

LE CONSUL D'ARABIE SAOUDITE AU LIBAN EST LIBÉRÉ

M. Hussein Farrahe, consul d'Arabie saoudite au Liban, qui avait été enlevé en janvier 1984 à Beyrouth-Ouest, a été libéré et a regagné lundi Djeddah à bord d'un avion spécial syrien.

A son arrivée à Djeddah, M. Farrahe a rendu hommage au président Hafez al-Assad et aux responsables syriens pour leurs efforts visant à obtenir sa libération, ainsi qu'au roi Fahd Ben Abdel Aziz et aux responsables saoudiens pour leur collaboration étroite avec les autorités syriennes. (AFP.)

LE CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE DEVIENT UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC

Le Centre mondial informatique et ressources humaines, qui depuis 1982 était constitué sous forme d'association, est transformé en établissement public national à caractère industriel et commercial, au terme d'un décret paru au Journal officiel du 21 mai. Il reste placé sous la tutelle du ministre chargé du Plan, et ses missions sont précisées.

Le Centre est chargé de mettre au point des logiciels, langages et systèmes informatiques, de promouvoir la diffusion des nouvelles applications de la micro-informatique, de développer des expérimentations sociales des usages nouveaux de la micro-informatique, de favoriser une meilleure connaissance des utilisations de la micro-informatique, enfin de constituer un centre d'échange des idées et des connaissances.

● Mort du professeur Bruno Molajoli. — Ancien directeur général des Antiquités et Beaux-Arts d'Italie, le professeur Bruno Molajoli est mort à Rome le 19 mai. Il était âgé de quatre-vingts ans. Pionnier des grands travaux de restauration, de protection du patrimoine et de réorganisation des musées (notamment celui de Capodimonte, à Naples), amoncelés dans les années 60, il était également l'auteur d'une centaine d'ouvrages d'histoire de l'art.

L'ALGÈRE OBTIENT DEUX EMPRUNTS POUR 700 MILLIONS DE DOLLARS

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a obtenu les deux plus importants emprunts que ce pays ait jamais lancés sur le marché international, soit un total de 700 millions de dollars.

Ces deux emprunts, d'un montant respectif de 500 millions de dollars et 200 millions de dollars, ont été attribués le 20 mai, à Paris, entre la BEA et des banques françaises et japonaises. Ils sont destinés à financer le plan de développement quinquennal (1985-1989) de l'Algérie.

Le plus important de ces emprunts est un eurocrédit à taux flottant organisé par la Banque arabe et internationale d'investissement avec le Crédit lyonnais, la Banque nationale de Paris, Paribas et la Société générale comme co-chefs de file.

Champion d'aérostation

MICHEL ARNOUD SE TUE DANS UN ACCIDENT D'ULM

Michel Arnaud, âgé de trente-neuf ans, s'est tué le 19 mai, près de Châlons-sur-Marne (Marne), alors qu'il pilotait un ULM. Sa machine, de type « Sirocco », est tombée en piqué de 300 mètres d'altitude pour percuter une ligne à haute tension. Champion français le plus titré en aérostation, Michel Arnaud avait établi en 1980 le record du monde d'altitude en montgolfière non pressurisée (12 301 m).

● Un lycéen blessé par un camarade de classe. — Un lycéen de Quimper, Pascal Riou, dix-huit ans, porteur du badge « Touche pas à mon pote », a été blessé de plusieurs coups de pistolet à grenaille par un camarade de sa classe, Daniel B., dix-sept ans, porteur du badge du Front national « Touche pas à mon peuple », a-t-on appris, mardi 21 mai, la veille, à l'occasion du trentième anniversaire de la terminale, Pascal Riou, a retrouvé Daniel dans la rue et la discussion s'est rapidement envenimée. Les deux jeunes se sont battus, et Daniel, qui avait le dessous, a saisi son pistolet et tiré à six reprises contre Pascal avant de l'asperger d'un jet de gaz lacrymogène. Blessé à l'abdomen et au visage, Pascal Riou a été soigné à l'hôpital avant de regagner son domicile dans la soirée.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

La Société civile à capital variable des rédacteurs du Monde est convoquée à une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le mercredi 29 mai à 16 heures précises, salle des Assurances générales de France, 87, rue de Richelieu, 75003 Paris.

ORDRE DU JOUR

- Information sur l'assemblée générale ordinaire de la SARL le Monde du 31 mai 1985.
- Présentation et discussion du plan de redressement de la SARL le Monde.
- Votes.
- Questions diverses.

SELON LE «NEW YORK TIMES», ISRAËL, LE PAKISTAN ET LA CHINE LIVRERAIENT DES ARMES A SRI-LANKA

Aax prises avec la guérilla tamoule, le gouvernement de Colombo a fait appel à l'aide d'Israël, du Pakistan et de la Chine, a rapporté, mardi 21 mai, le New York Times, citant des responsables sri-lankais. Six vedettes rapides ont été commandées à Israël. L'une d'entre elles est déjà en service entre le sud de l'Inde — où certains indépendantistes tamouls auraient trouvé refuge — et l'île de Sri Lanka. Selon les mêmes sources, des armes légères seraient achetées au Pakistan et en Chine. Colombo projette d'acquiescer de nouveaux hélicoptères, probablement en Europe, pourrait le journal.

Le président Jayewardene a confirmé dans un discours, le samedi 18 mai, que son gouvernement avait décidé « au cours des derniers mois » d'accroître les achats d'armes et l'entraînement d'unités antiterroristes. Lors d'un récent raid contre la ville sainte d'Anuradhapura (le Monde du 21 mai), les autorités locales ont été surprises par la qualité et le nombre des armes utilisées par les terroristes tamouls.

D'autre part, cinq policiers ont été tués au cours de deux attentats, lundi 20 mai, dans la partie orientale de l'île, dont l'un dans la localité à majorité cinghalaise de Polonnaruwa. Selon des habitants de cette partie du pays, plus d'une soixantaine de civils tamouls sont portés disparus et ont peut-être été tués lors d'opérations de nettoyage de l'armée et de la police. Un notable de la communauté tamoule de Batticaloa, sur la côte est, a affirmé que la force d'intervention spéciale récemment constituée et formée par d'anciens membres des commandos d'élite britanniques (SAS), y avait tué quarante et une personnes depuis le 16 mai. Une vingtaine d'autres, dont un religieux hindou, ont été tués à Ampara.

Sur le vif

Bis repetita

Ce qui est tué dans ce métier, c'est d'écrire des papiers. Autrement, ce serait pas payé. Mais écrire, ce n'est pas un métier. C'est d'être journaliste. Vous ne pouvez pas imaginer. Pourquoi ? Simple : les français interdisent les répétitions.

Si vous mettez : « Tu te payes ma tête ou quoi ? » Et, trente secondes plus tard : « C'est trop cher payé », ça fait deux fois. Ça fait deux fois, ça fait pas propre. Vous vous relisez. A trois paragraphes de distance, deux « mais », effroyables pour nous, et vous sautez à la guele. Vous barrez le premier, et vous marquez « pourtant ». Un peu plus bas, vous tombez fatiguement sur un autre « pourtant », que vous remplacez par « cependant », et ainsi de suite. C'est débile.

Pas question non plus de saupoudrer un dialogue de « dit-il » ou de « dit-elle », monotones et répétitifs. Faut varier, passer de « exclamait-il » à « exclamait-elle », en veillant, là encore, à ne pas « exclamer » ou « exclamer trop souvent ». Moi, comme les collègues me barbotent continuellement mon dictionnaire des synonymes, je me contente d'aller à la ligne à la fin de chaque répétition. Je sais que vous vous efforcerez dans mon coin, ici, en dernier lieu, complètement crevé, par l'énorme effort intellectuel que vous a demandé le lecture du journal, et que ce vous oblige à une gymnastique supplémentaire, mais bon, tant pis pour vous.

Il y a plus embêtant. Vous parlez de Defferre, mettons. Defferre, une fois ça va, pas deux. Alors après, vous dites le maire de Marseille. Après, le ministre du Plan. Après, le ministre d'Éducation. Après, Gaston. Après, Gaston et après... Pas après, vous arrêtez d'en parler parce que vous ne savez plus comment l'appeler.

Les Anglais, eux, sont beaucoup plus naïfs. Comme le fait remarquer mon confrère, John Harris, ils n'éprouvent pas le besoin de varier de la fille d'un épiscier qui a épousé M. Denis Thatcher pour éviter de citer le nom du premier ministre. Ils ne se gênent pas, ils emploient souvent le « she », elle, ou un « Mrs T », délicate et mal polie. Tout ça pour gagner de la place, économiser du fil et brider leurs camarades à moitié pris. Ce sont des rats, je vous dis.

CLAUDE SARRAUTE.

● Une conférence internationale de juristes sur l'Irlande. — Une conférence internationale de juristes sur l'Irlande, organisée sous l'égide de l'Association internationale des juristes démocrates et de la Fédération internationale des droits de l'homme doit avoir lieu à Paris les 31 mai et 1er juin 1985 à l'université Paris-1, 9, rue Malher, Paris 75004. Quatre thèmes seront abordés : les lois d'exception ; les pratiques répressives ; les extraditions et l'asile ; l'autodétermination de l'Irlande.

Parmi les participants figurent notamment Sean MacBride (président du Bureau international de la paix), Lord Anthony Gifford, Patrick Macateer (député à Dublin), Kader Asmal (député de l'université de Dublin), Mary Pike (avocate américaine). Desmond Wilson (prêtre à Belfast). Le témoignage de Pat McGowan, qui fut l'un des grièvement de la faim compagne de Bobby Sands en 1981, et vient d'être libéré de Long Kesh, sera entendu.

Le numéro du « Monde » daté 21 mai 1985 a été tiré à 468 044 exemplaires.

Berty

le prêt à porter des grande (1 m 85 à 2 m 15) et des costards

PARIS 12^e 86, av. Ledru-Rollin Tél. : 628.18.24

PARIS 17^e 79, av. des Ternes Tél. : 574.35.13

LYON 6^e 22, cours F. Roosevelt

AVIGNON 101, rue Bonneterie

TOULOUSE 6, rue Lakanal

BORDEAUX 28, rue Mabry

Plus vite, moins cher !

Avant la hausse importante de juillet

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505 à des conditions «spéciales NEUBAUER»

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Denis

Omega Constellation

à la preuve du temps.



Il est vrai que Jean-Paul II a répondu aux questions. On n'a pas pour exprimer la justice aux Pays-Bas, ni sur sa politique de maintien des épiscopats, ou l'absence de la garde les jeunes, ou la contraception et l'homosexualité. Le pape a toujours sur un ton constructif que la validité de la vie.

Il est vrai que Jean-Paul II a répondu aux questions. On n'a pas pour exprimer la justice aux Pays-Bas, ni sur sa politique de maintien des épiscopats, ou l'absence de la garde les jeunes, ou la contraception et l'homosexualité. Le pape a toujours sur un ton constructif que la validité de la vie.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail

COSTUMES MESURE

A partir de 1 750 F

PANTALONS à partir de 590 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

JUPES et TAILLEURS SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. Le pédagogue et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

● Prochaine session pour la rentrée 1985 : 9-11 septembre 1985.

● Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1985.

● Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions, BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. (3) 038-38-00

ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État

A B C D E F G

Jean-Paul II, la fronde et le dialogue

Il est vrai que Jean-Paul II a répondu aux questions. On n'a pas pour exprimer la justice aux Pays-Bas, ni sur sa politique de maintien des épiscopats, ou l'absence de la garde les jeunes, ou la contraception et l'homosexualité. Le pape a toujours sur un ton constructif que la validité de la vie.

Il est vrai que Jean-Paul II a répondu aux questions. On n'a pas pour exprimer la justice aux Pays-Bas, ni sur sa politique de maintien des épiscopats, ou l'absence de la garde les jeunes, ou la contraception et l'homosexualité. Le pape a toujours sur un ton constructif que la validité de la vie.

55 من الاصل